

« Arts et Spectacles » : jazz à Paris et Nancy



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14841 - 7 F

JEUDI 15 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Un sommet des Douze pour l'emploi ?

La raison ou la résignation ? Alors que la crise économique s'aggrave et que ses conséquences sociales sont de plus en plus dramatiques, les peuples européens semblent anémiques. Partout, les entreprises résistent à la hausse leurs plans de licenciement, alors que les Etats reviennent à la baisse la protection sociale. Avec parfois la neutralité bienveillante des organisations syndicales. Faut-il se réjouir de ce calme relatif ? Ne faut-il pas plutôt craindre que, sous le feu, ne couve la tempête ?

Une nouvelle vague de licenciements inonde le Vieux Continent, reprenant celle du début des années 80. Véritable coup de grisou dans un climat économique déjà détestable : le gouvernement britannique a annoncé, mardi 13 octobre, la suppression de 30 000 emplois de mineurs - presque trois sur quatre - dans les cinq mois à venir. Le même jour, les sidérurgistes européens font savoir que 50 000 postes de travail seraient menacés dans l'acier des Douze. A la différence de la situation passée, l'industrie n'est plus la seule à licencier : les services sont affectés (banques, finance, informatique, publi-...).

L'ARMÉE des chômeurs se renforce ainsi de manière inquiétante au sein de la Communauté. En 1980, 13 en 1991 et plus de 14 aujourd'hui. Un million de plus chaque année ! Dans le même temps, un certain nombre d'avantages sociaux sont remis en cause. C'est la fin de l'échelle mobile (l'indexation des salaires sur les prix) en Italie. C'est aussi, dans ce pays comme dans d'autres, l'Espagne notamment, la réduction de la protection sociale (retraite, maladie, soutien aux chômeurs...).

Face à cette brutale dégradation de leurs conditions de vie, les populations européennes réagissent finalement avec beaucoup de prudence. Très effarés, les syndicats de mineurs britanniques hésitent. La grève de quatre heures mardi en Italie n'a pas été un grand succès. En France, le nombre des heures perdues pour fait de grève n'a jamais été aussi faible. La proposition faite mardi par le principal syndicat allemand, l'IG Metall, d'un gel des salaires réels pendant cinq ans, est tout aussi symptomatique de cette évolution des esprits.

NOMBRE d'éléments expliquant cette sagesse. Certains invoquent, reprenant les théories du nouveau Prix Nobel d'économie, l'Américain M. Gary S. Becker, « le comportement économique rationnel des individus » : le chômage annule toute capacité de mobilisation. D'autres rappelleront la fin du communisme : les Européens de l'Ouest ont découvert, à quelques kilomètres de chez eux, ce que peut être la vraie misère. Ils ont aussi perdu tout modèle économique et social alternatif mobilisateur.

Il serait dangereux de se réjouir de cette apparente apathie. Les violences de l'Est en Allemagne, de Vaucluse en France ou de Milan en Italie sont des signes à ne pas négliger. Pourquoi les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ne devraient-ils pas consacrer l'un de leurs sommets, celui d'Edimbourg par exemple, uniquement à l'emploi ?

Lire l'article de LAURENT ZECCHINI et nos informations page 24

M0147 - 1015 0 - 7 00 F



Le financement des activités politiques par les entreprises

Le gouvernement est prêt à affronter la censure sur la loi anti-corruption

Présentant devant l'Assemblée nationale, mardi 13 octobre, le projet de loi contre la corruption, M. Pierre Bérégovoy a indiqué, à propos de l'interdiction du financement des activités politiques par les entreprises, refusée notamment par les socialistes, qu'il serait « attentif aux amendements de tous les groupes et de tous les parlementaires ». Le

premier ministre pourrait renoncer à cette interdiction si les députés acceptaient que le financement fasse l'objet d'une totale transparence. Le conseil des ministres a autorisé, mercredi, le premier ministre à engager, le cas échéant, la responsabilité de son gouvernement - donc à s'exposer à une motion de censure - sur l'ensemble du texte.

Transparence

par Patrick Jarreau

M. Pierre Bérégovoy avait annoncé, le 8 avril, dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, sa volonté de « vider l'abcès de la corruption ». Trois mois plus tard, au début du mois de juillet, alors que le Parti socialiste allait se réunir en congrès extraordinaire à Bordeaux, le conseiller Renaud Van Rymbeke, magistrat de Rennes chargé de l'instruction de l'affaire Urbès, décidait de convoquer M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, ancien trésorier du PS, aux fins d'inculpation. Ce nouveau rebondissement du feuilleton des affaires politico-financières a fait

réfléchir le président de la République, le premier ministre et le premier secrétaire du PS : à partir du moment où les juges considèrent comme suspect tout versement d'une entreprise à un parti politique ou à un candidat, parce qu'il ne peut aller sans contrepartie, ne conviendrait-il pas de l'interdire purement et simplement ?

Pour M. Laurent Fabius, il s'agit d'une orientation générale, qui ne devait pas recevoir d'application concrète avant la fin de la législature. De fait, lorsque M. Bérégovoy avait présenté au conseil des ministres, le 29 juillet, son plan de prévention de la corruption, il n'était pas question du financement de la

vie politique. Etaient évoquées seulement, parmi les mesures qui concernent les élus, la déclaration de leur patrimoine, la transparence des marchés publics et les règles d'urbanisme.

Lire la suite page 10 et l'article de GILLES PARIS page 6

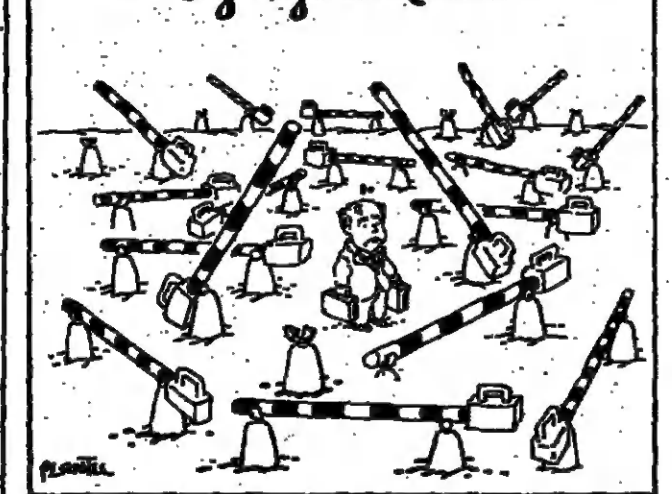
Lire aussi

■ « Corruption à la française » : l'argent noir à l'étranger par ERIC PLOUVIER

■ La coût de la démocratie par PHILIPPE GERMA page 8

M. Gorbatchev autorisé à voyager

Bizutage en Russie



L'ancien président soviétique pourra assister aux obsèques de Willy Brandt. Lire l'article de JAN KRAUZE page 3

L'Arménie à bout de forces

Après quatre ans de guerre, la population affiche sa lassitude et choisit de plus en plus souvent l'exil

EREVAN

de notre envoyée spéciale

Cela ressemble à un sautoir-qui-peut : les passagers du seul vol hebdomadaire Erivan-Paris-Los Angeles étaient, cette semaine encore, à 90 % des émigrants, presque tous vers les Etats-Unis, au titre du regroupement familial. Le bruit circule dans la capitale qu'un demi-million de personnes - le système de la population d'Arménie - ont déposé une demande d'émigration.

L'office concerné se tait, mais le chiffre n'étonne personne : « dans mon entourage, tout le monde veut

partir, on a trop peur de l'hiver qui s'annonce, encore pire que celui de l'an dernier », reconnaît un jeune Arménien venu, lui, de Paris à Erivan avec une ONG. Non pas qu'il se sente seul à poursuivre le combat lancé, il y a quatre ans, pour la renaissance de l'Arménie, et greffé sur la lutte pour arracher le Haut-Karabakh voisin à l'Azerbaïdjan : « On trouve toujours des gens pour mourir », et le nombre des morts augmente à mesure que ce conflit disparaît, à l'étranger, des grands titres de l'actualité.

Le problème ? « Ce sont toujours les mêmes qui se battent : ils étaient quatre mille peut-être, et

ceux qui meurent ou sont blessés ne sont pas remplacés. A Erivan, on s'en moque. » Ce dernier constat, dans sa crudité, vient d'un Russe, un mercenaire qui se bat aux côtés des Arméniens. Mais ces derniers reconnaissent aussi, et déplorent ouvertement, que la société soit gravement démoralisée et démotivée.

Des milliers de personnes font la queue toute la nuit dans les rues noires d'Erivan, où l'électricité,

SOPHIE SHIHAB Lire la suite et nos informations page 4

La psychose du Caire

De folles rumeurs ont suivi le séisme dont le bilan reste encore imprécis

LE CAIRE

de notre correspondant

« La fin du monde est pour maintenant ! » Il est 15 heures dans le quartier d'Héliopolis (nord-est du Caire) quand Fathi, quarante-deux ans, fonctionnaire au ministère des travaux publics, pousse cette exclamation. Assise sur le trottoir poussiéreux, la femme voilée porte ses « habits du vendredi » et serre contre elle son dernier-né. Le fils aîné, armé de son pistolet à amorces, tire sur la poupée de sa jeune sœur. Ils sont des centaines de milliers, sinon des millions, de Caireotes qui, comme cette famille, sont descendus dans la rue de la mégapole où, mardi 13 octobre dans l'après-midi, une rumour colportée de bouche à oreille, est responsable de cet état de choses.

La rumour voulait que la BBC, la chaîne américaine CNN, aient annoncé un nouveau séisme. « On m'a dit que le tremblement de terre sera encore plus fort que celui d'hier et qu'il aura lieu entre 3 et 4 heures de l'après-midi, nous a indiqué un Caireote. Vous savez, les Américains, ils ont des satellites. »

Si la plupart des Caireotes ont regagné leur logis au bout de deux heures d'appréhension au cours desquelles la circulation a été perturbée par des automobilistes garés au milieu de la rue, des milliers d'entre eux sont restés dehors. Ils ont passé la nuit sur le trottoir, dans les jardins publics.

ALEXANDRE BUCCIANTI Lire la suite et nos informations page 18

LA RÉVOLUTION LIBÉRALE EN AFRIQUE



Abdoulaye WADE
Ministre d'Etat du gouvernement du Sénégal

A l'heure de l'afro-pessimisme, voici un économiste africain qui croit en l'Afrique et en son destin.

Un destin pour l'Afrique



Éditions KARTHALA

En vente dans les grandes librairies et au PDS
50, av. des Ternes, 75017 PARIS - Tél. : 40-55-06-85

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,60 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 T; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FG; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Liban

Pour une conférence internationale

par Michel Aoun

Le 3 novembre 1991, après quatre jours de débats, s'achève à Madrid la première conférence de paix sur le Proche-Orient. Pour la première fois, Syriens, Palestiniens, Jordaniens et Israéliens avaient accepté de s'asseoir à la même table. D'autres réunions suivront. A Moscou, les Palestiniens, faute d'avoir pu imposer la présence de représentants de la diaspora, boycottèrent la conférence, de même que les Syriens et les Libanais. C'est ainsi que le monde apprit qu'une délégation libanaise était présente, puisqu'elle décida conformément aux ordres de Damas de ne plus l'être.

La délégation libanaise y était censée parler de tout, sauf du Liban. Un Etat internationalement reconnu, de sujet responsable était devenu un simple objet accessoire de négociation.

Comment peut-on prétendre essayer d'établir par un règlement global la paix au Proche-Orient, en oubliant le principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Comment faire œuvre juste sur la base d'un système de deux poids, deux mesures, qui oublie que les armées étrangères occupent toujours le territoire libanais ? Il faut que le Liban ait le droit de parler du Liban. Mais ce droit, la communauté internationale le lui a-t-elle jamais reconnu ?

Février 1989, Tunis. Quelques mois après ma désignation comme premier ministre, je répondais à l'appel du « Comité des six » formé à l'initiative de la Ligue arabe et proposais comme ordre du jour : l'établissement d'un programme de retrait des forces étrangères ; la proclamation du principe de la légitimité de l'Etat ; la constitution d'un gouvernement d'union nationale ; après le retrait des forces étrangères, l'organisation sous surveillance internationale d'une élection présidentielle.

Ces propositions recueillirent un accueil très favorable. Mais le comité cessa de se réunir. Il n'y eut pas de suite. Quelques semaines plus tard, ne craignant ni blâme, ni riposte, l'armée syrienne fit tomber un déluge de feu sur Beyrouth et ses environs.

26 mai 1989, Casablanca : nouvelle initiative diplomatique de la Ligue arabe. Un comité tripartite est désigné qui comprend l'Algérie, l'Arabie saoudite et le Maroc. Ce comité ne négocia qu'avec la seule Syrie, sans une visite au Liban. Le 1^{er} août son rapport est publié, signé du président de l'Algérie, du roi d'Arabie et du roi du Maroc qui renouvent à leur mission désignant la Syrie comme responsable de cet échec.

Sous la pression américaine, le même comité tripartite reprit ses travaux, non sans prévenir officiellement qu'il devra aboutir à un accord et que ce serait un mauvais accord pour le Liban. Ainsi, dans la nuit du 22 octobre 1989 fut adopté, hors du territoire national, par 58 députés libanais, le « document d'entente nationale », dit accord de Taïf, salué comme une promesse de salut pour le Liban.

Mascarade électorale

Pour mémoire, rappelons qu'il contenait cette phrase, « les forces syriennes - qu'elles en soient remerciées - aideront les forces légales libanaises à étendre l'autorité de l'Etat libanais ». L'accord consacra un chapitre au « retrait » d'Israël en application des résolutions de l'ONU mais, pour la Syrie, ne prévoit que le « redéploiement » de l'armée syrienne à l'intérieur du territoire libanais : au moins, est-il précisé que celui-ci devra intervenir

au plus tard le 20 septembre 1992. A ce jour, aucun retrait, ni redéploiement n'a commencé mais des élections ont eu lieu, ou plutôt une mascarade électorale. Dans l'interprétation internationale, c'est après, et après seulement le retrait des forces étrangères, que devaient se tenir des élections, de préférence sous contrôle international.

Pendant un mois, dimanche après dimanche, la mascarade s'est déroulée. Les députés ont été élus avec 41 voix sur 60 000 électeurs. Des personnalités proclamées battues ont démissionné de leurs charges et, annoncées dans le lendemain, ont repris leur démission.

Dès le 2 avril, j'avais appelé officiellement dans la presse libanaise au boycottage des élections, appel repris par les autorités morales qui subsistent au Liban. A 90 % le peuple libanais a répondu à cet appel, et boycotté les élections, retourant la mascarade en victoire de la démocratie, plébiscitant un Liban libre et souverain.

Trois ans après sa signature, le bilan de l'accord de Taïf se traduit par un désastre économique, social et politique. La misère règne dans tout le pays, plus profonde que jamais au cours de la guerre ; la classe politique est déconsidérée ; la reconstruction n'est même pas amorcée.

Pourquoi cet échec ? Parce que, comme il l'avait annoncé, tenu d'aboutir à un accord, le comité tripartite a dû s'écarter devant la volonté d'hégémonie de la Syrie. Ce qui entraînait le maintien de son armée au Liban et la soumission absolue des autorités libanaises au régime de Damas ; ce qui entraînait aussi le refus par Israël d'évacuer le sud. Attitude confirmée par le premier ministre israélien dans son discours à la conférence de Madrid, en octobre dernier : « Nous n'avons pas d'ambitions sur le territoire libanais et, dans le cadre d'un traité de paix et d'un retrait de la présence syrienne, nous pouvons restaurer la stabilité et la sécurité à la frontière de nos deux pays ». On ne peut être plus clair.

Echec aussi parce que l'accord de Taïf, même dans ce qu'il pouvait contenir de positif, était condamné à rester lettre morte.

En effet, aucune autorité n'était désignée pour veiller à l'application de l'accord et au respect des délais stipulés. La Syrie était considérée seul maître du Liban, le comité tripartite évincé. La Ligue arabe ne protesta pas, le 13 octobre 1990, lorsque l'armée syrienne envahit la dernière région libre du Liban.

La caducité des accords de Taïf

Aujourd'hui une nouvelle initiative diplomatique s'impose, concomitante aux travaux de la conférence sur la paix au Proche-Orient. Mais cette initiative doit être conditionnée par la volonté de ses protagonistes d'aboutir à une solution juste pour le Liban, et réaliste eu égard aux problèmes régionaux, et de mettre en œuvre les moyens d'assurer son succès. Qui pourrait en être à l'origine ? Les seuls-Unis, la France appuyée par les Douze, les Nations unies, la Ligue arabe pour demander la réunion d'une conférence internationale sur le Liban, comme il en a été organisé pour le Cambodge, la Namibie, etc.

Le seul élément nouveau mais essentiel étant, encore une fois, une

volonté internationale conforme aux aspirations du peuple libanais, volonté déterminée non seulement à définir la solution encore et surtout à la faire aboutir. C'est parce que cette détermination a toujours manqué que les initiatives précédentes ont échoué et que les résolutions ont succédé aux résolutions avec la même absence de résultat.

Dans un premier temps, serait précisé qui aura la charge de présider cette conférence, le pays initiateur ou une organisation internationale, puis les participants seront désignés, outre ceux déjà cités, en tous les cas Israël et la Syrie.

L'ordre du jour serait le suivant :

1. La conférence constate la caducité de l'accord de Taïf pour :
 - le non-respect du chapitre consacré au retrait israélien ;
 - le non-respect du calendrier fixé pour le redéploiement de l'armée syrienne ;
 - le caractère non démocratique et par conséquent non représentatif du scrutin du mois d'août 1992.

2. La conférence fixe les bases du nouvel accord et en priorité la formation au Liban d'un véritable gouvernement d'union nationale, transitoire, avec mission et pouvoirs d'élaborer une loi électorale respectueuse du droit à l'expression démocratique de tous les citoyens libanais.

3. Au vu des résolutions des Nations unies et en particulier la résolution 520 de 1982 exigeant un strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance politique du Liban sous l'autorité unique et exclusive du gouvernement libanais.

- Au vu du préambule de l'accord de Taïf : « Le Liban est une patrie souveraine, libre et indépendante ».

La conférence établit le programme de retrait simultané de toutes les forces étrangères et prévoit le désarmement réel des milices, en particulier celles inféodées à un Etat étranger. Les parties présentes souscrivent clairement et irrévocablement à ce programme de retrait.

4. La conférence fixe la date des élections générales qui mettront fin aux pouvoirs exceptionnels du gouvernement transitoire.

5. La conférence désigne l'autorité internationale chargée de veiller au strict respect des clauses de l'accord. Elle dote cette autorité des moyens nécessaires, notamment par le renforcement et le renouvellement des forces internationales présentes au Liban ; leur mission étant définie dans des termes propres à assurer leur efficacité et garantir leur présence jusqu'au rétablissement de l'autorité de l'Etat libanais, dans toutes ses composantes et sur tout le territoire national.

La réunion d'une telle conférence et son succès seraient la preuve évidente qu'il existe bien un nouvel ordre international. Il faut que le Liban ait le droit de parler du Liban. Le temps est venu de lui rendre ce droit. Alors, il appartiendra à son peuple, restauré dans sa dignité et sa souveraineté après tant d'années, de redevenir un modèle de coexistence et de convivialité, condition absolue de la paix pour tout le Proche-Orient.

► Michel Aoun est ancien premier ministre libanais.

Maastricht

L'un grogne, l'autre boude

par Jean Vry

RÉCAPITULONS. Sur trois Français inscrits sur les listes électorales le 20 septembre 1992, le premier a voté « oui », le deuxième « non », le troisième s'est abstenu.

Voilà quarante ans que les hommes de bonne volonté du continent s'acharnent à conjurer les fantômes du passé, à prévenir les tregées futures, à consolider une œuvre civilisatrice inédite dans l'histoire de l'humanité... Un Français sur trois leur dit « non », un autre « ce n'est pas mon affaire ». L'un grogne et l'autre boude. Constat terrible.

Quelles leçons en tirer ?

En déplorant les suites ?

Déjà, en effet, les adversaires de la construction européenne, outre-Manche et ailleurs, tirent argument de l'échec de l'« oui » français pour trahir les processus. Les chantiers de l'après-Maastricht sont revenus en balais. Les partisans du « oui » aux-mêmes sont devenus des Européens honteux. Il est urgent, disent-ils, de démocratiser et d'alléger le dispositif communautaire. Ils n'ont pas de mots assez durs pour fustiger la bureaucratie bruxelloise. Une idée surtout les tourmente : et si l'Europe assombrissait les peuples. Pour peu, on ne laisserait plus la bannière bleue étoilée sur les places publiques sans demander la permission aux passants...

Autre réaction : s'émerveiller de la subtilité collective d'un « oui mais » qui confirme le projet en censurant la dérive technocratique. Toutefois, le « oui mais » n'est qu'une agression de voix, et l'interprétation factice. Comment évaluer en effet la massive réalité de ces millions qui grognent et de ces millions qui boude ?

Faut-il alors condamner, comme c'est devenu un réflexe au lendemain de chaque scrutin, une « classe politique » qui a perdu le contact avec les citoyens ? Mais elle ne s'est jamais comportée plus dignement que pendant la campagne, la classe politique ! Jamais montrés plus courageux, chefs de l'opposition et parlementaires en tête. Elle n'a jamais déployé autant d'efforts de pédagogie. Jamais mieux fait taire ses querelles subalternes...

Faut-il accabler ces malheureux fonctionnaires bruxellois qui abattent avec conscience une besogne inévitablement hermétique au profane, nécessairement contraignante pour les Etats ?

Réponses injustes.

Lectures superficielles du scrutin du 20 septembre.

La procédure référendaire nous aurait obligés à prendre un « non » majoritaire au pied de la lettre. Là était d'ailleurs l'inévitable prise de risque.

Le pire ayant été évité, nous pouvons nous payer le luxe d'aller au-delà des apparences (vota sanction contre les socialistes, rejet de la technocratie communautaire, etc.).

Qu'ont-ils réellement exprimé, celui qui grogne et

celui qui boude ? Et d'abord, qui sont-ils ? Les sondages dessinent un portrait-robot du grognon. Clivage social. Jamais, par exemple, ce scrutin n'avait correspondu à ce degré élevé d'instruction et de comportement électoral. Pas de vainqueur et de vaincu le 20 septembre ? Peut-être, mais, en première approximation, une France des battus et une France des battus.

Encore la sociologie n'explique-t-elle ni les 40 % d'ouvriers qui votent « oui » ni les 20 % d'intellectuels qui votent « non ».

Plus intimement corrélat aux votes réfractaires - tenant à la psychologie autant qu'à la sociologie, et à l'attitude face à l'avenir, - le « non » varie en raison inverse de la confiance avec laquelle chacun envisage son futur.

Avenir = Europe. L'a-t-on assez répétée, cette équation ! Alors, fort logiquement, chacun a dit ce qu'il pensait de l'avenir, de son avenir. Résultat : bouffée d'angoisse.

Sans doute ne faut-il pas maudire le thermomètre. Mais en politique l'instrument n'est jamais neutre, la mesure jamais innocente.

Le point de fixation des hantises

En arrachant le thème de la construction européenne au firmament des idées consensuelles et un peu techniques pour le plonger sans transition au cœur du psychodrame référendaire, le prince en a fait le point de fixation des hantises et des refus d'une France dévalorisée, frustrée et protestataire. Le thème européen était en dehors des passions. Il est devenu, le mauvais objet d'un pays obsédant qui se barricade contre l'avenir. Peut-être la scène primitive d'une nouvelle chouannerie...

L'abstention et le vote « non » prennent leur vrai sens dans le contexte de la grande peur de l'an 2000, avec son cortège de phénomènes déjà vus : recherche de bouc émissaire, repli identitaire, rejet des corps intermédiaires, jacqueries...

Et nous découvrons ce que la politique avait jusque-là refusé à occulter, dans l'intérêt de la paix civile, pour une majorité de Français, fâchés contre les temps modernes, que le national-populisme est un mal endémique, aujourd'hui promis à de nouvelles virulences. La gauche ne tient plus son peuple de gauche. La droite ne tient plus son peuple de droite.

Avant aux démagogues. Le référendum a révéilé pour eux une étude de marché en vraie grandeur.

La réforme est contre l'avenir : tel est le message. Il interpelle notre société dans son ensemble, ses dites au premier chef.

Le mal est profond. Il exige des soins attentifs et intensifs. Mais ne nous trompons pas de remède !

► Jean Vry est le pseudonyme d'un haut fonctionnaire.

La France a son mot à dire

par Camille Tawil

ENTRE le retour de la tyrannie et la résignation, un troisième choix est possible : le rétablissement de la démocratie. L'avenir du Liban est en jeu. La France a son mot à dire et peut exercer son droit d'ingérence dans un pays où l'on parle français et où elle est allée dans sa part ailleurs. Car la « purification politique » entreprise au Liban ne tardera pas à mener à une « purification communautaire ».

Normalement, les élections législatives couronnent le processus démocratique. Elles ne peuvent en aucune manière le précéder. L'actuel régime libanais a une tout autre logique. En décidant de les organiser précipitamment, le gouvernement et avec lui la Syrie voulaient s'assurer d'un Parlement acquis avant le redéploiement des troupes de Damas. C'est chose faite.

Au sein du nouveau Parlement, aucun « député » n'est en mesure de s'opposer à la politique préétablie. Toutes les étapes de l'accord de Taïf qui restent inachevées, comme la dissolution des milices, le retour des déplacés dans leurs villages, la décentralisation administrative seront, vraisemblablement, renvoyées aux calendes grecques. Le Liban est en

trais de perdre son identité et son âme. Il perd sa raison d'être.

Il ne suffit pas que les bombes se taisent pour qu'un peuple soit heureux. Il faut qu'il puisse s'exprimer. Ayant été les garants de l'application des accords de Taïf, les Etats-Unis et la France sont aujourd'hui responsables de son évidente déviation. Que faire ?

La France ne possède pas, aujourd'hui, les moyens de sa politique dans la région. Mais elle connaît mieux que quiconque le Liban, son peuple et ses problèmes. Elle pourra entraîner les Etats-Unis à mettre en œuvre un plan de 4 points :

1. Former un gouvernement d'entente nationale. La composante chrétienne choisissant librement ses propres représentants.
2. Exécuter le redéploiement des troupes syriennes jusqu'à la ligne prévue dans Taïf.
3. Réviser la nouvelle loi électorale.
4. Organiser de nouvelles élections législatives.

Le retrait total des troupes syriennes et l'application de la résolution 425 permettront ensuite au Liban de recouvrer sa pleine souveraineté.

► Camille Tawil est président de l'Institut du Liban.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

	FRANCE	SUISSE-BELG-LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 598 F
1 an	1 898 F	2 066 F	2 998 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse déballés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

221 MO 02 PP Paris RP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Guin, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenec, Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1992-1995), André Fontaine (1995-1999)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-30-10

ÉTRANGER

RUSSIE

Les virevoltes de Boris Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant

Tout est bien qui finit bien. M. Gorbatchev pourra assister, samedi 17 octobre, aux obsèques de Willy Brandt et y retrouver les grands de ce monde. Pour la circonstance, on lui a rendu son passeport, même si personne ne sait très bien s'il est vraiment autorisé à en profiter pour aller faire d'abord une escale en Italie. Finalement, il n'est pas vraiment indispensable qu'il ténioigne devant le Tribunal constitutionnel chargé de juger de la « constitutionnalité » de l'ex-PC soviétique - en tout cas, il pourra le faire plus tard. L'impossible est devenu possible, l'inacceptable acceptable, et, peut-être pour préserver sa propre dignité, le président de ce Tribunal, M. Zorkine, a dit les choses comme elles sont : c'est Boris Eltsine lui-même qui lui a téléphoné pour lui indiquer que « des raisons humanitaires » justifiaient que le « témoin Gorbatchev » soit autorisé à se rendre en Allemagne.

Le bilan - provisoire - de l'épisode est excellent pour M. Gorbatchev. Alors même que, très longtemps après la Russie, l'Occident commençait à se désintéresser de lui, il sort régné, et plus combatif que jamais, de ce bain de jeunesse. Pour M. Eltsine, c'est nettement moins brillant. Il a été conduit à mettre fin à une assemblée où les risques de dérapage devenaient de plus en plus grands, et il l'a fait sous la pression, pas vraiment discrète, des dirigeants d'Italie, de France et d'Alle-

magne. Bref il a changé d'avis, ajouté une nouvelle virevolte à une série de figures étonnantes.

La plus récente concernait le Tadjikistan : mardi 8 octobre, à Moscou, il faisait part aux députés de sa décision de retirer les troupes russes de ce pays en proie à la guerre civile. Trois jours plus tard, à Sitchek, contre-ordre : on ne retire plus, on renforce. Selon toute apparence, l'avis des commandants des unités sur place a prévalu.

Un seul astre

Moins brutal, mais peut-être encore plus significatif, avait été le changement d'attitude concernant l'Abkhazie. D'abord très compréhensif à l'égard de M. Edouard Chevardnadze, M. Eltsine avait paru s'accommoder du fait que les Géorgiens refusent de retirer leurs troupes, et il semblait fermement décidé à empêcher toute infiltration de « volontaires » pro-abkhazes à travers la frontière, et non moins décidé à sévir contre les dirigeants de la Confédération des peuples du Caucase du Nord, dont le président, M. Chantibov, était arrêté. Quelques jours plus tard, ce dernier était libre, et les forces abkhazes, assistées de nombreux volontaires et disposant soudain d'armement, taillaient en pièces les Géorgiens, tandis que Moscou dénonçait les « atteintes aux droits » de l'homme commises par les mêmes Géorgiens et que les troupes russes prenaient le contrôle d'une voie ferrée en territoire abkhaze. Sur quoi, M. El-

sine annonçait, pour le mardi 13 octobre, une rencontre avec M. Chevardnadze, sur un navire de guerre au large de Soukhoumi - rencontre qui n'a pas eu lieu, les responsables géorgiens n'acceptant pas d'être mis devant le fait accompli.

Un peu plus tôt - le 10 septembre - c'était l'annulation subite de la visite au Japon, quatre jours avant le départ pour Tokyo : depuis, M. Eltsine n'a cessé de répéter qu'il n'avait pas d'autre choix, mais il n'empêche que la décision a été prise au tout dernier moment, et que le premier ministre japonais en a été informé après les journa-

Listes... M. Eltsine, il est vrai, est connu pour son génie de l'improvisation, qui lui a souvent réussi. Ne serait-ce qu'au moment du putsch d'août 1991. Et M. Gorbatchev va sans doute un peu vite en besogne quand il affirme, dans un entretien à l'événement du jour - accordé avant qu'il ne soit rétroactivement à l'ordre du jour - que M. Eltsine est désormais un homme « incapable de s'acquiescer de sa tâche », voire « dangereux ». L'ex-président est sans doute le seul à croire qu'il n'est lui-même « qu'à l'aube » de sa carrière, et donc que l'actuel président n'a qu'à bien se tenir. Les deux hommes ne combattent absolument plus dans la même catégorie, et il n'y a qu'un seul astre dans le ciel russe. Mais, aussi, bien des nuages, tourbillonnent.

JAN KRAUZE

Moscou envisage de prolonger la suspension de ses essais nucléaires

Avant la fin, le 26 octobre, du moratoire d'un an qu'elle s'était imposé sur ses essais nucléaires, la Russie a annoncé, mardi 13 octobre, par la voix de son ministre de la Défense, le général Pavel Gratchev, qu'elle ne procéderait à aucune expérimentation en novembre, comme des rumeurs l'avaient laissé croire. « Le moratoire en cours ne peut être valable en permanence », a expliqué le général, mais si les États-Unis se joignent au moratoire, la Russie est favorable à sa prolongation au moins jusqu'au milieu de 1993.

Le Congrès des États-Unis a édicté, à compter du 1^{er} octobre, une suspension pour neuf mois des essais américains. Le site habituel des essais de l'ex-URSS était au Kazakhstan, devenu aujourd'hui une République indépendante. Des travaux ont été entrepris par la Russie pour réactiver le site des îles de la Nouvelle-Zemble, en mer de Barents, où aucune expérience n'a eu lieu depuis deux ans et où les tests sont pratiquement impossibles en hiver. Le général Gratchev a indiqué que ce site pourrait être opérationnel à l'été 1993.

« Nouvelle expédition punitive » du mouvement Pamiat. - Une vingtaine de militants de Pamiat, l'organisation russe ultranationaliste et antisémite, ont pénétré, mardi 13 octobre, dans la rédaction du quotidien *Moskovski Komсомолец*. Après avoir ligoté les gardiens, ils ont filmé les journalistes présents et leur ont donné trois jours pour révéler les noms des auteurs de deux articles « diffamant le peuple russe ». Menaçant la rédaction de représailles physiques en cas de refus, ils sont repartis en lançant à la cantonnade des slogans antisémites. - (AFP)

UKRAINE : directeur d'une usine d'armement

M. Léonide Koutchma a été élu premier ministre

MOSCOU

de notre correspondant

La crise politique ukrainienne semble réglée, du moins provisoirement. Quinze jours après la démission forcée de M. Violod Fokine, premier ministre accusé d'immobilisme par l'opinion et les députés, le président Kravtchouk lui a trouvé un successeur : M. Léonide Koutchma, directeur d'une usine d'armement de Dniepropetrovsk, qui a reçu, à une étonnante majorité, l'investiture du Parlement, mardi 13 octobre. A lui de s'attaquer à ce qui est, selon sa propre expression, beaucoup plus qu'une « crise économique », une véritable « catastrophe ».

La désignation de M. Koutchma, lourde de signification, suscite presque autant d'indignité à Moscou qu'à Kiev. D'abord parce que c'est un représentant par excellence du complexe militaro-industriel qu'est confiée l'économie ukrainienne. L'usine de « constructions mécaniques » Joumach, qu'il dirigeait depuis dix ans, après avoir été sept ans responsable du parti pour la région de Dniepropetrovsk, est un véritable monstre, encore largement entouré de mystère, qui compterait de 50 000 à 70 000 salariés et serait, à en croire M. Koutchma lui-même, la « plus grande usine de fusées » du monde, même si elle a été partiellement reconstruite dans la production de trolleybus. A l'heure où, à Moscou, le lobby industriel exerce une influence de plus en plus grande sur M. Eltsine, le choix ukrainien est parfaitement dans l'air du temps.

De plus, M. Koutchma représente l'Ukraine de l'est, cette place forte industrielle qui vivait en camouflet avec la Russie et est directement menacée par la déchirure du tissu

économique « soviétique ». Dans son discours d'investiture, il a d'ailleurs dénoncé les tendances « antisémites » et leurs conséquences négatives pour l'Ukraine.

Enfin, M. Koutchma est l'un des hommes dont la candidature avait été avancée par le Parti de la Nouvelle Ukraine, représentant d'une opposition modérée mais clairement réformatrice. En acceptant cette solution, le président Kravtchouk - qui, à l'origine, penchait plutôt pour le vice-premier ministre chargé de l'économie, M. Simonenko - résout donc l'un de ses problèmes majeurs : éviter de porter la responsabilité directe de la situation économique.

M. Koutchma a fait part de son intention de former un gouvernement de coalition, ce qui devrait prendre une quinzaine de jours, et en attendant, il a esquissé une sorte de programme du juste milieu : « Stabiliser l'économie, transformer l'économie post-soviétique en une économie de marché civilisée ». C'est le refrain qu'on entend désormais à peu près partout dans l'ex-URSS, mais le nouveau premier ministre devra surtout prouver sa capacité à agir, à se faire obéir de tous les bureaucrates qui traînent des pieds - en un mot, à faire redémarrer l'Ukraine. Il bénéficie d'un préjugé favorable, et la nomination de cet industriel-appareilleur à la place du pur apparatchik qu'était M. Fokine atteste que l'Ukraine a franchi, fût-ce avec beaucoup de retard, une étape. Mais, à vrai dire, on ne sait pas grand-chose des intentions concrètes d'un homme qui, en tant que député, n'intervenait pratiquement jamais dans les débats, et qui est forcément marqué par la culture du secret militaire propre à son milieu d'origine.

J. K.

La reprise des manifestations au Kosovo

Le premier ministre yougoslave cherche à nouer le dialogue avec les Albanais de souche

Le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, a lancé, mardi 13 octobre, un appel au calme aux Albanais de souche du Kosovo alors que des dizaines de milliers d'entre eux défilent dans les rues des principales villes de cette province du sud de la Serbie - peuplée à 90 % d'Albanais - pour demander la reprise de l'enseignement en langue albanaise (le Monde du 14 octobre).

BELGRADE

de notre correspondant

Après la suspension de l'autonomie du Kosovo par la Serbie, il y a deux ans, les Albanais se sont retrouvés par Belgrade des programmes scolaires choisis par des commissions serbes ainsi que des quotas d'inscription pour les études supérieures. La majorité des enseignants albanais refusèrent ces mesures qui, selon eux, « abolissent le droit à un enseignement en langue albanaise » et furent chassés des établissements.

Petit à petit, les Albanais ont mis en place un enseignement parallèle, déclaré illégal par les autorités serbes. Ces étudiants et enseignants clandestins, qui se retrouvent depuis deux ans dans des locaux défectueux ou des maisons privées, dont ils sont les seuls à connaître l'adresse, ont été l'une des principales cibles de la répression policière. Les autorités serbes accusent de se servir de l'enseignement à des fins séparatistes. Les Albanais réclament, en effet, leur indépendance vis-à-vis de la Serbie et ont proclamé unilatéralement leur « République du Kosovo », dont le président et le Parlement ont été élus le 24 mai dernier.

Réouverture des écoles

Les responsables du mouvement de contestation, qui a commencé lundi 12 octobre, revendiquent notamment la réouverture immédiate des écoles aux enseignants et aux étudiants albanais, la réouverture de la cité universitaire, la levée des mesures spéciales dans tous les instituts d'études culturelles et scientifiques ainsi que dans tous les établissements scolaires, la restitution des équipements appartenant à ces établissements et la cessation immédiate de la répression serbe et de la ségré-

gation à l'encontre des élèves et des enseignants albanais au Kosovo.

Le gouvernement serbe, qui maintient depuis plusieurs années un important dispositif policier dans la région, a vivement condamné le mouvement de protestation, le qualifiant de « séparatiste ». Plusieurs personnes ayant manifesté lundi, ont été arrêtées et passées à tabac. Huit ont été condamnées à quarante jours de prison. Le mouvement, qui s'est poursuivi mardi matin, a inquiété les autorités serbes, qui ont fait intervenir la police pour disperser les contestataires. Près d'un millier d'étudiants, qui avaient envahi, mardi, l'esplanade de la faculté de philosophie dans le centre de Pristina (chef-lieu du Kosovo), en ont été chassés à coups de grenades lacrymogènes et de matraques. Plusieurs personnes ont été blessées parmi les policiers et les étudiants.

Dans l'après-midi de mardi, les organisations ont décidé de suspendre le mouvement de protestation, alors que le gouvernement fédéral de M. Milan Panic, qui a dépeché à Pristina deux de ses ministres, se propose de négocier avec les auto-

rités serbes locales et la communauté de souche albanaise un ensemble de mesures destinées à résoudre le problème de l'éducation au Kosovo. Ce projet prévoit notamment la reprise de l'enseignement en langue albanaise dans les établissements officiels et la reconnaissance des deux dernières années scolaires suivies dans le réseau parallèle.

Processus de négociations

Le processus de négociations a été entamé, dès mardi soir, au recteur de l'université de Pristina et sous l'égide de la Conférence internationale de Genève, représentée par sa commission chargée des problèmes de minorités ethniques. Deux représentants du gouvernement fédéral, M. Ivan Ivic, ministre de l'Éducation, M. Momcilo Grubac, pour les droits de l'homme et des minorités, le ministre de l'Éducation de Serbie, M. Danilo Z. Markovic, ainsi que plusieurs dirigeants albanais participent à la réunion.

Le premier ministre yougoslave, qui a demandé aux Albanais de

résoudre leurs problèmes « par la négociation », les assurant de sa détermination à en faire autant, devait se rendre personnellement, jeudi, à Pristina.

Son voyage précède la visite du rapporteur spécial de l'ONU, chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, M. Tadeusz Mazowiecki, attendu au Kosovo ce week-end. Selon M. Panic, les coprésidents de la Conférence de Genève, M. Cyrus Vance et lord Owen, devraient également visiter prochainement cette province.

Conscient des risques d'explosion au Kosovo, M. Panic viendra à Pristina « tendre la main aux Yougoslaves de souche albanaise ». Cette appellation est chère au premier ministre fédéral, qui s'est fixé comme objectif de « réintégrer les Albanais dans la vie politique yougoslave ». Il devra, pour cela, amener les Albanais à adhérer à leur « République » et les Serbes à démanteler le Kosovo.

FLORENCE HARTMANN

Les Serbes ont accepté de retirer leur aviation de Bosnie-Herzégovine

Le leader des Serbes de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a offert, mardi 13 octobre, de retirer tous ses avions de cette République et de les rassembler sur des aéroports de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro), sous le contrôle d'observateurs des Nations unies, a annoncé l'ONU. Le dirigeant serbe a fait cette proposition lors d'une rencontre à Genève avec Lord Owen, coprésident avec M. Cyrus Vance, de la conférence internationale sur la Yougoslavie.

Il a été convenu que des représentants de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) se rendraient sur place avec un responsable de l'armée de l'air yougoslave pour régler les aspects pratiques de cet accord.

« Le Dr Karadzic a proposé de transférer tous les avions de combat de l'aéroport de Banja-Luka et du territoire de Bosnie-Herzégovine vers la République fédérale de Yougoslavie, voulant ainsi montrer le désir de sa détermination de mettre fin aux hostilités et de faciliter la mise en application de la résolution 781 du Conseil de sécurité de l'ONU », précise un communiqué des Nations unies. La résolution 781, adoptée vendredi, interdit toute activité militaire aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine, où seuls les Serbes disposent d'avions de combat.

Toutefois, les autorités bosniaques ont accusé les Serbes d'avoir utilisé

leur aviation, après le vote de la résolution 781, pour bombarder le nord de la Bosnie-Herzégovine (le Monde du 13 octobre). De son côté, le gouvernement américain cherche à préciser les circonstances des derniers vols des forces serbes au-dessus de la Bosnie pour établir s'il s'agit de violations de la résolution de l'ONU les interdisant, selon un porte-parole du Département d'État. Ce dernier a indiqué que, depuis le vote de la résolution 781, l'aviation serbe avait bombardé, samedi, Gradacac, ainsi que la ville voisine de Brcko, et avait patrouillé, lundi, dans le ciel bosniaque. Le porte-parole américain a annoncé que les États-Unis avaient entrepris des consultations avec leurs partenaires au sein du Conseil de sécurité pour obtenir une nouvelle résolution prévoyant des mesures propres à garantir l'application de la zone d'exclusion aérienne.

Par ailleurs, un avion de l'ONU a essuyé des tirs, lundi, alors qu'il approchait de l'aéroport de Sarajevo, a indiqué la FORPRONU. « Une balle a pénétré dans le flanc gauche du cockpit où elle est passée à 10 centimètres des jambes du navigateur », a précisé la FORPRONU, selon laquelle cinq impacts de balles ont été constatés sur une aile de l'appareil. Un hélicoptère de l'ONU a aussi essuyé des tirs lundi, au-dessus du territoire croate, près d'Osijek (est de la Croatie). - (AFP, Reuters)

PAPETE
5950 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIÈRES

Et après les lagons éblouissants
et le vertige des fonds coralliens,
dîner d'une langouste sur
une terrasse où bruissent les palmes,
vous coûtera à peine plus cher que
votre cabas en peau d'autruche.*

* La Polynésie avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 7 950 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

EUROPE

L'Arménie à bout de forces

Suite de la première page

Les coups de feu dans la nuit sont ceux de la milice, qui tire en l'air pour dégager les abords d'une usine à pain. La farine, importée de Russie, n'arrive plus depuis le début de la guerre en Abkhazie, à la mi-août. Elle arrivait déjà mal, comme tout le reste, par les routes d'une Géorgie qui s'enfonçait dans le chaos. Mais maintenant, alors que l'Azerbaïdjan maintient plus que jamais le blocus inauguré il y a trois ans — quand un séisme avait ravagé un tiers de l'Arménie, — c'est la dernière frontière du pays sans fournisseurs traditionnels de blé et d'énergie qui se ferme.

Pourtant, dans la journée, les rues d'Erevan sont aussi pleines de « petites tables » où des jeunes — « en âge de faire la guerre », grognent les passants — revendent des cigarettes, de l'alcool et tous les petits produits importés qui trouvent désormais le chemin de l'Est. Quant aux « hommes d'affaires », qui contrôlent — ici comme dans tout le Caucase et plus qu'ailleurs dans la CEI — presque tous les circuits de distribution, à grand renfort d'hommes armés, un quatrième casino vient de s'ouvrir pour eux à Erevan, géré par un Américain : ils y flambent leurs bénéfices jusqu'au petit matin en buvant à la santé de l'Arménie éternelle.

Ce fossé grandissant entre riches et pauvres n'est bien sûr pas particulier à l'Arménie, mais il semble qu'on ne puisse impunément « libéraliser » le pays — comme a choisi de le faire le nouveau pouvoir arménien — tout en faisant la guerre. Surtout lorsqu'on cumule les handicaps, de l'enclavement à la nécessité de panser les plaies du séisme en passant par l'absence de vraies ressources intéressantes à l'Occident, notamment l'énergie. Et tout cela avec une population (dont un cinquième de réfugiés) qui gèle en hiver par - 20 degrés.

Respect des frontières existantes

Officiellement, il est vrai, l'Arménie affirme toujours qu'elle n'est pas en guerre. Son président, Levon Ter Petrossian, conscient de tous ces handicaps, a choisi de jouer la carte du soutien de la communauté internationale : se disant respectueux des frontières existantes, il affirme ne pas revendiquer le Haut-Karabakh, dont la défense est pourtant portée à bout de bras par un budget arménien exsangue.

Elu il y a un an et demi avec 84 % des voix en tant que dirigeant de l'ancienne « Comité Karabakh » — tombeau des communistes qui proclamaient le contraire, M. Ter Petrossian a su faire accepter le repli sur cette nouvelle ligne politique modérée, qui implique toutes sortes de limitations au soutien — notamment militaire — que l'Arménie apporte au Karabakh. Or il semble, en ce mois d'octobre où les combats font rage malgré un nouveau cessez-le-feu, où le Haut-Karabakh se dépeuple alors que les Azerbaïdjanais ont regagné du terrain, que cette modération n'a pas été payante.

La dimension de ce conflit s'est brusquement élargie, comme c'était prévisible, avec l'éclatement de l'URSS en Etats indépendants. M. Ter Petrossian voulait croire que la création d'armées nationales n'était pas inéluctable : « Si l'Ukraine, nous a-t-il dit, n'avait pas été si catégorique dans sa volonté d'avoir son armée, la Russie aurait pu le refuser aux autres Républiques ». On sait ce qu'il en fut, et la Russie doit donc signer des accords prévoyant la remise, de façon « parallèle et simultanée », d'armements aux trois Etats de Transcaucasie.

Or cette remise ne fut ni parallèle ni simultanée. Dans l'anarchie ambiante, l'armement qui se trouvait sur place fut en gros laissé tel quel par les Russes — parfois volé, souvent vendu, quand les officiers, l'estimant inutilisable, soulageaient ainsi leur conscience. Quatre divisions stationnaient en Azerbaïdjan, et seulement deux en Arménie :

« Rectificatif. — Dans le reportage intitulé « Orages sur le Caucase » (le Monde du 8 octobre), une erreur de transmission a fait écrire « l'énorme armée abkhaze » opposée aux peuples montagnards durant la « guerre du Caucase » (au troisième paragraphe). Il fallait lire « l'énorme armée turiste ».

d'où un déséquilibre dans les quantités de matériel qu'elles ont laissées.

En outre, des avions sont restés en Azerbaïdjan, alors qu'il n'y avait pas de forces aériennes en Arménie. « Les Russes parlent de 22 appareils et affirment qu'ils sont hors d'usage », précise M. Ter Petrossian. En vérité, depuis juillet, ces avions bombardent le Haut-Karabakh. La DCA livrée plus tard par les Russes aux Arméniens a bien permis à ces derniers d'abattre quelques appareils. Mais l'aviation azérie a trouvé la parade en lâchant ses bombes de plus haut.

Les Russes avaient donné leurs premiers chars à l'Azerbaïdjan à la fin de mai, après les grandes avancées des « forces d'auto-défense du Haut-Karabakh » menées à la faveur des soubresauts de l'arrivée du Front populaire au pouvoir à Bakou. Les Arméniens avaient alors ouvert le corridor reliant leur enclave à l'Arménie, en prenant les villes de Choucha et Latchine. Mais l'euphorie qui a suivi leur fut défilée (voir encadré) : armés par les Russes soucieux de « rétablir l'équilibre », les Azéris ont pu reprendre un tiers de la région, surtout dans le nord, autour de Choucha et Mardakert où se trouve un barrage vital pour eux. Les nouveaux dirigeants azéris, qui ont décrié la mobilisation générale parmi les sept millions d'habitants du pays, ont pu aussi bénéficier des conseils de militaires turcs à la retraite et des services de certains pilotes, ukrainiens ou autres.

Le retour de Vazgen Manoukian

Les revers arméniens et l'afflux de 45 000 nouveaux réfugiés ont alors secoué Erevan : les partis d'opposition, notamment le Dachnak, un parti de l'émigration qui s'est réimplanté surtout dans le Haut-Karabakh, grâce à un discours très nationaliste et pas mal d'argent — ont organisé des manifestations ; on y réclamait la démission du président, la reconnaissance de la « République du Haut-Karabakh » (autoproclamée et que M. Ter Petrossian se refusait à reconnaître le premier, attendant qu'au moins un Etat le fasse avant Erevan...) et la mobilisation générale en Arménie.

Mais alors qu'Erevan avait connu des manifestations de 200 000 personnes avant « l'indépendance », celles-ci n'en ont guère rassemblé plus de quelques milliers. M. Levon Ter Petrossian tire désormais sa popularité — manifestement très en baisse, mais encore sans grande concurrence — de son image de partisan de la paix. Il a reçu les délégués des manifestants et proposé un référendum que l'opposition a refusé. Quelques concessions du président ont alors contribué à faire voler en éclats le bloc des partis d'opposition qui était devenu majoritaire au Parlement.

Outre l'élargissement du « Conseil de sécurité » présidentiel à deux leaders d'opposition, M. Ter Petrossian a accepté le retour aux affaires de son ancien alter ego au sein du « Comité Karabakh » des origines, le mathématicien Vazgen Manoukian, qui avait démissionné il y a un an de son poste de premier chef du gouvernement de l'Arménie indépendante ; il confie désormais les « secteurs de la défense ».

« Ce sera ma fin aussi... »

Est-ce à dire, comme on l'affirme dans l'entourage de M. Manoukian, que M. Ter Petrossian a fait amende honorable, qu'il a reconnu avoir trop tardé à construire une armée et avoir refusé, quand Bakou n'avait pas encore la sienne, des occasions d'avancées sur le terrain ? En vérité, le président n'a pas changé de langage. Mais la rapide dégradation de la situation militaire impose d'elle-même des correctifs : depuis la fin du printemps, les échanges d'artillerie ont débordé le Karabakh pour gagner, à l'ouest, toutes les frontières entre les deux Républiques, et des villes frontalières sont à leur tour bombardées.

Il y a un an encore, un étranger n'aurait pas entendu des Arméniens lui avouer d'emblée que leur crainte est non plus seulement que l'enclavement du pays les prive de nourriture et de combustible, mais qu'il les « empêche de fuir où que ce soit si les Azéris viennent jusqu'ici ». L'hypothèse d'une chute du Haut-Karabakh n'est plus exclue par les responsables armé-

niens. « Ce sera alors ma fin aussi », dit M. Ter Petrossian avec son calme éternel.

Même s'il ajoute espérer que le dernier en date des cessez-le-feu finira par s'appliquer : pour la première fois, il a été négocié, fin septembre, non plus entre politiques mais entre militaires de Bakou et d'Erevan, sous la houlette des meilleurs moyens de pression dans la région.

Et si les combats n'ont pas dimi-



nué d'intensité depuis ces accords, ce serait parce que chacun veut gagner des positions avant de s'y soumettre. « La source de tout espoir, dit le président arménien, c'est de constater à certains signes, comme des manifestations récentes de milliers de soldats à Bakou, qu'en Azerbaïdjan aussi, ils sont au moins aussi fatigués que nous de cette guerre. »

SOPHIE SHINAB

Haut-Karabakh : les « ombres » d'un combat

EREVAN (ARMÉNIE)

de notre envoyée spéciale

« Quand la route du Haut-Karabakh vers l'Arménie a été ouverte, ce fut la ruée : pas seulement des familles et des combattants, qui n'avaient pas eu souvent — depuis quatre ans — l'occasion de se détendre à

les caves pour s'abriter des roquettes, ils ne purent même plus s'y réfugier cet été, quand les bombardements aériens aggravèrent encore la situation. Car des dizaines de milliers de réfugiés, chassés par la contre-offensive azerbaïdjanaise de la région de Mardakert, créèrent un chaos pestilentiel en arrivant dans le chef-lieu avec leurs troupeaux, qu'ils finissaient par tuer dans les caves rendues impraticables par la chaleur.

Achot trouve pourtant justifiée la décision des dirigeants locaux d'empêcher le départ des femmes pour l'Arménie, après l'évacuation de nombre d'enfants, alors que les familles qui pouvaient souder les combattants aux points de contrôle passaient sans entrave. Comme il approuve le renvoi au front de jeunes de Mardakert qui ne voulaient pas se battre. Ou le recours à des mercenaires, des « soldats perdus » de Russie et des Cosaques : « On manque de professionnels. »

Ces derniers, rencontrés en nombre à Erevan, ne le contredisent pas : « La plus grave, dit l'un d'eux, est que cette minorité de jeunes qui se battent mènent une guerre de partisans, sans discipline, face maintenant à une armée régulière. Heureusement, en face, chez les Azéris, ce sont des jeunes de dix-huit ans qu'on envoie au massacre. »

Quant aux « violations des droits de l'homme » — commises par un camp comme par l'autre, selon un rapport récent d'Helmi Wacht, — Achot ne les nie pas : « Épuration ethnique » dans chaque village conquis (il y avait

un tiers d'Azéris à l'origine parmi les quelque deux cent mille habitants du Haut-Karabakh), villages brûlés, viols, mutilations et exécutions d'otages...

« Aucun commandant ne peut tout contrôler dans notre situation », dit-il tristement. Mais, depuis la mi-août, un élément d'espoir est apparu, selon lui, avec l'arrivée au pouvoir, à Stepanakert, de M. Robert Kotchikian, un homme largement respecté sur place et proche du président arménien, après deux ans de direction brouillonne et jusqu'au-boutiste des Dachnaks. Cela a déjà permis la remise en route de certaines entreprises du Haut-Karabakh, l'atténuation des suspicions mutuelles entre Erevan et Stepanakert, en attendant, peut-être, leur acceptation d'un cessez-le-feu sur les lignes actuelles. Qu'il resterait aussi à faire admettre par Bakou...

S. Sh.

« Le Conseil de sécurité de l'ONU va examiner le conflit du Haut-Karabakh. » — Des consultations ont commencé, mardi 13 octobre, au Conseil de sécurité de l'ONU sur un projet de résolution relatif au conflit du Haut-Karabakh. Ces discussions ont lieu à la demande de l'Arménie, qui a estimé « le moment venu, après des ouvertures du président azerbaïdjanais, d'une intervention directe du Conseil de sécurité pour renforcer les initiatives de la CSCE », ont indiqué des diplomates occidentaux. — (AFP.)

La visite du président autrichien à Paris

M. Thomas Klestil plaide pour l'admission rapide de l'Autriche dans la CEE

Enfin, l'Autriche s'est dotée d'un président fédéral fréquentable. Le successeur de Kurt Waldheim au palais de la Hofburg est d'autant plus chaleureusement accueilli à l'étranger que l'on s'était volontairement privé, en Occident, d'inviter l'ancien secrétaire général des Nations unies, empiété dans ses mensonges et palinodies relatifs à son passé dans l'armée hitlérienne. Diplomate élégant et disert, s'exprimant avec aisance en français, M. Thomas Klestil s'inscrit dans cette lignée d'hommes politiques et de diplomates de Vienne qui s'efforcent de promouvoir l'image d'une Autriche stable et paisible, médiatrice des conflits, en Europe ou ailleurs.

L'Autriche n'est cependant plus tout à fait aujourd'hui cette « île de bien-être » qui menait, sous la houlette de Bruno Kreisky, une existence protégée par sa neutralité et son douillet système d'économie mixte à forte composante sociale. Avant même l'écroulement du communisme à ses portes, le choix de l'Autriche en faveur de la Communauté européenne était fait. Il reste à plaider le dossier à l'extérieur et à l'intérieur de la République alpine. C'est à la première tâche que s'est attelé M. Klestil, qui a rencontré, mardi 13 octobre, M. Pierre Bérégovoy, M. Elisabeth Guigou et déjeuné avec M. Roland Dumas : « L'adhésion de l'Autriche, du fait de sa capacité économique, renforcerait la Communauté de manière significative », a déclaré le président autrichien. L'Autriche répond aux critères prévus par le Traité de l'Union européenne pour participer à la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Son adhésion représenterait, en outre, un avantage politique pour la Communauté : forte de ses liens historiques avec les pays de l'Europe centrale et orientale, l'Autriche pourrait apporter, sans aucun doute, son expérience à la Communauté. »

M. Klestil ne rentrera cependant pas à Vienne avec un calendrier précis de l'adhésion de son pays à la CEE : si, à Paris, on est favorable à l'accélération du processus d'entrée dans la Communauté des pays membres de l'AELE qui le souhaitent (Suisse, Autriche, Finlande, Suède), on souligne aussi qu'il n'est pas question de faire un sort à part à une Autriche désireuse de s'en tenir strictement au dogme de sa neutralité. « Notre pays a démontré dans la période récente qu'il menait une politique de solidarité avec ses partenaires, en envoyant des troupes dans les opérations menées par l'ONU », a précisé M. Klestil, qui s'est montré, par ailleurs, très préoccupé par la situation en Bosnie, indiquant que l'Autriche avait accueilli à ce jour plus de 70 000 réfugiés bosniens, tous musulmans, qui peuvent être tentés d'employer des « méthodes palestiniennes » pour faire entendre leur cause.

Le président autrichien, qui devait rencontrer, mercredi matin, M. François Mitterrand, a enfin annoncé que Vienne allait organiser, en octobre 1993, une réunion au sommet des pays du Conseil de l'Europe consacrée aux problèmes des frontières et de la protection des minorités. « Une idée du président français que nous avons immédiatement approuvée », a-t-il affirmé.

L. R.

DANEMARK : le débat sur Maastricht

L'opposition choisit la ligne dure

L'opposition danoise a choisi la ligne dure à propos du traité de Maastricht, lors d'un premier examen, mardi 13 octobre, du Livre blanc présenté la semaine dernière par le gouvernement sur les suites à donner au rejet du traité par les électeurs lors du référendum du 2 juin. Il s'agit toutefois d'une position de départ dans le débat intérieur danois, qui ne fait que s'ouvrir. Le premier ministre, M. Poul Schlüter, et le ministre des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, devaient rencontrer, mercredi après-midi à l'Élysée, M. François Mitterrand, à deux jours du conseil européen extraordinaire de Birmingham.

Trois partis d'opposition qui détiennent la majorité au Parlement (les sociaux-démocrates, les socialistes populaires et les radicaux) ont souhaité, mardi, que le Danemark obtienne de ses partenaires européens un arrangement

spécial « permanent et juridique » contraignant. Selon les trois partis, cet arrangement dispenserait le royaume de la politique de défense commune, de la monnaie unique, de la politique d'asile et de police de la CEE ainsi que de la citoyenneté européenne. Le leader des sociaux-démocrates, M. Holger Nielsen, a déclaré qu'il « ne pouvait pas imaginer » qu'on puisse y parvenir sans modification du traité et donc nouvelle ratification dans les autres pays européens.

Les trois partis ont, d'autre part, rejeté, mardi, une proposition du premier ministre, M. Schlüter, visant à organiser un deuxième référendum au Danemark début 1993, en estimant que c'est au Parlement de fixer la date d'une telle consultation. Selon un porte-parole du Parti social-démocrate, le nouveau référendum ne saurait avoir lieu avant septembre 1993 « au plus tôt ».

ALLEMAGNE

Les partis gouvernementaux s'entendent sur une réforme du droit d'asile

Les partis de la majorité au pouvoir en Allemagne (CDU, CSU, FDP) se sont mis d'accord, mardi 13 octobre à Bonn, sur un compromis qui pourrait mettre un terme à des mois de polémiques sur une nouvelle définition du droit d'asile. Ce compromis, qui vise à aligner la législation allemande sur celle des autres pays de la CEE, doit servir de base aux négociations à venir avec l'opposition social-démocrate (SPD) dont l'accord est nécessaire pour un changement de la Constitution.

BERLIN

de notre correspondant

Depuis des mois, les responsables politiques de tout bord se battent à coups d'arguments juridiques incompréhensibles pour le grand public, afin de savoir s'il faut, oui ou non, amender la Constitution pour mettre un frein au flot de réfugiés arrivant de l'est et du sud-est de l'Europe. Selon l'interprétation actuelle de la Loi fondamentale, toute personne arrivant en Allemagne et demandant l'asile politique a le droit, même si sa demande n'est pas recevable, de rester sur le territoire fédéral tant que tous les recours juridiques ne sont pas épuisés.

L'accord au sein de la coalition gouvernementale prévoit que le nouvel article 16 de la Constitution, qui règle le droit d'asile, soit amendé de manière à limiter le droit de séjour tout en garantissant un droit d'asile sur la base de la convention de Genève. Celle-ci reconnaît à tout demandeur d'asile un droit de « non-refoulement » à la frontière, mais non comme en Allemagne un droit de « séjour » ; elle ne règle pas les questions de procédure.

Le compromis vise à rendre plus difficile le séjour en Allemagne des demandeurs d'asile dont le dossier a été rejeté, pendant la durée de la procédure de recours. Les libéraux du FDP se sont jusqu'au bout opposés à ce que, comme par exemple en France, les décisions de rejet soient prises par une instance administrative ne relevant pas des tribunaux. Mais ils ont accepté, dans les cas de demandes d'asile politique manifestement infondées, que les personnes concernées soient renvoyées dans leur pays d'origine en attendant que les tribunaux décident de leur sort. D'autre part, l'aide sociale versée aux demandeurs d'asile sera réduite.

Le compromis retenu ouvre la voie à un accord avec le SPD si son congrès extraordinaire, à la mi-novembre, accepte le principe d'un changement de Constitution. Pour tendre la perche à l'opposition, les trois partis de la coalition se sont déclarés prêts à accepter la demande des sociaux-démocrates d'ouvrir des discussions sur une nouvelle loi sur l'immigration facilitant l'intégration des étrangers vivant en Allemagne, notamment en modifiant les règles d'acquisition de la nationalité.

HENRI DE BRESSON

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue trimestriel

Envoyer sur simple demande

ASIE

JAPON : inculpé de corruption

M. Shin Kanemaru est contraint d'abandonner la vie politique

M. Shin Kanemaru, le « faiseur de rois » du Parti libéral-démocrate (PLD), a annoncé, mercredi 14 octobre, qu'il renonce à son mandat de député ainsi qu'à la présidence du plus important clan du parti gouvernemental afin d'assumer sa responsabilité dans le scandale Sagawa Kyubin. Etant donné son âge (soixante-dix-huit ans), cela signifie qu'il se retire de la vie politique. Ce qui risque d'affaiblir le premier ministre M. Miyazawa, dont il était le mentor, et d'aggraver les dissensions au sein du clan Takeshita.

TOKYO

de notre correspondant

Le « parrain » du PLD, qui avait reconnu avoir reçu 500 millions de yens de la société de transports rapides Sagawa, avait confirmé, un mois plus tard, ses déclarations au parquet. Ce qui lui valut d'être inculpé de violation de la loi sur le financement des partis politiques mais aussi coupé court à l'enquête sur ses

relations avec la pègre (le Monde du 29 et du 30 septembre).

Le retrait de M. Kanemaru compromet l'équilibre du pouvoir au sein du parti qui gouverne le pays depuis 1955. Moins qu'un parti au sens classique, le PLD est une coalition de cinq groupes sans véritables divergences idéologiques, formés autour d'une personnalité influente. Chef du clan Takeshita, le plus important (110 députés et sénateurs), ayant un grand ascendant sur le parti et la bureaucratie, fin manouvrier entretenant de bons rapports avec l'opposition socialiste dans un souci d'ouverture, M. Kanemaru jouait un rôle plus important que le chef du gouvernement dans la définition des orientations politiques. C'est lui qui avait mis en place M. Miyazawa, comme du reste ses prédécesseurs, MM. Kaifu et Takeshita. Le silence du premier ministre dans cette affaire est révélateur de son impuissance.

Jusqu'à présent, M. Kanemaru s'était simplement démis de son poste de vice-président du PLD. Mais les pressions se multipliaient pour qu'il renonce à son mandat de député. Lundi, le ministre de la construction avait joint sa voix à celles d'autres membres de la majorité réclamant son départ. L'indigna-

tion de l'opinion s'était intensifiée à la faveur d'une campagne de sénateurs qui exigeaient que M. Kanemaru témoigne devant le Parlement. Son départ calmera sans doute les esprits, mais ne règlera pas les problèmes de fond. Il ouvre en outre une crise au sein de la majorité.

Des liens

avec le syndicat du crime

Dans un éditorial, le quotidien *Yomiuri* écrit que cette seule démission est insuffisante. Soulignant les risques d'une aggravation de la méfiance populaire à l'égard du parti au pouvoir, le patronat demande pour sa part une réforme du système politique. En prenant sa retraite, M. Kanemaru évitait peut-être de s'expliquer sur ses liens avec la pègre, mais il place M. Takeshita en première ligne : c'est désormais sur la convocation de ce dernier que se mobilise l'opposition.

Les Japonais sont habitués aux pratiques douteuses de financement de leur classe politique. Cette fois, cependant, la responsabilité morale de M. Kanemaru est plus grave en raison des liens qu'il entretenait avec le principal syndicat du crime de Tokyo, Inagawa-kai. En outre, rien n'a été dévoilé des raisons pour les-

quelles des gangsters agissant sous couvert du groupuscule d'extrême droite Kominto faisaient chanter M. Takeshita jusqu'à ce que, sur la demande de M. Kanemaru, Inagawa-kai intervienne.

On peut se demander aussi pourquoi le parquet a suspendu son enquête après qu'il ait reconnu avoir reçu les 500 millions de yens. Un procureur de Sapporo a dénoncé dans l'*Asahi* la « démission » de ses collègues de Tokyo. Depuis le scandale Lockheed, le ministère de la justice est un « fief » du clan Takeshita : le titulaire actuel de ce portefeuille est membre de ce clan.

Le surcroît de moralisme du PLD ne doit pas leur servir : l'affaire Kanemaru a surtout avivé la lutte au sein du clan Takeshita. L'éventualité d'une scission n'est pas exclue à la faveur de regroupements autour des hommes forts, MM. Ichiro Ozawa, dauphin de M. Kanemaru, et Seiraku Kajiyama, chef du groupe parlementaire du PLD. La désintégration de la clique qui a dominé la politique japonaise depuis vingt ans signifierait, écrit le *Mainichi*, la fin d'un « ordre » imposé par la force du nombre et de l'argent.

PHILIPPE PONS

CHINE : en marge du congrès du PC

Les hommes d'affaires français s'interrogent sur la nécessité d'une approche européenne du marché local

PÉKIN

de notre correspondant

Y aura-t-il, en 1997, un quinzième congrès du Parti communiste chinois ? La question, naturellement, n'est pas de celles que puissent soulever les participants du quatorzième congrès, réunis à Pékin. Mais elle a été posée - sans trouver de réponse - lors d'un colloque organisé pour la communauté française de Chine, principalement ses hommes d'affaires, à l'initiative de l'ambassade de France à Pékin.

Les organisateurs avaient été prévenus par l'hôtel accueillant le colloque que serait effectué, par ses soins, un enregistrement intégral des interventions, présentées par des diplomates, juristes, sinologues et hommes d'affaires. Ce qui permet d'espérer que, outre la police politique, la direction du régime sera informée des certitudes et interrogations que suscite le dernier infléchissement de la ligne officielle en direction d'un capitalisme sous couvert de « marché socialiste » : d'une part, que l'ouverture économique paraît, cette fois, irréversible. Le régime, depuis 1989, a fait la preuve qu'il n'y avait plus de retour en arrière possible. D'autre part, que la Chine semble se diriger vers un système bien moins rigide qu'auparavant, où rivalités administratives et régionales vont s'accroître du fait de l'explosion économique.

La Chine risque-t-elle d'écarter à l'instar de l'URSS ? Il y a peu de chances, a estimé l'ambassadeur, M. Claude Martin. Sauf à envisager

une tentative de l'un des héritiers de M. Deng Xiaoping en vue de resserrer la vis, force militaire aidant. Ce qui ne peut s'exclure totalement, étant donné le degré de fossilisation politique atteint par le régime, ainsi qu'en témoignent les travaux du XIV^e congrès.

Par ailleurs, l'entrée en scène des agents économiques puissants que sont les Chinois de Hongkong, de Taiwan ou de la diaspora brouille la partition ancienne des échanges entre Pékin et le monde développé, au point que la musique en est méconnaissable. Il en résulte, pour les pays occidentaux dont la France, la nécessité de réviser les modalités de leurs relations avec le monde chinois. On va certainement, a estimé M. Martin, vers la fin des protocoles d'assistance financière au développement au profit de formules déjà introduites pour la réalisation d'infrastructures comme des concessions d'utilité publique, l'utilisation de financements indirects (argent de la diaspora, du Japon). Une approche européenne du marché chinois paraît d'autant plus évidente que se posent des dilemmes politiques aussi sérieux que la question des ventes d'armes à Taiwan.

Il restera aux historiens à déterminer si, comme le prétend la propagande du régime, M. Deng avait prévu dès 1978 les conséquences de ses réformes, lorsqu'il ouvrit la boîte de Pandore en affirmant que « le socialisme, ce n'est pas la pauvreté ».

FRANCIS DERON

CAMBODGE

L'ONU donne un mois aux Khmers rouges pour appliquer les accords de Paris

Le prince Sihanouk a quitté Pékin, mercredi 14 octobre, pour regagner Phnom-Penh à l'issue d'un séjour de trois semaines consacré à des examens et soins médicaux. Il doit y présider une réunion du Conseil national suprême (CNS). Mercredi également, le premier des cinq avions qui doivent amener au Cambodge le gros du contingent de « casques bleus » japonais a atterri sur l'aéroport de la capitale khmère.

Mardi soir, le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté, à l'unanimité, une résolution offrant aux Khmers rouges une nouvelle chance d'adhérer au plan de paix découlant des accords de Paris du 23 octobre 1991. Selon notre correspondant à New-York, Serge Marti, cette résolution, qui ne remet pas en cause le calendrier initial - prévoyant la tenue d'élections pour une assemblée constituante au plus tard le

31 mai prochain - donne aux partisans de M. Pol Pot jusqu'au 15 novembre pour entrer dans le processus de paix. Il réaffirme que l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) « doit avoir un accès total et sans restriction aux zones contrôlées par toutes les factions » et « exige » que les Khmers rouges « facilitent sans délai le déploiement complet de l'APRONUC dans les zones sous leur contrôle ». S'il n'en était pas ainsi, le

Conseil « s'engage à envisager quelles mesures complémentaires seront nécessaires » pour assurer l'application des accords. Si, pour l'instant, une intervention armée contre les Khmers rouges semble exclue, certains diplomates préconisent de prendre des sanctions économiques. « L'usage éventuel de la force doit être étudié avec précaution », a déclaré à cet égard à New-York M. Yasushi Akashi, chef de l'APRONUC.

ALLEMAGNE

Gouvernementaux s'entendent sur la réforme du droit d'asile

Le gouvernement allemand a annoncé, mercredi 14 octobre, qu'il s'entendait sur la réforme du droit d'asile. Les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont convenu d'un projet de loi qui prévoit notamment de renforcer les contrôles aux frontières et de limiter le droit d'asile aux personnes persécutées pour des motifs politiques ou religieux. Le projet sera soumis au Bundestag dans les prochains jours.

Le projet de loi vise à réduire le nombre de demandeurs d'asile en clarifiant les critères d'admission. Il prévoit également des mesures pour accélérer le traitement des demandes et pour améliorer la coopération avec les autorités étrangères. Les ministères ont souligné que ces réformes sont nécessaires pour faire face à la situation actuelle et pour garantir l'efficacité du système d'asile.

Le dur

Le dur est un produit de la gamme Du Pont. Il est conçu pour résister aux conditions les plus difficiles. Grâce à sa structure en kevlar et à sa couche de téflon, il offre une protection optimale. C'est pourquoi il est utilisé dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie et les sports. Le dur est disponible en plusieurs modèles, adaptés à différents besoins.

Le dur est un produit de la gamme Du Pont. Il est conçu pour résister aux conditions les plus difficiles. Grâce à sa structure en kevlar et à sa couche de téflon, il offre une protection optimale. C'est pourquoi il est utilisé dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie et les sports. Le dur est disponible en plusieurs modèles, adaptés à différents besoins.



Le pilote Bernard Santal de Sainte-Maxime, aux prises avec sa fille Sarah

Marque déposée de Du Pont de Nemours

Regardez-le vivre. De quoi est faite sa vie ? De

NOMEX* résistant au feu, lorsqu'il revêt sa combinaison de compétition. Du KEVLAR* de ses plaquettes de freins. De TEFLON*, quand il fait cuire ses œufs du matin. Ces produits découverts par Du Pont font partie de sa confort, de sa sécurité, de son bien-être. De sa Vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France, comme en Europe, veuillez écrire à : Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cédex 07.



Tous les jours de nos vies

AMÉRIQUES

La fin du voyage de Jean-Paul II à Saint-Domingue

Une impalpable impression de « flottement »...

A l'issue de son voyage à Saint-Domingue, Jean-Paul II devait regagner le Vatican mercredi 14 octobre.

SAINT-DOMINGUE

de notre envoyé spécial

« Au nom de Notre Seigneur Jésus-Christ, je vous demande de pardonner à ceux qui vous ont offensés pendant ces cinq dernières années... » Ces paroles que le pape a prononcées devant une vingtaine d'indiens Maya Mixtes Huichol, venus du Mexique, de Bolivie, du Pérou et d'autres pays encore d'Amérique latine pour le rencontrer, mardi 13 octobre, dans la minuscule nonciature de Saint-Domingue, avaient été rajoutées au discours à la dernière minute, de la main même de Jean-Paul II. Elles étaient destinées à clore l'argument majeur de ce voyage, en renouant une fois pour toutes à récrire l'histoire de la découverte et de l'évangélisation du Nouveau Monde en un sens ou un autre ?

De même, reprenant presque mot pour mot les propos qu'il avait tenus il y a quelques mois à Gort, au Sénégal, en abordant le problème de l'esclavage, le pape, citant saint Paul, s'est adressé à la deuxième députation venue l'écouter, celle des Afro-Américains : « Là où abonde le péché, surabonde la grâce », a-t-il dit, comme pour, à l'instar, au nom des valeurs chrétiennes désormais partagées, mieux tourner une page du passé. A-t-il été entendu ? Comme une réponse négative anticipée, la veille, la capitale dominicaine et quelques villages du nord du pays ont été le théâtre de violents incidents entre forces de l'ordre et manifestants qui, sans jamais s'en prendre explicitement à la venue du pape, protestaient, cocktails Molotov et pneus enflammés à l'appui, contre les célébrations de ce trop ambigu anniversaire. Bilan : plus d'une soixantaine d'arrestations, quatre enfants blessés, un jeune homme atteint par balles. Quant à ceux qui, au cours de cette dernière journée de rencontre - peut-être la plus importante - espèrent beaucoup du message de Jean-Paul II pour esquiver l'avenir ou, du moins, éclaircir le présent, ils sont également un peu restés sur leur faim. Les évêques haïtiens en butte à une rébellion ouverte de leur clergé de base, sur laquelle l'annonce de l'envoi par Rome d'un nouveau nonce apostolique peu après le renversement du président élu, Aristide, a fait le mauvais effet d'une reconnaissance de facto de la dictature, ont eu droit à un bon quart d'heure

de discussion à huis clos d'où rien n'a filtré. Sinon que les vrais problèmes, ceux du flux de réfugiés et les sévères conséquences de l'embargo américain sur une population déjà affamée, ont été plus efflués qu'abordés.

Cinquante-six voyages

Comme si, au terme de cinquante-six voyages, menés tambour battant, quelque chose s'était un peu distendu dans la dynamique de ce pontificat assagi. Comme si Jean-Paul II lui-même avait un peu perdu de sa spontanéité dans des contacts qui paraissent s'établir avec plus de difficulté. A cet instant, l'indien, intimidé sous son poncho gris et le chapeau traditionnel d'où dépassait sa tresse, qui lui a demandé d'être « solidaire » des indiens et de « pren-

dre vivement parti » au moment où l'armée électorale envahit leurs terres déjà dévastées par les nouvelles technologies, Jean-Paul II n'a su que répondre. A-t-il seulement entendu ?

Tout est vrai que, fatigué peut-être par la chaleur et sa brève convalescence, le pape, tout au long de ce voyage, pourtant « allégé », a donné parfois l'impression fugitive d'être absent, ou perdu dans ses pensées. Pour remédier à cette impalpable impression de « flottement » ces derniers jours - officiellement à la demande du pape lui-même - des manifestations avaient même été rajoutées au programme, dont l'inauguration d'un séminaire et la visite d'un hôpital pour enfants. Il est vrai aussi, à l'inverse, que ce troisième voyage en terre dominicaine n'a pas suscité l'enthousiasme attendu, mais un intérêt plus

pol que passionné, jetant jusque sur cette historique grand-messe de commémoration de l'épopée de l'évangélisation, dimanche, un voile de tristesse et de nostalgie. Ou étaient les foules et la ferveur d'autant ? Avec cette dernière visite, il semble qu'une autre page ait été tournée, et que l'ère des « grandes chevauchées » médiatiques à travers les continents soit révolue. Du moins sous cette forme. Et la controverse sur la coûteuse construction du phare-sarcophage de Christophe Colomb, les querelles ou les superstitions qui attribuent le fûtu, le mauvais œil, aussi bien au découvreur de l'Amérique qu'aux visites de Jean-Paul II, dont celle de 1979 qui fut suivie d'un typhon dévastateur n'expliquent pas tout.

Saint-Domingue, anesthésiée par un deuil semi-officiel, pour la mort d'Emmanuel Bellegu, âme du régime et sœur du vieux président, morte brusquement deux jours avant l'inauguration du phare qu'elle venait justement de visiter, a boudé le pape. Ce n'est pas un hasard non plus si lundi à Higüey, seul moment de « fraîcheur » dans ce voyage, au sanctuaire de la madone de l'Altagracia qui draine en général des milliers de fidèles, la foule, en dépit d'un réel enthousiasme était clairsemée. Comme si là aussi le « contact » était un peu perdu. Sinon avec une hiérarchie religieuse dominicaine, parfois contestée, dont les attitudes en retrait par rapport au pape sur la question indigène, avaient accentué le malaise créé par ce cinquième centenaire. Enfin, dernier « décalage » dans ce voyage en demi-teinte, qui en accentuait la fragilité et l'excessive prudence, c'est dans l'espace clos de cette conférence épiscopale des évêques que le pape a prononcé son plus grand message d'ouverture : cette dynamique Nord-Sud, proposée aux églises d'Amérique latine contre la « culture de mort » qui prévaut dans cet hémisphère. Une impulsion contre les sectes et l'égotisme, finalement aussi contre le repliement sur soi d'une église qui, peut-être, elle aussi, perd peu à peu le contact.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le pape prend le parti des évêques haïtiens

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

« Il faut que quelque chose change ici », s'exclamaient Jean-Paul II en mars 1983, lors d'une visite en Haïti, où régnait encore le dictateur Jean-Claude Duvalier. Neuf ans plus tard, en visite à Saint-Domingue, à un peu plus de 300 kilomètres de Port-au-Prince, le pape n'a pu que constater qu'Haïti « n'en finit pas d'aller de période douloureuse en période douloureuse ».

Recevant à la fin de son voyage dominicain les évêques haïtiens accompagnés d'une délégation de laïcs triés sur le volet, le souverain pontife a appelé les chrétiens « à en finir avec les divisions stériles ». Il les a surtout exhortés « à rester unis autour de leurs évêques », qui, a-t-il ajouté, « ont toute ma confiance ».

Dans le contexte de division de l'Eglise haïtienne, le message est clair : entre l'épiscopat, qui, à l'exception de Mgr Willy Romelus, l'évêque de Jérémie, maintient une attitude complaisante à l'égard du pouvoir de fait, réclamant la levée de l'embargo décrété par la communauté internationale, et les communautés de base, qui bravent la répression pour tenter d'obtenir le retour du président en exil Jean-Bertrand Aristide, le

souverain pontife a tranché en faveur de la hiérarchie.

Deux cents religieux, haïtiens et dominicains, ont fait parvenir au pape deux messages exprimant « leur roulement à l'attitude de la hiérarchie religieuse dominicaine, parfois contestée, dont les attitudes en retrait par rapport au pape sur la question indigène, avaient accentué le malaise créé par ce cinquième centenaire. Enfin, dernier « décalage » dans ce voyage en demi-teinte, qui en accentuait la fragilité et l'excessive prudence, c'est dans l'espace clos de cette conférence épiscopale des évêques que le pape a prononcé son plus grand message d'ouverture : cette dynamique Nord-Sud, proposée aux églises d'Amérique latine contre la « culture de mort » qui prévaut dans cet hémisphère. Une impulsion contre les sectes et l'égotisme, finalement aussi contre le repliement sur soi d'une église qui, peut-être, elle aussi, perd peu à peu le contact.

Avant même d'avoir pris connaissance de ces textes, le pape a répondu, dans son adresse aux évêques : « Je demande au Seigneur de soutenir l'action de ceux qui, restant sur place, s'efforcent de résoudre la situation de violence et d'établir un climat de tolérance et de paix. Condamné à l'exil, le père Aristide n'est donc pas pardonné. Il est vrai qu'il y a moins de quinze jours, devant l'Assemblée générale des Nations unies, il avait accusé le Vatican d'être le seul Etat qui a choisi de bannir les crimes qu'il aurait dû condamner au nom du Dieu de justice et de paix ».

JEAN-MICHEL CAROFF

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

M. Hekmatyar dénonce les « ingérences » de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan

M. Gulbuddin Hekmatyar a accusé, mardi 13 octobre, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan d'armer les anciennes milices pro-communistes du nord de l'Afghanistan, en particulier les milices ouzbèkes du général Rashid Dostom. Le chef fondamentaliste du Hezb-i-Islami, lui-même soupçonné d'entraîner des islamistes originaires des ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale, a dénoncé ces « ingérences dans les affaires de l'Afghanistan ». Le même jour, le président intérimaire afghan, M. Burhanuddin Rabbani, a quitté Kaboul pour une visite en Ouzbékistan.

D'autre part, le gouverneur militaire de Hérat, le général Ismail Khan, a annoncé mardi la reprise, la veille, de l'ex-base aérienne soviétique de Shindand. Selon l'envoyé spécial de l'AFP, la vie a repris son cours à Hérat après l'échec d'une tentative de soulèvement et se trouve sous le contrôle

du Jamiat-i-Islami, qui dirige le général Ismail Khan. Selon des témoignages locaux non confirmés, un proche de ce dernier, Jabbar Tufon, aurait fait défection pour rejoindre le Hezb. A la suite de l'échec du coup de force, les moudjahidins du Hezb se seraient repliés sur la base de Shindand, tenue par des milices pro-communistes avec lesquelles les islamistes avaient fait alliance.

ALGÉRIE

le FIS défie le pouvoir

Dans un « communiqué numéro 1 » diffusé d'Europe et daté du 11 octobre, M. Rabah Kébir, dirigeant en exil du Front islamique du salut (FIS), met au défi les autorités algériennes de laisser une commission internationale indépendante enquêter sur l'assassinat de l'ex-président Mohamed Bouedjel et sur l'attentat à l'aéroport d'Alger, en août. Après l'arrestation de six personnes membres du FIS, les autorités algériennes avaient accusé l'organisation islamiste d'être responsable de l'attentat de l'aéroport. M. Kébir, au contraire, en rejette la responsabilité sur le pouvoir.

CAMEROUN

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle toujours inconnus

Trois jours après l'élection présidentielle camerounaise, aucun résultat définitif et officiel n'avait encore été publié, mercredi matin 14 octobre, même si le ministère de l'Administration territoriale à Yaoundé laisse entendre que le président sortant, M. Paul Biya, sera réélu avec la majorité absolue des suffrages exprimés. Mardi, en début d'après-midi, les derniers chiffres parvenus au ministère faisaient état du dépouillement de plus de 1,4 million de bulletins, dont 645 000 en faveur du candidat-président, 574 000 pour M. Fru Ndi et 200 000 pour M. Bello Bouba Maigari, de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès. Le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales n'étant toujours pas connu, il n'était pas encore possible de conclure à la victoire du Président Biya. - (AFP.)

MOZAMBIQUE

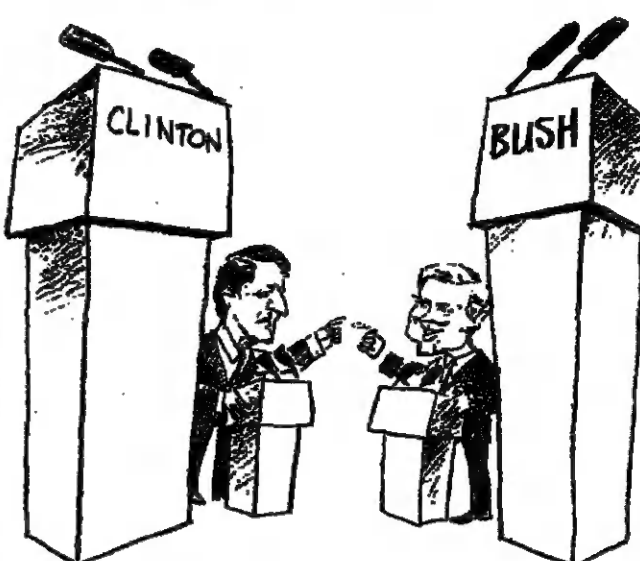
Le Conseil de sécurité autorise l'envoi d'observateurs militaires

Le Parlement mozambicain a ratifié, lundi 12 octobre, à l'unanimité, l'accord de paix signé le 4 octobre à Rome par le gouvernement et les dirigeants de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) mettant fin à seize années de guerre civile (le Monde du 8 octobre). Conformément aux termes de l'accord, le Conseil de sécurité a, à l'unanimité, aussitôt autorisé la nomination d'un représentant spécial de l'ONU, ainsi que l'envoi d'observateurs à Maputo dès jeudi. C'est un haut fonctionnaire italien, M. Aldo Ajello, qui assumera les fonctions de représentant spécial de M. Boutros-Ghali au Mozambique.

Des diplomates occidentaux évoquent une éventuelle participation de plusieurs milliers de fonctionnaires de l'ONU - le chiffre de 3 500 est cité - au processus de supervision des accords de paix, qui prévoient, notamment, une démilitarisation et des élections. - (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS : le débat télévisé entre les vice-présidents potentiels

L'empoignade des seconds



PANCHO

WASHINGTON

de notre correspondant

Sans doute est-ce un des privilèges du vice-président : il peut polémiquer plus vivement que son « patron » sans porter directement atteinte à la dignité de la fonction présidentielle. Et M. Dan Quayle, aspirant à un deuxième mandat de vice-président sous la tutelle de George Bush, ne s'en est pas privé lors du débat télévisé qui l'opposait, mardi soir 13 octobre, au sénateur Albert Gore, partenaire de Bill Clinton sur le « ticket » démocrate. L'empoignade entre les numéros deux potentiels fut vive.

M. Quayle a porté le cours dans la zone de vulnérabilité du « ticket » démocrate, celle qui fait encore hésiter les indécis : le « caractère » de Bill Clinton. Et d'énumérer les différentes et parfois contradictoires versions que le gouverneur de l'Arkansas a données de ses positions sur la guerre du Golfe, l'école privée, l'avortement ou sur son passé de surin. « M. Clinton est incapable de dire la vérité », a martelé le vice-président, avant d'ajouter : « On ne peut pas diriger ce pays en trompant les gens... » M. Clinton n'a pas la force de caractère pour être président des Etats-Unis. (...) Est-ce que vous allez lui faire confiance ?

Le sénateur Gore (Tennessee) lui répondit que le président George Bush avait lui aussi pas mal oscillé, sur l'avortement comme sur les impôts ou, tout dernièrement, sur les fonctions qu'il promettait à son ami James Baker (tombé en retard au département d'Etat, tantôt un poste de super-coordonneur de la politique économique). Durant quatre-vingt-dix minutes, les deux colistiers des « tickets » démocrate et républicain se sont livrés une féroce bataille sur l'économie, l'envi-

ronnement, l'avortement ou la santé.

M. Quayle avait à faire oublier une réputation de gaffeur invétéré qui, jusqu'à présent, plutôt embarrassé le président George Bush, il a mené son affaire avec verve, et les commentaires politiques, en général féroces à son égard, lui ont décerné une mention plutôt favorable. L'air sérieux et sévère, M. Gore, pour sa part, donnait souvent l'impression d'être figé dans un rôle de premier de la classe, comme s'il était programmé pour les plus hautes fonctions depuis l'adolescence. Entre ces deux quadragénaires, « golden boys » de la politique, l'amiral James Stockdale, colistier de l'indépendant Ross Perot, était visiblement perdu, et le disait lui-même : « J'ai l'impression d'assister à une partie de ping-pong ». L'amiral avait l'air d'un homme fatigué, recouvert d'épreuves, peu à sa place dans l'arène d'une campagne présidentielle dont il semblait tout ignorer des dossiers. Après la prestation colorée du candidat indépendant au début de la semaine, le débat de mardi a, assurément, représenté un mauvais point pour le camp Perot.

Si le milliardaire texan avait, dimanche dernier, fréquemment pris le parti de Bill Clinton lors du débat avec le président Bush, l'amiral Stockdale a, lui, plus souvent défendu le point de vue du vice-président Quayle (sauf sur l'avortement). C'était une manière de rappeler que l'« effet Perot » sur la campagne pour réserver des surprises dans un sens favorable à l'un ou l'autre candidat des deux grands partis. Le Washington Post parle d'un « facteur X » dont personne n'a encore pris la juste mesure.

ALAIN FRACHON

BRÉSIL : figure de proue du Mouvement démocratique

Ulysses Guimaraes est mort dans un accident d'avion

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le député Ulysses Guimaraes a trouvé la mort lors d'un accident d'hélicoptère survenu lundi 12 octobre. Après vingt-quatre heures de recherches intensives, les restes de l'appareil qui transportait le député, sa femme et deux amis, d'Angra-des-Reis à São-Paulo, ont été retrouvés mardi, en bord de mer, aux côtés de corps non encore identifiés. Les chaînes de télévision ont consacré la quasi-totalité de leurs journaux du soir à la nouvelle, et les sessions de l'Assemblée nationale et du Sénat ont été suspendues par leurs présidents respectifs. L'annonce du décès tragique de celui qui fut une des figures les plus connues et les plus respectées de la politique brésilienne des quarante dernières années a bouleversé l'ensemble de la classe politique.

Agé de soixante-seize ans, le « docteur Guimaraes », était originaire de l'Etat de São-Paulo. Avocat de formation, il avait commencé ses activités politiques à la faculté de droit où il dirigeait un mouvement syndical. Pour la première fois député d'Etat en 1947, il

fut, à partir de 1951, élu sans interruption député fédéral et totalisait onze mandats consécutifs. Ministre de l'Industrie et du Commerce entre 1961 et 1962, sous la présidence de João Goulart, il s'opposa dès le début au régime militaire qui prit le pouvoir après le coup d'Etat de 1964. Il fut aussi président, entre 1971 et 1983, du parti le plus important du pays, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), et à plusieurs reprises président de l'Assemblée nationale.

Durant la dernière crise, il s'était prononcé en faveur de la destitution de M. Fernando Collor de Mello, dont il avait été le rival lors du premier tour de l'élection présidentielle en novembre 1989. Tout au long de la procédure visant le départ du chef de l'Etat, il avait joué un rôle de fédérateur au sein de l'opposition, et avait été ovationné lors du vote de l'Assemblée. Il était aussi un fervent partisan du parlementarisme, et militait pour son adoption à l'occasion du référendum qui définit, au mois d'avril prochain, le futur régime brésilien.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

LE MONDE diplomatique

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION "SAVOIRS"

LES MERS, AVENIR DE L'EUROPE

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

18-19-20 novembre

DEVCOM 92

3ème Salon des Associations

Palais des Congrès - Paris

Le carrefour professionnel du monde associatif
Exposition, Conférences, Ateliers

Organisation : THEMATICA (1) 34 24 90 90

IBM, c'est toute la micro.

PS/ Plus de choix

C'est-à-dire plusieurs gammes de micros pour le bureau, la maison ou le voyage. Et pour tous les utilisateurs, du débutant au super-professionnel :

- le PS/1, la micro à domicile, simple à utiliser et conviviale. La solution est dans la boîte ;
- les nouveaux PS/VP, des micros professionnels alliant normes du marché, qualité IBM et prix défiant toute concurrence ;
- les PS/2 : une gamme d'élite pour diminuer le coût d'exploitation de l'entreprise, et lui fournir sécurité, évolution, performances et ergonomie ;
- enfin, les nouveaux portatifs : une vraie gamme pleine d'innovations techniques, au service de ceux qui bougent.

De quoi séduire les plus exigeants !

486SLC Plus de performances

Avec, notamment, le nouveau serveur multi-processeur intégré PS/2 295 à tolérance de

pannes : le premier "micro-mainframe" IBM. Et aussi, la nouvelle puce 486SLC2 à double fréquence d'horloge, qui multiplie par 2 ou 4 les performances des postes de travail PS/2 modèles 56 et 57.

Helpware Plus de services

Une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, un club utilisateurs, un magazine. Tout cela gratuitement pendant trois mois pour tout possesseur de micro IBM avec Helpware, les tout nouveaux services de la micro IBM. Et en plus, des offres de financement et de formation adaptées...

ISO Plus de confort

Les nouveaux écrans des PS/2 répondent déjà aux normes internationales ISO, obligatoires à partir du 1^{er} janvier 1996. Très bientôt, aucune entreprise ne pourra ignorer ces normes et le confort qu'elles apportent aux utilisateurs.

PS/1 Plus facile

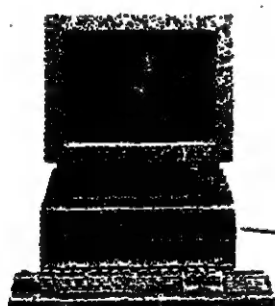
Avec le PS/1 : le micro de la famille, des PME et des professions libérales. Livré avec des applications et un système d'exploitation préchargés. Outil convivial par excellence, mais aussi très performant avec ses nouveaux modèles dotés de processeurs i486SX et DX.

OS/2 Plus de liberté

Les PS 386SX (et plus) peuvent accueillir le nouveau logiciel système OS/2 2.0. Vous pouvez alors choisir les applications DOS, Windows et OS/2 disponibles et en utiliser plusieurs simultanément à votre convenance, pour une convivialité de travail sans équivalent.

Pour toute information, appelez le 05.03.03.03. (appel gratuit).

PLUS POUR MOINS



8255 F HT*
(9 790 FTTC)

IBM PS/1
Modèle 111
386SX 25MHz
2Mo RAM
Disque dur 85Mo
Ecran VGA couleur
DOS 5.0 Windows 3.1
Works Windows
Kit ease-of-use



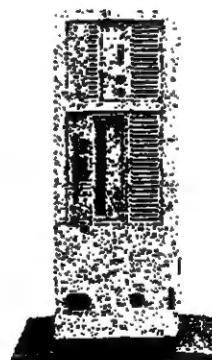
9350 F HT*
(11 089 FTTC)

IBM PS/VP
6384 modèle C20
386SLC 25MHz
2Mo RAM
Disque dur 80Mo
Ecran VGA couleur
Clavier, souris
DOS 5.0 préchargé
Cinq slots



19 000 F HT*
(22 530 FTTC)

IBM ThinkPad 700
Modèle 9552-F00
486SLC 25MHz
4Mo RAM
Disque 80Mo amovible
Pointeur IBM intégré
DOS 5.0
Station d'accueil (option)
3,1 kg - Format A4
Autonomie 3 heures



23 050 F HT*
(27 337 FTTC)

Serveur IBM PS/2
Modèle 77 OUA
i486SX 33MHz
8Mo RAM
212Mo disque SCSI (12 ms)
Carte intégrée XGA-2
Clavier, souris
OS/2 2.0 préchargé
5 slots - 4 baies

* Prix généralement constatés variant avec les prestations fournies.

** Helpware, PS/2, OS/2 et 486SLC sont des marques d'IBM Corp. i386 et i486 sont des marques de Intel Corp. Windows est une marque de Microsoft.

Pour en savoir plus sur les modèles de notre gamme, contactez les Distributeurs Agréés IBM (liste disponible par le 05.03.03.03 ou par 3616 IBM). Ou retournez ce coupon-réponse à : Point réponse IBM - Service 5000 - Cedex 50 - 92066 Paris La Défense.

Nom _____ Société _____

Adresse _____ Tél. : _____

Je suis intéressé par : PS/1 ☐ PS/VP ☐ PS/Portables ☐ PS/2 ☐

IBM C'est tout.

SUNE : la durée relative des événements potentiels



ignade des seconds

Guimaraes est mort un accident d'avion

Guimaraes est mort un accident d'avion

Devant l'hostilité des députés du Parti

M. Bérégovoy accepte d'amender les dispositions

Les députés ont commencé, mardi 13 octobre, l'examen en première lecture du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, présenté par MM. Pierre Bérégovoy, premier ministre, Paul Quilès, ministre de l'intérieur, et Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances. Au cours de la discussion générale, M. Bérégovoy a indiqué, à propos de l'interdiction du financement des activités politiques par les entreprises, prévue par le projet et dont la commission des lois avait voté la suppression, qu'il sera « attentif aux amendements » proposés. M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a affirmé qu'un accord entre le gouvernement et les socialistes, autorisant les dons des entreprises, serait « finalisé » mercredi.

Haute au feu ! Face aux députés, M. Bérégovoy a fait en sorte que le différend qu'il oppose à de nombreux parlementaires, y compris socialistes, à propos de la participation des entreprises au financement de la vie politique, ne devienne un « casus belli ». Ces jours derniers, le premier ministre avait pourtant désemparé son monde en faisant savoir combien il tenait à l'interdiction des dons des entreprises, voulue avec force par M. François Mitterrand. Devant la détermination des socialistes qui ont supprimé cette mesure en commission des lois avec le ren-

fort de la droite, M. Bérégovoy a finalement joué la carte de l'apaisement.

« Le gouvernement n'entend pas dicter la loi au Parlement. (...) Il sera attentif aux amendements de tous les groupes et de tous les parlementaires. Son seul objectif est de rendre transparent le financement de l'action politique, le mieux qu'il est possible, et il est certain que l'on peut toujours faire mieux », a assuré M. Bérégovoy. Le premier ministre n'a pas, pour autant, jeté aux orties sa conviction : « L'effort de modernisation commencé en 1988 », avec la première loi rela-

tive au financement de la vie politique, doit continuer, selon lui, avec la suppression des dons des entreprises, compensée par une majoration de la dotation de l'Etat aux partis.

Un dispositif transitoire

En mettant l'accent sur la transparence, M. Bérégovoy s'est tout de même rapproché de la commission des lois. Celle-ci propose, en effet, comme l'a rappelé le rapporteur, M. Yves Durand (PS, Nord), de remplacer la suppression des dons aux candidats et aux partis par leur

publicité lorsqu'ils excèdent 5 % du plafond de dépenses d'une campagne électorale, ou 50 000 F par an s'il s'agit d'un don à un parti. Dans ses discussions avec les responsables socialistes, M. Bérégovoy s'est montré favorable à un abaissement de ces seuils, qui procurerait vraisemblablement un effet similaire à l'interdiction. La publication du nom des entreprises risque d'être hautement dissuasive.

Le premier ministre est apparu déterminé à obtenir de l'Assemblée nationale l'annulation d'une disposition souhaitée par M. Pascal Clément

POINT DE VUE

Le coût de la démocratie

par Philippe Germa

L'ARGENT des entreprises est souvent considéré comme suspect, le financement des partis politiques aussi. Faut-il pour autant accroître cette suspicion, mélanger le licite et l'illicite, le moral et l'immoral, et prendre le risque d'un redoutable effet pervers ? Qui ne voit, en effet, que l'interdiction totale de la contribution des entreprises à la vie démocratique aboutirait au retour des dessous-de-table ? Qui ne pressent que ce brusque accès de puritanisme amorcerait un retour en arrière dans l'antique guerre de la gauche doctrinaire contre l'entreprise malfériteuse ? Qui ne voit que le tout-Etat est porteur de risques non moins menaçants ?

Pour Génération Ecologie, premier mouvement politique à avoir réalisé une campagne publicitaire pour recueillir des dons d'entreprises et de citoyens, mais aussi seul mouvement à avoir publié, avant les élections régionales, le montant de ses dons privés, il est préférable, pour la démocratie, d'améliorer la loi plutôt que d'en changer l'esprit à quelques mois des élections.

Pour avoir de bons dirigeants, capables de résoudre les problèmes de plus en plus complexes auxquels ils sont confrontés, nos concitoyens doivent comprendre que la vie démocratique a un prix. Sans règles légales de financement, claires, stables et transparentes, la vie publique ne sera que magouilles et corruption, et les hommes politiques ne peuvent qu'être discrédités aux yeux de l'opinion publique. Sans sources de financement pluralistes, notre démocratie risque d'être accaparée par certains – les professionnels des grands partis – et de laisser sur le bord de la route toutes les formations nouvelles, souvent porteuses d'espoirs et de changements indispensables à la vie de la cité.

Transparence et pluralisme

La loi Rocard du 15 janvier 1990 a fixé les règles du jeu :

– Un financement public par le budget de l'Etat et distribué au prorata du nombre d'élus au Parlement, fort heureusement corrigé, à partir de 1993, par le nombre de voix obtenu par les formations politiques au premier tour des élections législatives ;

– Un financement privé par les entreprises et les particuliers, plafonné et sévèrement contrôlé, à juste titre, par une commission composée de magistrats au-dessus de tout soupçon.

Il en est de même pour le financement des campagnes des candidats.

Certes, ce système n'est pas encore parfait, mais il répond aux deux exigences majeures : transparence et pluralisme. Au nom de quelle idéologie ou pseudo-vérité

faudrait-il alors le condamner avant même qu'il ait fait ses preuves ?

En légalisant, tout en les contrôlant et en les plafonnant, les dons des entreprises, la loi Rocard a sans aucun doute mis un terme aux pratiques frauduleuses. Il reste toutefois vrai que les grands partis ayant des élus en situation de passer des marchés avec des entreprises privées peuvent être tentés d'exercer des pressions auprès de leurs fournisseurs au profit de leur formation ou de leur candidature. Faut-il pour autant supprimer les dons des entreprises pour empêcher toute corruption ? Nous suggérons plutôt de modifier la loi Rocard sur deux points.

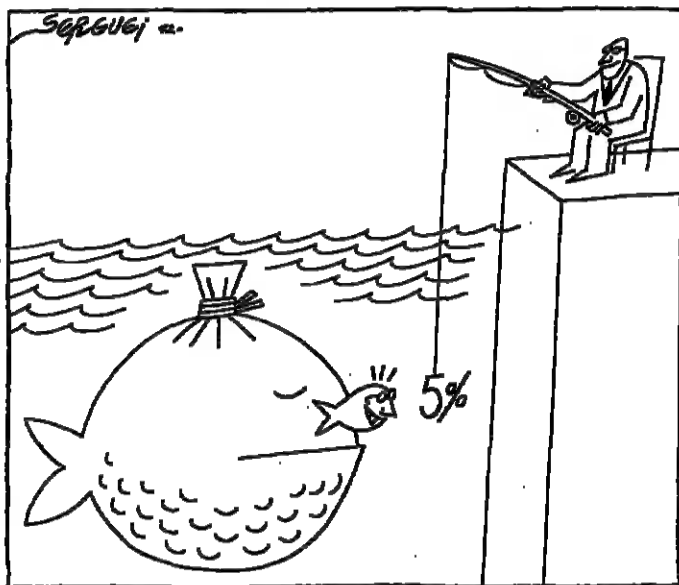
Concernant les dons des entreprises, deux mesures pourraient être introduites. Tout d'abord, il conviendrait de corriger l'inégalité entre les formations politiques proches du patronat et les autres : on pourrait proposer que le financement par les entreprises ne dépasse pas le financement public. Ensuite, il faudrait rendre plus distante la relation entre l'élu et ses fournisseurs, notamment en n'autorisant le versement des dons des entreprises qu'aux seules associations nationales de financement et non plus, comme aujourd'hui, à toute association agréée, qu'elle soit locale, départementale ou nationale. Toutefois, afin que cette proposition ne défavorise pas les candidats indépendants, ces derniers devraient être autorisés à créer des associations nationales. Les trésoriers des partis politiques seraient plus sereins, les organismes de contrôle y verraient plus clair, la démocratie gagnerait en transparence.

Il faut promouvoir parallèlement la contribution des citoyens à la démocratie. Aujourd'hui les dons des particuliers sont déductibles, dans la limite de 40 % de leur montant du revenu imposable : ce n'est ni attractif ni simple à calculer pour le citoyen. De plus, l'Etat n'a fait aucune publicité pour cet avantage fiscal, ignoré de la plupart des Français deux ans après le vote de la loi. Pour privilégier le financement de la démocratie par les citoyens – solution d'avenir pour une vie politique propre pour notre pays – Génération Ecologie propose que les Français puissent déduire directement leurs dons de leur impôt sur le revenu, dans les limites acceptables pour le budget de l'Etat. Les candidats ou les formations politiques proches des citoyens seraient ici favorisés, et chaque Français pourrait ainsi choisir, en connaissance de cause, de contribuer à leur action.

Financement public, meilleur contrôle des dons des entreprises, contribution plus directe des citoyens favoriseraient le pluralisme sans pénaliser les mouvements naissants.

Philippe Germa est délégué général de Génération Ecologie.

M. Mitterrand en visite privée dans le Var. – M. François Mitterrand, qui poursuit sa convalescence, a effectué, lundi 12 et mardi 13 octobre, un séjour privé dans le Var. Le président de la République s'est rendu près de Grimaud, dans la propriété de M. André Rousselet, président-directeur général de Canal Plus. Il avait déjà séjourné, en août 1981, dans cette villa, qui domine le golfe de Saint-Tropez et les marines de Cogolin. M. Mitterrand a regagné Paris mardi soir et il devait présider, mercredi matin, le conseil des ministres.



Nous terminons aujourd'hui notre enquête sur la corruption (le Monde des 13 et 14 octobre) par les chemins qu'elle emprunte à l'étranger.

« A l'occasion du rassemblement pour le premier milliard de francs CFA, un ministre africain des finances avait mis l'air conditionné à maximum pour que les journalistes puissent sentir l'air frais de la fournaise ». L'anecdote est rapportée par un industriel français pour illustrer la vénalité dans les affaires internationales. Accompagnant l'essor des échanges mondiaux, le phénomène est devenu une « coutume » dont les exportateurs et les pouvoirs publics français se sont accommodés. La condamnation en Belgique, le 15 juillet, d'un an de prison avec sursis de l'homme d'affaires français Jean-Claude Decaux pour corruption de l'ancien ministre socialiste de Liège, montre combien il serait faux de croire que ces pratiques ne visent que les pays en voie de développement. Pourtant c'est bien dans cette partie du monde, mais aussi dans certains pays riches du Golfe, que les avances et les sollicitations se font les plus nombreuses.

Cette généralisation de l'achat de décisions ne se contente pas de produire, commercialement, un truchement complet des conditions de la concurrence. Elle entraîne aussi des réalisations économiquement absurdes, nommées « éléphants blancs » et financées parfois, bêtichement, par le contribuable français (1). La pénétration de marchés étrangers doit souvent beaucoup aux « intermédiaires » locaux du commerce international font un travail en « ouvrant des portes », initiant aux habitudes commerciales locales et épaillant l'entreprise dans les négociations. Leurs prestations et honoraires – variables en fonction du secteur commercial et du pays en cause – sont toujours déterminés proportionnellement au montant de l'affaire – sont prévus dans une « lettre de commission ».

Le montant des commissions peut être considérable car celui des contrats l'est aussi : 5 %, 10 % voire plus pour les contrats d'armement. Construire une tour de vingt-cinq étages avec hélicoptère au Nigeria coûte par exemple 300 millions de francs ; une usine ou des équipements automobiles, des milliards de francs. Même avec un pourcentage placé sous la barre des 10 %, l'intermédiaire disposera d'une somme considérable, que seuls les principes de l'économie capitaliste permettent d'expliquer. C'est dans cette disproportion entre la prestation de l'intermédiaire et les profits qu'il réalise que la question de l'« argent noir » trouve sa place, surtout lorsque les marchés exportés ont nécessité des autorisations des administrations locales.

Comment séparer le bon grain du blé ? D'ordinaire, les entreprises s'interdisent ce type d'interrogation : « On n'est ni trop curieux quant au réel pouvoir qu'il y a derrière, ni sur le destinataire réel des sommes ». C'est ainsi que, profitant de l'ambiguïté qui entoure la nature des « commissions », les exportateurs occidentaux deviennent apparemment à leurs corps défendants, les complices d'actes de corruption. « On

trouve les taux les plus élevés au Moyen-Orient », note un fonctionnaire du ministère des finances, qui ajoute : « Ils augmentent dans certains pays d'Asie sur des affaires particulières, car il y a une très forte concurrence. Pendant la guerre du Golfe, les taux ont flambé – plus de 20 % – parce que les contrats, notamment dans le domaine militaire, ont dû être signés très rapidement. Certains en ont profité. En Afrique, les taux sont élevés aussi, surtout dans le secteur pétrolier. Pour le reste, on ne fait plus beaucoup d'affaires, malheureusement... »

Il est difficile de connaître le quantum des commissions. Mais le volume du commerce extérieur français avec les pays non membres de l'OCDE permet d'en avoir une idée. En 1991, sans compter les contrats d'armement et d'aéronautique civile, les exportations hors de l'OCDE représentaient 17,5 % du chiffre de France) : 39,6 milliards vers le Proche et le Moyen-Orient, dont près de 11 milliards de grands contrats ; 21,6 milliards vers l'Amérique latine ; 54 milliards vers l'Asie ; 24 milliards vers l'Europe de l'Est.

L'attitude des pouvoirs publics français envers la corruption dans les affaires internationales est fort bien résumée par le propos suivant, officiel bien sûr, recueilli à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) : « Pour le commerce extérieur, c'est de faire des contrats, non de s'ériger en défenseur de la nation. En cas de contrat, cela revient à se tirer une balle dans le pied ». Et la pratique suit. La COFACE (Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur), organisme financé par des fonds publics et chargé de couvrir les risques de non-paiement encourus par les exportateurs, rembourse en cas de sinistre la part des « commissions » versées pour obtenir l'affaire. A la condition toutefois qu'elle ne dépasse pas « 7 % à 8 % » et que « le paiement de la commission soit échelonné dans le temps ». Une restriction qu'il n'est guère difficile de contourner : il suffit de faire apparaître la part de commissions excessives dans d'autres rubriques, comme, par exemple, celle visant les honoraires versés à des « cabinets d'études ».

Les indulgences fiscales

Ces pratiques sont non seulement tolérées mais couvertes par la législation ! En effet, le fisco, par une procédure confidentielle, permet que les commissions versées à l'étranger soient intégrées aux charges des entreprises, c'est-à-dire déduites de leur assiette imposable. L'exportateur doit alors se rendre au ministère des finances et y « négocier » la déduction demandée. Rien de plus normal, apparemment, si ce n'est que les articles 238 et 240 du Code général des impôts exigent que soient mentionnés les « nom, prénom, emploi et adresse du bénéficiaire » des versements. Or la pratique fiscale dispense les entreprises d'une telle formalité, lorsqu'il s'agit de versements à l'occa-

Corruption à

III. – L'« argent noir »

sion de contrats hors de l'OCDE, c'est-à-dire principalement vers le tiers-monde ! Selon le « Contrôle fiscal », service de la Direction générale des impôts surnommé « commission des bacheliers » par un magistrat parisien, « près de deux cents dossiers sont examinés chaque année, représentant plusieurs centaines de millions de francs, hors contrats d'armement, mais moins d'un milliard ».

Interrogé en 1979 par un parlementaire, le ministre du budget de l'époque justifiait la doctrine administrative française par « la volonté des pouvoirs publics de ne pas pénaliser les exportateurs français par rapport à leurs concurrents étrangers ». Le Conseil d'Etat a clairement confirmé en 1983 cette attitude, suivant l'argumentation du commissaire du gouvernement Légar qui écrivait, dans ses conclusions : « La conception qui fait de toute illégitimité un acte de gestion anormale et qui doit être celle du juge pénal comme elle l'est du confesseur ne saurait être celle du juge fiscal ».

Est-il encore possible de douter de la « nature » de ces commissions d'intermédiaires locaux ? L'anonymat les protège et que les sommes sont versées – comme c'est souvent l'usage – sur un compte en Suisse ou dans un paradis fiscal, « poussière de paradis », les sommes sont versées – comme c'est souvent l'usage – sur un compte en Suisse ou dans un paradis fiscal, « poussière de paradis », les sommes sont versées – comme c'est souvent l'usage – sur un compte en Suisse ou dans un paradis fiscal, « poussière de paradis ».

prises d'obtenir des contrats d'exportation.

A ce jour, ni le projet de loi contre la corruption discuté cette semaine à l'Assemblée, ni une instruction ministérielle ne sont venus modifier la doctrine. Au cabinet du ministre des finances, on se contente d'indiquer que « la position du gouvernement n'est pas encore arrêtée ». Une réticence serait pourtant utile, ne serait-ce que pour préserver la cohérence de la démarche éthique du gouvernement dont le premier ministre écrit, dans l'exposé des motifs de la loi anti-corruption, que « certains exemples étrangers nous enseignent que la corruption peut faire des ravages considérables si on ne la combat pas à temps et durement ».

Ainsi, « légalisée » fiscalement par le Conseil d'Etat et les gouvernements successifs, la vénalité des affaires internationales est très difficile à sanctionner sur le terrain pénal. Les magistrats sont tenus par le code de procédure pénale de s'assurer que le délit est bien réprimé dans le pays où il a été perpétré. Sur le terrain civil, les marchands de l'ordre international disposent d'une justice privée, très chère payée, l'arbitrage, qui leur assure une grande confidentialité. Début 1992, « parmi les 736 affaires en souffrance pour un montant total de 20 milliards de dollars à la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI), dont le siège est à Paris, plusieurs dizaines de dossiers (4,4 %) sont presque autant que les affaires de transfert de technologie relevant de difficultés de paiement de « commissions ». Mais le problème de l'illégalité de la commission n'y est jamais évoqué ».

Certains plaident néanmoins l'illégalité, dans un contexte de guerre économique, de ces faveurs aux exportateurs. Elles assureraient plus de transparence dans les comptes des entreprises sous contrôle de l'administration : une sorte de régulation de

L'obsession de

■ 14 mai 1989 : « Je n'ai pas l'intention de faire des déclarations particulières. Ce serait donner du gâcher aux flics ». Ce lundi de Pentecôte à Solutré, le président de la République va pourtant en dire beaucoup. Suffisamment en tout cas pour lancer le plus important sujet de polémique de son second septennat : le financement des partis politiques et des campagnes électorales, sur fond d'affaires et de fausses factures mettant en cause un nombre toujours plus grand d'élus. « Le système démocratique grippé quelque part », confie M. Mitterrand, ce jour-là, aux journalistes. On ne peut pas laisser durablement la gestion démocratique se corrompre avec des formes, mêmes ténues, de concussion. (...) Il faut absolument une loi sévère, qui aille loin, peut-être jusqu'aux communes, pour imposer des règles démocratiques compatibles avec la morale financière ».

■ 20 juin : le conseil des ministres adopte deux projets de loi, l'un ordinaire, l'autre organique, établissant de nouvelles règles pour les financements publics et privés des partis politiques et des campagnes électorales. Le premier de ces textes comporte un article amnistiant les « infractions » commises avant le 15 juin, en rapport direct ou indirect avec les ressources de l'activité politique. La disposition qui, dans un premier temps, on avait envisagé de gâcher dans un projet de loi relatif à l'amnistie de certains délits politiques en Martinique et à la Guade-

loupe, figure donc officiellement dans le projet du gouvernement.

■ 4-5-6-7 octobre : l'Assemblée nationale adopte en première lecture les deux textes, mais supprime l'article 18 du projet de loi ordinaire, qui prévoyait l'amnistie des délits liés à des activités politiques. Le PS vote « pour », les groupes UDF et UDC s'abstiennent, le PC et le RPR votent « contre ».

■ 6 décembre : seisis en deuxième lecture du projet de loi sur le financement des partis et des campagnes, les députés rétablissent l'article d'amnistie, présenté sous la forme d'un amendement de M. Jean-Pierre Michel, député (PS) de la Haute-Saône, pour étouffer les infractions commises avant le 15 juin 1989 en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis et de groupements politiques ». En sont exclus les parlementaires et ceux qui se sont rendus coupables d'enrichissement personnel, d'ingérence, de corruption active ou passive de fonctionnaires.

Le PS vote « pour », à l'exception de trois élus des Bouches-du-Rhône, MM. Michel Pezet, Yves Vidal et M. Jeanne Ecohard. Au RPR, sur cent trente et un membres, cent neuf votent « contre », quatorze s'abstiennent, et un député vote « pour ». M. Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), à l'UDF, soixante-deux députés s'abstiennent : vingt-quatre votent « contre », un vote « pour », M. Gérard Longuet (Meuse). A l'UDC, trente-trois des quarante et

POLITIQUE

socialiste et de la droite

sur le financement des activités politiques par les entreprises

(UDF, Loire), repoussant après les élections de mars prochain l'application du projet de loi pour tout ce qui concerne les dépenses de campagne. Le problème est que les députés-candidats ont déjà commencé leur collecte de fonds dans le cadre de la loi de 1990, laquelle devrait rapidement se révéler caduque sur ces points précis. Un dispositif transitoire, sans doute d'ordre réglementaire selon M. Durand, reste donc à trouver.

Accueillis avec satisfaction par les socialistes, les petits pas de M. Bérégovoy n'ont pas désarmé l'hostilité

de la droite, qui n'a pas borné ses critiques aux seules mesures de financement de la vie politique. Les députés de l'UDC, de l'UDF et du RPR n'ont pas en de mots assez durs envers le projet de loi du gouvernement, tout en se disant très attachés à la lutte contre la corruption. « Êtes-vous qualifiés moralement pour en parler ? » s'est tout d'abord interrogé M. Clément, armé, comme M. Bérégovoy lors de son discours de politique générale le 8 avril dernier, d'une « liste » — en l'occurrence, une dépêche d'agence — de personnalités politiques impliquées dans

des affaires de corruption et dont il n'a pas donné lecture. « Ce que vous voulez, c'est faire croire, c'est donner l'idée que le Parti socialiste est vertueux », a ajouté M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure).

Le soutien de la PCF

Poursuivant sur cette idée, M. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) a affirmé que « si le gouvernement veut se donner l'image de la vertu, il se trompe », car « les Français ne retiennent désormais des lois que ce qui les conforte dans leur scepticisme ».

Si M. Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or) s'est plu à évoquer les « turpitudes » du pouvoir, M. Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire) a préféré dénoncer « le coup politique » et la « tentative de diversion » que constitue le projet. Fidèle à ses principes libéraux, M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine) a vu l'origine du mal dans le pouvoir de l'Etat sur l'économie. Fidèle à elle-même, M^{me} Marie-France Stirbois (non inscrite, Eure-et-Loir) a longuement dépeint « la descente aux enfers » et « le totalitarisme rampart » que recèle, selon elle, le texte

du gouvernement. Une fois n'est pas coutume, c'est du Parti communiste que le projet de M. Bérégovoy a reçu un appui. M. Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne) s'est bruyamment félicité de la volonté du gouvernement d'interdire les dons des entreprises. « Notre soutien vous est acquis. Tout ce qui ira vers plus de fermeté et plus de rigueur aura notre aval », a indiqué le porte-parole communiste.

Le PCF est venu à la rescousse du PS pour repousser deux millions de procédures (l'irrecevabilité et la question préalable) présentées par la

droite afin de tenter de mettre un terme prématuré au débat.

Il est cependant difficile de contenter tout le monde. Si le gouvernement parvient à un compromis avec les socialistes sur la question des dons des entreprises, il ne sera pas, pour autant, au bout de ses peines, puisqu'il lui faudra encore trouver une majorité pour ce texte. Les communistes pourraient, en effet, changer d'attitude à l'interdiction formelle des dons des entreprises fait les frais de la discussion entre M. Bérégovoy et le PS.

GILLES PARIS

la française de l'étranger

la vénalité en fonction de seuils et taux sur le marché. Il reste que ces « loop holes », ces « vagues » dans la législation, sont aussi une occasion rêvée d'évasion fiscale et de détournement de fonds, même si les mailles « fiscales » du filet sont, paraît-il, serrées : l'argent des pseudo-commissions sort de France pour créditer les comptes bancaires d'une société fictive, un « bed and breakfast » comme disent les spécialistes, de préférence établi dans un paradis fiscal.

Où bien l'argent reste à l'étranger pour constituer un volant de trésorerie libre de toute fiscalité : c'est en payant des commissions à des intermédiaires fictifs pour « rechercher de jeunes talents lyriques » que Jacques Médécin réussissait à virer des sommes en Suisse (le Monde du 11 avril). Ou bien l'argent revient en France pour enrichir personnellement un dirigeant d'entreprise ou d'autres groupements : les circuits du « retour à l'envoyeur » sont alors complexes car ils doivent, d'une part, brouiller les pistes permettant d'identifier l'origine des fonds et, d'autre part, présenter une forme fiscalement acceptable.

Il ne s'agit pas là d'hypothèses d'école. Plusieurs affaires de ce genre, souvent découvertes à l'occasion de dépôts de bilan ou de rapports de commissaires aux comptes, sont actuellement en cours d'instruction au tribunal de Paris. Cependant, aucune ne concerne le financement des partis politiques. Une information ouverte pour abus de bien social, faux et usage de faux fin 1990, à la suite de « prestations injustifiées » constatées par un commissaire aux comptes et payées sur un compte numéroté en Suisse, intéresse un marché de travaux publics en Afrique effectivement réalisé par une entreprise française « relativement importante » pour 60 millions de francs. Les 4 millions de francs

sortis de France vers le compte secret suisse auraient servi, grâce à des fausses factures « à payer un ministre africain », soutient le chef d'entreprise. Dans une autre affaire, touchant l'Afrique du Sud, 15 millions de francs sont en jeu. Le système de défense est identique : la « corruption d'un haut fonctionnaire » est invoquée.

Les procédures de ventes d'armes, très liées aux pouvoirs des gouvernements ou des sociétés publiques, font toujours appel à des intermédiaires « commissionnés ». M. Michel Jobert, qui officia aux affaires étrangères et au commerce extérieur sous les présidences de Georges Pompidou et de M. François Mitterrand, avance très directement l'hypothèse de « magouilles » subéquentes à certains de ces contrats : « Le pouvoir politique, écrit-il, entend ainsi se financer sur nos propres marchés, en rétribuant ainsi les pré-noms, les intermédiaires, devenus une institution bien utile. On peut toujours se tromper évidemment et seul le grand jour serait éloquent. Il ne viendra ni aujourd'hui ni demain, hélas ! » (2).

La lutte contre la corruption dans les affaires internationales a été envisagée pour la première fois dans le cadre des Nations unies en 1975, la coopération internationale en la matière paraissant le seul moyen efficace. La résolution n° 3514 du 13 décembre 1975 de l'Assemblée générale avait même officiellement condamné toutes les pratiques de corruption et demandé aux gouvernements de prendre toutes les mesures législatives, y compris des mesures judiciaires pour les empêcher. Un groupe de travail intergouvernemental avait élaboré un « accord international sur les paiements illicites ». Mais, en 1979, l'Assemblée générale freinait cet élan en décidant de ne pas donner suite aux projets. Aujourd'hui, le texte de la convention est encore dans un tiroir.

Il prévoit notamment l'adoption par les Etats signataires de mesures répressives appropriées, une coopération judiciaire, des échanges de renseignements et surtout, dans son article 8, l'annulation de la transaction commerciale internationale à l'occasion de laquelle des pots-de-vin ont été versés : il va sans dire que tirer cette conséquence extrême reviendrait à annuler la plupart des grands contrats internationaux. Accessoirement, l'article 6 du projet prévoit la tenue par l'entreprise, sous peine de sanctions, de documents comptables incluant « le montant, la date des paiements ainsi que le nom et l'adresse de l'intermédiaire ou des intermédiaires ». Ce qui est l'exact contre-pied de la pratique fiscale française.

Sorti des oubliettes en 1991, « l'accord sur les paiements illicites » a fait

l'objet d'un nouveau rapport établi par le Conseil économique et social des Nations unies. Rappelant qu'une mobilisation internationale « aiderait beaucoup à améliorer l'environnement commercial international et favoriserait en outre la loyauté et la compétitivité dans les transactions commerciales », il souligne que les pratiques de corruption « sapent le processus de développement en incitant les pays à faire des dépenses inutiles et à gaspiller

les ressources nécessaires à d'autres fins ».

ERIC PLOUVIER

(1) Lire notamment les articles d'André Font-Viaud dans le Monde diplomatique (en particulier dans le numéro de janvier 1992) : « L'écrit de l'affaire sur les financements français vers les pays du Sud », et Romain d'Alphonse, par Eric Font-Viaud, Christophe Guillemin et Erik Orsenna, l'Express, 1992.

(2) Michel Jobert, Par travers chemins, Albin Michel, 1994.

Sur toute la ligne...



Aujourd'hui les compagnies aériennes doivent répondre à quatre critères essentiels du transport aérien : fiabilité, précision, service et confort.

Chez Turkish Airlines, notre but est de faire partie des meilleures compagnies aériennes en Europe. Volonté, ambition et enthousiasme sont nos atouts pour relever ce défi. Parallèlement à cet objectif, nous cherchons constamment à progresser en misant sur des services de première qualité tels que les programmes "Company Club" et "Business Class". Quant à notre programme "Frequent Flyer" (pour ceux qui voyagent fréquemment sur nos lignes), il bénéficie déjà d'une excellente réputation parmi nos passagers.

Doté d'une flotte importante et récente d'Airbus A - 310 et des derniers Boeing 737 - 400, notre réseau vous permettra de rejoindre 68 destinations depuis la Turquie vers le monde entier, et des quatre coins du globe vers la Turquie. Nos vols non-stop, ainsi que ceux en correspondances précises vers plus de 250 villes du monde, sont étudiés pour que vous puissiez profiter au maximum de votre journée quelle que soit votre destination. Et comme vous êtes de plus en plus nombreux à prendre nos avions, Turkish Airlines n'a pas le temps de se reposer sur ses lauriers.



TURKISH AIRLINES

"Vous comptez encore plus pour nous"

la législature

un membre s'abstient, quatre votent « pour » : MM. Raymond Barre (Rhône), Bruno Dureux (Nord), Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne) et M^{me} Christine Boutin (Yvelines) ; trois votent « contre ».

Les vingt-six députés du PCF se prononcent « contre ».

■ 15 janvier 1990 : la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales est publiée au Journal officiel. Elle modifie profondément les règles : en plafonnant le montant des dons et des dépenses électorales, en interdisant l'affichage dans les trois mois précédant l'élection, en limitant la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité locale, en instituant un régime sévère de sanctions, allant jusqu'à l'inéligibilité en cas de non-respect du plafond.

■ 24 avril 1991 : en réponse à une nouvelle offensive de l'opposition à propos des affaires politico-financières, le PS contre-attaque et propose, par le vote de son premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis. Cette proposition est adoptée le 14 mai par l'Assemblée nationale et le règlement de cette Assemblée est modifié en juillet pour permettre la publicité des auditions de cette commission. La commission, composée de trente membres (répartis à la proportionnelle des groupes) est présidée par M. Pierre Mazeaud (RPR) et son rapporteur est M. Jean La Garrec (PS).

■ 21 novembre : le rapport de

la commission d'enquête parlementaire est publié. Après seize séances de travail et l'audition de vingt-six personnalités — dont des trésoriers de partis et de campagnes, des dirigeants de grandes surfaces commerciales, des conseillers en communication, les responsables des fédérations du bâtiment et des travaux publics, — M. La Garrec conclut que « les pratiques occultes n'ont pas disparu ». Forte de ce constat, la commission propose de nouvelles réformes parmi lesquelles figurent notamment la suppression de la loi Royer sur l'urbanisme commercial, l'extension à certains agents publics de l'obligation de déclarer son patrimoine, déjà en vigueur pour les grands élus et le renforcement du contrôle de la sincérité de ces déclarations.

■ 24 janvier 1992 : convoqué en session extraordinaire, le Parlement adopte définitivement le projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux, qui fixe notamment le régime des retraites et le montant des indemnités des élus. Celles-ci sont plafonnées à 43 000 francs en cas de cumul de mandats, ou de fonctions. Les députés votent également un amendement qui institue la fiscalisation de leurs indemnités à compter du 1^{er} janvier 1993.

■ 8 avril : au cours de sa déclaration de politique générale, M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, affirme : « J'entends vider l'abcès de la corruption ».

L'obsession

Le thème de la corruption est devenu une obsession pour les médias et le public. Les enquêtes de la commission d'enquête parlementaire ont mis en lumière de nombreuses affaires, suscitant une grande inquiétude. Les citoyens demandent des réformes pour empêcher de telles pratiques. Les médias continuent de suivre l'actualité de la corruption, soulignant les échecs et les progrès de la lutte contre elle. Cette obsession reflète une prise de conscience collective que la corruption est un véritable fléau pour la démocratie et l'économie française.

POLITIQUE

Le débat à l'Assemblée sur le projet de loi contre la corruption

Transparence

Suite de la première page

Aussi le premier secrétaire avait-il été surpris quand, au cours du premier week-end de septembre, à la demande de M. François Mitterrand, une disposition interdisant le financement des partis et des campagnes par des dons d'entreprises avait été introduite dans le projet de loi relatif à la corruption, que le conseil des ministres devait examiner le 9 septembre.

Rencontrant la veille, comme chaque mardi, le premier ministre, M. Fabius avait argumenté contre cette disposition, inopportune à ses yeux alors que les candidats du PS aux futures élections législatives avaient déjà ouvert, conformément à la loi du 15 janvier 1990, leurs comptes de campagne et, par conséquent, reçu des dons. Dans la soirée, il paraissait acquis que cet article serait « déposé » du projet. Le lendemain, M. Mitterrand imposait le maintien de cet article, qu'il justifiait devant le gouvernement en expliquant que « l'argent n'a jamais été le fer de lance des réformes électorales » et qu'il fallait mettre fin aux dons d'entreprises, sources de confusion entre l'intérêt général et des intérêts privés (le Monde du 11 septembre).

Le premier ministre avait confirmé cette position devant les parlementaires socialistes le 30 septembre, en leur disant notamment : « Je ne suis

pas le plus révolutionnaire d'entre vous. Soyons, vous, aussi audacieux que votre gouvernement ! » Le 7 octobre, le bureau exécutif du PS adoptait, sur proposition de M. Fabius, une solution intermédiaire, consistant à autoriser les versements d'entreprises à condition qu'ils soient publics... du moins à partir d'un certain montant. Ces plafonds seraient d'environ 17000 F pour un candidat, de 50000 F pour un parti. Cette solution a été retenue par la commission des lois de l'Assemblée nationale, que préside M. Gérard Gouzes. Le gouvernement estime qu'elle est inacceptable dans la mesure où elle permet aux entreprises, aux candidats et aux partis de tourner la loi en fractionnant les dons.

Le gouvernement « sera attentif aux amendements de tous les groupes et de tous les parlementaires », a affirmé M. Bérégovoy, mardi 13 octobre, à l'ouverture du débat. Cette volonté de dialogue, affichée, doit permettre de mettre en concurrence les différents partis. Ainsi observe-t-on, à l'Hotel Marignan, que le CDS est favorable à une transparence — ou à une publicité — intégrale, qui devrait empêcher le trafic d'influence aussi efficacement que l'interdiction. On imagine mal, en effet, une entreprise et un candidat proclamer un accord fondé sur l'échange d'un « don » contre un service. Faut-il parvenir à une solution qui préserve l'intention du président de la République et du premier

ministre, le recours à l'engagement de responsabilité du gouvernement — ne laissant pas adversaires du texte que la possibilité de voter une motion de censure pour s'y opposer — était envisagé mercredi matin, M. Bérégovoy devant y être autorisé par le conseil des ministres, comme l'exige la Constitution.

La « gestion » de ce dossier est des plus délicates. Il s'agit pour la gauche en général de tenter de retrouver le crédit moral qu'elle a perdu dans les « affaires ». Il s'agit pour M. Mitterrand de restaurer sa propre autorité, atteinte par contrecoup, alors que s'annonce une nouvelle collaboration avec une majorité parlementaire de droite. Il s'agit pour M. Bérégovoy de consolider l'exécutif, fût-ce au détriment des parlementaires, qui subissent l'opprobre des inculpations égrenées par le conseiller Van Ruymbek.

La tâche la plus difficile est celle de M. Fabius, qui se trouve placé à la charnière du pouvoir d'Etat et des socialistes, dont il est le chef. Le danger serait, pour le premier secrétaire du PS, de rompre son accord avec M. Michel Rocard en privant le candidat probable du PS à l'élection présidentielle des ressources dont il aura besoin pour sa campagne. En engageant la responsabilité du gouvernement à l'Assemblée nationale, M. Bérégovoy soulagerait M. Fabius de ce fardeau.

PATRICK JARREAU

Dans le Nord - Pas-de-Calais

Le PS et les Verts ont signé un « accord programmatique »

Six mois après l'arrivée de M^{me} Marie-Christine Blandin à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, les Verts et le Parti socialiste sont parvenus à un « accord programmatique ». Celui-ci avait été réclamé de toute urgence par les écologistes fin juillet, après ce qu'ils avaient considéré comme un camouflet : la déclaration d'utilité publique, par M. Jean-Louis Bianco, de l'autoroute A 16, destinée à assurer la liaison entre Boulogne-sur-Mer et Amiens et, au-delà, jusqu'à Paris. Les Verts avaient alors mis en demeure le PS de signer un accord écrit, menaçant de remettre en cause la participation des socialistes à l'exécutif régional s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

LILLE

de notre correspondant

Il aura fallu six rencontres et pas moins d'une trentaine d'heures de discussions pour parvenir au texte final de l'accord conclu entre le PS et les Verts, qui a été officiellement

rendu public mardi après-midi 13 octobre. Les écologistes l'ont déjà ratifié lors d'un conseil de région. Les socialistes seront invités à l'approuver lors d'une convention régionale, mais déjà, dimanche, les secrétaires fédéraux PS du Nord et du Pas-de-Calais, réunis sous la présidence de M. Pierre Mauroy, l'ont adopté.

Au-delà de cet accord, dont M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, tient à souligner qu'il n'est pas de simple circonstance mais répond à un choix stratégique d'un axe « rouge-rose-vert » qui était fait avant l'élection de M^{me} Blandin à la présidence du conseil régional, les écologistes et socialistes tiennent à garder et à affirmer leur identité. Le texte est ainsi précédé de deux préambules, un pour le PS, un pour les Verts. Les socialistes, qui se veulent toujours porteurs du projet de conversion économique de la région, reconnaissent qu'« il convient de produire et de consommer autrement pour respecter la qualité de la vie et l'environnement », ils veulent un « développement durable ».

Les Verts reprennent cette notion, inscrite en introduction de l'accord lui-même, pour parler

d'« éco-développement » : « Le temps de l'utopie productiviste est fini, écrit-on. Le débat politique ne doit plus — ne doit pas — être assujéti à une croissance qui ne sert qu'elle-même, qui se nourrit des inégalités et les aggrave au risque de faire éclater la société et la planète. Le choix est entre la fuite en avant et la maîtrise responsable, démocratique et solidaire du développement. La rationalité économique doit être subordonnée à la rationalité écologique et sociale : c'est cela le fondement de l'écologie politique. »

Rompre avec

« les logiques productivistes »

Le texte lui-même (dix-sept pages), qui pose en introduction la nécessité de rompre avec « les logiques libérales et productivistes », s'organise autour de sept thèmes de chapitre : « de la citoyenneté et des projets de territoire », avec mise en place de comités économiques et sociaux de territoire ; « aménagement régional, espace rural et ville » pour un nouvel équilibre villes/campagnes ; « la solidarité, l'échange et le partage » par le développement de la culture, du sport, par l'aide aux pays du Sud et de l'Est ; « l'environnement », avec notamment la volonté de « s'affranchir dans l'avenir du recours au nucléaire » ; « action économique », avec, entre autres, la révision des critères d'attribution des aides de la région pour tenir compte « de la préservation de l'environnement, du respect de la citoyenneté dans l'entreprise (loi Auroux), de l'effort de formation et de la finalité des productions » ; « la formation et la recherche » ; « les transports et les infrastructures ».

Dans ce dernier dossier, pierre d'achoppement la plus immédiate du débat entre les Verts et le PS, les signataires ont fait l'impasse sur l'autoroute A 16 : chacun reste sur ses positions. En revanche, Verts et socialistes s'accrochent sur un moratoire pour l'A 1 bis qui doit doubler l'axe Lille-Paris. Ils souhaitent proposer la réalisation d'une autoroute ferroviaire, et optent par ailleurs pour l'aménagement de routes nationales à deux fois deux voies, sans caractéristiques autoroutières, pour irriguer la région.

Cet accord vient combler un vide : en effet, l'alliance passée entre les socialistes et les écologistes dans la nuit du 30 au 31 mars ne reposait sur aucun document écrit. Mais il n'a résolu pas pour autant le problème posé à chacun des contractants : l'absence d'une majorité stable et suffisante. PS et Verts sont loin de former une majorité. Même le soutien critique des communistes (comment ceux-ci apprécieront-ils l'accord auquel ils n'ont pas été associés ?) ne suffit pas à la leur assurer, face à une droite divisée mais jusqu'à présent résolue à démontrer qu'il n'y a pas de majorité.

L'opposition va cependant devoir se déterminer : choisira-t-elle le blocage de l'institution, auquel cas pourrait devenir crédible l'hypothèse d'une démission collective avancée dans un premier temps par M. Jean-Louis Bianco, maire de Valenciennes, et plus récemment par M. Marc-Philippe Daubresse, député, maire de Lamberville, et Gérard Vignoble, député, maire de Wasquehal ? Ou préférera-t-elle — au moins pour une partie des siens — la recherche d'un consensus : les Verts ne désespèrent pas. Ils soulignent que l'accord passé avec les socialistes reste ouvert à d'autres et espèrent réunir des majorités d'idées.

JEAN-RENÉ LORE

M. Monory souhaite que le Sénat joue « tout son rôle constitutionnel »

Nouveau président du Sénat, M. René Monory a exprimé le souhait, mardi 13 octobre, à l'occasion de son discours inaugural, que le Palais du Luxembourg « joue tout son rôle constitutionnel » tout en « s'ouvrant sur l'international ». Il a assuré que le Sénat, « assemblée de pondération, de réflexion et de dialogue », pouvait être aussi « celle de l'imaginaire et de l'avenir ». Proposant, à cette fin, trois « pistes de réflexion », il a évoqué en premier lieu le débat sur l'Europe, en précisant qu'il appelait de ses vœux une « démocratisation des institutions européennes » et un « renforcement des pouvoirs du Parlement » sur les questions communautaires. « J'ai entendu, a-t-il déclaré, le message de ceux qui ont dit non » au référendum du 20 septembre.

La seconde priorité doit de saisir le Sénat, selon M. Monory, est celle de « l'aménagement du territoire ». « Nous ne pouvons pas accepter, a-t-il dit, des banlieues congestionnées au bord de l'explosion et un espace rural au bord du désespoir en raison de son

dépeuplement ». Enfin, il a assigné au Sénat la tâche de chercher à « concilier une économie compétitive avec les exigences de la protection sociale ». Sur tous ces « grands chantiers », M. Monory a appelé ses collègues à « faire preuve de beaucoup d'imagination ». Il a précisé qu'il tenait à être « un modérateur lorsqu'il s'agit d'un combat des hommes et un animateur lorsqu'il s'agit du combat des idées ».

Le président du Sénat a indiqué d'autre part, mercredi 14 octobre, sur France 2, à propos du débat sur le financement de la vie politique, qu'il se « mettra toujours des gants » et qu'il « ne laissera pas les entreprises donner de l'argent » car « ce n'est jamais complètement gratuit pour l'homme politique ». Il a estimé que « moins l'homme politique aura de contact avec l'argent des entreprises, plus il aura de liberté ». « A partir du moment où les hommes politiques sont amenés à faire la queue un peu partout, a-t-il ajouté, ils perdent un peu de leur liberté ».

M. Séguin entre au « comité de pilotage » du RPR

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges et l'un des chefs de file du « non » au référendum sur le traité de Maastricht, a participé pour la première fois, mardi 13 octobre, à la réunion du « comité de pilotage » du RPR. Au lendemain du référendum, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, avait proposé aux chefs de file du « non » de rejoindre les groupes de réflexion qui allaient être mis en place pour actualiser le programme du parti et son projet européen. Après discussion, il a été finalement décidé que ce travail serait conduit par le groupe — élargi pour la circonstance — qui se réunit, depuis plusieurs années, tous les mardis matin à l'Hotel de Ville de Paris autour de M. Jac-

ques Chirac. Outre le président et le secrétaire général du mouvement, ce groupe, dit de « mam-mouths », rassemblait MM. Bernard Pons et Charles Pasqua, respectivement président des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, et M. Edouard Balladur, ancien ministre d'Etat.

Pour la première fois depuis le référendum, M. Philippe Séguin était présent à cette rencontre qui prend le nom de « comité de pilotage » du RPR. Le député des Vosges et maire d'Epinal intégrait donc cette structure informelle, en compagnie de M. Pierre Messmer, qui, pour cette réunion, était excusé, ainsi que M. Pasqua.

□ Nouvelles élections municipales à Limeil-Brevannes. — M. Gérard Bessière, maire RPR de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne), et douze élus proches de lui se sont démis de leur mandat municipal. Cette décision est la conséquence d'une scission apparue depuis près de deux ans au sein de la majorité municipale (RPR-UDF), bloquant tout investissement. Les trois élus socialistes avaient démissionné le 5 août. Plus du tiers du conseil municipal ayant remis son mandat, de nouvelles élections auront lieu les 15 et 22 novembre. M. Bessière se représentera à la tête d'une liste. — (Corresp.)

□ Un élu communiste lorrain dénonce les « méthodes » de la direction. — M. Roland Favaro, conseiller régional de Lorraine, membre du comité central du PCF, vient d'écrire à M. Georges Marchais pour justifier la démission de deux secrétaires de la fédération de Meurthe-et-Moselle et dénoncer l'existence, au sein de son parti, de

« méthodes intolérables, d'un autre temps ». — Depuis 1984, écrit-il notamment, nous avons reçu une véritable hémorragie de plusieurs milliers d'adhérents. Cette « normalisation » fait fuir, c'est un nivellement par le bas. M. Favaro s'interroge sur la poursuite de son « combat communiste, engagé il y a bientôt trente-sept ans ».

□ Démission d'un conseiller général de Nice. — M. Raoul Bosio, conseiller général (UDF-Rad) du premier canton de Nice, a annoncé, lundi 12 octobre, sa décision de se démettre de son mandat, qu'il détenait sans interruption depuis 1951. M. Bosio, âgé de soixante-dix-sept ans, qui fut vice-président du conseil général pendant une vingtaine d'années et siège pendant un demi-siècle au conseil municipal de Nice (premier adjoint de 1984 à 1989), reste conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il a indiqué que son fils, M. Gérard Bosio, sera candidat à sa succession. — (Corresp.)

M. Marchais invite les « associations et formations de gauche et de progrès » à « des rapprochements nouveaux »

M. Georges Marchais n'entend pas laisser à ses contestataires le monopole du dialogue et de l'ouverture à gauche, surtout pas à M. Charles Fiterman, qui milite tous azimuts pour la constitution d'une nouvelle « entente démocratique », ou à M. Philippe Herzog, qui multiplie les échanges au nom de la « confidentialité créative ». Le secrétaire général du Parti communiste français a ainsi rendu public, mardi 13 octobre, une lettre adressée « aux associations et formations de gauche et de progrès » dans laquelle il invite toutes les composantes de la gauche, une partie de l'extrême gauche et les écologistes à engager « un grand débat national »

pour la recherche de « solutions progressistes nouvelles » en se déclarant partisan de « rapprochements nouveaux ». M. Marchais s'adresse au Parti socialiste, aux clubs rocardiens Convergence, au Club Témoin, qui vient de lancer M. Jacques Delors, à Nouveau Monde 1992, créé par M. Jean Poperen, au Mouvement des citoyens de M. Jean-Pierre Chevènement, à Socialisme et République, le courant chevènementiste du PS, à Rassembler à gauche et en France, le mouvement de M. Georges Sène, au MRG, au mouvement Action Égalité constitué par M. Harlem Désir, aux écologistes des Verts et de Génération Écologie et même à la Ligue

communiste révolutionnaire de M. Alain Krivine. Plusieurs personnalités en sont également destinataires à titre personnel.

Le secrétaire général du PCF cherche ainsi à rompre l'isolement politique dans lequel son parti s'est cantonné depuis sa rupture avec les orientations gouvernementales du PS, en 1984, et qui a été accentué par l'écroulement de l'empire soviétique. Son initiative intervient au moment même où certains contestataires reprochent à la direction du parti de s'être enfermée dans une impasse.

A. R.

La lettre du secrétaire général du PCF

M. Marchais écrit notamment aux destinataires de sa lettre : « La victoire de la droite, épaulée par l'extrême droite, est le plus grand échec de notre époque. Elle est présentée comme certaine, tant la politique du gouvernement actuel provoque de mécontentement. (...) 1981 et 1988 ont prouvé qu'elles peuvent être battues si les forces du travail et de la création se rassemblent. Mais il est totalement illusoire d'imaginer que la base de ce rassemblement puisse être le soutien au gouvernement actuel et à sa politique, que ces forces condamnent en nombre croissant. Elles ne s'impliquent dans un tel rassemblement que si elles ont la conviction qu'agir ainsi permettra d'ouvrir une issue nouvelle, correspondant à leur attente. Tel est le problème posé aujourd'hui à notre peuple : quel projet politique, quelle politique mettre en œuvre, comment, avec qui, pour se rassembler victorieusement contre la droite et changer dans le sens voulu par les Français ? »

« (...) Le devoir de chaque associa-

tion ou formation de gauche, de progrès, n'est-il pas de favoriser — chaque en fonction de ses spécificités — le développement de cette ample discussion ? Nous le pensons. C'est pour-quoi le Parti communiste a décidé d'être à l'initiative d'un grand débat national, du 1^{er} novembre au 15 décembre, au cours duquel ces questions cruciales seront discutées. (...) Il est probable, il est souhaitable que certains de vos adhérents soient invités par nos organisations à ces débats. Je vous demande de ne pas faire obstacle à leur participation, s'ils souhaitent y prendre part. Ces débats ne sont pas conçus pour soutenir le Parti communiste et nul n'interprétera leur présence comme telle. Ils sont destinés à favoriser l'échange d'idées et la compréhension mutuelle entre gens de progrès et si, de ce fait, ils pouvaient conduire du même coup à des rapprochements nouveaux entre militants d'engagements différents ne devrions-nous pas en féliciter ? »

Le « coup de cafard » de M. Martinez

Par un communiqué laconique, M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, a annoncé, mardi 13 octobre, l'entrée dans cette assemblée de M. Bertrand Robert qui figurait en septième position sur la liste du parti d'extrême droite à Paris aux élections de mars dernier. Cette arrivée, précise brièvement M. Le Gallou, intervient « à la suite de la démission pour convenance personnelle de Serge Martinez », président-directeur général de l'hebdomadaire Minute-La France, qui était tête de liste dans la capitale aux régionales.

La « convenance personnelle » dont il s'agit est, selon un de ses amis, une « accumulation de contrariétés » qui lui a provoqué un « coup de cafard ». Cette accumulation est telle que M. Martinez abandonne non seulement son mandat de conseiller régional mais également celui de conseiller du quinzième arrondis-

sement, sa fonction de secrétaire départemental de la fédération de Paris et celle de responsable de l'organisation des grandes manifestations du Front national. M. Martinez raterait membre du comité central où M. Jean-Marie Le Pen l'a coopté après le congrès de 1990.

La désignation des candidats aux élections législatives a fait déborder le vase. M. Martinez aurait « mal pris » que la commission d'investiture choisisse deux candidats parisiens qui n'avaient pas son aval : M. Gérard Frayssé, membre du comité central, nouveau conseiller du vingtième arrondissement et responsable de la revue de presse du Front national, ainsi que M. Patrice Le Barbier de Billières, membre du comité central et conseiller régional. Commentaire d'un dirigeant du parti : « Cette réaction montre que c'est plus un socio-professionnel qu'un politique. »

O. B.

Malaise social outre-mer

Le mouvement de grève se durcit en Guyane

CAUVENNE

de notre correspondant

L'appel à la grève générale lancé par le mouvement syndical unitaire (MSU) a été largement suivi, pour la deuxième journée consécutive, mardi 13 octobre, en Guyane, où les deux tiers des entreprises privées ont été paralysées. RFO a diffusé un programme minimal et la ville de Cayenne a été isolée, jusqu'en fin de matinée, par des barrages formés d'engins de travaux publics pendant que les pêcheurs bloquaient le canal du port de Degrad-de-Cannes.

Le MSU avait décidé, la veille, de durcir son mouvement pour « montrer à l'Etat français la détermination de tous les travailleurs locaux, du salarié au patron » et pour « amener le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, à accorder le maximum possible » sur la base des revendications déposées depuis plus de quinze jours à la préfecture. La crise économique qui affecte le département a été de nouveau évoquée, mardi, au cours d'une séance plénière du conseil régional qui a adopté une motion formulant plusieurs exigences : « La révision des lois et règlements applicables à la Guyane dans les affaires minières, forestières, agricoles, fiscales ; la taxation des produits aurifères et la maîtrise des activités minières à travers le contrôle du BRGM ; la révision de la fiscalité des activités spatiales ; le renversement des produits affectés à l'institut d'émission des DOM ; la relance immédiate de la commande publique ; la dynamisation de la coopération régionale ; l'accroissement des crédits justifiés par la situation catastrophique de la Guyane en matière d'aménagement du territoire. »

EDMOND FRÉDÉRIC

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

M. Raoult (RPR) vole au secours de M^{me} Cacheux (PS)

M. Eric Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, a décidé de créer un comité de soutien à M^{me} Denise Cacheux, députée (PS) du Nord, qui s'est vu refuser, dimanche 12 octobre, l'investiture pour les élections législatives, par les militants socialistes de sa circonscription. « Denise Cacheux a été, durant plusieurs années, le symbole d'un socialisme populaire et souriant, qui refusait la dérive « affaires-gauches » du PS », observe M. Raoult, qui « conseille » au premier secrétaire du Parti socialiste, M. Laurent Fabius, « un réexamen rapide de cette situation qui dégrade une nouvelle fois l'image du PS et donne une impression de misogynie ».

EDUC
Ingér

Jeunes lecteurs

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Ingénieurs en réseaux

A Paris comme en province, les écoles françaises multiplient regroupements et partenariats pour faire face à la compétition mondiale

QUELLE mouche a donc piqué les écoles françaises d'ingénieurs ? Solidement calées, depuis des décennies, sur leur prestige, la qualité de leur recrutement ou la solidité de leur diplôme protégé par la commission du titre d'ingénieur, elles semblaient à l'abri des mouvements brusques ou des embellissements passagers, bien installées dans les hiérarchies implicites qui les distinguent aux yeux des étudiants comme des entreprises.

Depuis un an et deux, pourtant, cette tranquille assurance est bousculée par un foisonnement d'initiatives. Regroupements, associations, clubs, conférences ou labels communs, essai d'image ou don de nouveaux établissements : de Nantes à Clermont-Ferrand, de Montpellier à Paris, de Grenoble à Toulouse, les écoles d'ingénieurs semblent saisies par une frénésie de partenariats. Qui, aujourd'hui, n'est pas membre d'un ou, mieux encore, de plusieurs réseaux, paraît menacé de s'étioler, de perdre son rang et son crédit. Et il ne se passe pas un mois sans qu'on annonce quelque nouveau projet de mariage, ou au moins de fiançailles.

Le constat est général. Sommées de tous côtés, depuis quelques années, d'ouvrir leurs portes et d'augmenter fortement leurs promotions pour permettre à la France de combler son retard, en la matière, sur ses principaux concurrents, les formations d'ingénieurs ont rapidement compris qu'elles risquaient de perdre leur âme et leur originalité dans cette fuite en avant. C'était une première incitation à se développer en réseaux plutôt que par un gonflement excessif des établissements existants.

Le poids de la recherche

Mais l'internationalisation du marché des cadres techniques de haut niveau et plus encore l'ouverture européenne et l'adhésion au marché unique de 1993 ont accéléré la prise de conscience. M. Daniel Gourisse, directeur de l'Ecole centrale et président de la Conférence des grandes écoles, le souligne très simplement : « Les atouts des écoles françaises - leur taille humaine et la qualité de leurs recrutements sur concours - peuvent devenir des handicaps dans un contexte d'échanges internationaux beaucoup plus ouverts. Il faut préserver nos spécificités mais en se donnant les moyens d'être reconnus au plan mondial ».

C'est repenser le lancinant problème de la masse critique insuffisante des

écoles françaises. « Les établissements français sont effacés », note pour sa part M. Jean-François Cervel, sous-directeur de la formation au ministère de l'Industrie. Mais ils sont petits, dispersés, sans synergies locales fortes. Cela pose un vrai problème de visibilité internationale. Entre une université de technologie allemande qui compte plusieurs milliers d'étudiants dans une gamme très large de disciplines et une école française qui en forme quelques centaines dans un nombre réduit de domaines d'excellence, le décalage est évident.

D'autant que la vraie différence au plan mondial va se jouer sur la capacité à développer des programmes de recherche importants. « Il est difficile pour une école française standard de tenir la comparaison dans ce domaine », note M. Jacques Ferry, directeur de la supérieure d'informatique, d'électronique et d'électrotechnique (ESIEE) de Marne-la-Vallée. Pour exister, il faut atteindre deux ou trois cents thésards. Nous en sommes loin. » Jugement confirmé à la Conférence des grandes écoles où M. De Lesquien, qui vient de mener une enquête minutieuse sur les réseaux d'ingénieurs, note que « la recherche est la clé de la qualité des échanges internationaux. Or, même les écoles les plus solides sont obligées de se regrouper pour faire la poids ».

Ce n'est pas tout. M. Dominique Pécourt, professeur à l'Ecole supérieure d'agriculture de Purpan, à Toulouse, et auteur d'un rapport remarqué pour l'Académie des sciences sur les formations d'ingénieurs (*Le Monde* du 14 mai) n'y va pas par quatre chemins. « Regroupements et partenariats sont une condition de survie des écoles. L'évolution de la technologie est tellement rapide qu'on ne peut être performant dans tous les domaines. La compétition internationale n'a fait qu'accroître la pression. » A cela s'ajoutent des impératifs économiques de plus en plus pressants. « Le foisonnement des formations a sérieusement altéré la concurrence entre écoles tant pour le financement et la collecte de la taxe d'apprentissage que pour le recrutement et le placement des élèves. Rationalisation et réduction des coûts sont indispensables. Cela passe par des rapprochements et la mise en commun des moyens », souligne, de son côté, M. Michel Troquet, directeur du Centre universitaire des sciences et techniques de l'Université Blaise-Pascal à Clermont-Ferrand (CUST).

Bref, tout contribue à faire sortir les écoles d'ingénieurs de leur confort hexagonal. Le principal levier de cette mutation ayant été la multiplication

d'échanges européens, c'est le terrain que les réseaux rapprochent, les plus solides, en sont les plus actifs.

Ainsi, en 1988, l'Ecole centrale a lancé le *TIME* (Top International Managers in Europe), afin de créer des liens étroits avec quinze partenaires européens et d'ouvrir au plan international le recrutement de Centrale. L'ingénieur Daniel Gourisse, est de favoriser la biculturalité, grâce à des échanges d'étudiants. « On a un double diplôme », trente-quatre élèves français partis à l'étranger au moins un an dans une université européenne et une trentaine d'étudiants européens arrivés à Chateaubriant, on se rapproche peu à peu du flux de 20 % de chaque promotion que l'école souhaite voir se frayer à d'autres universités et à d'autres pédagogies.

Doubles diplômes

A Grenoble, c'est l'Institut national polytechnique qui a servi de creuset à un autre réseau international, CLUSTER (Coopération liant les universités scientifiques et techniques pour l'enseignement et la recherche). Associés dix des meilleurs européens (depuis l'Imperial College de Londres à l'Ecole polytechnique de Lausanne, en passant par les universités de Darmstadt, Karlsruhe, Eindhoven ou Louvain-la-Neuve), ce regroupement est, là encore, destiné à favoriser échanges et doubles diplômes. Comme c'est déjà le cas entre l'INPG et l'Institut polytechnique de Turin ou encore Karlsruhe en Allemagne. « On est encore loin des 30 % de mobilité que nous souhaitons, mais les étudiants mesurent de plus en plus l'intérêt de connaître d'autres cultures technologiques. Dans un marché du travail un peu serré, ils comprennent que c'est en plus », souligne Martine Beroud, à Grenoble. Pour aller plus loin et mettre en commun, sur des projets précis, leur potentiel de recherche, les membres de CLUSTER viennent également de lancer un troisième cycle de recherche en optoélectronique, en particulier avec leurs partenaires irlandais et suédois.

Moins opérationnel, et plus proche d'un club de réflexion prospective, le réseau CESAER (Conférence of European Schools for Advanced Engineering Education and Research) a été lancé il y a deux ans, notamment à l'initiative de l'Ecole des mines de Paris et de son directeur M. Jacques Lévy. Regroupant près d'une quarantaine

d'établissements, il s'agit de promouvoir une « Europe exigeante de l'ingénieur européen ». Le réseau est le résultat de l'ensemble de tout ce qui se fait en matière de coopération industrielle du Nord à Lille, à qui elle a partagé le label d'« Ecole centrale ». A la clé : des effectifs de plus de trois mille élèves ingénieurs et bientôt mille deux cents diplômés par an, et la perspective, petit à petit, de créer des terrains de coopération



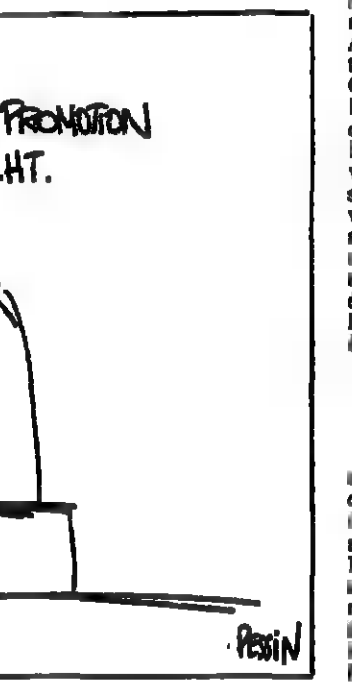
souligne M. Lévy, qui s'interroge sur la nécessité de remettre un peu la structure du réseau afin d'être « plus offensif », notamment à l'égard des formations européennes.

Au total, selon l'enquête menée par la Conférence des grandes écoles, ce sont cinquante-trois réseaux à vocation internationale qui ont été créés, avec la participation d'élèves français.

Des familles d'écoles

Mais le plus intéressant est de constater que ces partenariats commencent à peser sérieusement sur le paysage hexagonal des formations d'ingénieurs. « C'est le succès du *TIME* qui a conduit à la création d'un groupe de travail », souligne M. Daniel Gourisse. Pour accroître sa visibilité internationale, Centrale-Paris s'est associée, il y a deux ans, avec l'Ecole centrale de Lyon et deux écoles de province : l'Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes et l'Institut

industriel du Nord à Lille, à qui elle a partagé le label d'« Ecole centrale ». A la clé : des effectifs de plus de trois mille élèves ingénieurs et bientôt mille deux cents diplômés par an, et la perspective, petit à petit, de créer des terrains de coopération



pragmatique, notamment en matière de recrutement de chercheurs continus.

Le mouvement s'est opéré avec le groupe des *Grandes Ecoles* d'ingénieurs de Paris (GEI, Paris) qui rassemble dans une association quelques-unes des plus prestigieuses écoles françaises, basées dans Paris, les mines de Nancy, les Ponts, l'Agro, les Eaux, les Forêts, les Arts et Métiers, l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA), l'Ecole de chimie de Paris et l'Ecole de physique et chimie.

« Face aux grosses universités de technologie européennes, nous ne présentons pas une gamme aussi large de spécialités d'excellence », souligne M. Jacques Lévy pour expliquer ce rapprochement, inimaginable il y a quelques années. Certes, certaines n'abandonnent pas leur singularité et son identité, mais, comme le note M. Louis Feuvrais, ancien directeur des Arts et Métiers et délégué général du GEI Paris, « l'ensemble d'une école doit être à l'écoute mondiale », sans brusquer les susceptibilités, les

écoles esquissent des rapprochements ; ainsi, à la mi-novembre, ont organisé une semaine bloquée où les réseaux de chacun des établissements ont accueilli les élèves du GEI.

Mais, en dehors de ces rapprochements spectaculaires, de nombreux réseaux plus modestes voient le jour. Ainsi les plus anciennes formations universitaires d'ingénieurs (le CUST de Clermont-Ferrand, l'EU-DIL de Lille et l'ISIM de Montpellier) ont constitué, il y a un an, le réseau *ESIEE*. Le même, l'ESIEE vient d'ouvrir une école à Amiens en envisageant des extensions en province. Les *Ecoles des mines*, elles aussi, ont développé leur « famille » : l'ouverture de l'Ecole de Nantes à l'AKS, qui partageront leurs épreuves de concours, tout en gardant leur liberté de recrutement, avec les écoles d'Albi et d'Orléans.

Vieilles susceptibilités

Mais le mouvement, thématique fois-ci, avec le réseau AGORAL qui regroupe quatre écoles formant des ingénieurs pour les industries agroalimentaires à Massy, Nantes, Nancy et Dijon. Ou encore dans le domaine des écoles privées d'arts et métiers qui se regroupent à l'initiative des catholiques des Arts et Métiers de Lyon, de Lille et de Marseille. A quoi il faudrait ajouter des rapprochements régionaux, comme dans la CODIG (Conférence des directeurs de grandes écoles), les regroupements de toutes les écoles d'ingénieurs et de commerce de la région Langue d'Oc.

Quel que soit le scénario, l'ambition est la même. Selon la formule de M. Germinet, directeur de l'Ecole des mines de Nantes, « chacun devrait pouvoir faire bénéficier les autres de ses domaines d'excellence ». Ou, comme le dit M. Michel Troquet, du CUST, « l'idéal serait de parvenir à faire passer nos étudiants et nos enseignants sur les spécialités de chaque école et la plus performante ».

Mais, à l'évidence, il s'agit d'un objectif à long terme, tout comme celui de la réforme des études. Car le passage de l'association souple ou du club à la fusion des établissements suppose, comme à l'école européenne, des abandons de spécificités qui aiguisent des vieilles susceptibilités. Il s'agit que l'émergence de ces réseaux d'écoles en train de dessiner le paysage des formations d'ingénieurs en l'an 2000,

FRANÇOIS COURTOIS

Jeunes lecteurs sans passion

Dans une enquête inédite, le sociologue François de Singly ausculte les pratiques de lecture des adolescents

LES jeunes n'ont pas fui les livres de l'écrit, mais lire est devenu une activité « presqu'ordinaire » et le livre n'a plus, dans l'esprit des jeunes de 15 à 28 ans, la place privilégiée qu'il avait autrefois. Il y a vingt ans, pour lire, il fallait connaître.

Le tableau dressé par François de Singly, sociologue, professeur à Paris-V, dans la première partie de son ouvrage *Jeunes et livres*, révèle un portrait plutôt décourageant des jeunes générations. Le lecteur, qui rapportent entretiens et lectures avec le monde de l'écrit, est plus préoccupé par la lecture que par la culture. A la demande du ministre de l'Éducation nationale de la culture, décidé à assoir son « plan lecture » sur quelques données objectives (*Le Monde* du 29 septembre), une enquête a été menée sur un échantillon de 1 245 personnes âgées de 15 à 28 ans. Elle fait suite à une enquête sur la lecture des adolescents (1).

En 1990, le sociologue concluait à une « baisse généralisée » de la pratique de la lecture dans les milieux publics, jeunes et adultes. Or, il semble, précisément aujourd'hui, que ce mouvement soit arrêté et que la baisse constatée ne se soit pas accentuée depuis quatre ans. « Au moins chez les jeunes. Moins de 10 % d'entre eux peuvent être classés aujourd'hui dans la catégorie des « non-lecteurs ».

« Mais, dans le même temps, la catégorie des « grands lecteurs » semble avoir subi un tassement. « Ni amour du livre, ni haine du livre », c'est ainsi qu'on pourrait, selon François de Singly, caractériser les pratiques de lecture des jeunes.

Ni ennuyeux ni ringard

Les lectures confondues, les 15-24 ans passent moins d'une heure en lecture par jour dans les livres. Au moment de l'enquête, la moitié des jeunes n'avait pas de livre « en train », et, parmi eux, un sur deux n'avait pas ouvert un livre depuis un mois. Plus inquiétant, M. de Singly, un tiers des jeunes se situant dans la catégorie des « lecteurs moyens » (un ou deux livres par mois) et un quart des « lecteurs » (plus de deux livres) ne lisent pas de livre au moment de l'enquête.

Et pourtant... Ni ennuyeux, ni ringard, ni « ringarde », l'image de la lecture semble plutôt bonne chez les jeunes. Deux tiers d'entre eux, par exemple, n'hésitent pas à dire qu'ils aiment lire un bon livre pour se détendre. Bien sûr, la compétition est particulièrement ardue avec le monde de l'image. La télévision est jugée à la fois la plus distrayante et

plus facile à informer et à instruire. Mais le livre, malgré tout, reste une activité privilégiée : il fait rêver. Les deux tiers des livres lus par les jeunes sont des livres de fiction.

L'enquête révèle toutefois que, même quand ils lisent, les jeunes lisent peu de livres et ont un rapport « utilitaire » à la lecture. Comme il l'avait fait lors de ses précédentes enquêtes, François de Singly a noté la culture romanesque des 15-24 ans. Or, leur capacité à « marier » des titres avec leurs auteurs, pour la plupart, est faible. Comme des classiques scolaires, est le cas de *Le Grand Meaulme* de Marcel Schwob. Seul Emile Zola, *Le roman expérimental* de Germaine de Staël, est tiré honorablement de l'épreuve avec 50 % de réponses justes. Mais 20 % seulement ont pu répondre à la question : incapables de fournir une seule bonne réponse.

Les bibliothèques en première ligne

L'enquête relève un paradoxe : alors que l'engagement à la lecture semble être progressivement détourné de la masse des jeunes vers la culture littéraire, ces mêmes jeunes sont de plus en plus nombreux à fréquenter les bibliothèques. Le tiers de ces derniers, dont le réseau s'est largement étendu, est en effet accru durant ces vingt dernières années, affirme François de

Singly. Surtout, la bibliothèque a radicalement changé de fonction et de public. Il y a vingt ans, ce qui différencie les gros lecteurs des autres était d'abord le fait de posséder une bibliothèque familiale conséquente (de plus de 250 volumes). Et la fréquentation d'une bibliothèque publique était alors comme un facteur très secondaire. Aujourd'hui, à milieu social, âge et sexe équivalents, la fréquentation d'une bibliothèque est ce qui sépare le plus ces gros lecteurs de leurs camarades moins gourmands. Mais, surtout, les bibliothèques protègent efficacement le lecteur et les lecteurs. A l'intérieur de leur génération, marquée par un double mouvement de banalisation et de dévalorisation du livre, les jeunes fréquentant les bibliothèques sont mieux lotis.

Il est donc plutôt encourageant de constater que le nombre des bibliothèques a augmenté, en vingt ans, de 47 %. Plus encourageant encore est le poids, parmi ces derniers, des usagers « actifs » (passés de 24 % à 30 %). « Sur cent personnes scolarisées en 1967, analyse le sociologue, il y avait 10 % d'usagers actifs de bibliothèques. En 1987, le poids de ce groupe est presque de 22 % ».

CHRISTINE GARIN

Lire la suite page 12

(1) Voir *Le Monde* de l'éducation, juillet-août 1991.

ESIGELEC - ESA IGELEC - EERIE
LE GÉNIE ÉLECTRIQUE ET L'INFORMATIQUE

Un futur ingénieur
ingénieur sait
diviser le nombre
de ses concours tout
en multipliant ses
possibilités de choix.

ICARE

Un concours pour trois écoles

Renseignements au service des concours :
ICARE - Gary - BP 152 - 94100 SAINT NAZAIRE
Tel. 01 50 50 30 - Fax. 01 50 50 22

POINT DE VUE

Adressez votre candidature avec CV détaillé pour être admis après entretien et test à :

Groupe ESCRA/ISCAM
5, avenue des Platanes - 72100 LE MANS T. (16) 43 84 01

Formations agréées par l'Etat et conventionnées de niveau IV (bac) à niveau I (bac + 4) avec diplôme. Le Groupe est coordinateur dans le programme européen FORCE de la formation après-vente automobile dans plusieurs pays de la CEE.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the situation.

AIR FRANCE 
DEMANDEZ-NOUS LE MONDE

هكذا من راصل

SOCIÉTÉ

Rejetant le pourvoi de six inculpés du dossier Urba

La Cour de cassation valide la procédure de M. Renaud Van Ruymbeke

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Christian Le Guehennec, a rejeté, mardi 13 octobre, le pourvoi de six des inculpés de l'affaire Urba-SAGES instruite à Rennes. La Cour était saisie d'un pourvoi formé par MM. Jean Monate, Pierre Villa, Jacques Jus-

forges, Christian Giraudon, Michel Rey et Marc Jurdit, contre un arrêt rendu le 7 mai par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes. Il s'agissait d'une nouvelle tentative pour obtenir l'annulation de la procédure menée au Mans en janvier 1991, d'abord confiée au juge Thierry

Jean-Pierre, et, par extension, le dessaisissement du conseiller Renaud Van Ruymbeke, qui en a hérité depuis l'année dernière. L'arrêt général, M. Jean Libouban, avait demandé aux juges de rejeter le pourvoi. La Cour a estimé que la chambre d'accusation de Rennes avait commis

une erreur, le 7 mai, en ne répondant pas à certains arguments, mais elle a estimé que cela n'était pas susceptible d'entraîner l'annulation de la procédure. M. Francis Szpiner, avocat de l'un des inculpés, a déclaré que l'arrêt de la Cour était une victoire pour la démocratie.

L'arrêt rendu par la plus haute juridiction du pays valide la procédure de M. Renaud Van Ruymbeke, mais il ne dit rien de la procédure de la cour d'appel de Rennes. Celle-ci, le 7 mai, avait rejeté la quatrième des six demandes de pourvoi.

Il est vrai que, pour les socialistes, le cauchemar est depuis deux ans et qu'ils n'en voient pas la fin. Parti d'un mandat de travail sur un chantier du Mans, le dossier révèle jour après jour les maux du financement du PS. Le PCF, pour sa part, a été exclu du monde politique et du monde judiciaire, et a été jusqu'à provoquer l'inculpation, spectaculaire, de l'un des plus importants dirigeants de l'Etat, le président de la République nationale, M. Henri Emmanuelli. Une vingtaine d'élus de la direction de l'Etat ont été inculpés dans ce dossier. C'est le 7 avril 1991 que l'affaire prit sa dimension nationale avec la perquisition menée au premier ministre chargé du dossier, le juge manco Thierry

Jean-Pierre, au siège parisien du PS. M. Jean-Pierre s'appuyait sur le témoignage d'un ancien secrétaire fédéral du PS, le député Pierre Colicadan, qui avait collecté des fonds pour le PS sarthois, via des entreprises du bâtiment. Mais à peine avait-il mis des cartons de financement au Mans qu'il avait été inculpé à la Cour de cassation.

Un mandat pour MM. Nallet et Kiejman

L'opposition cria à la « justice bifrontale » et dénonça une justice à deux vitesses. MM. Henri Nallet, ancien garde des Sceaux, et Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, dénonçaient, en revanche, une « justice à deux vitesses ». Ils mettaient en cause l'impartialité du juge, par ailleurs fondateur, avec l'ex-inspecteur Antoine Gaudin, du Forum pour la justice, un collectif qui avait pour objectif de « ressusciter les affaires

classées ». Dans les semaines suivantes, la justice infligea un double mandat de comparution aux ministres. Ce fut d'abord la cour d'appel d'Angers qui jugea la procédure par le juge Jean-Pierre « conforme au droit ». Ce fut ensuite la Cour de cassation (dans une formation présidée, le 13 octobre, par M. Le Garrec), qui, en son jugement, le 27 juin 1991, donna le feu vert à la poursuite de l'instruction.

Ebranlée par ces premiers revers, la chancellerie va pour un temps adopter un profil bas. En juin 1991, le dossier est confié à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes. Le novembre, il échoit au conseiller Renaud Van Ruymbeke, un magistrat qui a commencé sa carrière en 1979 avec l'instruction de l'affaire Robert Boulin. Après le suicide de ce ministre du gouvernement Barre, le Conseil supérieur de la magistrature démissionna fermement l'intégrité du juge Van Ruymbeke, que certains avaient mis en cause.

D'entrée de jeu, le juge donna la

mesure de la détermination en procédant, le 14 janvier 1992, à une perquisition sans précédent au siège national du PS à Paris. Et cela le jour même où Laurent Fabius succède à Pierre Mauroy à la tête du parti. Le juge saisit toute la complexité de l'affaire, et notamment une mystérieuse disquette sur laquelle figuraient une liste partielle des élus socialistes de l'Hexagone. Le PS dénonce « une opération politique à l'antenne », ce qui ne cessera plus de faire à chaque rebondissement de l'instruction.

A partir des documents saisis au siège du PS et, le même jour, à celui de la SAGES, un dossier d'inculpation d'Urba, qui traite lui aussi avec les élus socialistes, les premières inculpations tombent dans les mois qui suivent. Du côté des dirigeants, ce sont les bureaux d'études, M. Gérard Monate, ex-PDF d'Urba, son homologue de la SAGES, M. Michel Rey, et M. Jacques Guzman, président de GIPCO, un groupe proche du PCF, sont successivement inculpés. Puis vient le tour

des élus socialistes : le maire (ex-communiste) du Mans, M. Robert Jarry, et l'un de ses anciens adjoints socialistes, M. Pierre Villa ; M. Jacques Jusforges, président de la fédération locale du PS ; M. Jean-Claude Bourlard, président de la communauté urbaine du Mans et député de la Sarthe. Suivent encore MM. Jacques Floch, maire de Renz et député (PS) de Loire-Atlantique, et Jean-Yves Le Drian, maire de Locminé, député (PS) du Morbihan.

D'autres font l'objet d'enquêtes et de procédures. Des dizaines d'élus sont visés au travers de dossiers transmis au parquet par le juge dès qu'un élu est « susceptible d'être inculpé », comme l'exigent les règles de procédure. La chancellerie, qui entend avant tout sanctionner les cas d'enrichissement personnel, par opposition à ceux relevant du financement politique, décide alors d'opérer un tri entre « le bon grain et l'ivraie », réservant aux premiers l'ouverture d'informations judiciaires, à nouveau confiées au magistrat rennais, et aux seconds des enquêtes

préliminaires sous le contrôle du parquet. Dès avril, une nouvelle tentative de dessaisissement est menée par M. Francis Szpiner, avocat de M. Jusforges. Une nouvelle fois, les irrégularités de la procédure que le juge Jean-Pierre aurait commises pour pouvoir ouvrir le dossier au cœur du Mans. Mais la chambre d'accusation a rejeté la demande de nullité. C'est à la suite de ce rejet que les inculpés, estimant que les magistrats rennais n'ont pas répondu sur un point de la procédure, se sont adressés à la Cour de cassation.

Entre-temps, l'annonce de l'inculpation de M. Henri Emmanuelli, un ancien ministre du PS, puis l'inculpation elle-même, ont encore tendu les relations entre les dirigeants socialistes et le juge d'instruction. Dans le bras de fer entre le PS et les magistrats, l'arrêt du mardi 13 octobre fait pencher la balance du côté de ces derniers. Le juge Van Ruymbeke, d'un coup, est un héros.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Devant la cour d'assises spéciale de Paris

La « bavure » de Max Frérot

Au procès de Max Frérot devant la cour d'assises spéciale de Paris, l'audience a été marquée, mardi 13 octobre, par l'évocation d'une agression, dans un parking parisien, le 19 novembre 1987. Les faits ont enfermé l'ancien artificier d'Action directe dans une de ses multiples contradictions.

Cette fois, Max Frérot est presque muet. Il ne peut que le dossier feuilleté, mardi 13 octobre, par le président Maurice Colombe impressionné. L'accusation reproche tout simplement à Max Frérot, un ancien ultra-gauche Action directe d'avoir commis, le 19 novembre 1987, une « bavure » à sang-froid.

La scène se passe à Paris, dans un parking, rue Faugère (15^e). Frérot, devenu « l'ennemi public numéro un », depuis l'assassinat perpétré contre les locaux de la brigade de répression du terrorisme en juillet 1986, se tient, cherchant la pénombre des sous-sols pour se protéger. Terroriste traqué, il passe ses nuits dans des lieux de somnolence aménagés.

Il transhume sans cesse de sa cachette, toujours armé, toujours fuyant. Sa survie pèse une tonne : pas moins de soixante-quatorze kilos sur un large éventail de vêtements magnétiques. La sauvegarde de sa liberté est devenue son obsession. Or, le 19 novembre 1987, un modeste plan se reforme sur lui. Alors qu'il se présente devant la rampe du parking des éditions Robert Laffont, un accès, volée, le frappe comme suspect...

« La comédie »

Invité par le régisseur de l'immeuble à garer son véhicule sous-sol, il obtient, avec calme, l'obtention d'un vigile, d'un pompier et du directeur d'exploitation de la société Robert Laffont, M. Amar Mahiout, cinquante-sept ans, il s'explique posément. Max Frérot est en train de faire des doigts de sa main à ses mauvais pas.

Mais soudain, l'artificier d'Action directe dégage un revolver, intime l'ordre aux hommes de pénétrer dans un local fermé aux poubelles. Sa voix claque : « La comédie a duré ». Le vigile, le pompier et M. Mahiout s'agenouillent. Frérot balaye d'un coup d'arme les otages, pose son canon froid sur la nuque de

M. Mahiout et tire. « Pour montrer que je ne plaisante pas... » La balle a pénétré sous l'oreille. Elle frôle le carotide. Miraculeusement l'artère pour finir sa course à la base de la langue. Et c'est M. Mahiout lui-même qui tombe à l'assise...

Frérot, dans le box, abandonne son sourire narquois. M. Mahiout se tourne vers lui : « Je ne me suis rien fait moi. Est-ce que vous regrettez ? »

« Je n'ai rien à dire, répond Max Frérot. »

« Cela m'aurait fait quelque chose si vous m'aviez dit que vous regrettiez », rétorque la victime. Frérot s'adresse ostensiblement à la cour : « Je n'ai rien à dire ». Fin du dialogue.

Une liste de cent vingt personnalités

M. Jean-Baptiste Courteault, avocat de M. Mahiout, persévère. Les témoins ont entendu Max Frérot lancer avant de tirer : « Au moins, avec toi, je me suis fait... » « Pourquoi avoir tiré sur M. Amar Mahiout, interroge l'avocat.

« Je n'ai rien à répondre. Qu'auriez-vous dit si ce genre d'action avait été commise par un autre de l'ordre ? » Frérot s'énervait : « Et si ton grand-père en avait ? »

« Il n'y a pas une bombe du terrorisme dont vous vous prévaliez ? reprend l'avocat. »

« Je n'ai rien à répondre à des stupidités pareilles », rétorque Max Frérot.

Qu'importe l'injure, M. Courteault a insisté juste. C'est dans ses contradictions, Max Frérot, qui tend la justice, incapable d'expliquer une tentative d'assassinat, d'inculpation injustifiée, même qu'il prétend légitimer l'attentat contre les locaux de la brigade de répression du terrorisme par la « bavure » du 19 novembre 1987 sur la personne du jeune Loïc Laffont.

Pour le reste, Frérot a consenti à confirmer que son groupe avait dressé une liste de cent vingt personnalités du monde politique, économique et social (« des porcs ») et d'avoir fait de savants « repérages ». Ainsi MM. Edgar Pisani, Charles Hernu et Lionel Jospin constituaient-ils, en 1987, les cibles privilégiées de ce terrorisme en proie à de violentes fièvres bien répertoriées sous les noms d'antimaçonisme et d'antisémitisme, sans compter une allergie à l'endroit des

LAURENT GRELSAMER



Chez Delta Air Lines,

nous faisons tout pour

que la qualité du service

à bord soit réellement

exceptionnelle.

C'est peut-être pour cela

que nous faisons voyager

chaque année plus

de passagers que les plus

grandes compagnies

aériennes anglaises,

allemandes ou françaises

réunies.

Venez découvrir

une façon de voyager

qui ne ressemble

à aucune autre.



© 1992 Delta Air Lines, Inc.

SOCIÉTÉ

Van Ruymbeke

Van Ruymbeke

Van Ruymbeke

Van Ruymbeke



Van Ruymbeke

En conflit avec son éditeur

Jean-Edern Hallier n'obtient pas la saisie de son propre livre

L'écrivain Jean-Edern Hallier, qui tentait une action en référé devant le tribunal de Paris, n'a pas obtenu la saisie de son propre ouvrage, *Je suis heureux*, que les éditions Albin Michel doivent mettre en vente le 17 octobre. Il soutient que le roman allait être publié sans son accord, qu'il n'avait pas signé de contrat ni de bon à tirer.

M. François Ramoff, premier vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, mardi 13 octobre, la demande de saisie qu'il existait un contrat d'édition de l'ouvrage que l'auteur avait déjà paru une avance. M. Ramoff a pris en compte, en son compte, notamment, « de la personnalité de M. H., de l'ancienneté et des victoires de leurs milieux ».

Selon l'avocat de l'éditeur, les relations entre son client, M. Hallier, et son éditeur, Albin Michel, seraient excellentes. Lorsque le dernier s'est aperçu que son ouvrage ne serait pas en lice pour le prix Goncourt. Dans un communiqué adressé au Monde, l'écrivain a dit prêt à « faire appel » et à engager une action « au fond ».

En l'espace de quelques jours, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Alain Coatanea, a donné puis repris sa démission, en désaccord avec son budget qui lui paraît être « un carcan de restrictions durables » imposé à la flotte française, comme il a déjà eu l'occasion de l'écrire, à plusieurs reprises, dans des revues officielles. Sa démission a été présentée jeudi 8 octobre et reprise dans la journée du mardi 13, avec, entre-temps, une série d'échanges - pour le moins difficiles - entre lui-même et divers responsables du cabinet du ministre de la défense.

Le ministre a expliqué que le ministère n'a pu, mercredi 14 octobre, allouer qu'il n'existe pas d'affaires Coatanea à la suite de son même jour. L'ancien major général des armées, c'est-à-dire numéro deux de la hiérarchie interarmées, l'amiral Coatanea occupe son poste de chef d'état-major de la marine depuis novembre 1990. Il a dû demeurer normalement dans cette fonction jusqu'à l'été 1994, date à laquelle il atteint la limite d'âge de son rang. Au terme de ces quelques jours de discussions délicates avec des collaborateurs de M. Pierre Joxe, l'amiral Coatanea a accepté de reprendre sa démission si le gouvernement le

ministre de la défense à l'inauguration, lundi 18 octobre à Brest, puis mardi 20 au Bourget, du Salon de l'armement naval.

Depuis le début de l'année, l'amiral Coatanea a manifesté publiquement ses doutes sur la capacité de la marine à remplir les missions que le gouvernement lui a confiées compte tenu, en parallèle, des moyens qu'il lui accorde et qu'il juge trop parcimonieux. « Dans ses structures actuelles, avait-il confié dans un entretien à l'hebdomadaire *Cosmos*, édité par son état-major, la marine ne parvient pas à faire face qu'en déployant des trésors d'ingéniosité et en demandant toujours plus à ses équipages. Aujourd'hui, la limite est proche d'être atteinte dans certains domaines » (le Monde du 11 janvier).

Des relations tendues

Plus récemment encore (le Monde du 17 septembre), l'amiral Coatanea a saisi l'occasion d'une synthèse sur les problèmes de défense par la revue officielle *Armées d'aujourd'hui* pour, dans sa contribution, exprimer ses préoccupations sur l'avenir de la marine, à l'exception de ce qui touche aux sous-marins nucléaires,

aux porte-avions et à certains avions de surface.

Malgré les programmes en cours, écrit le chef d'état-major de la marine, le nombre des bâtiments de combat diminuera de 11 % dans les huit ans à venir et leur âge moyen passera de quinze à plus de dix-sept ans. Les trois quarts de nos navires auront alors dépassé leur vie, au lieu de la moitié aujourd'hui. Dressant alors la probable composition de la flotte de guerre française dans les années à venir, l'amiral Coatanea a estimé que le potentiel sera « insuffisant » pour les grands bâtiments d'escadre et de transport, et qu'il sera « sévèrement amoindri » en matière de sous-marins d'attaque et d'avions de surveillance maritime.

Réunie la semaine dernière, la commission de la défense à l'Assemblée nationale avait, semble-t-il, entendu l'appel du chef d'état-major de la marine, lors du double examen, par les députés membres, du projet de budget pour 1993 et du projet de programmation militaire 1992-1994. En effet, sur l'initiative de M. Joseph Gournelon, député socialiste du Finistère, les parlementaires ont adopté un amendement qui sera présenté au gouvernement

qui lui demande de lancer en 1994 la commande d'un second transport charbon de débarquement (sur le modèle de l'actuel *Foudre*), en 1997, celle d'un second porte-avions nucléaire (de la classe *Charles-de-Gaulle*).

Les prises de position de l'amiral Coatanea - sa participation à l'Armée d'aujourd'hui - elle-même - ont été, dit-on, l'œuvre d'un ministre, provoquant l'agacement de M. Joxe.

Entre certains collaborateurs parmi les plus importants du ministère, le chef d'état-major de la

marine, les relations étaient réputées pour être tendues de longue date. Il semble que l'offre de démission de l'amiral Coatanea ait été tenue secrète, y compris vis-à-vis de ses subordonnés les plus immédiats, pour permettre de le dialoguer pour éviter qu'elle donne matière à un différend politique à l'approche d'échéances électorales jugées décisives, à un moment où le Parlement n'est pas assuré d'avoir à débattre, lors de l'actuelle session, d'une programmation militaire déjà exécutée aux deux tiers d'avoir été adoptée.

JACQUES INNANAH

En désaccord avec les restrictions budgétaires

L'amiral Coatanea donne puis reprend sa démission de chef d'état-major de la marine nationale

Le général Salvan dénonce le « sous-développement militaire » de la France

Ancien chef de la région de défense Atlantique, à Bordeaux, le général Salvan, qui a donné sa démission le 14 octobre, a écrit dans le *Monde* du 29 août 1991, publié, dans le dernier numéro de *France réelle*, le journal du CNI, une analyse très critique du projet de loi de programmation militaire soumis au Parlement par M. Pierre Joxe et qualifié de « loi de sous-développement ».

« En 1997, écrit le général Salvan qui exerce sa fonction de chef d'état-major de la France depuis 1985, d'ici là, la France disposera d'un potentiel militaire de la Bêlourde, d'autant qu'elle aura l'Ukraine, et d'autant qu'elle aura les Pays-Bas ». « Donc, nous avons un sous-développement militaire, par conséquent, à la subordination aux Etats-Unis, seuls détenteurs de

armes de demain (...). On devine la lecture de ce document (le projet de programmation militaire) ce que le gouvernement a voulu faire : passer d'une défense basée sur l'atome, la présence massive des Américains en Europe et sur les bénéfices des exportations d'armement à un système où l'espace permettrait d'être prévenu des crises et d'une coopération européenne et, si possible, pour l'emploi des forces. L'interopérabilité des matériels et les fabrications d'armement. Hélas, ajoute-t-il, l'affaire yougoslave a démontré les limites de ce genre d'illusions ».

« La question de fond, conclut le général Salvan, c'est justement l'incapacité de la France, après 40 ans de socialisme, à mener une action militaire d'une puissance moyenne, de surcroît équipée de matériels vieillots ».

Pour la quatrième année consécutive

La DGSE recrutera des personnels supplémentaires en 1993

Pour la quatrième année consécutive, la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) recrutera des personnels supplémentaires en 1993, comme elle a fait depuis 1990 par le ministre de la défense qui exerce, en France, la haute administration des services secrets. En quatre ans, la DGSE aura accru de plus de 10 % le nombre de ses agents civils et militaires.

Pour 1993, en effet, le projet de budget de la DGSE prévoit de recruter près de quatre-vingt fonctionnaires, dont un emploi de directeur à l'administration centrale. L'incrémentation des entrées, pour les seuls personnels civils extérieurs, dépense supplémentaire de fonctionnement annuel de plus de 8,7 millions de francs, le budget militaire étant différent, puisque le ne font que changer d'affectation.

Dès la nomination en 1989 à la tête de la DGSE, M. Claude Silberzahn avait présenté au gouvernement un plan pluriannuel d'augmentation des effectifs des services secrets qui, à l'époque, employaient moins de trois mille cinq cents personnes toutes catégories confondues (civils, militaires et contractuels). En 1990, un premier recrutement supplémentaire a porté sur cent personnes; en 1991, sur 150.

Pour 1993, le projet de budget (fonctionnement et équipement) de la DGSE, qui s'élève à plus de 1 milliard de francs, comprend les 80 millions du premier ministre chargé de financer les actions spéciales, marque un accroissement supérieur de 15 % par rapport à l'année en cours, quand les effectifs des militaires progressent, eux, de 1,35 %. Au ministère de la défense, on explique la hausse du budget de la DGSE par le souci de M. Pierre Joxe de continuer l'effort entrepris en faveur de l'outil de renseignement.

Cette année, il a été créé une direction du renseignement militaire (DRM), confiée au général Jean Heinrich, qui comptera cinq cents personnes à terme et devrait bénéficier d'un budget de 39 millions de francs dès 1993. Par rapport à cette DRM nouvelle qui est davantage orientée vers le renseignement tactique du champ de bataille, la DGSE majoritairement responsable du renseignement politique, économique, finan-

cier, scientifique, technologique et, pour environ un quart de ses activités, du renseignement militaire stratégique à l'échelle internationale. La DGSE est, d'autre part, chargée de mener les opérations clandestines hors du territoire national.

SPORTS

Les suites de la catastrophe de Furiani

L'Etat subventionnera un nouveau stade à Bastia

Le ministre de la jeunesse et des sports, M. Frédérique Brodin, a annoncé mardi 13 octobre, au maire de Bastia, M. Emile Zuccarelli, la décision de l'Etat de soutenir le projet de construction d'un stade de 10 000 places de l'agglomération bastiaise.

Le ministère de la jeunesse a indiqué qu'il débitera une subvention exceptionnelle de 10 millions de francs en 1993 et de 2 millions en 1994. Cette contribution de l'Etat « manifeste la solidarité du gouvernement envers la Corse, très affectée par la catastrophe du 3 mai dernier », qui avait fait 11 morts et 1 000 blessés de l'effondrement d'une tribune du stade Furiani (le Monde du 7 mai). En 1993, la construction de ce stade, le stade des victimes de Furiani avait accepté, le 11 mai, de ne plus s'opposer à l'utilisation provisoire du stade Armand-Cesari.

BASKET-BALL : Limoges jours invaincus championnat. - Vainqueur à Gravelines, Limoges le dernier club invaincu après la sixième journée du championnat de France disputée mardi 13 octobre. Le Mans b. Pau-Orthez (82-81); *Racing FCO b. Pau-Orthez (90-72); *Cholet b. Villeurbanne (93-83); *Montpellier b. Dijon (84-76); *Limoges b. Dijon (84-76); Limoges b. Gravelines (63-55); *Châlons b. CRO Lyon (64-62). Classement : 1. Limoges, 12 pts; 2. Cholet et Racing PSG, 11 pts; 4. Gravelines, Antibes, Pau-Orthez, 10 pts; 7. Le Mans, Levallois et Villeurbanne, 9 pts; 10. CRO Lyon, Montpellier, 8 pts; 12. Châlons, 7 pts; 13. Dijon, Roanne, 6 pts.



هكذا من لاصحل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après l'affaire du sang contaminé

Les médecins libéraux demandent que l'indemnisation des risques thérapeutiques soit prise en charge « par la solidarité nationale »

Les trois syndicats de médecins libéraux, le conseil national de l'ordre des médecins, deux sociétés d'assurances spécialisées devaient rendre publique, mercredi 14 octobre, une déclaration commune concernant le risque thérapeutique et son indemnisation (1). Selon les signataires de cette déclaration, l'indemnisation du risque - de l'alfa - thérapeutique doit être prise en charge « par la solidarité nationale ». Cette prise de position intervient au moment où la mise en œuvre de l'indemnisation des personnes infectées par le virus du sida à la suite de gestes transfusionnels, alors que le débat sur les modalités de l'indemnisation de l'acte thérapeutique ne cesse de se développer.

Le problème de la responsabilité médicale est l'indemnisation du risque thérapeutique des professionnels de la santé. Les spécialistes critiquent le dispositif actuel, dont ils ne cessent de rappeler les insuffisances et les imperfections. Ce n'est que dans le cadre de la responsabilité civile du praticien trouve son origine dans le

moral du patient et du médecin. En revanche, le système hospitalier public, l'administration fait passer la victime à la pratique, les tribunaux administratifs sont compétents pour leurs propres affaires.

« La complexité des situations est telle dans ce domaine que la mise en cause de la responsabilité civile du médecin par un patient est une véritable mission d'Arlequin », estime le docteur Louis René, président du conseil de l'ordre des médecins. « L'opinion admet de plus en plus mal aujourd'hui, ajoute-t-il, la lenteur des procédures qui, dans certains cas, peut aller jusqu'à dix ans pour les victimes. Les tribunaux judiciaires (certains erreurs de jugement pouvant entraîner de graves conséquences dans la réparation des préjudices), les dates de prescription trop longues (trente ans devant les tribunaux civils, quatre ans devant les tribunaux administratifs) ».

Dans ce contexte, la déclaration de l'ordre des médecins, présentée par leur conseil de l'ordre, constitue une étape importante. Les signataires de cette déclaration soulignent avant tout le droit fondamental du patient à l'information. « Le devoir d'information est rempli par le médecin dans le respect de la déontologie, soulignent-ils. Cette information ne doit pas prendre la forme de la mise en garde technique, mais de la signature des patients,

listes que ces derniers assimileront à des décharges de responsabilité présentées par les médecins. Elle doit, au contraire, comme le demande la jurisprudence de la Cour de cassation, être sous forme d'explications orales, loyales et compréhensibles avec la prudence des risques éventuels que le médecin apprécie en conscience (article 12 du Code de déontologie médicale). »

« Répondre pénalement des fautes »

Pour les signataires de la déclaration, cette information préalable du patient concernant les aléas, suffisamment fréquents pour être normalement prévisibles, doit s'accompagner d'une réponse aux questions posées après l'exécution de l'acte médical. Une telle réponse pourrait, le cas échéant, être facilitée par l'intervention d'un médiateur médical.

Pour ce qui est des « fautes médicales », les représentants des médecins libéraux affirment « revendiquer leurs responsabilités » et reconnaître qu'ils doivent « répondre pénalement de leurs fautes ». Ajoutent-ils, les médecins libéraux ne peuvent accepter que cette responsabilité soit déformée au point de se transformer en assurance tous risques. Des médecins libéraux s'y opposent : 150 millions ne peuvent assurer les risques couverts par 56 millions de Français. Ces médecins profession-

nels et juridiques s'y opposent encore plus. Le devoir du médecin est une obligation de moyens, prodiguer les meilleurs soins possibles ; on ne peut avoir une obligation de résultats : apporter la guérison. Des dérives de la responsabilité civile qu'il s'agit de la présomption de faute ou du caractère de la charge de la preuve, qui tendent vers l'obligation de résultats, sont inacceptables.

Comment, dès lors, relever la victime du risque, notamment à l'activité médicale qu'elle soit diagnostique ou thérapeutique, lorsque aucune faute n'a été établie, puisse avoir droit à une indemnisation sans que le préjudice subi. « L'alfa médical doit recevoir une juste compensation, dans le cadre de la solidarité nationale », estiment les auteurs de la déclaration commune. « Cette indemnisation est la conséquence de l'accident médical non fautif, doit être prise en charge par la collectivité. Elle peut provenir de sources diverses, mais ne doit pas être le fait de personnes ou de fonds de garantie. (...) En cas d'instauration d'un fonds de garantie, il appartient aux pouvoirs publics de décider des sources de son financement. Les médecins libéraux ne sauraient s'opposer au recours à une taxation supplémentaire de tabac et de l'alcool, quoi qu'ils en disent, de telles ressources seraient employées au financement de l'assurance-maladie ».

Une telle prise de position

devrait être de nature à faire avancer ce dossier difficile mais essentiel, même si les signataires de la déclaration se gardent fort prudemment de choisir entre les diverses modalités de financement. Forts de leur parfaite connaissance de l'affaire du sang contaminé et de leur participation à l'indemnisation des victimes à hauteur de 1,2 milliard de francs, les assureurs (et les réassureurs étrangers) ont d'ores et déjà, à l'initiative de M. Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, fait une série de propositions dans ce domaine (2). Il s'agit toutefois d'acquiescer que M. Bernard Kouchner sera malheureusement le seul à faire voter, lors de l'actuelle séance parlementaire, la loi à laquelle il aimerait attacher son nom.

JEAN-YVES NAU

(1) La déclaration commune sur le risque médical est signée par des médecins : J. Bouquie, président de la Confédération des syndicats médicaux français ; J. Gros, président de la Fédération des médecins de France et R. Bouteau, président de la Fédération française des généralistes, ainsi que de MM. J. Poulety, président de la Société d'assurance de la médecine professionnelle (de la Société de la Mutualité des corps de santé française).

(2) Sur ce thème, se reporter à la revue *Risques* (Les Cahiers de l'assurance), n° 6, consacré aux risques professionnels (9, rue d'Enghien, Paris. Tél. : 42-46-19-28).

CATASTROPHES

L'Égypte évalue à un milliard de francs le montant des secours nécessaires après le séisme

Le bilan du tremblement de terre qui a secoué l'Égypte, lundi 12 octobre, semble se stabiliser aux alentours de 800 morts (dont environ 200 enfants) et de 4 000 blessés, dont la plupart ont été atteints assez légèrement. Pour le moment, il est impossible d'évaluer les dégâts. Mais le gouvernement égyptien estime qu'il faudra un mil-

liard de francs pour seulement réparer ou reconstruire les écoles, les mosquées, réparer les ponts et donner des secours d'urgence.

Le président égyptien Hosni Moubarak, qui était en voyage officiel en Chine lorsque le séisme a éclaté, est rentré dès le 13 octobre au Caire où affluent messages

de condoléances et offres d'aide. Tous les pays arabes se sont manifestés, dit l'Arabie saoudite et le Koweït qui ont été les premiers à envoyer à l'Égypte respectivement 50 millions de dollars et 20 millions de dollars, ainsi que des secours en nature. De leur côté, les Émirats arabes unis ont envoyé 40 millions de dollars. Israël a

assuré l'Égypte de sa sympathie et aurait proposé d'envoyer des équipes spécialisées. A Paris, le ministère des affaires étrangères a mis en place une cellule de veille où peuvent appeler les Français ayant des proches en Égypte : (1) 40-66-74-93, ou (1) 40-66-71-74, ou (1) 40-66-71-68.

La psychose du Caire

Suite de la première page

« Le croyant ne se fait pas piquer deux fois par le même serpent », nous a expliqué un père de famille, une femme et même dans les jardins séparant les deux voies de la mosquée à l'aéroport du Caire.

La psychose du tremblement de terre s'est installée au Caire et les officiels ne sont qu'à moitié entendus. Des centaines d'habitants y compris des touristes du Caire, passent leur nuit sur la place d'Héliopolis au lieu de l'immeuble de quinze étages qui s'est effondré. Ils attendent qu'un survivant soit détecté. Ils ont applaudi en poussant des cris « Allah akbar » (Dieu est grand) quand Samia, une trentenaire, a été retrouvée serrant son bébé dans ses bras. Un enfant qui, malgré les efforts de sa mère, n'a pu être sauvé.

Quatre survivants ont été jusqu'à présent sauvés par les équipes de la défense civile et les pompiers. Ces équipes ont rejointes par les techniciens français pour examiner les besoins en matériel et en sauveteurs. Mais les Égyptiens estiment avoir eu qu'il leur faut des hommes et des machines. L'incertitude s'est aussi répandue la visite du président égyptien arrivant dimanche à l'aéroport, du retour d'une visite d'urgence en Chine.

L'immeuble d'Héliopolis est le sujet de conversations au Caire. Les Cairotes. C'est un immeuble moderne (il date de 1979) qui se veut effondré. Selon la presse, les habitants du bâtiment n'étaient prévus que pour une dizaine d'étages, mais l'immeuble en comptait quinze. Un détail sans importance, précise que le propriétaire, « la parenté d'un ancien haut responsable », en a vendu les appartements à des prix

afin de se débarrasser le plus vite possible.

Des témoins oculaires ont raconté que le portier de l'immeuble, qui a été tué, avait dit la veille du tremblement de terre, après avoir été accusé de vol par des habitants de l'immeuble qui ont été tués, qu'il avait vu des hommes et des enfants. Mayyada, quarante ans, n'a pas eu la même chance. De retour de l'école, elle a vu l'immeuble s'effondrer sur son père, sa mère et son frère. Des victimes qu'il faut sans doute ajouter au bilan, mais sans doute imprécis, des victimes.

La Croix-Rouge à Genève, dans un rapport du Croissant-Rouge égyptien, a en effet parlé de 1 000 morts et de 10 000 blessés. Des chiffres donnés par le premier ministre et le président du Croissant-Rouge. Ce dernier estime que son rapport, où il donnait le chiffre de 500 morts et de 3 000 blessés, n'est qu'un chiffre d'attente. La presse égyptienne de mercredi a annoncé que 503 morts et de 3 873 blessés. Près de deux cents morts et une bonne partie des blessés, pour la plupart légers, sont des écoliers qui ont été pris de panique au moment du séisme.

Source de polémiques

Les pertes matérielles sont, aussi, mal évaluées. Le quotidien officieux *Al-Ahram* estime que le tremblement de terre a provoqué l'effondrement de 17 immeubles et que 1 205 personnes sont blessées. Trente familles sans abri ont été recensées d'un nouvel appartement, a indiqué le gouverneur du Caire qui a promis mille autres unités de logement à la capitale. Le président Mubarak a indiqué que le gouver-

nement devra trouver 1 milliard de francs pour réparer les sans-abri, réparer les écoles et les bâtiments officiels et donner une aide financière d'urgence aux familles des victimes. 20 % de cette somme seront consacrés à la restauration des monuments islamiques, dont la mosquée d'Al Ghouri, détruite par le séisme. Quelques monuments pharaoniques se trouvent au sud du Caire, au sud-est de leur zone de protection.

Les causes du séisme sont sources de polémiques. Plusieurs experts s'accrochent à dire que l'Égypte est située à l'extrémité sud-est du plateau d'Arabie, au sud du Caire, est devenu « sismique » en raison de la proximité de la mer Méditerranée où l'on voit régulièrement exploser des séismes de dynamite. Les scientifiques préconisent la création d'un système de surveillance sismique couvrant toute l'Égypte. Le président Mubarak a promis de demander au Japon de fournir une aide à son expérience en la matière.

L'éditorialiste du quotidien d'opposition libérale *Al-Wakef*, accusé à lui, le haut barrage d'Assouan et le lac Nasser (500 kilomètres de long) d'être responsables de la catastrophe. « Le haut barrage nous a fait rentrer dans le cercle des séismes », déclare le journal qui attaque violemment le gouvernement accusé de « laxisme et d'imprévoyance ».

« Le tremblement de terre a démontré l'impuissance du gouvernement et du Parti national démocratique (plus de 80 % des sièges au Parlement) », écrit le journal en prévision des élections municipales qui doivent bientôt avoir lieu. Des islamistes ont, pour leur part, estimé que le tremblement de terre était le signe de la colère d'Allah causée par la non-application de la charia (légalisation islamique).

ALEXANDRE BUCCIANTI

REPÈRES

CODE PÉNAL

Des députés socialistes veulent dépenaliser l'auto-avortement

M^{me} Yvette Roudy, députée du Calvados, ancien ministre des Droits des femmes, et quarante autres députés socialistes partent en campagne contre l'article 223-12 du Code pénal, qui punit la femme elle-même, pour la pratique de l'auto-avortement. Ils ont déposé une proposition de loi qui doit être examinée par le groupe socialiste, en séance plénière, mercredi 14 octobre. Lors de l'examen de la loi, le Code pénal, la loi avait été votée sur l'ensemble du Code de la santé publique répressif. Afin de débloquer la situation, les membres du groupe socialiste ont décidé de donner un avis favorable à la loi, tout en introduisant un amendement prévoyant des circonstances spéciales. Le nouveau texte en vigueur sera rédigé : « La femme qui pratique l'interruption volontaire de grossesse sur elle-même est punie de deux mois d'emprisonnement et de 2 500 F d'amende. Toutefois, en raison des circonstances de détresse ou de la personnalité de l'auteur, le tribunal peut décider que ces peines ne sont pas appliquées. Il fait alors fournir à la femme les moyens matériels de pratiquer une interruption de grossesse sur elle-même est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende. »

« C'est une mesure infamante, estime M^{me} Roudy. Dès l'instant où l'on fait le choix entre l'assistance à personne en danger et la répression sauvage, on entre dans la légalité. Dans le nouveau texte de proposition de loi, les députés socialistes proposent également la suppression de l'article 223-12 du Code de la santé publique qui interdit toute « propagande ou publicité indirecte » (hors publications médicales) des établissements et des méthodes abortives.

DOUBLE PEINE

Bousculade à Marseille lors de l'expulsion d'un condamné vers l'Algérie

L'expulsion vers l'Algérie d'Hamid Lallou, un Algérien de trente-quatre ans, a eu lieu, mardi 13 octobre à Marseille (Bouches-du-Rhône), à une bousculade entre les forces de police et des représentants d'organisations humanitaires. Une trentaine de manifestants appartenant à la CIMADE, à la Ligue des droits de l'homme et au Comité contre la double peine ont tenté de s'opposer à l'expulsion qui consiste, selon eux, à « faire payer deux fois la faute à un condamné ». Inculpé d'infraction à la législation sur les armes et les munitions, recels de munitions et subordination de malfaiteurs, Hamid Lallou avait été condamné en mai 1989 à une peine de réclusion perpétuelle par la cour d'appel de Paris (le *Monde* du 15 mai 1989). Il avait été interpellé lors d'une manifestation la veille du 10 mai, au moment d'une manifestation d'attentat contre Guy Bana, vice-président du CNPF, revendiqué par l'Organisation armée prolétarienne (OAP), qui avait été arrêté, Lallou était porteur d'un sac contenant de la dynamite et des détonateurs. Il a toujours nié avoir été en liaison avec Action directe.

Où envoyer les dons ?

L'Association d'Égypte à Paris et diverses organisations humanitaires collectent les dons en argent et en nature de secours. Quel que soit le montant des dons, spécifier « Égypte ».

• Association d'Égypte, UBAF (Union des banques arabes et françaises), 101, avenue Charles de Gaulle, 92110 Neuilly Cedex, compte (en francs français) n° 71103 01 00 00.

• Secours catholique, 106, rue du Bac, 75006 Paris. Tél. : 01 47 33 73 73. CCP 737 11 Paris. Il est possible de prendre contact sur l'Égypte avec Caritas Égypte, 13, rue du docteur Abdel-Hamid-Safid, Le Caire. Tél. : (0033) 75-10-61 ou 75-27-42 ou 75-27-23.

• Action d'urgence internationale, 10, rue Félix-Ziem, 75018 Paris, CCP 15 820 17 Paris.

• Secours populaire français, « Les Médicaments du Secours populaire français », 9-11, rue Froissart, 75140 Paris Cedex 03, CCP 23 33 S Paris, ou Minitel 75116 SPF.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 14 octobre 1992 :

DES DÉCRETS

- Du 14 octobre 1992 portant déclassement du domaine public militaire et en tant que biens militaires des ouvrages du Dellec sis sur la commune de Plouzané dans le département de Finistère ;

- N° 92-1132 du 8 octobre 1992 relatif à l'éducation des jeunes sourds et fixant les conditions d'application de l'article 11 de la loi n° 91-73 du 11 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales.

Sortie le 14 octobre à L'ESPACE SAINT-MICHEL 14 07 20 47

MICHEL RIZOU présente GIAN MARIA VOLONTE ENNIO FANTASTICHINI

ANTICONE D'OR - MONTELLIER (Festival Cinéma Méditerranéen) PRIX DE LA CRITIQUE - MICHEL PÉREZ DU NOUVEAU OBSERVATEUR PRIX CICA

PORTES OUVERTES

GIANNI AMELIO

UNIVERSITÉ DE NICE

Les actes du colloque de Nice sur la RENOUVÉLÉ 7-8 mars 1992

LE POUVOIR DE L'ABJECT

CRDP NICE - BP 11 - 06100 NICE CEDEX 2

YVES L'ÉVALUÉ 280 F. franco

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre le solfège

3618 69F

Le Monde

IMMOBILIER D'AFFAIRES



La crise de l'immobilier la plus grave de l'après-guerre sévit en France comme dans tous les pays qui ont laissé la spéculation dépasser la raisonnable, notamment dans l'immobilier de bureaux. Le dégonflement de cette « bulle » aura-t-il des conséquences catastrophiques sur le reste de l'activité économique ? Les professionnels survivront-ils à la médecine de cheval qu'est l'assainissement en cours ? Tout dépendra de la capacité des banques et des gouvernements à supporter ces millions de mètres carrés de bureaux sans locataires ni acheteurs. Jusqu'à ce que la demande se réveille dans un, deux ou trois ans...

ACTEURS

■ Les banques provisionnent les pertes et patientent

Page 20

HISTOIRE

■ Dix années de développement, dont quelques « glorieuses »

Page 21

MARCHÉS

■ Six millions de mètres carrés inoccupés à Tokyo...

■ La City à louer

■ Lyon espère des jours meilleurs

Page 22

■ New-York attend l'élection présidentielle

Page 23

Le spectre de l'« effet domino »

Au milieu de la crise générale de l'immobilier, ce sont les bureaux qui souffrent le plus. Tout le monde porte sa part du fardeau : les promoteurs, les marchands de biens et les banques

Après avoir été pendant des années à l'apogée, le marché de l'immobilier a plongé aujourd'hui dans le plus noir. Les promoteurs, les marchands de biens, les banques, tous sont atteints. C'est la rupture. Chacun bat en retraite, se défend, se coupe, se coupe. C'est l'effondrement. On s'interroge sur les banques, c'est de vaine l'édifice, qui dévoilent une à une l'ampleur de leurs engagements. Dans ce milieu, où foisonnent les forts en gueule, on spéculait sur le nom du prochain promoteur qui se dégraderait publiquement pour lui faire payer ses pertes abyssales. Et l'on a vu le marché parisien des milliers de mètres carrés, opulents, prestigieux lancés à la fin des « années folles », qui seront commercialisés à un moment où les stocks sont énormes et où les acheteurs ont disparu. C'est la crise au krach, il y a un pas. Et même si la déprime est profonde, personne ne le franchit.

C'est dans les bureaux que les difficultés sont les plus grandes. C'est là que la crise promet d'être la plus longue et c'est le secteur sur lequel il est le plus difficile d'agir : sa bonne santé tient, en fait, à celle de l'économie en général et à celle des entreprises clientes en particulier. Le diagnostic des experts se résume à quelques mots : une offre

multiforme et surabondante. Une demande incertaine, ou quasiment. « Pendant les belles années, nous avions des visites sans fin dans nos bureaux mais les gens n'ont rien fait », résume-t-on chez Septime Colliet. Verdict valable pour Paris et sa région, plus atténué dans les autres villes, qui sont restées plus sages et tombent donc de moins haut.

Sur un parc global estimé en Ile-de-France à quelque 35 millions de mètres carrés à la fin 1991, le stock disponible se chiffre en millions de mètres carrés. Tout dépend, en réalité, de la définition que l'on donne au mot « stock » : si l'on prend, comme Bourdais, le stock (ancien et nouveau) disponible à moins d'un an, il est passé de 1,5 million de mètres carrés en 1984 (le plus bas, égal à six mois de commercialisation) à 3 millions. Si l'on ne retient que les locaux livrés ou sur le point de l'être (comme Jones Lang Wootton), il est inférieur de moitié. Si l'on ne parle comme le GRECAM que des stocks vacants dans l'attente d'un occupant et supérieurs à 500 mètres carrés, il a dépassé le niveau record d'il y a douze ans, à 800 000 mètres carrés.

Si l'on retient la fourchette haute, le stock tourne autour des 7-8 %, sans commune mesure avec ceux observés dans certaines villes (29,5 % ou 30 % à Marseille).

attendrait entre 170 000 et 400 000 mètres carrés (6 %). Compte tenu de la chute des transactions (près d'un tiers en 1991 en Ile-de-France), ces mètres carrés de bureaux représentent deux ans et demi au moins de commercialisation, chiffre qui va s'accroître dans l'avenir. Tout le monde s'inquiète donc de l'arrivée du million et demi de mètres carrés de bureaux supplémentaires attendus en 1993 à Paris. Parmi eux, les grandes opérations de prestige en plein cœur du « triangle d'or » (le 50, avenue Montaigne), à sa marge (Etoile-Saint-Honoré) ou dans le quartier de la Bourse (les NMPP) qui ont hier défrayé la chronique... et font aujourd'hui frissonner promoteurs et banquiers. « Trop chères, hors marché », résume un expert.

Plus de clients

Après avoir fait ses gorges chaudes sur le prix du mètre carré dans les beaux quartiers de la capitale, la presse se repaît cet automne des aveux des erreurs du monde bancaire, dresse le hit-parade des imprudents et voit les têtes porter. L'évaluation du risque encouru par les banques, alimentée par le silence officiel : les estimations sur le montant des crédits consentis à l'immobilier désormais à 500 milliards de francs,

chiffre articulé par le président de Paribas. Mais il s'agit d'une sous-évaluation d'une étude menée auprès de trente-quatre établissements le 30 septembre 1991 par la commission bancaire. Quelle que soit l'ampleur des pertes des banques, l'idée prévaut qu'elles mettront des années à s'en remettre.

« Les grandes manœuvres spéculatives : les grands paquebots immobiliers, n'ont été qu'une part du marché », entend-on souvent. Une part qui pèse lourd : elle représenterait 25 % de l'offre de bureaux à Paris. Parmi eux, le Grand Hôtel (la vente du siège de Pechiney magistralement négociée par M^{me} Martine Aubert) en avril 1993, pèse pour 4 milliards.

Faut-il s'inquiéter, se demander (le Groupement foncier français-GFF pour 13 %, les Nouveaux Commerces 25 % et onze banques pour le reste) ont renoncé à le vendre et ne cherchent plus désormais qu'à louer ses 30 000 mètres carrés au prix de marché. En attendant, le projet pèse sur leurs comptes, les obligeant à se tourner vers leurs actionnaires pour se recapitaliser : ce qui a coûté son poste au patron du GFF, M. Bertrand Bailleresque, un ancien directeur à la direction des assurances, « délaissé » en septembre par ses pairs-actionnaires de son groupe.

C'est une opération du même ordre, portant sur la rénovation de la B. Berryer, près de la

Seine, qui a entraîné la chute, en juillet, de l'un des marchands de biens les plus respectés de la place (Patrick Issel et Guy Bousquet), dans un projet à son départ du conseil de la B. P. Ils ont-ils pu éviter le pire grâce à la diligence du président du tribunal de commerce de Paris, M. Michel Rouger, qui a pu pour éviter un dépôt de bilan, poussant les banques (une vingtaine) à négocier un accord à l'amiable.

faire prendre conscience aux partenaires financiers qu'ils ne pouvaient pas se désolidariser de leurs clients, sauf à faire courir des risques à leurs propres établissements et à alimenter par des liquidations massives d'immeubles la hausse des prix. Le spectre de l'« effet domino » a été évité.

FRANÇOISE VAYSSE
Lire la suite page 20

LOCATION BUREAUX STANDING

Immeubles neufs	
RUE GALVANI PARIS 17^e	RUE MOGADOR PARIS 9^e
1500 m ²	1000 m ²
par plateau à partir de 150 m ²	par plateau à partir de 100 m ²
Equipements : plancher technique, pré-cablage, jardin intérieur, Parkings en sous-sol.	Equipements : climatisation, pré-cablage, ascenseur, jardin intérieur, Parkings en sous-sol.
TRANSAMA 49.93.82.20	128 m² Locaux commerciaux en Rez-de-Chaussée - 98 m ² sur rue - 30 m ² en sous-sol

IMMOBILIER D'AFFAIRES

Le dilemme des banques : étaler les pertes ou solder

Avec 150 milliards de francs de crédits à risques, les établissements financiers s'efforcent d'amortir la dévalorisation de leurs actifs

C'EST la pire crise immobilière que la France ait connue depuis les années 30», soupire un banquier, ajoutant : « Elle est beaucoup plus grave qu'on ne le dit aujourd'hui, les possibilités de relance de l'économie sont beaucoup plus réduites que lors des crises précédentes, en 1962, en 1968-1969, en 1974-1976, en 1981 et 1986. » Pour les vendeurs de « pierre », l'environnement, il faut le dire, est sinistré.

L'inflation n'est plus ce qu'elle était, les anticipations de baisse des prix, donc, de plus-values sont nulles, le taux d'intérêt absolument historiquement meurtrier (7 % à 8 % net, hors érosion monétaire) n'est pas tellement endetté que les possibilités de stimulation du budget soient extrêmement réduites. Les bureaux disponibles sont moins d'un tiers de ceux de commercialisation, le pessimisme des investisseurs à l'égard de l'immobilier, quand les propriétaires arrivent à louer, c'est avec des rabais plus élevés, comme à Londres où, maintenant, on arrive à obtenir trois ans de loyer gratuit. Résultat : les banques, qui ont financé tout cela, ont dû provisionner leurs créances pendant plusieurs années, ce qui a pesé lourdement sur leurs bénéfices et obligé d'entretenir le renforcement de leurs fonds propres, pour être en règle avec les règles Cooke de 1988.

« Pendant dix ans, nous n'avons pas payé pour provisionner nos crédits sur les pays en voie de développement et, maintenant, nous nous voyons pour l'immobilier, un des secteurs d'entreprises, qui n'ont jamais vu autant de pertes », dit le même banquier qui prêche une période pour sa profession, avec des perspectives d'effectifs, comme vient de le faire par avance la Société

générale, pourtant l'une des moins touchées. Première interrogation : le volume des crédits aux promoteurs immobiliers et marchands est-il en baisse ? La Commission bancaire avait fait une enquête, au 31 décembre 1990, portant sur l'essentiel des établissements membres de l'Association française des banques (AFB), et l'a mise à jour partiellement (34 principaux établissements) au 30 septembre 1991, avec un chiffre d'encours de 110 milliards de francs il y a un an, extrapolé à 120 milliards de francs pour les seules banques AFB.

Aujourd'hui, elle étudie la demande d'information sur ce sujet. Toutefois, M. Christian Manset, membre du directoire de la Compagnie financière de Paribas, en charge de l'immobilier, estime que, pour la partie du système bancaire, y compris les organismes publics et parapublics, la hausse d'encours est comprise entre 400 et 500 milliards de francs pour la métropole, auxquels il faut ajouter peut-être une cinquantaine de milliards de francs à l'étranger, seuls les grands établissements étant concernés.

L'art des provisions

Sur ce total, quelle est la part des crédits susceptibles d'être provisionnés ? La réponse est difficile car il faut distinguer Paris et ses zones couronnées concentriques, les « villes », et la province beaucoup moins touchée. Ensuite, le problème concerne essentiellement les crédits de logements (environ 20 % des encours), le marché des immeubles de logements n'a pas nourri quelques espoirs de spéculation en raison de la demande potentielle des particuliers qui n'est pas importante, malgré l'épuisement des taux d'intérêt.

Compte tenu de ces chiffres, certains ont pu penser que 150 mil-

liards de francs de crédits étaient « à risques », avec une perte potentielle de 20 % à 30 %, soit 30 à 45 milliards de francs. Naturellement, l'évolution de cette perte est sujette à caution : en l'absence de transactions, comment chiffrer l'importance de la décade ?

Tout dépend de la durée de la crise sur les bureaux, qui pourrait s'étendre jusqu'en 1994 et 1995, même après, certains professionnels pour qui, compte tenu de l'ambiance générale, plutôt dépressive, le marché est « plombé » jusqu'à l'an 2000. Ils ont remarqué qu'aux États-Unis il faut peut-être dix ans pour revenir à l'équilibre, 10 à 15 ans pour les immeubles de bureaux.

lant sur plusieurs années les moins touchées. Dans le premier cas, la perte est lourde, mais elle n'est pas susceptible de s'accroître, ce qui pourrait se produire dans le second cas car, la plupart des acheteurs, promoteurs et marchands n'ont pas payé plus les intérêts de leurs emprunts, les intérêts (agios) ne sont pas annuels s'accumulent pour grossir les créances des banques. Ne risque-t-on pas, dans trois ans, si le marché n'est pas meilleur, d'essuyer la même perte qu'à l'heure actuelle, mais doublée par le cumul des agios impayés ?

L'heure de vérité n'est pas, en principe, nous l'avons écrit dans ces colonnes, au premier trimestre

l'horreur», suivant l'expression de l'un de nos dirigeants. M. Manset estime que la situation du marché immobilier est « étale ». En clair, elle ne se débloque pas et, en fait, elle s'aggrave par l'accumulation des agios impayés, les banques ne pouvant financer à un prix élevé les crédits à risque.

C'est pourquoi les établissements financiers de l'immobilier accusent le coup dès maintenant, avec quelques exceptions. Ainsi, le Crédit lyonnais a vu 43 milliards de francs de crédits à l'immobilier (dont 7 milliards de francs pour l'étranger) au 30 septembre 1991, contre 32 milliards de francs au 30 septembre 1990. Le groupe Suez, très lourdement engagé, plus de 30 milliards de francs, provisionne plus de 11 milliards de francs, dont 1,7 milliard de francs pour ses filiales à l'étranger. La Henia (cette dernière a été achetée par 300 millions de francs pour l'exercice 1991), l'UIC-SOFAL, les groupes GAN-CIC, sont engagés également avec une vingtaine de milliards de francs d'encours, contre 100 millions de francs à ses provisions du premier trimestre.

La « saucissonnage » des créances

Les banques les moins touchées sont la Paribas générale (10 milliards de francs d'encours), la BNP (12 milliards de francs et 13 milliards à l'étranger), le Crédit agricole. En parallèle avec les provisions, les banques ont entrepris de se « saucissonner », mesure indispensable pour les banques moyennes. L'UAP va affecter 700 millions de francs à sa filiale, la banque Worms, et, par ailleurs, l'UIC-SOFAL à l'an dernier ren-

forcé ses fonds propres avec les apports de la riche SICOMI UIS, sans oublier la reprise en main du Groupement français par les compagnies d'assurances, les actionnaires.

D'autres techniques, plus pointues, sont à l'essai. Ainsi en est-il des options qui permettent de protéger contre les fluctuations des cours en fixant par avance un prix payable à l'échéance, ou en acquérant le droit d'acheter ou de vendre un bien à une possibilité de ne pas exécuter l'engagement moyennant une prime. Encore faut-il qu'au départ le prix du bien ait été réajusté au niveau du marché, c'est-à-dire fortement libéré de l'immobilier, filiale de Finacor, on ne peut, néanmoins, des « touches », avec des effets de levier.

Autre technique, celle qui consiste à « saucissonner » une créance en tranches, après avoir préalablement une société mère avec des capitaux extérieurs. La banque prêteuse ne s'engage pas, mais, en échange, souscrit, à due concurrence, des obligations qui sont traitées sur plusieurs années à la manière d'une dette à court terme. La technique permet à la banque de sortir la créance de son bilan et de l'amortir sur plusieurs années, en étalant la perte. Une autre formule, imaginée par la Société de services financiers L'Éclat, suppose, en l'absence de capitaux extérieurs.

D'autre part, les banques envisagent de créer des sociétés de crédit qui reprendraient leurs créances, en se refinançant par émission d'obligations à coupon zéro, c'est-à-dire capitalisées à l'échéance de dix ans. Les compagnies d'assurances, enfin, ont été sollicitées. Se pose, alors, le problème de la valeur d'achat des créances ou des obligations de l'ampleur de la baisse éventuelle et des provisions à constituer si cette valeur d'achat chute.

FRANÇOIS RENARD

Les engagements dans l'immobilier

Crédit lyonnais.....	43	milliards de francs
Groupe Suez.....	30	milliards de francs
dont La Henia.....	11	milliards de francs
Indosuez.....	12	milliards de francs
Paribas.....	21,9	milliards de francs
UIC-SOFAL.....	20	milliards de francs
BNP.....	12	milliards de francs
Société générale.....	10	milliards de francs
Palais-Stern.....	8	milliards de francs
Banque générale Phénix.....	7	milliards de francs
Worms.....	6,5	milliards de francs

étant actuellement inoccupée. Toute cette somme est une importance capitale non seulement pour les promoteurs mais surtout pour les acheteurs, qui, théoriquement, ont le choix entre deux politiques. Ils peuvent concrétiser les pertes tout de suite en se « coupant un bras », c'est-à-dire en cédant les créances décotées à des investisseurs qui les détiennent virtuellement en gage, ou la aussi, une forte baisse. Ils peuvent également faire le gros jeu en 1993, lorsque les banques devront leur bilan pour l'exercice 1992. Mais, dès le 30 juin dernier, les établissements les plus engagés, à savoir les « spécialistes » de l'immobilier, mais aussi les « grands » commerciaux, ont commencé à provisionner leurs créances.

Leur prise de conscience s'était amorcée à l'été 1991, avec une baisse modérée au début de 1992. Aujourd'hui, ils savent que c'est maintenant

POUR MIEUX RÉUSSIR VOTRE IMPLANTATION

en Yvelines – Hauts-de-Seine
Val-d'Oise – Essonne

DENIAU VILLANCY

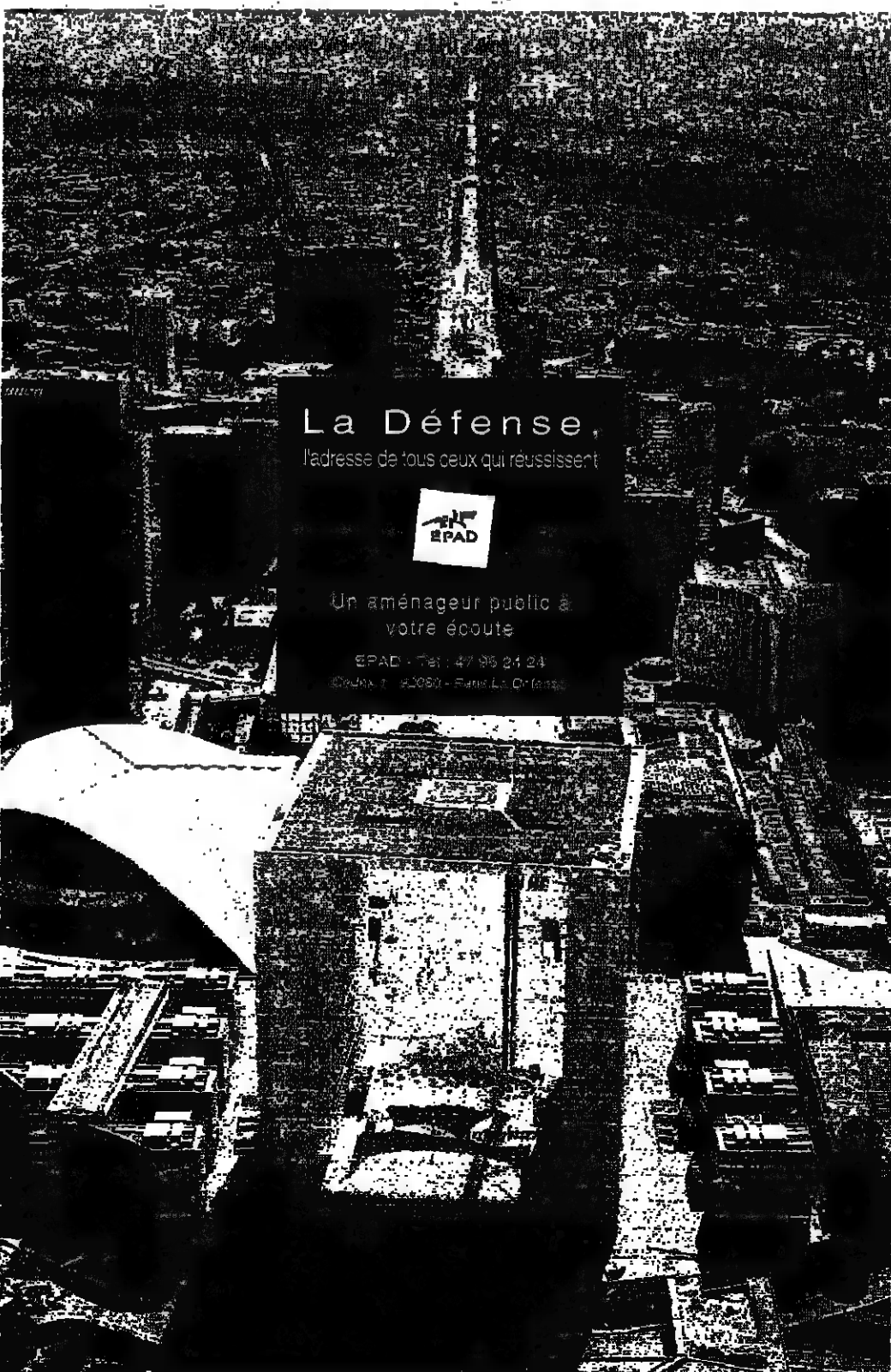
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- BUREAUX DE 32 à 10 000 m²
- LOCAUX D'ACTIVITÉS – ENTREPÔTS de 105 à 8 000 m²

DENIAU VILLANCY
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

7, rue Jean-Mermoz
78000 VERSAILLES

Tél. : 39-53-45-46 – Fax : 39-53-57-38



IMMOBILIER D'AFFAIRES

Les années glorieuses

Un cycle s'achève dans la construction de bureaux.
Commencé en 1983, il a connu de 1987 à 1989 trois années exceptionnelles

EN 1992, les professionnels de l'immobilier gèrent, ou digèrent, la crise. C'est l'année des bilans, des ajustements, des ajustements. En attendant des jours meilleurs... Ainsi s'achève un cycle immobilier. On peut estimer qu'il a commencé en 1983. Entre-temps, le secteur a connu une formidable poussée, et quelques années glorieuses. Un dynamisme dû à la conjonction de multiples facteurs : une bonne conjoncture générale, accentuée par une libéralisation du crédit par la tertiairisation de l'économie, l'internationalisation des investissements immobiliers, l'assouplissement de la réglementation de l'agencement pour les bureaux, le renouvellement du parc des entreprises et la percée des immeubles « intelligents », le renforcement de l'île-de-France, enfin la décentralisation.

1983 : Les premiers frémissements

Les vieux d'appartements anciens reprennent dans Paris (+ 40 % sur un an), mais sans atteindre le niveau de l'année 1980.

De façon générale, les professionnels du bâtiment s'alarment. La construction des logements neufs recule toujours, mais la baisse.

Le réajustement de l'Est parisien est à l'ordre du jour. La Ville de Paris consacre 60 % des investissements à son « rattrapage » oriental.

1984 : la France du tertiaire

La France, second exportateur mondial des services, retrouve le poids de ce secteur économique, créateur d'emplois sans aucune aide publique. En janvier, la DATAF lance le débat : qui profitera du développement du tertiaire ? A Paris, la construction de bureaux, soumise à un agrément administratif, représente 20 000 m² annuels

entre 1981 et 1983, soit 100 000 m² annuels dix ans plus tôt. Cette pénurie fait grimper les prix : + 14 % en un an dans la capitale. Les loyers atteignent le seuil de 1 500 francs par mètre carré par an. L'île-de-France compte 21 millions de mètres carrés de bureaux (contre environ 37 millions aujourd'hui).

Le 12 décembre est réformée la procédure de l'agencement.

1985-86 : l'assouplissement de l'agencement

Le gouvernement a supprimé l'« agrément promoteur », qui imposait à un constructeur de bureau « blanc » (c'est-à-dire non affecté lors du permis de construire) d'obtenir une autorisation préalable. Le second volet de ce dispositif, créé en 1955 pour favoriser la province, demeure : c'est l'« agrément utilisateur », qui permet aux entreprises désirant occuper des bureaux de plus de 2 000 m² ou des locaux d'activité de plus de 1 000 m² d'obtenir également l'« agrément », une fois les bureaux payés par les utilisateurs, sous des barèmes variables, et plus élevés concernant l'Ouest parisien. On prévoit une explosion de la construction de bureaux (250 000 à 300 000 m² pour 1986), et on craint une rapide surproduction.

1987 : le décollage

Les bureaux de bureaux commercialisés en île-de-France dépassent pour la première fois le million de mètres carrés (moins de 100 000 en 1986). Les mises en chantier progressent rapidement. Le japonais Kowa achète la dalle Montparnasse avec des loyers moyens de 2 800 francs par mètre carré et par an. Sur les bonnes adresses, Paris revient au cinquième rang mondial.

Pierre Lemaire présente son plan de mise à l'ordre du jour de l'île-de-France : mesures fiscales, création d'un « comité d'action pour

encourager les « à construire », libération des terrains de l'administration. L'armée achète le feu de la caserne Duplex, l'équipement suivra avec le parc du Passy.

1988 : l'accélération

Les chiffres d'activité : les surfaces de bureaux commercialisés grimpent à 1,5 million de mètres carrés, les loyers atteignent 3 000 francs par mètre carré et par an aux bonnes adresses. La fièvre immobilière n'épargne pas les symboles : la Coupole, vendue au traiteur Flo, est érigée. La série des bureaux de

prestige (les « paquebots ») commence : Shell (rue de Berry), Phillips (avenue Montaigne), Pechiney (rue de Valenciennes). Les prix grimpent jusqu'à 80 000 francs par mètre carré... avant rénovation. Les records battus : deux hôtels de maréchaux vendus pour 160 000 et 200 000 francs par mètre carré.

La Comité de décentralisation, organisme qui gère la procédure de l'agencement, sonne l'alerte et parle de « scénario de l'acceptable ».

Même schéma pour le logement : les prix de vente ont progressé de 25 % en un an, aucun rendement n'étant plus en dessous de la barre

des 1 000 francs. Mais le nombre de transactions commence à baisser.

1989 : aménager l'île-de-France

C'est l'année des records. Sur le marché des bureaux la flambée continue : les loyers augmentent de 20 %, atteignant 3 200 à 4 000 francs dans le « triangle d'or ». Les surfaces commercialisées passent à 2 millions de mètres carrés. Les surenchères continuent pour les grands immeubles de prestige. La Défense, qui inaugure les bureaux de l'Arche, voit les loyers atteindre 1 100 francs par mètre carré et par an, connaît la consécration. Les étrangers ont investi 12 milliards dans l'immobilier parisien, soit plus qu'en 1988.

À l'automne, Michel Rocard relance la politique de l'habitat et d'urbanisme de l'île-de-France (le SDAU de 1963) et annonce un plan de mesures d'urgence : programme de l'opération de 10 hectares dans Paris pour des logements sociaux, institution de la règle du « 1 mètre carré de bureau pour 2,2 mètres carrés de logements », rétablissement de l'« agrément promoteur », enfin création d'une nouvelle zone pour bureaux pour financer les infrastructures.

1990 : le vent tourne

Au début de l'année, chacun s'étonne encore des records battus dans l'immobilier parisien... alors qu'en fin d'année c'est la soudaine du retournement des conjonctures qui inquiète. Attribué à la guerre du Golfe, il remonte au printemps.

Sur un an, le marché des bureaux enregistre toujours de bonnes performances : hausse des loyers de 11 % (mais stabilisation au second semestre), maintien des surfaces commercialisées (1,8 million de mètres carrés), repli de 30 % des investissements étrangers (11 mil-

liards de francs placés) notamment des Japonais.

La Défense réalise la dernière grande acquisition : le siège de l'ANPP, rue Réaumur, pour 2,3 milliards de francs.

Jacques Chirac présente le projet de Seine-rive gauche. Et Michel Rocard annonce l'extension de la Défense. Les premières exploitations du gaz de Lacq laissent présager que l'île-de-France contiendra 12,7 millions d'habitants en 2015, non 10,8 comme initialement prévu. Les réflexions sur la révision du SDAU s'en trouvent bouleversées.

1991 : la panne

À la fin de la guerre du Golfe, la reprise n'est pas au rendez-vous. On commence à parler de surproduction. La construction de bureaux décroche. Les signes annonciateurs du temps difficiles s'accumulent. La loi générale renonce à aller sur l'opération Seine-rive gauche. L'AGF met en œuvre son plan de sauvetage pour environ 4 milliards de francs.

Au niveau de la conjoncture s'ajoutent quelques mauvaises nouvelles : annulations du ZAC pour non-conformité au SDAU (à Levallois-Perret et à la porte Maillot notamment), annulation de l'« agrément », relance du débat sur les fameux équilibres Est-Ouest en région parisienne, vote d'une loi « anti-ghetto » créant de nouvelles charges financières pour les promoteurs.

La construction neuve chute aussi, donnant lieu à des chiffres professionnels en net recul. À Paris, le marché de l'immobilier chute à 26 000 ventes, battant un record historique. Les notaires estiment que les prix se stabilisent. Ils confirment la réalité et l'importance de la crise de 1992. Deux ans de hausse n'ont été annulés, avec une baisse de 20 % francs par mètre carré.

HELENE GIRAUD

Année	Mise en chantier de logements neufs (France)	Prix des logements anciens vendus à Paris (F/m ²)	Surfaces de bureaux mises en chantier en île-de-France (m ²)	Surfaces de bureaux commercialisées en île-de-France (millions de m ²)
83	322 000	7 558	0,65	0,73
84	270 000	8 074	0,50	0,65
85	285 000	8 911	0,97	0,82
86	295 000	9 792	1,29	0,87
87	301 000	11 070	1,64	1,1
88	327 000	14 000	1,68	1,3
89	339 000	17 497	2,38	2,0
90	309 000	20 852	2,23	1,8
91	303 000	21 987	2	1,3
92	275 000	20 308	1,1	1,2

Source : ministère de l'équipement, Direction régionale de l'équipement, Direction nationale de l'équipement, Direction nationale de l'équipement, Direction nationale de l'équipement.

Chambre des notaires de Paris, chiffres au premier semestre de l'année.

Direction régionale de l'équipement, Direction nationale de l'équipement, Direction nationale de l'équipement, Direction nationale de l'équipement.

Cabinet Bourgeois, chiffres au premier semestre de l'année.



La dernière tour du Front de Seine réalisée pour les A.G.F., en tant qu'investissement.

LES PLUS GRANDES SOCIÉTÉS CHOISSENT COGEDIM POUR BÂTIR LEUR SIÈGE SOCIAL.

- CANAL+ • RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS • CETELEM/COFICA
- SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION (moteurs d'Ariane)
- FÉDÉRATION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES (FIMTM) • SOPAD (Nestlé)
- L'AGENCE DE PUBLICITÉ FCA...
- la nouvelle extension du MINISTÈRE DES FINANCES près du Pont de Bercy.

Cogedim,
1^{ère} marque de l'immobilier en France, a déjà réalisé
plus d'un million de m² de bureaux.



1, square Chaptal 92300 Levallois Tél. 41 05 30 00

Six millions de mètres carrés inoccupés à Tokyo

Au Japon, la spéculation était montée jusqu'aux étoiles. Le gouvernement essaie d'éviter un effondrement des prix

Le phénomène s'est répété depuis de longues années : dans un pays où la pénurie de terrain a donné l'extrême concentration des activités dans les deux grandes nébuleuses urbaines de Tokyo et Osaka, on trouve désormais des bureaux vides dans les quartiers d'affaires.

A Toranomon, par exemple, quartier proche des ministères, les locaux d'un immeuble de bureaux occupent un terrain de 1 000 mètres carrés construit par l'entreprise Kumagai, qui par un jeu de cascades de garantie s'en est rendu propriétaire, à louer. A Hakozi, un autre immeuble de bureaux est vide : pour économiser le loyer (700 millions de yens), la société du courtage World a préféré démolir (1). Le dégonflement de la « bulle financière » alimentée par les spéculations immobilières a entraîné une baisse de la seconde moitié des années 80, conjuguée au ralentissement de l'activité économique frappant durement le secteur immobilier.

L'Agence du territoire, équivalent japonais du ministère de l'urbanisme, à Tokyo, Osaka et Nagoya, le prix des terrains à usage commercial a chuté de 15 % en un an (et de 4,9 % sur l'ensemble de l'archipel, soit un rythme de l'année précédente). Après avoir grimpé jusqu'aux étoiles, les prix fonciers ont commencé à baisser à partir de 1990. Mais il faut encore deux fois supérieurs à ce qu'ils étaient en 1986. Aujourd'hui, le marché japonais est endetté, les banques ont des problèmes de biens fonciers dont la valeur décroît et seuls ceux qui sont capables de liquider leurs biens à perte se portent vendeurs.

Cinq ans d'excédents

Un renversement de tendance se fait sentir. Les grands projets de développement urbain sont touchés par ce repli folle des locaux et des acquéreurs d'espaces commerciaux. Ainsi, à Yokohama, dans la nouvelle zone de développement de Minami Mirai (le Port du Futur), le bâtiment le plus élevé du Japon (70 étages et 230 mètres) qui sera achevé en juin prochain, n'attire guère les locataires : seulement la moitié des bureaux sont l'objet d'options. Il en va de même à Osaka où le Sky Building, au centre nord de la ville, n'est parvenu à louer que 60 % des bureaux de 80 % pour passer la gestion.

Les municipalités de Tokyo et Osaka, promotrices de grands projets de développement urbain, ont vu leur bilan se dégrader. À Tokyo (250 hectares d'espaces de bureaux qui seront prêts en 1994) - qui n'y a pas encore atteint cinq fois plus de candidats à une location qu'il était offert d'espace commercial - la baisse d'Osaka, qui gravite autour d'un nouvel aéroport du Kansai, sont également en difficulté. Elles guident les prix des locations. Dans la cas de la baie d'Osaka, les sociétés ont signé des contrats pour quinze années, rendues alors qu'une trentaine d'années en 1990.

En cours de la période de spéculation, les immeubles de



bureaux ont fleuri comme bambous : la pluie : alors qu'en 1986, la superficie nationale moyenne d'espaces commerciaux était de 15 millions de mètres carrés, à Tokyo, cette superficie a été multipliée par quatre au cours de la même période. Selon une société de marketing spécialisée dans l'immobilier, Ikoma Data Service System, le marché de l'immobilier de bureaux devrait être excédentaire pendant les cinq prochaines années.

Pour l'instant, le taux d'occupation d'espaces commerciaux dans les vingt-trois préfectures de Tokyo a passé de 99,4 % en 1990 à 97,1 % en 1991 et il a encore baissé aujourd'hui. Le marché des espaces commerciaux a chuté de 2,3 %, ce qui signifie que plus de 6 millions de mètres carrés de bureaux sont inoccupés. Quant aux loyers, ils ont suivi : à Ginza, l'un des quartiers les plus chers de Tokyo, le loyer est passé de 120 000 yens par 3,3 mètres carrés en 1990, à 81 000 yens puis à 60 000 yens (1 400 francs).

La crise de l'immobilier japonais se traduit par une liquidation judiciaire devant le tribunal de Tokyo et des ventes aux enchères : il y avait un millier de cas en 1990, mais près de mille mille un an plus tard.

Une commission tripartite

Étant donné que le bouscoulage, il faut attendre la fin de l'année pour organiser une vente aux enchères d'immeubles ou de terrains. En dépit d'une baisse de 30 % du prix des terrains mis aux enchères par rapport à ce qu'il était il y a deux ans, les acquéreurs ne se pressent pas. Ce qui explique les prix élevés le long du conduit parfois le vendeur le représente bien pour qu'il ne soit pas acquis à un prix dérisoire par un concurrent. En l'absence de la stagnation du marché, le taux de succès

d'une vente aux enchères d'un bien immobilier n'est plus que de 33 %, soit la moitié de ce qu'il était il y a deux ans.

Le marché de l'immobilier de bureaux, comme le marché foncier en général, est d'autant moins liquide que les banques cherchent à se décharger de leur patrimoine immobilier saisi auprès de clients délinquants (le patrimoine immobilier total des banques était estimé en 1991 à 25 milliards de yens, soit une somme équivalente de transactions immobilières). En outre, les banques, elles-mêmes, prouvent d'une grande méfiance à l'égard des prêts accordés à des opérations immobilières ou assorties de gages fonciers.

La mise en place, comme l'a préconisé le gouvernement, d'un

plan de stimulation de l'économie, d'un organisme chargé de réunir des fonds et de les redistribuer sous la garantie aux prêts accordés par les banques ou les établissements financiers de crédit à des clients aujourd'hui insolubles, devrait permettre de relancer le marché aux ventes aux enchères et de stabiliser les prix, au moins à court terme. La valeur des hypothèques ne s'effondre pas, ce qui permettrait de maintenir la confiance des investisseurs financiers, les promoteurs immobiliers et les banques.

PHILIPPE PONS

Lyon espère des jours meilleurs

Le marché local se porte plutôt mieux que ceux de Paris ou de Nice. Mais il attend la reprise

Nous tenons la réputation de la poule aux œufs d'or, par une déclaration intempestive. Telle semble être, aujourd'hui, la préoccupation principale des intermédiaires lyonnais, ceux qui ont profession de faire vivre occupants aux bureaux et locaux d'activités de la deuxième agglomération française. Pendant deux années de croissance sans précédent, le marché local est devenu « actif et rémunérateur ».

En 1991, il a fallu déchanter un peu, les investisseurs n'ayant porté que sur 120 000 mètres carrés. Selon le cabinet Bourdais, on a assisté à un repli de la normale. La demande a été absorbée, pour une large part, d'augmenter l'espace vital dévolu aux activités de service de la métropole régionale n'a plus bénéficié de grandes opérations de développement. Selon le cabinet Balay-Frenot, certains investisseurs étrangers, comme les Suédois, qui avaient largement contribué à soutenir la demande, ont adopté une attitude plus attentive. A la fin de l'année écoulée, le parc lyonnais était l'équivalent du quartier de la Défense, à Paris (3 millions de mètres carrés), après d'ambitieuses mises en chantier. A la fin du premier semestre 1992, selon une enquête réalisée par quinze intermédiaires lyonnais adhérents à la section spécialisée de la FNAIM, les transactions ont accusé une baisse de 22 %, ce qui conduit à une nouvelle prévision annuelle en baisse, de l'ordre de 130 000 mètres carrés ou vendus, assez conforme à la moyenne de la dernière décennie.

« Le marché est devenu d'une extrême sensibilité », dit-il. « C'est le mot », plaide M. Alain Deguillhem, dirigeant d'un cabinet d'immobilier d'entreprise. Certes, les chiffres d'affaires ont baissé dans de fortes proportions : certains cabinets ont enregistré une baisse de 50 % de leurs ventes, d'autres de 30 %. Mais, dans ce contexte, la formation d'un marché de reprise, c'est ce qu'on peut espérer. Il faut attendre la reprise, les intermédiaires devraient couvrir leurs frais.

Pour la suite, on ne peut que constater l'obligation de la reprise, selon une enquête réalisée par le service statistique de la FNAIM régionale de l'équipement, les activités économiques continuent à progresser, donc, l'immobilier d'entreprises, les autorisations de construire ne manquent pas. Dans la Région, les 853 338 mètres carrés de la fin du deuxième trimestre de 1991, à 1 170 mètres carrés seulement, un an plus tard. Ce sont les chantiers de demain et les transactions d'après-demain. L'arrêt de la construction d'immeubles neufs présente au moins un avantage, celui d'aider à résorber les stocks qui, après une forte augmentation, représentent aujourd'hui vingt-quatre à vingt-six mois de consommation, contre quatre à Paris ou trois ans à Toulouse et Lille.

Calm plat

Tout n'est pas sombre dans ce paysage. Le marché continue d'être actif à propos de locaux de production, avec une progression des ventes (+28 %) et un retrait des locations (-20 %), dans les secteurs de l'est lyonnais et du sud-est lyonnais, bénéficiaires de meilleures liaisons routières. Les locaux mixtes, rassemblant bureaux et ateliers, connaissent une faveur accrue (24 %) mètres carrés commercialisés au premier trimestre, soit une progression de 48 %. Si un programme de prestige comme l'immeuble Le Centre semble avoir patienté - « Pour l'instant, c'est le calme plat », déclare M. Alain Schori, du cabinet Augusto-Thouard, on y arrive - celui de l'immeuble Cordeliers, le plus haut du centre-ville, est commercialisé à 70 %. On va manquer de bureaux

La City à louer

Le « boom » de l'ère thatchérienne a provoqué une pléthore de bureaux

PARLER des « problèmes » de Canary Wharf, l'immense complexe bâti sur les docks de Londres, placés en juin 1992 sous administration judiciaire, paraît désormais pour un euphémisme, le vocabulaire ordinairement réservé aux boîtes ayant été épuisé à propos de la situation dans toute la capitale, en voie de sous-développement, d'un « Wall Street sur l'eau ».

Le malheureux projet est devenu, depuis la déconfiture de son promoteur canadien, Olympia and York, l'une des cibles favorites des humoristes. On parle de l'édifice locataire venu recueillir les liquidateurs : on déclare, le sourire en coin, que cette « boîte » n'a pas de sensibilité, ou le plus grand échec urbanistique de tous les temps. Dans la City, ce fléau n'est mal la situation du naufrage de l'immobilier de bureaux, devenu l'un des symboles de l'actuelle récession économique du Royaume-Uni.

Chute des loyers

Comme un jeu de dominos... Après la boulimie de construction de la dernière année, l'exploitation de l'exploitation des marchés financiers, les propriétaires de tout-bureau ont vu la poussière. Les du haut thatchérien, les surpluses de bureaux ont été multipliés de façon exponentielle, conséquence de la déréglée de la Stock Exchange, qui avait laissé croire à un boom immobilier de locaux. Avec la crise, qui a frappé le secteur des services, particulièrement la finance et les assurances, cette euphorie s'est transformée en marasme. En juillet, Londres disposait de 3 millions de mètres carrés à louer, dont un tiers dans la City uniquement. Les investisse-

ments dans l'immobilier commercial ont tombé de 14 milliards de livres (140 milliards de francs) en 1990 à moins de 4 milliards. A l'exception des adresses les plus prestigieuses de la City (Mayfair, Belgravia), qui résistent au choc, les loyers continuent de chuter : en un an, le prix du mètre carré a été divisé par deux dans les quartiers les plus éloignés du centre et les moins prisés (Docklands, Hammersmith, Croydon).

Facteurs d'optimisme

A l'instar d'Olympia and York, les compagnies immobilières trebuchent les unes après les autres. La valeur des actions de l'ensemble du secteur est en 30 % inférieure à la moyenne de leur niveau d'il y a deux ans. Particulièrement exposées aux annués financiers du bâtiment, les grandes banques de dépôt redoublent de prudence pour prêter : elles courent les vives à la moindre alerte aux sociétés immobilières fornicant et disposant de peu de revenus locaux. On estime que 10 % des prêts bancaires sont dans l'immobilier, secteur de croissance le plus important pour les établissements de crédit, lors de la dernière année.

La rigidité de la législation britannique sur les locations de bureaux, la limitation de ceux à très long terme (vingt-cinq ans en moyenne), rendent renouveler tous les cinq ans, sont d'autres freins à la reprise des affaires. « Même si l'économie se redresse, il faudra attendre un certain temps avant que l'on commence à sentir de cette manière », dit M. John City, des buildings ne trouveront jamais à louer la fin de ce siècle.

L'abondance de l'offre, en revanche, est flagrante, explique M. John Strong, directeur de l'agence de location Richard Ellis. Pourtant, le panorama n'est pas uniformément morose. La dimension européenne de la première place du Vieux Continent constitue un facteur d'optimisme, grâce surtout à l'attention des investisseurs étrangers, en particulier les milieux d'affaires scandinaves et de Hongkong. Si Londres, dans son ensemble, continue de glisser vers une pente raide, elle bénéficie cependant du retour de nombreux locaux qui s'étaient exportés dans les années voisines du Surrey et du Sussex.

Dans la capitale, ce sont les développements du réseau de transports qui font baisser les prix. L'absence de lignes de métro a pénalisé les Docklands. Lors du premier trimestre, le nombre de bureaux « à louer » a légèrement diminué dans la City. Les résultats annuels des grandes sociétés immobilières sont en légère progression. Avec l'encouragement des autorités locales, des bureaux disponibles ont été transformés en hôtels, résidences universitaires, appartements sociaux. L'université de la City vient, par exemple, de prendre possession de locaux laissés vides depuis deux ans par la société Glaxo pour les transformer en résidences pour étudiants.

GÉRARD BUÉTAS

MARC ROCHE

SIMIF
A COURBEVOIE
en centre-ville ■ proche ■ LA DÉFENSE
Desserte : SNCF (gare à 300 m)
RATP - RER A
Dans un immeuble récent ■ standing
A vendre ou à louer
BUREAUX
■
LOFT D'ACTIVITÉS
de 50 m² à 523 m² refaits à neuf - parkings
Prix moyens :
1 270 F HT ■ m² ■ location
13 000 HT le m² en ■
Renseignements :
42-33-74-28

TREUHANDANSTALT
Des immeubles ■ vendre ■ Berlin et en ex RDA
(Berlin, Leipzig, Dresden).
Le marché immobilier dans les nouveaux Länder :
Chances et perspectives
pour les investisseurs européens.
Une présentation d'immeubles par
la filiale immobilière de la Treuhandanstalt
au
Centre Français du Commerce Extérieur
10, Avenue d'Iéna
75015 Paris
Le lundi 19 octobre 1992
de 10 heures à 15 heures
Invitations ■ retirer auprès de M^{me} Chantal Roux (tél. 40-73-34-51)
■ de M^{me} Laurence Alphandéry (tél. 40-73-38-10).

A LOUER 1975 m²
LUXUEUX BUREAUX
42 25 21 21

IMMOBILIER D'AFFAIRES

Le « nettoyage » continue aux Etats-Unis

On attend impatiemment la reprise de l'immobilier d'entreprise outre-Atlantique où les banques poursuivent l'assainissement de leurs comptes

LES Italiens achètent. Lorsque l'investisseur italien Beni International a acquis, début septembre, une cinquantaine d'appartements dans le Trump Palace, un immeuble luxueux de Manhattan, le résultat n'est pas étonnant. D'autant que, quelques semaines auparavant, des acheteurs de provenance Hongkong ou de Taiwan avaient également manifesté leur intérêt pour des buildings new-yorkais devenus attractifs après la forte baisse des prix constatée au cours des trois dernières années.

Mais la légère reprise observée de ce côté du marché résidentiel n'a pas encore touché l'immobilier d'entreprise. Les 300 millions de mètres carrés qui constituent le parc américain, soit 19 % de l'ensemble des bureaux neufs, n'ont toujours pas trouvé preneur, qu'il s'agisse d'acheteurs ou de locataires. Mais une étude menée par la Society of Industrial and Office Engineers (SIOE) dans le secteur des locaux d'usage industriel, la situation apparaît un peu moins critique avec un taux de 10,2 % de locaux vides sur un total d'environ un milliard de mètres carrés. Mais il faudra encore des mois avant que la situation de l'immobilier, marquée par une surcapacité de locaux d'usage commercial,

résultat de la frénésie de construction des années 80, et dont les spécialistes évaluent le surcoût à quelque 200 milliards de dollars, soit véritablement catastrophique.

Comme toujours aux Etats-Unis, le problème est local pour l'ensemble du pays. Face à la crise générale de l'immobilier, qui tend à frapper partout la côte est des Etats-Unis, mais aussi de grandes villes californiennes comme Los Angeles, certaines petites villes ont vu leur marché se réchauffer. M. Hugh F. Kelly, directeur de recherches du cabinet new-yorkais Landauer Associates Inc. « dans le centre-ville de Columbus (Ohio), le taux de superficies vacantes est actuellement de 13 %, bien inférieur à la moyenne nationale. A Cincinnati, dans le même Etat et toujours dans le centre-ville, il est de 15 %. Ce ratio s'établit à 11 % au centre-ville de Chicago et grince jusqu'à 20 % dans la périphérie de cette ville, explique-t-il. En revanche, au Texas, Dallas souffre encore d'un taux de locaux vides de 25 % alors qu'une légère reprise est observée à Houston, où ce taux semble se stabiliser autour de 20 % ».

A court terme, c'est-à-dire à l'horizon des prochains mois, on s'attend à ce que la situation ne s'améliore pas de façon significative.

qu'en raison d'un taux de chômage élevé, qui incite les entreprises procédant à des restructurations et aux « dégraissages » qui les accompagnent, à réduire la superficie des locaux dont elles ne désormaies pas. Ainsi, de centaines de milliers de « cools bleus » mis à la porte dans l'industrie, le secteur financier, le consommateur de mètres carrés, devrait perdre environ 100 000 emplois cette année, ce qui conduit Landauer à prévoir un taux de vacance de 19,5 % pour l'immobilier commercial, à la fin de l'année.

Après l'élection présidentielle

Au-delà, il ne faut pas enclencher une autre dégradation du parc immobilier commercial compte tenu des nouvelles mesures auxquelles devrait procéder la Resolution Trust Corporation (RTC), qui est gelée pour l'instant en vue des échéances électorales, estime M. Kelly. Cet organisme, chargé de la liquidation des caisses d'épargne insolubles, avait déjà 263 milliards d'actifs au 31 mai dernier. Le montant détenu d'un portefeuille de 112 milliards de dollars composé à hauteur de 12 % d'actifs immobiliers, pour partie à caractère

commercial. La RTC a alors le choix de garder les locaux inoccupés en attendant une hypothétique reprise ou les solder, faisant fléchir d'autant le prix de l'immobilier.

Cette chute des prix qui n'en finit pas depuis l'année dernière, l'immobilier aux Etats-Unis - continue à geler les transactions. A la mi-août dernier, l'occasion d'une vente organisée à Los Angeles conjointement par Kennedy-Wilson et Jones Lang Wootton, la maison a porté sur 130 millions de dollars de bureaux et d'hôtels, soit la moitié de la peine des quelque 200 millions de dollars d'immobilier mis en vente à cette occasion. Deux tours d'immeubles de bureaux à Seattle, mises en vente à 20 millions de dollars, n'ont pas trouvé preneur, pas plus qu'un immeuble bien situé au centre de Washington, mis à prix 16 millions. Promoteurs, courtiers, assureurs, banques, tous pèsent sur la crise de l'immobilier. Et chacun s'efforce de trouver la parade.

Confrontées à la dégradation de leur portefeuille en matière immobilière, les banques américaines ont entrepris le « nettoyage » de leurs bilans. First Chicago a été la première à annoncer récemment le transfert de ses créances immobilières à une filiale ad hoc

constituée de trois pièces, charge à elle de les céder au meilleur prix. Peu après, Fleet, une autre banque, de Nouvelle-Angleterre, a fait la même chose. « Mais un premier temps, cette initiative ne permettra pas de peser sur les prix, mais elle va créer une situation assainie une fois que les banques, comme M. Jean-Bernard Wurm, un consultant immobilier new-yorkais, « A présent, le marché est beaucoup plus réaliste qu'il y a quelques mois », estime-t-il, et les prix sous-évalués ont fait un marché pour l'investisseur sérieux pour le locataire. » Ce dernier se voit ramment offrir, dans une optique de quelque 25 % en moyenne par rapport aux prix pratiqués il y a deux ans, un mois de loyer gratuit par année de bail. De leur côté, les investisseurs étrangers, attirés autant par les prix en baisse que par la dépréciation du dollar, s'intéressent à travers l'Atlantique. Si les Japonais et les Canadiens restent surtout sur la réserve, les professionnels disent maintenant avoir été approchés par des investisseurs institutionnels (générallement des caisses de retraite) italiens ou belges à la recherche de la bonne affaire.

D'autres jugent le moment propice pour nouer des alliances. Ainsi le cabinet français Auguste-Thouard

vient-il de constituer une commune avec la firme Binswanger, une entreprise familiale de Philadelphie spécialisée dans les transactions avec les grands groupes industriels américains. « Ce joint-venture nous permettra d'aider les entreprises européennes à s'implanter ou à se relocaliser aux Etats-Unis et, surtout, d'apporter une réponse aux firmes américaines qui, de plus en plus nombreuses, réfléchissent à une repositionnement de leurs activités en Europe », indique M. Etienne Chovet, directeur général de la nouvelle société Auguste-Thouard-Binswanger (ATB).

« D'ici à l'an 2000, cette dernière devrait réaliser un volume de transactions de 100 millions de dollars », affirme de son côté M. Frank Binswanger III, président de Binswanger International et directeur général d'ATB.

Plutôt optimiste, celui-ci prévoit une reprise du marché après l'élection présidentielle, en novembre prochain, et en tout cas dans le courant de l'année 1993. En attendant, il faut remplir les quelque 1 500 immeubles à usage commercial qui sont vides, qui, sur l'ensemble des Etats-Unis, représentent un occupant.

SERGE MARTI

Le spectre de l'« effet domino »

Suite de la page 19

Ce qui est frappant, c'est la disparition des acheteurs. Les étrangers - Japonais en tête - ont déserté le marché dès la crise du Golfe. Sur les 30 milliards de dollars de transactions en 1989, ils représentaient une douzaine de milliards. Et, contrairement aux années précédentes, les investisseurs institutionnels (les assurances notamment) ont disparu aussi. Comme le fait remarquer un assureur, « nous n'achetons plus actuellement, d'abord parce que les très belles affaires ne viennent plus, ensuite parce que le marché est saturé parce que les banques vont être elles-mêmes chargées d'immeubles qu'elles nous ont proposés à bas prix un peu plus tard ».

Les entreprises non plus ne sont plus preneuses : la crise économique élimine leurs marges, et les inquiétudes qu'elles ont pour l'avenir réduisent leurs appétits. En préparant une année longue, elles regardent à deux fois avant d'acheter, comme en d'autres temps, elles ont mis à reconsidérer leurs (énormes) investissements informatiques. Et puis, s'abstenent ! A Paris et sur la première couronne, il n'y a plus de transactions. Seul subsiste le marché locatif. Dans ce secteur aussi, les négociations se font au comptant et les acheteurs sont obligés de revoir leurs prétentions à la baisse.

Le retour des bureaux blancs

Dans quelles proportions ? Dans la mesure où la chute des loyers, il est difficile de le savoir tant il y a de différences entre les prix affichés et les prix réels. Ristournes, franchises, loyers progressifs... Mais le logement comme dans les bureaux, les formules sont bonnes pour inciter le client, redevenu roi, à s'engager.

Une baisse des loyers franciliens comprise entre 20 % et 30 % semble crédible. Dans le « triangle d'or », on tournerait autour des 500 francs le mètre carré, voire moins. « Si le marché s'effondre encore un peu plus, les propriétaires paieront les cabinets si on leur amène des locataires », alors que jusqu'ici les coûts commerciaux

étaient à la charge de ceux-ci, mais un spécialiste avant d'évoquer l'exemple new-yorkais où les propriétaires ne s'acquitteraient plus que leurs charges. La baisse - comme la hausse - d'autres loyers - fait l'objet de négociations. Un exemple : la baisse de 20 % des loyers de bureaux à New York, qui a été constatée que les prix immobiliers à un moment arrivant au minimum, les investisseurs ont profité de l'immédiateté de son bail pour réinvestir une partie de la baisse de son loyer.

Si les grands chantiers lancés avant la crise ne sont pas encore finis, promoteurs et banques s'efforcent d'attirer l'attention sur les moyens de lancer de nouvelles opérations d'envergure. Dans une livraison récente, l'observatoire de l'immobilier d'entreprise montrait qu'ils ne travaillaient plus que pour les projets « pour compte propre », en clair sur commande. En revanche, la construction de bureaux « pour compte propre » (destinés à être vendus ou loués à un utilisateur qu'on ne connaît pas au départ) est stoppée. C'est là que avait été lancé la « bulle » immobilière : elle avait plus que triplé en Ile-de-France pendant les années 80 (1,8 million de mètres carrés en 1989 contre 300 000 en 1985), dépassant largement la construction pour compte propre (700 000 à 800 000 mètres carrés depuis 1982). En 1989 et 1990, explique l'observatoire, la demande placée (louée ou vendue) atteignait le niveau exceptionnel de 11 millions de mètres carrés (hors construction pour compte propre). En 1991, elle a reculé à 1,3 million, et en 1992, il prévoit une certaine remontée pour les bureaux « pour compte propre ».

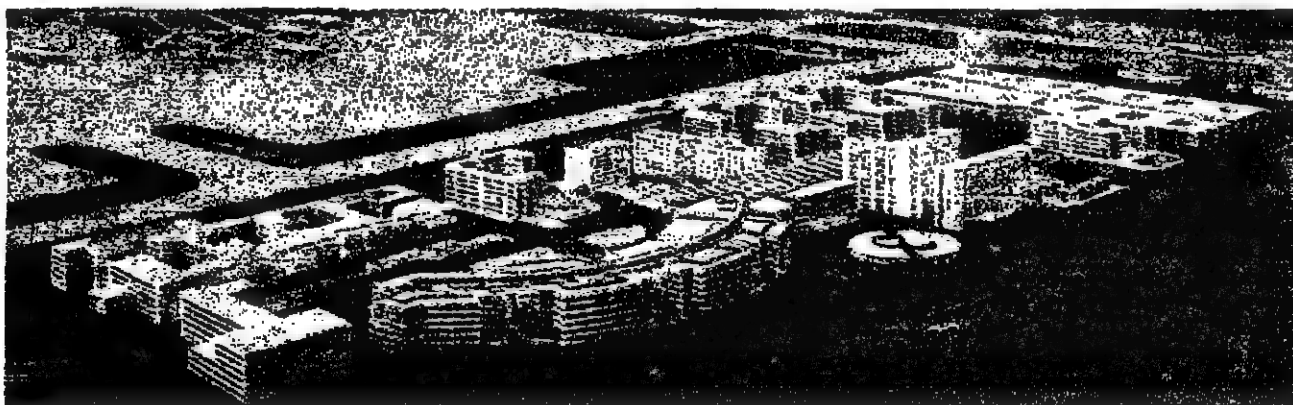
Dans l'observatoire, la construction pour compte propre devrait se maintenir d'ici à 1995. Au-delà de 1992, il prévoit une certaine remontée pour les bureaux « pour compte propre ».

FRANÇOISE VAYSSE

ROISSYPOLE

La cité d'affaires

en prise directe sur le monde entier.



Sur le site même de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle - premier aéroport d'Europe Continentale - en liaison directe avec les aérogares et la gare TGV, relié à Paris en 35 minutes par le RER, se développe ROISSYPOLE, un nouveau concept de cité d'affaires.

Carrefour économique international au cœur de l'Ile-de-France, ROISSYPOLE combine, dans un cadre architectural moderne et intégré à l'environnement, des bureaux haut de gamme, un centre de conférences et un business center, un centre d'expositions permanent, des hôtels, des restaurants et des boutiques, ainsi que le Siège Social d'Air France. A la fois point stratégique en Europe et porte ouverte sur le monde, ROISSYPOLE répond aux exigences des entreprises pour qui le contact avec l'international est une nécessité quotidienne.

Aéroport Charles de Gaulle
ROISSYPOLE

Pour renseignements, contacter le Service Commercial Immobilier d'Aéroports de Paris au 48 62 46 19

A 5 minutes de
ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE
GONESSE (95)
Exceptionnel A LOUER (575 m²)
LUXUEUX BUREAUX
dans ancienne maison de maître entièrement rénovée
- protégée par alarme - dont 2 pièces blindées -
VOU F.H.T. le m² charges comprises
GIP - (1) 48 25 21 21

ECONOMIE

La privatisation de l'industrie du charbon en Grande-Bretagne

British Coal annonce 30 000 licenciements

BILLET

Intoxications

Les campagnes d'intoxication vont bon train à Bruxelles après l'interdiction, lundi 12 octobre, des pourparlers CEE-Etats-Unis en vue de conclure l'Uruguay Round. Au cœur de ces manœuvres, on trouve toujours, en bonne place, la volonté d'influencer le débat sur le manière d'organiser, au cours des années à venir, la production et les échanges agricoles. Un point semble donc acquis : pour les paysans français comme pour le gouvernement, la période des dangers majeurs est loin d'être révolue.

M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles et l'un des deux porte-parole de la Communauté dans les conversations avec les Américains, fait courir le bruit qu'un accord n'est pas loin d'être bouclé. Ce pourrait être chose faite, indique-t-il à l'occasion de fuites soigneusement orchestrées, dès le week-end prochain, à l'occasion d'une rencontre à Toronto entre les représentants des Etats-Unis, de la CEE, du Japon et du Canada.

Comment justifie-t-il cet optimisme ? Par le fait que les Américains ont largement ouvert le jeu au cours des pourparlers qui viennent d'avoir lieu et que les positions se sont sérieusement rapprochées. Un dernier effort, avec un coup de pouce politique que le négociateur communautaire, peut-être un peu naïvement, espère arracher vendredi, lors du Conseil européen de Birmingham, devrait permettre de conclure sur une base équilibrée.

Cette analyse n'est pas partagée par l'ensemble de la Commission, en particulier - même s'il s'agit d'une discrétion que certains trouvent déjà excessive - par son président, M. Jacques Delors. Les pessimistes constatent qu'en l'état actuel du débat un arrangement exigeant que la Communauté s'engage à réduire de 20 à 21 % ses exportations agricoles n'est pas à l'ordre du jour. Sans que les Etats-Unis concèdent grand-chose en matière de « rééquilibrage » : la CEE, pour compenser la réduction de ses exportations de céréales, voudrait pouvoir freiner ses importations de produits de substitution de céréales (PSC) tel le *corn gluten feed*, un sous-produit du maïs acheté en grandes quantités outre-Atlantique. A ce stade, les Français rejettent catégoriquement un tel accord où, fort-eu, les Américains ont peut-être bougé sur tout, mais pas sur l'essentiel. « Les exigences américaines en matière de limitation des exportations sont parfaitement inacceptables. La Commission et nos partenaires sont prêts à faire preuve de patience, avec, bien sûr, la nécessité pour nous de mettre cette patience à profit », raconte l'un d'eux. On confirme à Paris où, conscient des dangers d'un blocage provoqué par la France, on considère qu'en tout état de cause l'Uruguay Round devrait être conclu avant la fin de l'année. La partie de bras de fer continue.

PHILIPPE LEMAITRE

En prélude à la journée d'action

Légers incidents lors d'une manifestation d'agriculteurs à Paris

En prélude à la journée nationale d'action qui devait être organisée mercredi 14 octobre par les deux principaux syndicats agricoles, la FNSEA et la CNJA, près de deux mille agriculteurs ont manifesté mardi après-midi à Paris, bloquant la circulation pendant une heure en plusieurs points de la capitale.

Les manifestants, surtout de Seine-et-Marne, ont d'abord attendu en vain l'arrivée de

British Coal a annoncé, mardi 13 octobre, la fermeture de trente et une mines cinquante mines de charbon encore en activité, ce qui se traduit par le licenciement de 30 000 mineurs au cours des cinq prochains mois. Cette décision, à laquelle les mineurs pourraient répondre par un appel à la grève, s'inscrit dans un environnement économique du plus en plus sombre pour le gouvernement de M. Major.

LONDRES

de notre correspondant

Trente mille licenciements... la brutalité du chiffre, les conséquences économiques et sociales d'une telle décision, avaient plié sur le visage de M. Neil Clarke, président de British Coal Corporation, et celui de ses adjoints, mardi 13 octobre, lors de l'annonce du plan de « restructuration » de l'industrie britannique, promis à la privatisation l'année prochaine. C'est une sorte de grâce portée à l'industrie déjà moribonde, victime d'une diversification énergétique inéluctable au profit du nucléaire et de la concurrence du charbon d'importation presque deux fois moins cher que le minier britannique.

Trente mille licenciements... la fermeture de trente et une mines cinquante mines de charbon encore en activité, ce qui se traduit par le licenciement de 30 000 mineurs au cours des cinq prochains mois. Cette décision, à laquelle les mineurs pourraient répondre par un appel à la grève, s'inscrit dans un environnement économique du plus en plus sombre pour le gouvernement de M. Major.

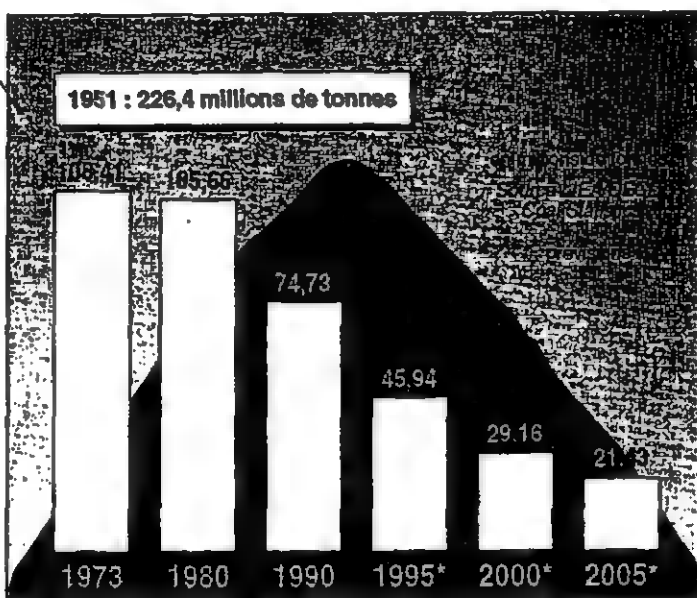
prend en compte tous les emplois d'une activité qui pèse sur une situation de quasi-monopole d'embauche dans les mines de charbon de la région de Yorkshire, et la Nottinghamshire. La décision va s'imposer très vite : 6 000 mineurs répartis dans six puits vont arrêter le travail dans la semaine ; les autres seront licenciés au cours de la semaine suivante.

Pour le gouvernement de M. John Major, les licenciements interviennent au plus fort d'une récession économique du plus en plus sombre pour le gouvernement de M. Major.

Le plan de restructuration de l'industrie britannique, promis à la privatisation l'année prochaine, a été annoncé mardi 13 octobre. Le plan prévoit la fermeture de trente et une mines cinquante mines de charbon encore en activité, ce qui se traduit par le licenciement de 30 000 mineurs au cours des cinq prochains mois. Cette décision, à laquelle les mineurs pourraient répondre par un appel à la grève, s'inscrit dans un environnement économique du plus en plus sombre pour le gouvernement de M. Major.

Michael Heseltine, le ministre du commerce et de l'industrie,

La chute de la production charbonnière britannique



Dans les années 80, la production charbonnière britannique a chuté de 226 millions de tonnes par an. Depuis, elle a été divisée par dix. Les importations, volantes de 20 à 30 millions de tonnes, ont compensé la chute de la production. L'évolution est identique à celle que connaît la France, mais sur une bien plus vaste échelle.

indiqué mardi que le montant des indemnités de licenciement proposées aux mineurs s'élève à un milliard de livres (1), somme à laquelle viendra s'ajouter le montant des allocations sociales, soit environ 200 millions de livres par an. Cette « facture » budgétaire, mal, au mieux, le gouvernement s'efforce de réduire le montant des dépenses publiques et alors que les besoins d'emprunt atteignent un record. D'autre part, le risque de graves tensions sociales ne peut être écarté.

LONDRES

M. Arthur Scargill, le chef « historique » du syndicat des mineurs (NUM), a appelé les mineurs à se battre contre la « politique de sauvetage industriel », une décision relative à la grève devant être prise jeudi. La situation rappelle à son égard celle qui prévalait en 1974, lorsque, le 1^{er} mars, une grève générale avait paralysé le pays. Le NCB (National Coal Board, l'organisme de régulation du charbonnage) avait en effet annoncé la fermeture d'une vingtaine de puits et le licenciement de 20 000 mineurs. Ce conflit, le plus long de l'histoire des relations de travail en Grande-Bretagne, avait pris fin en mars 1975 et s'était traduit par la fin totale du mouvement ouvrier. La Dame du fer (M^{me} Thatcher, alors première ministre) avait eu raison du « roi Arthur » (M. Scargill) : aucun des 700 mineurs licenciés pour fait de grève n'avait été réembauché, les suppressions d'emploi annoncées avaient été opérées. Ce conflit avait coûté à l'industrie britannique.

Cette expérience va faire choir le NUM. Les syndicats et, individuellement, chaque mineur, vont devoir prendre une responsabilité s'agissant de la décision d'entamer une grève. Le plan de restructuration du gouvernement - outre les aspects très théoriques

consistant à accorder le statut de « mineurs assistés » aux régions les plus touchées, - signifie qu'un mineur de cinquante-sept ans avec quarante ans d'ancienneté, soit environ 315 000 francs, pour avoir travaillé pendant 19 ans dans le service touchant 5 000 livres (44 000 francs). Pour pouvoir percevoir ces sommes, les mineurs doivent être inscrits dans la liste des bénéficiaires des allocations de chômage. Les perspectives d'emploi sont donc très sombres.

La direction de British Coal a lancé mardi une campagne de débauchage des mineurs, indiquant que ceux d'entre eux qui ne trouveront pas de travail dans l'industrie se verront indemnisés de licenciement. Depuis les grandes grèves des années 70, la législation anti-grève et les pouvoirs des syndicats ont été considérablement renforcés. Tout cela a pour effet de réduire la réaction de colère des « gueules noires », mais qui ne volent pas la NUM d'entendre un éventuel mouvement de protestation des mineurs à l'égard des licenciements.

Si le nombre de licenciements dans les charbonnages britanniques choque par son ampleur et qu'il illustre l'absence de stratégie industrielle du gouvernement (ne serait-ce que dans la planification de l'emploi), la justification économique de la restructuration de British Coal est, elle, indéniable. Elle s'inscrit dans le cadre du processus de privatisation de la société nationale, annoncé le 6 mai dernier (le Monde daté 10-11 mai).

LAURENT ZECCHINI

(1) Le livre sterling vaut environ 6,53 francs français.

50 000 emplois supprimés dans les prochaines années

Les sidérurgistes européens réclament l'aide de Bruxelles

Chute dramatique des prix, importations massives des pays à l'est, velléités protectionnistes Américains, contraction brutale de la demande européenne : la sidérurgie européenne est à nouveau menacée par les difficultés.

Jugeant la situation extrêmement préoccupante, voire critique, les principaux sidérurgistes de la Communauté ont aujourd'hui un véritable cri d'alarme. Dans un mémorandum adressé ces jours derniers à M. Jacques Delors, Frans Andriessen, Martin Bangemann, Brittan, respectivement président et vice-présidents de la Commission européenne, Eurofer, lobby des producteurs d'acier, à Bruxelles, ont fait part de leur inquiétude pour l'avenir de l'industrie.

Eurofer, la sidérurgie européenne, a pour objectif de supprimer 50 000 emplois dans les deux à trois prochaines années. Certains pessimistes : ce chiffre global des reconstructions prévues par les producteurs d'acier de la Communauté, mais une évaluation pourrait être gonflée. La sidérurgie ne va pas se dégrader. Le français Usinor-Sacilor s'est engagé dans un plan d'adaptation sur trois ans, qui prévoit 6 700 suppressions d'emplois d'ici à 1994. La sidérurgie allemande devrait réduire d'au moins 15 000 emplois d'ici à 1994. En Espagne, on estime que 10 000 emplois seront supprimés d'ici à 1994. En Italie également.

Réelu à la tête du syndicat allemand de la métallurgie

Le président d'IG Metall envisage une trêve salariale de cinq ans

Réelu mardi 13 octobre à la tête du plus puissant syndicat allemand de la sidérurgie, IG Metall, M. Franz Steinkühler, qui pourrait accepter un gel des salaires pendant cinq ans.

En lui-même, une concession pourrait être en échange d'un réajustement des prélèvements fiscaux en Allemagne, nécessaire au financement de la modernisation de l'ex-RDA.

La reconstruction de l'Allemagne de l'Est est une tâche qui concerne la nation entière, a affirmé M. Steinkühler à la télévision allemande, rappelant que jusqu'à présent les salariés en avaient largement supporté le coût. Le président de la République allemande, M. Richard von Weizsäcker, avait avancé l'idée d'une trêve salariale pendant cinq ans. Selon le président d'IG Metall, l'Allemagne doit créer un impôt appliqué aux entreprises qui n'investissent pas et une « professionnelle » pour les travailleurs indépendants. IG Metall, qui compte 3,6 millions d'adhérents, a négocié un accord salarial prévoyant une augmentation de 6,7 % à partir du 1^{er} juin. La Fédération de la métallurgie se réunira à Hambourg.

La grève générale contre le plan d'austérité

Des manifestants italiens critiquent la modération des syndicats

ROME

Sang-froid. Détermination. Sergio D'Antoni, secrétaire général de la CISL, confédération syndicale d'inspiration catholique, a su faire appel à ces ressources pour continuer à parler, mardi 13 octobre, à Milan, sous une pluie de projectiles hétéroclites (boules, œufs, tomates, pièces de monnaie) lancés par une centaine de contestataires. « Nous ne céderons pas à la violence », s'est-il écrié. Le syndicat continue droit son chemin et ne subira pas d'intimidation.

Milan, où s'étaient rassemblés près de quatre-vingt mille travailleurs, est resté un cas isolé, même si l'on a enregistré quelques signes de colère dans d'autres grandes villes de la péninsule, lors des manifestations prévues dans le cadre de la grève générale lancée pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement. Plan dont une partie - la loi cadre sur les dépenses - avait été votée, dans la nuit de samedi 10 à dimanche 11 octobre, le vote de confiance de la Chambre des députés.

La base a du mal à accepter la ligne de conduite - jugée trop modérée - des syndicats, rendus ainsi responsables de la disparition de la sacro-sainte échelle mobile.

EN BREF

La CGT-Air France appelle à une grève vendredi 16 octobre. - La CGT-Air France appelle à une grève, vendredi 16 octobre, jour de la présentation par la direction du comité d'entreprise de mesures destinées à redresser les comptes du groupe, parmi lesquelles 1500 suppressions d'emplois supplémentaires en 1993. La CGT-Air France a appelé à une grève du personnel au sein des Air France.

Un nouveau président pour la CNAF nationale. - M. Jean-Paul Probst, secrétaire général adjoint de la CFTC, a été élu, mardi 13 octobre, président de la CNAF nationale d'allocations familiales (CNAF).

La restructuration du groupe de M. Lagardère

Hachette absorbera Matra pour des raisons fiscales

Ce n'est pas Matra qui absorbera Hachette, mais le contraire. La fusion qui était prévue entre les deux entités du groupe Lagardère à la suite de la liquidation de la Cinq ne se fera pas dans le sens initialement prévu. Pour des raisons fiscales, c'est Hachette, la société détentrice (3,2 milliards de francs de pertes), qui absorbera Matra opération qui permettra au nouveau groupe de déduire la perte des bénéfices susceptibles d'être engorgés au cours des cinq prochaines années. Techniquement, la fusion sera également facilitée par le fait que Matra est un holding qui détient des titres alors qu'Hachette contrôle des actifs.

INDICATEURS

ALLEMAGNE
o Balance des opérations courantes : déficitaire en août. - Selon le Bundesbank, la balance des opérations courantes de l'Allemagne unifiée a enregistré en août un déficit de 1,99 milliard de DM, contre un solde négatif de 7,76 milliards en juillet. La balance des capitaux à long terme a été, quant à elle, excédentaire de 9,454 milliards de DM, contre + 4,733 pour le mois de juillet. De son côté, la balance des capitaux à court terme a dégagé un excédent de 6,8 milliards de DM en août, alors qu'en juillet elle avait été déficitaire de 597 millions.

Responsable du service de la protection sociale de la CFTC depuis le 1^{er} janvier 1991, M. Probst remplace M. Pierre Boisard, atteint par la limite d'âge, et qui présidait la CNAF depuis vingt-cinq ans.

China Eastern Airlines commande cinq Airbus A-340. - Le président de la compagnie chinoise China Eastern Airlines, M. Wang Lian, a annoncé, mardi 13 octobre à Hong-kong, avoir commandé cinq Airbus A-340, le quadricorridor long-courrier du consortium européen. La compagnie chinoise est cliente d'Airbus Industrie et a déjà commandé sept A-300-600 et cinq A-310. Ce nouveau contrat ne concerne pas les commandes en suspens.

Enciements

Le 15 octobre 1992, le journal "Le Monde" a publié une série d'articles intitulés "Enciements". Ces articles traitent de la situation économique et sociale en France, notamment de la crise du logement et de la situation des services publics. Les auteurs soulignent les difficultés rencontrées par les citoyens et appellent à des réformes urgentes.

Les articles de la série "Enciements" continuent d'analyser les problèmes de la France. Ils abordent notamment la situation des services de santé, l'éducation et les infrastructures. Les auteurs critiquent la gestion actuelle et proposent des solutions concrètes pour améliorer la situation.

La série "Enciements" s'achève avec un article de synthèse qui résume les principaux points abordés. Les auteurs concluent que des réformes profondes sont nécessaires pour relever les défis de la France et garantir un avenir meilleur pour tous les citoyens.

En complément de la série "Enciements", le journal "Le Monde" a publié une série d'articles intitulés "critiquent". Ces articles analysent les politiques gouvernementales et les actions des institutions publiques. Les auteurs expriment leurs critiques et proposent des alternatives.

La série "critiquent" continue d'explorer les thèmes abordés précédemment. Les auteurs examinent de plus près les impacts des politiques publiques et les réactions des citoyens. Ils soulignent les lacunes et les réussites de la gestion actuelle.

En conclusion, la série "critiquent" offre une vision critique et constructive de la situation en France. Elle invite les lecteurs à réfléchir sur les défis de la société et à participer activement aux débats publics.

ÉCONOMIE
Un entretien avec le président de La Poste

« Notre volonté de développement financier intervient après une érosion continue de nos parts de marché naturelles »
nous déclare M. Yves Cousquer

La Poste est la seule entreprise en France à avoir été créée par l'État. Après avoir dûment respecté l'obligation de service universel, La Poste lance de nouveaux produits financiers. Le « CCP service plus », un compte-chèque postal couplé avec un Livret A, est un exemple de service innovant. Dans un entretien accordé à "Le Monde", M. Yves Cousquer, président de La Poste, précise la volonté de l'entreprise de développer ses services financiers.

« Comment allez-vous pour le développement de vos services financiers ? », demande-t-on à M. Yves Cousquer. « Nous sommes très satisfaits de la réaction du public », répond-il. « Le coup a été dur, mais nous l'avons remporté. Nous avons réussi à convaincre nos clients que La Poste est une entreprise sérieuse et compétitive. »

« Comment fonctionnent ces nouveaux produits ? », demande-t-on à M. Yves Cousquer. « Le « CCP service plus » est un produit innovant qui combine un compte-chèque postal avec un Livret A. Cela permet aux clients de bénéficier de la sécurité du Livret A tout en ayant un compte courant pour leurs opérations quotidiennes. »

« Nous voulons aussi développer nos services de crédit », déclare M. Yves Cousquer. « Nous sommes en train de mettre au point des produits innovants qui répondront aux besoins de nos clients. »

de rechercher des clients pour rendre les produits financiers. « Nous sommes très satisfaits de la réaction du public », répond-il. « Le coup a été dur, mais nous l'avons remporté. Nous avons réussi à convaincre nos clients que La Poste est une entreprise sérieuse et compétitive. »

« Les banques vont encore se plaindre de la concurrence », déclare M. Yves Cousquer. « C'est normal, mais nous sommes conscients de la concurrence et nous allons continuer à nous améliorer. »

« Je tiens à rappeler que la distribution de services financiers par La Poste est une initiative nouvelle, contrairement à ce que certains tentent de faire croire. Il s'agit d'un des deux métiers de base de La Poste au même titre que la distribution de lettres. L'existence de ces services financiers est une évidence. »

Propos recueillis par ERIC LESER

Un des deux métiers de base

Afin d'éviter la tarification des chèques
M. Sapin s'en prend aux comptes rémunérés

Le régime du « ni-ni » (ni tarification des chèques ni rémunération des comptes) a été mis en place par le gouvernement. M. Sapin, ministre de l'Économie, s'en prend aux comptes rémunérés pour éviter la tarification des chèques.

Dans un communiqué publié mercredi 14 octobre, M. Michel Sapin, ministre de l'Économie, a annoncé que le Comité de la réglementation bancaire a pris des dispositions pour interdire la tarification des chèques. Cette mesure vise à protéger les consommateurs et à garantir l'équité du système bancaire.

mandats postaux remonte au Premier Empire et les chèques postaux à 1918. Sur les 300 000 postiers, 70 000 travaillent pour les services financiers. Sur un chiffre d'affaires total de 73 milliards de francs, 20 milliards sont en quelque sorte produits net financiers. « Il faut bien voir également que le développement des services financiers par La Poste est une initiative nouvelle, contrairement à ce que certains tentent de faire croire. Il s'agit d'un des deux métiers de base de La Poste au même titre que la distribution de lettres. L'existence de ces services financiers est une évidence. »

« Les seuls produits traditionnels alors proposés que sont le CCP et le Livret A, représentent d'ailleurs encore les trois quarts de la collecte. C'est pourquoi nous mettons l'accent sur l'innovation avec Evolveo, le PEA, et aujourd'hui le « CCP service plus ». Enfin, les premiers succès que nous remportons aujourd'hui sont avant tout le fruit d'une récente restructuration de notre force de frappe commerciale. A la fin de 1990, nous avions 1 500 conseillers financiers dans le réseau, il y en a aujourd'hui presque 3 000 et il y en aura 6 000 d'ici deux ans. »

Propos recueillis par ERIC LESER

Afin d'éviter la tarification des chèques
M. Sapin s'en prend aux comptes rémunérés

« En fait, dans l'ancien régime, les banques étaient rémunérées pour accepter des chèques. Cette pratique était contraire à l'équité et a été interdite. M. Sapin s'en prend aux comptes rémunérés pour éviter la tarification des chèques. Cette mesure vise à protéger les consommateurs et à garantir l'équité du système bancaire. »

E. L.

COMMUNICATION

Au marché des programmes de Cannes

Les multiples routes télévisuelles de l'Asie

La NHK, télévision publique japonaise, a annoncé, le 13 octobre, qu'elle disposait d'un matériel permettant de transmettre des images haute définition. Ce prototype, dit-il, sera diffusé par satellite depuis novembre 1991, il doit, en effet, l'indiquer et, cela, s'ouvrira à des sources extérieures. Cette reconnaissance de la télévision standards mondiaux de télévision haute définition n'est pas la seule « conversion » de la NHK.

Cela veut dire, la chaîne publique prépare, pour 1993, une grande série en dix épisodes : « La route de l'Asie », de la Turquie au Vietnam, qui évoquera l'histoire tumultueuse de ces pays. Ce projet ne serait que l'un des nombreux qui s'échafaudent et à venir pour le Palais des congrès de Cannes pour le marché d'automne des programmes, s'il n'était symbolique d'une réorientation des priorités géographiques de la NHK.

ABC n'entend pas non plus l'écart. Elle lance, fin novembre, une version internationale par satellite. Les multiples routes télévisuelles de l'Asie deviennent très encombrées.

MICHEL TILLOT, D'ASTORIA

Les éditions Ramsay-Régine Deforges sont mises en liquidation

En redressement judiciaire depuis le 11 juin, les éditions Ramsay-Régine Deforges ont été mises en liquidation judiciaire. Les créanciers ont été convoqués pour le 13 octobre. Les éditions Ramsay-Régine Deforges ont été créées en 1976, les éditions Ramsay, qui ont toujours en poche les œuvres de Marguerite Mitchell pour contrefigurer d'Autant en emporte le vent, ont déposé leur bilan en juin, entraînant dans la même liquidation les éditions Ramsay-Régine Deforges. Ces deux maisons ont un endettement total de 11 millions de francs. Un communiqué de Ramsay-Régine Deforges a été publié, annonçant la liquidation et la reprise de la fin du mois de juillet, décourageant ainsi les créanciers. Un litige persiste entre Ramsay et la liquidatrice de Ramsay-Régine Deforges, filiale de Gallimard.

AVIS AU PUBLIC
AUTOROUTE A 20 - SECTION BRIVE-MONTAUBAN

Arrêté en date du 1^{er} octobre 1992, les préfets des départements du LOT, de la CORRÈZE et de la DORDOGNE ont prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable à la mise en service de la section A 20 de l'autoroute N 101.

Cette enquête portera également sur la compatibilité des plans d'occupation des sols avec l'implantation de l'autoroute. Les communes concernées sont : LACHAPELLE-AUZAC, SOULIAC, LAROQUE-DES-ARCS, LAMAGDELAINE, CAHORS, ARCAMBAIL, FLAUJAC-POUJOLS, CIELRAC, LABENQUE.

Le dossier de l'enquête sera déposé pendant 15 jours, du mercredi 4 novembre 1992 au mercredi 11 novembre 1992, à la mairie de chaque commune concernée, et sera ouvert à la consultation du public.

Il est demandé aux citoyens de se rendre à la mairie de leur commune pour consulter le dossier et déposer leurs observations.

- pour le département de la CORRÈZE :
 - à la sous-préfecture de BRIVE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h ;
 - à la mairie de NOAILLES : lundi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ; mardi de 13 h 30 à 16 h 30 ; jeudi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ; vendredi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la mairie de NESPES : mardi, mercredi, jeudi, samedi, de 8 h à 12 h ;
- pour le département du LOT :
 - à la sous-préfecture de BRIVE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h ;
 - à la sous-préfecture de GOURDON : du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de SOULIAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CAHORS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de ARCAMBAIL : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de FLAUJAC-POUJOLS : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de CIELRAC : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LABENQUE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture de LAMAGDELAINE : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13

[illegible]

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT					
2 PIÈCES 65 m², 5 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	8 500 + 1 205 328	4-5 PIÈCES 128 m², 8 ^e étage parking	1-9, rue Rémusat SAGEL VENDÔME - 47-43-44-44	14 796 + 2 611 653	4 PIÈCES 86 m², rez-de-ch parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	6 630 + 802 5 086
9^e ARRONDISSEMENT						4 PIÈCES Imm. récert 94 m², 2 ^e étage parking	COURBEVOIE 9, rue de l'Abbayeville SAGEL VENDÔME - 40-16-28-71 Frais de commission	6 377 + 848 4 882
3 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	8 011 + 1 410 370	3 PIÈCES 128 m², 4 ^e étage parking	183, bd Péreire AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	15 800 + 1 810 880	4 PIÈCES 89 m², rez-de-ch. belle résid., verdure parking	CACHAN 19, rue de la Chapelle SAGEL VENDÔME - 40-16-28-71 Frais de commission	5 760 + 1 448 4 140
11^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 53 m², 2 ^e étage parking	NOUVELLE MAISON 12, rue Diderot AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 700 + 770 3 345
2 PIÈCES 50 m², 4 ^e étage parking	5-7, rue de la Chapelle AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 300 + 405 2 882	3 PIÈCES, imm. neuf 100 m², 5 ^e étage parking	84, rue de Crémée GIGIMO - 40-00-88-89 Frais de commission	6 300 + 635 4 963	4 PIÈCES 97 m², 3 ^e étage	NEUILLY 139, rue de Longchamp AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	10 863 + 1 499 7 730
12^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 186 m², 2 ^e étage	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	17 570 + 1 843 12 502
3 PIÈCES, imm. neuf 83 m², 3 ^e étage balcon	20, rue de la Chapelle LOCARE - 40-61-88-00 Frais de commission	6 400 + 512 5 822	3-4 PIÈCES 100 m², 3 ^e étage parking	12, rue de la Chapelle GIGIMO - 40-16-28-71 Frais de commission	8 100 + 652 7 448	2 PIÈCES 50 m², 1 ^e étage parking	NEUILLY 9-11, rue Sainte-Foy AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	3 270 + 300 2 313
13^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES, imm. neuf 87 m², 3 ^e étage balcon	162, rue de Bagnole LOCARE - 40-61-88-00 Frais de commission	8 100 + 652 7 448	4 PIÈCES 110 m², rez-de-ch. 18 m² sur jardin	NEUILLY SAINT-CLOUD 139, rue de la République SOLVEG - 40-16-28-71 Frais de commission	6 480 + 522 360
5 PIÈCES 122 m², 5 ^e étage parking	108, bd Blanqui AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	10 525 + 940 7 580	5 PIÈCES, imm. neuf 98 m², 5 ^e étage balcon	57, rue de Bagnole LOCARE - 40-61-88-00 Frais de commission	9 100 + 745 7 628	94 VAL-DE-MARNE		
14^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 50 m², 2 ^e étage parking	19-21, rue d'Annam AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 800 + 1 045 3 878	2 PIÈCES 48 m², 5 ^e étage parking	CACHAN 34, av. de la Chapelle AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	10 500 + 1 100 8 275
15^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES			2 PIÈCES 50 m², 1 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 111 m², 3 ^e étage parking	3 800 + 708 2 738
3 PIÈCES 47 m², 5 ^e étage parking	149-153, rue de la Chapelle AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 475 + 880 3 184	3 PIÈCES 111 m², 3 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 bis, rue des Ursulines AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 400 + 1 430 5 977	3 PIÈCES 82 m², 3 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 bis, rue des Ursulines AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 500 + 885 3 600
3 PIÈCES 72 m², 2 ^e étage parking	45, rue d'Alger AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 500 + 337 5 163	3 PIÈCES 54 m², 3 ^e étage parking	VERSAILLES 96 bis, av. de Paris SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 800 + 661 3 188			
5 PIÈCES DUPLEX 100 m², 6 ^e étage parking	101, av. du Maine AGIFRANCE - 40-03-43-05 Frais de commission	10 889 + 1 017 7 184						
16^e ARRONDISSEMENT			91 ESSONNE					
3 PIÈCES 114 m², 4 ^e étage	7, rue de la Chapelle AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	9 000 + 1 370 8 500	PAVILLON 3 PIÈCES 112 m² garage	SOISY-SUR-SEINE 51, rue des Aubépines AGIFRANCE - 88-88-24-32 Frais de commission	5 821 + 208 4 349	92 HAUTS-DE-SEINE		
3 PIÈCES 91 m², 6 ^e ét., neuf gd balcon, park.	30 bis, av. de Lowendal SAGEL VENDÔME - 47-43-44-44 Frais de commission	14 000 + 1 000 10 404				4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279
16^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE			2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
3 PIÈCES 78 m², 3 ^e ét., terrasse parking	27, av. Kéiser GIGIMO - 40-16-28-71 Frais de commission	8 500 + 870 7 639	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
3 PIÈCES 80 m², rez-de-ch. terrasse	30 bis, av. de Lowendal GIGIMO - 40-16-28-71 Frais de commission	8 600 + 1 315 5 168	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SAGEL - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 510 5 000
4 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage	101, av. du Maine AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 990 + 890 6 397	4 PIÈCES 100 m², 1 ^e étage parking	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 40-16-28-71 Frais de commission	8 014 + 1 000 4 279	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking		

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



LOCARE



Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise
Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché (sélection)

Second marché					
			(collection)		
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcanal Cible	4698	4810	Imazol. Hôpital	1010	1000
R.A.C.	23 70	..	Immat. Computer	128	128
Bois Vermeil	670	670	I.P.B.M.	68	..
Ratoire (Lyon)	900	920	Locamix	78	..
Rainest (Lyon)	234	..	Mars Comm.	285 70	285 III
C.A.I.-Ch. Fr. (C.C.I.)	946	946	Molex	140	..
Calberson	205	210	M.S.C. Schlumberger	778	778
Crest	670	671	Publ. Filippich	400	400
C.E.C.E.F.	162	163	Reine-Alp. Ets (L)	330	330
C.F.P.J.	284	284	Stech Invest (L)	90	68
C.N.I.M.	988	1013	..	162	162 III
Codanet	264 80	..	Sapi	296	296
Comforset	Topi	378	360
Cresid	1188 80	114	Thermador H. (L)	316	300
Daphco	200	196	..	267	267
Deltrex	360	360	Val et Ch.	92	92
Dernatex Vism. Chm.	980	980	Y. St-Laurent Group.	980	676
Dewberry	980	980			
Dewille	106	106			
Dolacot	120	116			
Edisons Bedford	200	172			
Euro. Population	174	174			
Finacor	118	116			
G.P.F. (group. Ind. L)	48	..			
GLM	361	368			
Geograph	160	160			
Genial	720	..			
I.C.C.	167	157			
Idexpro	60 86	..			

Éditions Belin	200	110
Europ. Propulsion	174	110
Financ.	118	110
G.F.P. (Ignorance Inc.)	48
G.L.M.	161	308
Géograph.	180	180
Général	720
I.C.C.	187	197
Éditions	50 05

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 **TAPEZ**
LE MONDE

MATIF

MATIF
National 10 % - ~~Comptes~~ en pourcentage du 13 octobre 1992
Nombre de ~~la~~ ~~estimations~~ : 83

ÉCHÉANCES

COURS	EXERCICES		
	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Derrière	109,18	109,78	109,94
Précédent	108,96	109,48	109,78

Options sur notional

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
108	1,73	2,64	0,46	1,00

CAC40 A TERME

CAC 40 A TERME
(MATIF)

BOURSES

CHANGES

Dollar: 4,98 F ↓		PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-81)	
<p>Le dollar s'échangeait en francs mercredi 14 octobre, à 4,9853 F contre 5,0037 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs attendent toujours une baisse du taux d'intérêt aux Etats-Unis.</p>		12 oct.	13 oct.
		Valeurs françaises	96,30 97,40
		Valeurs étrangères	52,26 52,18
		Indice CAC 100 : 31-12-81	112,29 112,29
		Indice général CAC	446,34 450,01
		(SBF) : 1000 : 31-12-87	
		Indice CAC 40	1 685,09
<hr/>			
		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
		12 oct.	13 oct.
		Industrielles	3 174,41 30 140,40
		LONDRES (Indice Financial Times)	
		12 oct.	13 oct.
		100	2 557,20 2 584,70
		30	1 878,80 1 891,10
		Mines d'or	1 776,00
		Fonds d'Etat	96,07
<hr/>			
		FRANCFORT	
		12 oct.	13 oct.
		Dax	1 432,54 1 441,55
<hr/>			
		THIERS	
		12 oct.	13 oct.
		Nichet Dow Jones	17 498,67 17 484,10
		Indice moyen	318,90 318,90

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TOKYO, 14 APRIL ↓

Rechte

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4,9540	4,9570	5,8565	5,8636
Yen (100)	4,0915	4,0927	4,1714	4,1792
Esc	6,6113	6,6169	6,6125	6,6244
Demarck (1000)	1,3855	1,3866	3,4836	3,4908
Franc suisse		3,6137		3,6233
Livre Italienne (1000)		3,6781		3,7878
Livre sterling	8,4618	8,4719	8,5235	8,5647
Peseta (100)	4,7381	4,7456	4,6903	4,7057

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES						
	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16

Yen (196)	3	7/8	4		3	3/4	3	7/8	3	5/8	3	
Ecu	11	3/4	11	1/2	11	3/4	11	3/4	10	7/16	10	9/16
Deutschmark	8	15/16	8		8	1/2	8	1/2	8	7/8	8	11/16
French franc	6		6	3/4	6		6		6		6	
Lira Italiana (1960)	15	1/4	16		15	1/2	15	3/4	15		15	1/2
Libra sterling	8	11/16	8	13/16	8	7/16	8	9/16	8	1/4	8	3/8
Peseta (1960)	15		16		14	1/2	15	1/2	15		15	
Franc français	11	1/2	11	13/16	11	3/16	11	1/2	10	3/8	10	11/16

LE MONDE
diplomatique

OCTOBRE 1992

CHAOS MONÉTAIRE ET ENJEUX POLITIQUES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 20 F

BOURSE DU 14 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]

Actions

Applicatioms Hydr.	1851	1507	Locustfeeders	816	
Abel	425	430	Louisville	711	708
Rates C. Monson	940	947	London	2103	2090
B. Hyponia Europe	330	338	Losos	385	
B.A.P. America	2382		Machine	22 50	22
Sweden	470		Machine Bull	178	
Barometer Insures	1286		Map Unbr	640	640
Berry Oast	30	30 80	Magn	379	
B.T.P.	300	300	Magn Mepyl	82 85	80
Cambridge	330	330	Optation Wld	181	
Carbone Lorraine	3 50		Oxford Cl	254 20	250
Case Poches	233	226	Origny Overm	479	580
C.B.C.	652	650	Palais Museum	1280	
C.F. Edgar L.	306	321	Palest Homan	155	150
Cambridge Battery	35		Parliament	65	
Congest	43		Pavia France	236	
Champion Wy.	150	143	Pavia Orleans	182	
Ch. C.	601	580	Pavane Invest	253 10	
C.I.M.					

COURS INDICATEFS	COURS préc.	COURS 14/10	COURS DES BILLETFS	
			achat	vente
Euro Unit (1 USD)	5 037			
Ecu	6 651			
Allemagne (100 dm)	236 420			
Belgique (100 F)	16 481			
Payse (100 F)	301 570			
Italie (1000 lire)	8 896			
Danemark (100 kr)	88			
Gde. Bretagne (1 L)	8 583			
Grèce (100 drachmes)	2 617			
Suède (100 f)	378 870			
Norvège (100 N)	297 420			
Suisse (100 fr)	83 510			
Néerlande (100 H)	48 262			
Autriche (100 sc)	4 748			
Espagne (100 pes)	8 215			
Portugal (100 esc)	4 061			
Compte (1 S cent)	4 135			

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/10
100 fin (200 en barre)	55600	54800
100 fin (en lingot)	55000	55300
100 papolon (200)	325	334
100 franc (10 %)	300	319
100 franc Suisse (20 %)	330	321
100 franc Lutine (20 %)	325	318
Souverain	415	402
100 franc 20 dollars	1905	1915
100 franc 10 dollars	1100	1100
100 franc 5 dollars	575	
100 franc 50 pesos	2100	2055
100 franc 10 florins	335	337

SICAV		Société d'investissement en capital variable	
Société d'investissement en capital variable		Société d'investissement en capital variable	

[illegible]

• : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MONETARIE
POLITIQUE

CULTURE

La France au long cours

Le Quai d'Orsay ■ les soixante-dix ans de l'Association française d'action artistique

Plus de mille invités ont fêté, mardi soir 13 octobre, le soixante-dixième anniversaire de l'Association française d'action artistique (AFAA), bras culturel du ministère des affaires étrangères, dans les salons d'honneur et les jardins du Quai d'Orsay.

On ne compte pas les artistes, écrivains, plasticiens, architectes, acteurs, rejoignant les nombreux diplomates français et étrangers, qui ont répondu à l'invitation de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, de M. Catherine Tasca, ministre de la francophonie, de M. Alain Decaux, président de l'AFAA, et de M. Jean Digne, directeur de l'association. Ces artistes, célèbres ou méconnus, sont, tous, redevables à l'AFAA d'avoir pu exercer leur art sur les cinq continents.

Musique, danse, théâtre, plastiques, formations artistiques, champs d'activité de l'AFAA, créée en 1922 à l'initiative de diplomates et d'intellectuels soucieux du rayonnement culturel de la France, ont un budget de 105,8 millions de francs en 1992. Depuis peu par un club de mécènes, les Amis de l'AFAA, présidé par M. Gilbert Trigano, elle est dirigée par M. Dumas, la manifestation « que les échanges artistiques soient toujours une nécessité prioritaire ».

O. S.

MUSIQUES

Bosco, guitare et voix

Le chanteur brésilien joue les mots et retrouve les rythmes croisés du continent américain

JOAO BOSCO
Au New-Morning

Il n'a pas, musicalement parlant, d'Ouro Preto, joyau architectural du baroque tardif brésilien, fief des communautés estudiantines libertaires. Chevalier servant d'une guitare souverainement musicale, soignée, rythmée, pincée, rasée, Bosco y grandit. Vénus de la promotion, il dira que en ces lieux, il a connu la musique, gardée au temps, de la « légende de Rio ». Des mondes noirs surgis de ces églises sculptées, Joao Bosco garde le goût de l'extravagance, de la lumière.

La première chance de l'étudiant-ingénieur s'appelle Aldir Branco, heureux défenseur du samba, les faubourgs carioca, Santa-Isabel, à l'Estacio. « Il m'a conseillé de jouer l'Ouro Preto, pour comprendre qu'était la musique, garder le rythme du temps, de la légende de Rio ». Des mondes noirs surgis de ces églises sculptées, Joao Bosco garde le goût de l'extravagance, de la lumière.

De 1973, il parait le premier disque de Joao Bosco (un 45-tours édité par le journal satirique et culturel *Pasquim*) en 1982, Aldir Branco et Joao Bosco ont fait les *MTV* des années de la samba, d'ironie fine, d'arrangement sophistiqué, tout en rebonds et en cassures. *Bala com Balé* (popularisé par Elia Regina), *Quilombo* ou *Equilíbrio*, *U Meus Sala* ou *Mares*, *Corário do Rei* : les titres brésiliens par les deux chanteurs ont été petits chefs-d'œuvre de poésie, de culture, de intuition, saynètes de la vie quotidienne brésilienne, personnages à bigarrés, maladie d'amour délicieusement promènes.

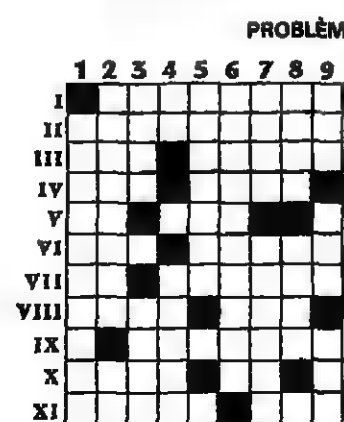
Passé artisan à part entière (auteur-compositeur et interprète) au début des années 80, Joao Bosco revient à ce qui fut la deuxième grande découverte de sa vie : l'univers négre des Caraïbes. En 1984, pour l'album *Gagabirô* (« un disque tribal »), Joao Bosco utilise la langue yoruba, use et abuse des onomatopées percussives. Six ans et trois albums plus tard, le délicieux Bosco (en France, chez Cobalt) revient vers la Caraïbe tranquille, détendue, zigzaguant (vraie) lambada, dards cubains (*El Manisero*) et vision alanguie du Rio la tropicale.

Zona de Fronteira, son dernier disque (Sonny Music) qui de la zone des concerts d'aujourd'hui, écrit, deux jeunes gens, Wally Salomao et Antonio Cicero, très près urbains dans leur inspiration. Nous avons essayé de retrouver l'idée de primitif dans la modernité d'aujourd'hui. De donner l'idée de dualité d'un pays qui a construit et exploite en même temps. Quelque semaines plus tard, Caetano Veloso sortait un très beau disque qui disait à peu près la même chose.

Virtuose de la guitare, jongleur de la voix, Joao Bosco, après plusieurs apparitions françaises en solo, voix et guitare, offre deux concerts en trio. A ses côtés, le brésilien, californien d'adoption, Silveira, un excellent bassiste camerounais Armand Lecco, qui vibre avec Manu Dibango et de se faire kidnaper par Paul Simon, pour la tournée qui lui a permis son dernier album, *The Rhythm Of The Saints*.

VÉRONIQUE MORTAGNE
■ Au New-Morning, les 15 et 16 octobre à 21 heures. Tél. : 46-23-21-21.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Grandes armoiries. - II. Une faction de la République ne dura pas longtemps. En France. - IV. On pour avoir un autre morceau. - V. Plus que l'amour. - VI. Grande quantité. Dont l'odeur évoque les grandes grèves. - VII. Un animal mou, la circulation. - VIII. Produit utile pour le. - IX. On passe quand on « descend ». - X. Fit circuler. Apparu.

VERTICALEMENT
1. Entrent dans le monde en dansant. - 2. Un endroit où l'on peut avoir la guigne. Note. - 3. Trou d'un mur. Fourrière ancienne. - 4. Membre d'un couple on ne s'attend. - 5. Par celui qui veut mettre la main au panier. - 6. Le plus qu'il n'est plus occupé. - 7. Par celui en banque. Faire signe de monter. - 8. Un homme à la mer. Ville d'Italie. - 9. Fleuve côtier. Peut compter sur ses doigts. - 10. Un comichon.

Solutions du problème n° 5888
I. Refrain. - II. Ressort. - III. Trac. Oter. - IV. Unité. Ass. - V. Salaie. - VI. Ale. Ivres. - VII. Trouer. - VIII. Erre. Ru. - IX. Trouer. - X. Copalins. - XI. Étés. Saut.

1. Raturage. Ce. - 2. R.N. Loriot. - 3. Freiseur. - 4. Recta. - 5. As. Eit. Ré. - 6. Iso. Avrons. - 7. Notaire. USA. - 8. Autre. Seurat. - 9. GUY BROUTY

CARNET DU MONDE

Naissances

■ André et Thérèse JACOB

la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Cyrus.

le 8 octobre 1992.

3, place Saint-Germain-des-Longs-Py.

(1111) Boulogne.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

le 19 septembre 1992.

■ M. et M^{me} Jacques DURIEUX.

Al. et M^{me} Bruno DURIEUX.

Séverine, Gilles et Julien DURIEUX.

heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Lorraine-Aléonor.

Naissances

■ M. et M^{me} Jacques Mandelbaum.

leurs enfants et petits-enfants.

M. et M^{me} Joseph Mandelbaum.

et leur fils.

M. et M^{me} Victor Wang.

leurs enfants et petits-enfants.

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rachel MANDELBAUM.

née Hebelemann.

survenue le 13 octobre 1992, à l'âge de

quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi

15 octobre. On se réunira à 10 h 45, à

l'entrée principale au cimetière parisien

de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

■ Entouré de ses époux.

Et de ses cinq enfants.

M^{me} Serge MINOIS.

né Antoine Boulanger.

agréé de l'Université.

professeur honoraire

■ lycée Marie-Curie, à Sceaux.

s'est éteint, le 13 octobre 1992, à

quatre-vingt-huit ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 13 octobre, à 11 h 15, en

l'église de la Pentecôte-de-Port-Galand,

à Bourg-la-Reine.

L'inhumation se fera dans l'intimité,

au cimetière de Chaville (Orne).

■ M. et M^{me} Henri Rabreau.

ses parents.

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Jeanne RABREAU.

survenue le 13 octobre 1992, à l'âge de

cinquante-sept ans.

Priez pour elle !

Seul son dévouement, l'incend-

ent sans lien le lundi 19 octobre, à

beures, au crématorium du cimetière

du Père-Lachaise, Paris-20.

Une messe sera célébrée à sa

mémoire le samedi 13 octobre, à

15 heures, en la chapelle Sainte-

risse, place des Demeiselles, à Saint-

Jean-de-Monts (Vendée).

■ Paul et Jacqueline RAYACHOL.

Marc, Emmanuel, Cathie, Anne,

Génévieve et Jean-René,

font savoir que

Serge

a choisi la paix.

« Mon âme, bénis l'Eternel et n'ou-

blie aucun de ses bienfaits. »

■ 103, 1.

94, rue de la Croix-du-Sud,

34000 Montpellier.

Anniversaires

■ Il y a dix-neuf ans disparaissait

PLATZMAN.

■ avait dix-neuf ans

■ aimait la vie.

■ Il y a six ans, le 15 octobre 1986

Claude THOMAS

■ quittait.

« Seigneur, donnez-lui en félicité ce

qu'il nous a laissé en tendresse et

dévouement. »

■ le dixième anniversaire du

décès de

WALINE.

une pieuse pensée a demandé à tous

qui l'ont aimé et aimé, en son

fil.

Jacques WALINE.

■ le 22 juin 1988.

Communications diverses

■ Rémy Le Dugou a

■ en sociologie : « La

communication : question de

la transformation de la

munication à la rationalisation

processus du monde des agriculteurs

■ Côtes-d'Armor, le 21 septembre

1992, université Paris-X-Nanterre

(mention de la thèse).

Soutenances de thèses

■ La vie et l'œuvre de

Langlais, par Marie-Louise Jaquet-Lan-

gais, le 19 octobre 1992, à 14 h 30,

à la Sorbonne, sous la présidence de

17, rue de la Sorbonne, Paris.

Mort de Pierre Godefroy

ancien député (RPR) de la Manche

Pierre Godefroy, ancien député

RPR de la Manche, est décédé le

13 octobre 1992, à l'âge de

soixante-dix-sept ans.

(Né le 7 juillet 1915 à Océville-L'Avon-

(Manche), Pierre Godefroy a été

ministre de la Santé et de la

Préfecture de la Manche et du

Ministère de l'Intérieur. Il est

député (UNR) de la Manche dans la

circulaire de Valognes en 1958.

Il a été député de la Manche de

1958 à 1983. Pierre

Godefroy avait épousé

André Godefroy, ancien

conseiller municipal de

Valognes (1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

(1960), sur sa

Un an après le début du processus

L'OLP va se prononcer sur la poursuite des négociations de paix

Le conseil central de l'OLP doit se réunir du 15 au 17 octobre à Tunis pour décider de la poursuite ou non des négociations de paix avec Israël. Le conseil est une mini-assemblée jouant le rôle de censeur du comité exécutif entre deux sessions du Conseil national (CNP), le « Parlement » de l'OLP.

L'heure au bilan. Il est plutôt mitigé. Il y a un peu plus d'un an, le 23 septembre 1991, l'OLP donnait, malgré la contestation des opposants, son accord à la participation des Palestiniens des territoires occupés au processus de paix. Et à la fin du mois, les négociations de paix israélo-arabes — dont la septième session doit commencer le 21 octobre à Washington — entreront dans leur deuxième année.

Ce double anniversaire donne une importance particulière à la réunion de Tunis, où les participants ne l'oublieront pas, ceux qui s'opposent à la politique de M. Yasser Arafat les premiers. Ils l'ont dit et écrit au cours des derniers mois : le processus ne court pas un simulacre de négociations et il faut l'arrêter. Le FOLP de M. Nayef Hawatmeh et le FPLP de M. Georges Habbache, ont lancé un « commandement unifié » pour faire échouer le projet israélien d'autonomie administrative en Cisjordanie et à Gaza. Avec deux autres organisations, ils ont demandé que soient plutôt réunis des états généraux palestiniens pour « un dialogue national global » ; ce qui, signifie un grand rassemblement des organisations membres actives de l'OLP et de celles qui ne le sont pas, tels le mouvement islamiste Hamas ou les formations proches de la Syrie. Or celles-ci n'ont jamais voulu d'un tel « dialogue » ; ce qui n'est pas pour déplaire au président de l'OLP, M. Yasser

Arafat, qui a déjà tenté de retarder la réunion de Tunis en donnant lieu à un déballage de griefs contre la politique de M. Arafat. « Ce n'est pas une fois de plus on assiste à un duel entre ceux qui continuent de fonctionner à coups de slogans éculés et ceux qui ont une vision des réalités », a déclaré le chef du département de l'information de l'OLP, M. Yasser Abed Rabbo. C'est toujours la même chose. Avant, pendant et après chaque session, on assiste à un tapage médiatique.

L'histoire récente de l'OLP tend à lui donner raison. Chaque fois que l'on a cru M. Arafat minoritaire, devant les surechères de ses contradicteurs, il a fini par l'emporter. Le dirigeant de la branche palestinienne, Or M. Arafat veut poursuivre les négociations de paix.

Marge de manœuvre

Il n'en demeure pas moins que sa marge de manœuvre se rétrécit. Le nouveau gouvernement israélien de M. Itzhak Rabin se paraît plus avoir pour priorité de conclure un accord avec les Palestiniens. Lors de la sixième session des négociations à Washington, c'est avec les Syriens qu'un déblocage s'est opéré, et depuis, l'attention s'est focalisée sur le Golan. Au point que M. Arafat a exprimé publiquement son mécontentement de voir Dima conclure un accord de paix avec Israël (le Monde du 27 septembre) et qui lui a fait apprendre, la semaine dernière, que le président Hafez el-Assad ne pouvait pas le recevoir ; la raison invoquée étant à une question de calendrier, mais ni M. Arafat ni son entourage n'en sont dupes, indique un diplomate.

Parallèlement, les négociations de la délégation palestinienne avec

Israël font du « surplace ». L'an dernier, la série des ouvertures qu'il a faites depuis son entrée en fonction, le gouvernement de M. Rabin a accepté, contrairement à son prédécesseur, que les Palestiniens de la diaspora participent au deuxième tour du processus de paix, les négociations multilatérales sur des problèmes d'intérêt commun à l'ensemble des pays du Proche-Orient. Mais ces Palestiniens ne doivent pas être membres du CNP, ni résider à Jérusalem-Est. Or, depuis l'été dernier, ce sont les membres du CNP, MM. Yousef Sayegh et Hani Sanbar, qui, avec l'ambassadeur des États-Unis, président les délégations palestiniennes aux groupes de travail sur le développement économique régional et sur les réfugiés. En d'autres termes, en échange d'une ouverture à l'égard des groupes de travail à la diaspora, on obtient l'OLP de « s'asseoir » un peu plus.

Or ce que M. Arafat, c'est sorti de cette situation est l'OLP officiellement comme interlocuteur, alors que chacun sait, Israël le premier, que jusqu'à maintenant, c'est elle qui

pilote les négociations palestiniennes. Les membres de la délégation palestinienne aux pourparlers, sous son chef, M. Hafez Abdel Chafi, n'ont pas participé aux réunions à Tunis. Ce sera la première fois depuis l'avènement du gouvernement Rabin qu'il a indiqué que, contrairement à son prédécesseur, il ne se mêlerait pas des négociations qui peuvent avoir des interlocuteurs palestiniens.

Mais M. Arafat a tout lieu de craindre que, dans leur volonté de parvenir à un règlement qui leur permette d'obtenir un minimum de droits, les dirigeants des territoires occupés ne soient tentés de plus en plus de se désolidariser de la centrale, et de chercher à s'entendre à l'importer quel prix avec Israël. L'état juif en tout cas ne se prive pas de jouer sur ce registre. M. Arafat sait aussi que trop d'exigences empêcheraient davantage tout progrès dans les négociations et feraient le jeu des mouvements les plus « durs », tel Hamas, en Cisjordanie et à Gaza, au détriment de l'OLP.

MOUNA NAIM

M. Silicani remplace M. Goldberg à la direction générale de la Bibliothèque de France

M. Jean-Ludovic Silicani, maître des requêtes au Conseil d'État, a été nommé par le conseil des ministres du 14 septembre, à la direction générale de la Bibliothèque de France (BDF). Il succède à M. Serge Goldberg, qui a atteint la limite d'âge et a donc le départ de son poste. M. Silicani, qui a une longue expérience de la culture, a été nommé directeur de la BDF en 1984.

24 septembre, d'infraction à la loi relative à la liberté d'expression et à la régularité des marchés publics. M. Dominique Janet, président de l'établissement public de la BDF, également inculpé, verra son mandat (trois ans, renouvelable) expirer fin septembre. Le Monde du 25 septembre. Jacques Renard remplace M. Silicani à la direction de la Bibliothèque de France (BDF) du ministère de la culture.

EN BREF

■ Affaire Ciments français : suspension de la cotation de Golatelli (BTP). — La cotation des actions Golatelli (BTP) a été suspendue le 14 septembre sur le marché boursier, « dans l'attente d'un communiqué de presse », a indiqué la Société des Bourses françaises (SBF). Dans une décision du mercredi, le quotidien économique L'Echox affirme que cette décision, arlésienne, dont le groupe Ciments français (CF) détient le tiers du capital, pourrait être impliquée dans l'affaire qui a mis en cause le président du groupe CF, M. Pierre Conso, et son associé, M. Jean-Louis Bédaride, l'ouverture d'une enquête sur la Ciments français, la Commission des opérations de Bourse (COB) avait indiqué qu'elle comptait déterminer « dans quelles conditions des engagements hors bilan figuraient dans les documents comptables » du groupe (le Monde du 10 et 11-12 octobre).

■ KOWEÏT : prolongation du mandat des observateurs de l'ONU à la frontière avec l'Irak. — Déployée depuis avril 1991 dans la zone démilitarisée, la Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK) s'est vu reconduire, mardi 13 octobre, dans son mandat pour une période de six mois par le Conseil de sécurité de l'ONU. Une fois que la Commission spéciale de l'ONU chargée de la surveillance de la frontière entre l'Irak et le Koweït aura achevé ses travaux de bornage, la MONUIK devra redéfinir sa zone démilitarisée et en baliser les limites. (AFP).

■ AFRIQUE DU SUD : M. De Klerk demande le désarmement des milices de l'ANC. — Le président F. W. de Klerk a exprimé, mardi 13 octobre, son refus de partager le pouvoir avec le Congrès national africain (ANC) en l'absence d'un éventuel gouvernement d'unité nationale que le mouvement noir maintiendrait sa milice armée sur le pied de guerre. Le chef de l'ANC, M. Mangosuthu Buthelezi, avait, il y a quelques jours, soulevé le même problème à la participation aux négociations constitutionnelles. Il y a vu le M. Herman Cohen, ministre d'Etat adjoint aux affaires africaines, les États-Unis ont condamné, cependant que des milices « multiraciales » s'entrent le 13 octobre 1991, dans le pays. (AFP).

En Corée du Sud

Les excuses de la secte

Le chef de l'Eglise de la Nouvelle Jérusalem, qui avait annoncé le 13 octobre, s'est excusé, mardi 13 octobre, d'avoir dérangé les gens pour rien.

La secte a passé une annonce dans un journal, au dimanche 13 octobre, « maintenant que Jésus n'est pas revenu dans le monde annoncé. Nous nous excusons sincèrement, ajoute-t-elle, auprès de la société et des milieux religieux coréens pour avoir soulevé une controverse ». Quelque 500 fidèles de la secte de Jeonju ont prié intensément, certains même pleurant.

minuit passée et comme

rien ne survenait, les membres de la secte ont continué à prier pendant une heure deux cent cinquante heures sud-coréennes qui équivalent à la fin du monde dans les sept prochaines années.

Les prédictions faites selon les livres de la Bible, la fin du monde, l'apocalypse pour le 21 octobre. Certains fidèles ont déclaré avoir vu leur emploi à la fin du monde. D'autres ont déclaré avoir vu leur emploi à la fin du monde. La police, 20 000 personnes ont été envoyées à la fin du monde. (APJ).

Au conseil des ministres

M. Dumas assure que « le sommet de Birmingham ne sera pas empoisonné par l'affaire du GATT »

Le conseil des ministres, réuni mercredi 14 octobre, a autorisé le premier ministre à signer la responsabilité du gouvernement, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à la prévention de la corruption (voir la première page). Le conseil a approuvé, d'autre part, un projet de loi présenté par M. Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, portant sur la création d'une directive européenne destinée à protéger la propriété intellectuelle des logiciels informatiques.

Au cours de son tour d'horizon international, M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a souligné,

notamment, que le sommet de Birmingham « ne sera pas empoisonné par l'affaire du GATT ». Au sujet de cette dernière négociation, M. Dumas s'est exprimé en ces termes : « Nous ne saurions en aucun cas, et il est évident, un accord qui ne serait pas équilibré et qui sacrifierait les intérêts de l'agriculture française ».

M. Lang a présenté une communication sur la rentrée universitaire en cours, qui « se déroule dans de bonnes conditions », et M. Catherine Tassac, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, a rendu compte de l'action de ses services.

(Publié)

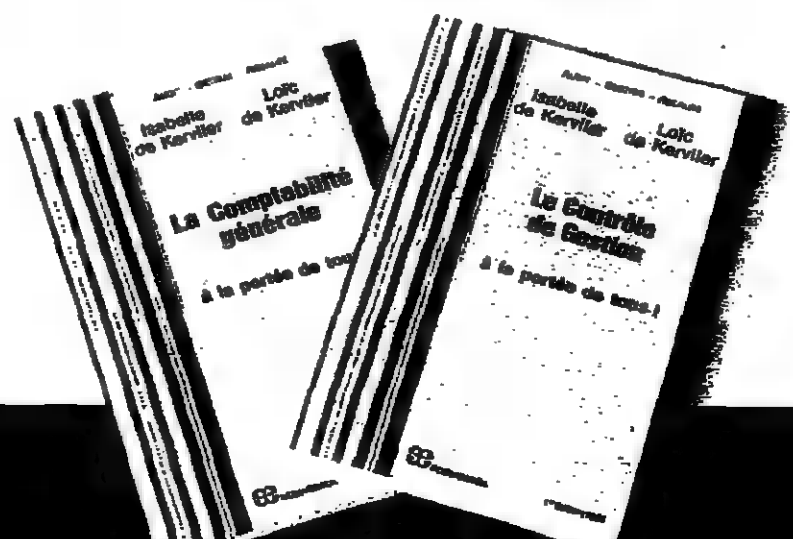
SOURDS ET MALENTENDANTS LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise les lundi 19 et mardi 20 octobre 1992 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

Vous pourrez :
- faire contrôler votre audition ;
- réviser vos appareils auditifs ;
- essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.
PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75 M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE 29, rue Turbigo - 75002 PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

"LE CONTROLE DE GESTION", "LA COMPTABILITE GENERALE".



Deux livres pour tout comprendre rapidement et simplement.

ECONOMICA

DÉBATS

Liban : « Pour une conférence internationale », par Michel Aoun ; « La France a-t-elle le droit de dire », par Camille Tawil ; Maastricht : « L'un grogne, l'autre se réjouit », par Jean Vry.

ÉCONOMIE

Supplément immobilier d'affaires : 19 à 23 British Coal annonce 30 000 licenciements ; 24 Un entretien avec le président de La Poste ; 25 Gary Stanley Becker, prix Nobel d'économie ; 26 L'été des entreprises ; 28

ARTS • SPECTACLES

■ Jazz : Paris et Nancy font leurs adieux à André ; 22 ■ « Simple Men », de Hal Hartley ; Hommage à M. B. ; 23 ■ La fin du monde de la culture et du style ; 24 ■ L'Institut du monde arabe ; 25

POLITIQUE

M. Bérégué accepte d'amender ses dispositions sur les activités politiques par les entreprises ; 8 et 9 Le PS a-t-il signé un programme ? 10 Le Nord-Pas-de-Calais ; 10 La lettre de M. Marchais ; 10

ÉDUCATION • CAMPUS

■ Ingénieurs en France ; 11 ■ Sans passion : l'alternance au banc ; 12 ■ La Guadeloupe ; 13 ■ Livre contre télévision : 1-0 ; 11 et 14

SOCIÉTÉ

■ URBA-SAGES : la Cour ; 15 ■ Valide la procédure ; 16 M. Renaud ; 16 Ryumbeko ; 16 Défense : l'amiral ; 16

« Le Monde des livres » : l'an 200 de la République

Des livres marquent ce nouveau bicentenaire, et s'interrogent sur ces deux siècles républicains : les analyses de Jean-Pierre Rioux, Jean-Marie Colombani et André Laurens. Une visite à l'espagnol Miguel Delibes à l'occasion de la sortie en France des *Saints innocents*. Quatre livres autour de l'histoire juive : un dossier réalisé par Nicolas Weil.

Chronologie

Le mois de septembre 1992 en France et le monde.

ARTS • SPECTACLES

JAZZ

Paris et Nancy
font leurs festivals



Dee Dee Bridgewater.

ROULEMENTS de tambours, toujours, mais le cœur n'y plus. Les grands festivals d'automne se répètent. Nancy et Paris pâlisent sous leur mémoire. Programmation de petits porteurs, très digne et précautionneuse, percées de convalescents, esthétique Méliès, on pressent, c'est la crise. Restent - évidemment - Hélios le magnifique, Portal ou l'élégance égarée, toute une jolie jeunesse pleine de talent et Dee Dee Bridgewater qui aime son père, Thad Jones, et tant de trompettes qu'il faut sans doute aimer les trompettes pour l'aimer. Reste aussi le quarantième anniversaire du Modern Jazz Quartet, au son si doux, mais enfin, on ne peut pas vraiment parler de jazz : à force, ça fait un peu Frères Jacques en smoking.

Cela n'a rien d'un accident. Les grandes manifestations d'automne annoncent l'odeur du temps. C'est fois, odeur du temps brin de bruyère, Nancy et Paris vont passer, par inertie ou par prudence, à côté du possible. Ça sent le sapin et les élections. Nul ne cherche à risquer sa chance, c'est-à-dire sa place. Dans le doute, on s'abstient. L'autant plus regrettable que le moment était idéal pour en finir avec l'académisme et les célébrations. Puisqu'on vient d'atteindre pendant trois mois des sommets, on aurait pu penser à autre chose. On aurait pu penser.

Le Mans, La Seyne-sur-Mer, Assier, Uzeste, Crest, Mulhouse, quelques autres encore le montrent : on peut encore bâtir un festival en songeant à la musique. Ce n'est pas évident, mais on le peut. En songeant à la vie. En créant une communauté qui soit traitée d'autre manière qu'à Euro Disney ou au Puy-de-Fou. C'est possible. Ce n'est pas obligatoire, mais c'est possible. L'automne du jazz en France rate bêtement le coche.

C'est dommage, parce que quelque chose se joue aujourd'hui autour de la voix. On le sent. L'Universalis Vocals de la Compagnie Lubat est un signe avant-coureur. Chaque fois que le jazz se cherche, il retourne à la voix : l'inconscient de l'instrument. Les signes sont dans l'air. Il suffit d'écouter. De ce point de vue, la

création à Paris, après Brest et Vienne (Autriche), d'Anna Livia Plurabelle, cantate de jazz pour deux voix de femmes et vingt-trois instruments, œuvre d'André Hodeir inspirée par le légendaire *Finnegans Wake* de Joyce et dirigée par Patrice Caratini, est une surprise.

La conception de Hodeir, compositeur, théoricien, écrivain, est à ce point éloignée des routes ordinaires, aussi étrange à la facilité yuppie (c'est le moins qu'on puisse dire) qu'à la retraite pompette et vernis du jazz troisième âge, à ce point séparée de l'application scolaire des nouveaux talents, qu'elle en devient la seule interrogation valable de ce temps de feuilles mortes à Nancy et à Paris. Les voix, l'improvisation calculée, la trace si bien intégrée d'Ellington qu'elle le fait rejoindre en parallèle Gil Evans et George Russell font de Hodeir un expérimentateur unique. Un compositeur qui aurait dû frapper de plein fouet la musique contemporaine et modifier les trajectoires de quelques fusées du jazz. Mais il est des hommes dont le caractère essentiel se connaît à leur discrétion, et à une réserve si personnelle qu'ils semblent l'inspirer autour d'eux. (Lire page 34 l'interview avec André Hodeir.)

Si l'on dit que c'est du côté de la voix que le jazz se retrouve et va bientôt se retrouver (continuer de le nommer le jazz, ce mot lui va si bien), c'est parce que toutes sortes de cris parviennent jusqu'à nous sans que nous y prenions garde. Le rap en est le plus arrogant. Le rap est un puissant révélateur. Il ne trompe pas. Sa diffusion en feu de la Saint-Antoine dans les ghettos, dans les banlieues et dans les bas quartiers; les associations et les rimes qui l'accomplissent sans le savoir à la littérature déchirée, aux brisures de langues; à Michaux, à Joyce, à Schmitt, à la poésie d'un siècle, aux balancements du lettrisme et aux traditions nègres, tout cela ne saurait tromper.

Ce que le rap rappelle, c'est toute une façon de parler, donc d'être. Les *preachers*, la famille africaine, le tambour interdit dans les plantations parce qu'il en disait trop et lançait les révoltes, le soul, le funk et James Brown, la transe et la poésie gaie, des ghettos, la parole comme arme et les *dozens* pour rire (les *dirty dozens*, joutes oratoires rimées à base d'injures et de horions), tout ce qui touche à la vitesse et à la recombinaison de la langue, tout ce qui va taper dans les inconscients en train de glisser, le refoulé sans retour des *beatniks* d'automne qui sont des feuilles mortes, le voilà, le commencement sans fin.

On assiste ici, là-bas, partout - sauf sur la scène des festivals, - à de curieux regroupements, à des alliances imprévues. Les rappeurs ne jurent que par le *be-bop*, Charlie Parker, Dizzy Gillespie, *cool-jazz*, son nom de *be-bop*, justement. Impasse sur le blues, parce qu'ils n'ont rien à faire encore (ça reviendra, mais plus tard) de ces racines qui plongent dans les boues du Mississippi. Et le coup du blues de supermarché, on le leur fait cent fois par trimestre. Ils veulent la ville là, tout de suite, et renouer avec ce que la culture musicale américaine, en tant que culture, a accompli de plus haut, de plus perfectionné, le *be-bop*, oui, cette expérience de l'instant, du jeu et de l'improvisation dans la joie dont le ressassement pousse à aujourd'hui quelque chose de finalement émouvant. Comme si les scouts devaient impérativement, leur fanion et les genoux nus, composer des imitations de Rimbaud.

D'autres, rockers du banlieusards funky, ou garçons coiffeurs, tenent avec les possédés du free dont ils traquent les disques. Ils cherchent Cecil Taylor, Frank Lowe ou Rashied Ali qui n'en reviennent pas. On va donc recommencer à opposer, front contre front, la puissance (le dollar en berne, les confats snif-fleurs, tous ceux que moque la peinture de Rebeylelle) aux pouvoirs (les pouvoirs secrets, diffus, liés, la chance d'amour); le *bonheur* (l'absurde ambition de l'Occident : Wall Street plus Disney) à la joie, cette fable pour tous; les liens du sang, enfin, plus-value, famille, patrie, tout ce bonhumeur incertain qui fait office de programme, aux communautés choisies (l'orchestre, la musique, la révolte). Le rap, les neuds et les rhinocéros dont il se produit ont ce sens-là.

Le rap ne descend pas du singe. Finissons-en avec cette logique de sciences appliquées premier niveau. La seule métaphore qui tient sollicitée les historiens du jazz, même s'ils se font plus ou moins poètes ou scénaristes inspirés, c'est une sordide métaphore familiale, où les musiciens entrechantaient - on l'a remarqué,



Michel Portal.

en l'absence des femmes - des relations de paternité, de fraternité et de cousinage sur le mode général de la de et d'une pitieuse biologie du jazz. Référence métaphysique : chacun ses vingt ans et l'usure du corps propre.

C'est bien plus grave. Le jazz meurt tous les jours. Les musiciens ne cessent de le dire. C'est leur violence et leur gai désespoir. Jouer est une façon de dire quand les mots ne peuvent plus. Si le *bop* a consacré la virtuosité vocale que le scat avait installée, s'il l'a portée à un point jamais atteint, c'est parce que les musiciens se parlent sur scène, d'un langage qui n'est en rien le calque, l'image ou la métaphore du langage articulé, mais son déplacement.

Écoutez le phrasé, ces cris et ces phrases, ces dans et ces relances, l'articulation et les accents, les relais et les réponses, les solos que lancent les riffs, c'est toute une dynamique de la conversation déséquilibrée, le sens est ailleurs, plus fort, plus cru et touche au point où le langage articulé ne sait plus atteindre : quand la jouissance, la poésie, le féminin ou ce qui ne se dit pas s'en mêlent.

Les musiciens prétendaient qu'ils entendaient Parker, ils identifiaient clairement ce qu'il exprimait. En phrases autres, sinuuses, acrobatiques, splendides ou toutes sim-

ples, en syntaxe dérangée, mais bien reconnaissable. Lorsque Fats Navarro et Mingus s'attardaient en loge à baignasser en fumant, de philosophie, toujours, de politique, de couleur de peau, des hommes et des femmes, d'argent, de chats et d'inégalité, et qu'on les rappelait sur scène, Mingus disait alors : « Viens, Girl, on va s'expliquer là-bas. »

Les musiciens, quand ils parlent, ils traitent les plus grands sujets en riant ou d'un peu de côté, parce qu'ils n'ont pas le temps, l'instrument d'abord, et ils finissent dans une langue qui ne dit plus rien puisqu'elle dit tout, en musique. C'est cela que l'amateur ou le public qui veut chercher, qui veut comprendre, qui veut saisir, la carrière est brève, comme un entre dans un groupe en train de chanter, le temps du son numéro de fondre vite dans le rond. Dommage qu'on rate pour nous ces virages. Les musiciens qui viennent vont exploiter. Le jazz meurt tous les jours et ce n'est vraiment pas grave.

FRANCIS MARMANDE

* Georges Lapsas et Philippe Rousselot, *Rap on la fleur de dire*, éd. Loris Talmari, 126 p., 36 F.



Charlie Haden.



Youssou N'Dour.

هكذا من راحل

34 Le Monde ■ Jeudi 15 octobre 1992 ■

JAZZ

RENCONTRE
avec André Hodeir

LE LOUP ET LE VICE

AVANT les années 30, il y avait du jazz et de la java, la première revue française s'appelle *Jazz-Tango*. Il y avait du jazz et du tango de jazzbands. Pour autant, l'objet musical jazz tel que nous le nommons n'existait pas. Le jazz, cette musique née d'une communauté et qualifiée par un certain nombre de traits pertinents, dont l'improvisation n'est pas le plus significatif – le phrasé l'est bien davantage – n'est pas né. L'objet musical jazz n'est pas posé.

C'est Hugues Panassié, un mélange détonnant d'intuition et de fougue fruste, qui l'identifie le premier. Comme un astronome une planète. Il lui donne son contour, sa place, son destin, son éthique, son esthétique, mais butte sur les premières mutations radicales, le bebop, cette révolution (Charlie Parker, Monk, Dizzy Gillespie, Bud Powell, Max Roach, dans les années 40). La guerre aidant, Panassié n'y va pas par quatre chemins puisqu'il ne s'agit plus, il exclut. C'est plus simple. Après quoi il se replie à Montauban. Il faut attendre André Hodeir, son action à la tête de *Jazz Hot* (1947-1950), ses articles de musicologue, les premiers en la matière, son étude définitive *Hommes et problèmes du jazz*, pour donner à cette musique son premier regard critique, la réflexion copernicienne de sa définition et de son langage. Une langue nette à l'extrême, dépassionnée, classique, le rôle d'Hodeir pour le jazz est analogue à celui de Jean-Luc Godard pour le cinéma.

Par la suite, son importance reconnue, compositeur viendra le confirmer d'une dimension pratique. Quand il abandonne l'écriture musicale. Après l'adaptation de Joyce, Hodeir publie un livre : *Les musiciens du jazz*, qui déroute. Une œuvre finement habillée par la fiction, les fins du jazz, ses ambitions et ses morts, sa douleur de disparaître dont ne peut le sauver, d'après l'auteur, que l'écriture. En pleine époque *free*, on peut dire qu'il soit vraiment entendu. Le livre est lu. Et le théoricien, ayant renoncé au cinéma, dont il fut un musicien apprécié, à la composition et aux arrangements pour enfants, alors une carrière de romancier à soixante-deux ans (*Play-Back* aux éditions du Seuil en 1983) puis *Muzikant* au Seuil en 1987), qui n'est probablement qu'un *roman* des vies et des musiciens d'André Hodeir. Il a pu arriver que l'esthétique d'Hodeir intimide. C'est qu'elle est le fruit d'une éthique. Consciente et réfléchie. Ce qui, dans le jazz, on en conviendrait, n'est pas son.

N'avez-vous pas parfois le sentiment d'un malentendu vous concernant, l'impression que votre rôle de compositeur et de théoricien, malgré une célébration internationale, n'a pas été reconnu à sa juste hauteur, ni vos propositions suivies des effets qu'on aurait pu en attendre ? Votre influence est-elle aussi profonde qu'on aurait dû le souhaiter ?

Violoniste ayant abandonné l'instrument pour la composition, la composition pour l'écriture romanesque, André Hodeir semble à la fois à l'aise en plein cœur de l'époque – il est reconnu comme le fondateur de la critique du jazz moderne et comme écrivain – et coupé d'elle, mais compromis et sans renoncement. Son œuvre majeure, *« Anna Livia Plurabelle »,* inspirée par le *« Finnegans Wake »* de Joyce, sera jouée pour la troisième fois au Festival de Paris sous la direction de Patrice Caratini.

– Si c'est vous qui le dites, je vous laisse la suggestion de votre jugement, vous savez bien. Ça dit, parfois, effectivement, je me dis, peut-être... Voyez-vous, les choses se passent et évoluent selon la nature de ce que l'on propose au public.

– Récemment, je me souviens à Patrice Caratini (dans *Jazz Magazine* n° 313) que lorsque j'enseignais à Harvard, au milieu des années 70, je pensais : voilà, maintenant c'est terminé, le monde du jazz va se réorganiser, et ça va déboucher sur ce que nous croyons être le véritable avenir du jazz, c'est-à-dire la musique de répertoire avec les orchestres, la musique écrite, etc. Je me souviens d'un mot de Quincy Jones, en 1971 : « Mais tout cela ne remplira pas notre portefeuille » – l'époque, c'était aussi touché l'un que l'autre, et il a ajouté : « Ça fait, il faut faire de la musique pour les gens qui n'ont pas d'oreille. Mais toi, tu n'y arriveras jamais ! »

– S'agissant d'*Anna Livia Plurabelle*, une commande de Radio-France datant d'il y a plus de vingt-six ans, enregistrée à l'époque, c'est vrai qu'il m'arrive d'être étonné d'avoir attendu si longtemps pour le voir créer. Mais au fond, peut-être l'œuvre ne fait-elle que commencer. Si je cherchais des raisons à la discrétion de mon époque – même si elle n'appartient pas à l'analyse – elles seraient sans doute d'ordre économique et social. Je dirais qu'elle a toujours été mal diffusée. Il me semble cependant que pas mal de livres, si j'en juge par ceux qu'on m'envoie, le meilleur compte de *« Anna Livia Plurabelle »*, aux États-Unis principalement, mais on ne fait pas le même cas du compositeur que je suis.

– Vous le regrettez ?

– Bien sûr. Ça dit, je ne suis ni un promoteur, ni un gestionnaire, ni un bon propagandiste de mon travail ou de mes œuvres. Étant déficient dans ces trois directions, je vois mal comment j'aurais pu sortir de cette relative discrétion. Je le regrette, parce qu'il me semble avoir mis dans deux cantates, *Anna Livia* et *Better Ending*,

une pièce sur la dernière page de *Finnegans Wake*, tout ce que le jazz a appris, toute une syntaxe, un ensemble de concepts, ou plutôt de principes, d'où découle un phrasé qui n'appartient qu'à la musique-là : qu'elle soit à l'arrangement simple, comme chez Count Basie, l'improvisation échevelée, comme chez Charlie Parker, ou les constructions polyphoniques, comme ces cantates dont la texture pourrait être comparée à celle du *« Concerto pour deux »* de Gesualdo.

– C'est par ce mélange d'originalité et d'engagement que vous avez élargi le jazz ?

– Oui, il faut élargir le jazz pour éviter d'en sortir. C'est au moins ce que je pensais. Il n'est pas d'aller chercher trop loin, au-delà ; la tâche est immense de trouver plus de possibles à l'intérieur même.

– Ce qui pousse vers cette exigence ?

– Bien sûr, une exigence à la mesure du *« Concerto pour deux »* de notre amour pour le jazz. Ce qui ne signifie pas qu'il faille ignorer les apports capricieux et éphémères, mais il faut les trouver dans l'imagination, si follement libre qu'elle se déchaîne, doivent réintégrer cette exigence. Je crois à l'unité du style, voyez-vous. Il faut qu'une œuvre, une pièce de jazz d'emblée, je ne pense pas que l'on doive se déclarer après une exposition, au long temps, comme un apport exotique ou décoratif. Tout est de cette nature en musique.

– À certains égards, un peu fictivement, on se dit que la critique du jazz a commencé aux trois pôles, Hugues Panassié, Vian et vous...

– Panassié est clairement l'« inventeur », c'est lui qui a identifié l'objet jazz. Mais son évaluation se réduisait à des billets de théâtre, de rapports passionnels à ce que nous appelons, le jazz. Il m'a énormément inspiré ma jeunesse, beaucoup trop, d'ailleurs, j'aurais préféré être moins marqué par sa pensée, je ne jure pas par lui, ce fut difficile de m'en débarrasser. Vian est venu plus tard. Ce n'est pas du même ordre. Il n'a pas fait d'œuvre empirique. Il a su l'éviter adroitement. Mais il faut dire que Panassié était, il la *« Vian »*, à l'époque.

– Mon rôle est nouveau en ce sens que je suis le premier musicien qui écrit sur le jazz. Quand on m'a dit que les musiciens écrivaient, par exemple dans le *Jazz Hot* des débuts, disons en 1934 à la guerre (j'en ai été le rédacteur en chef de 1947 à 1950), on peut être horrifié de constater le discrètement de ces grands professionnels français quand ils s'expriment sur leur musique. Ils n'avaient pas fait d'études académiques poussées, bien sûr, comme on fut mon cas au Conservatoire de Paris ou dans la classe de Messiaen, et ça leur a manqué.

– Je me trouve à être le premier à prendre du recul, à considérer un objet musical sous différents angles, avec en outre l'entraînement du musicien. En dehors de toute adhésion brute. À l'écart du rapport affectif, bref, ce qu'on apprend aux jeunes compositeurs, ce que je leur enseignais moi-même, je l'ai introduit dans la critique de jazz. C'est là un autre regard que celui du collectionneur, toujours si fétichiste (il adore ou il déteste), et une façon différente de mettre des critiques, avec plus d'oreille, plus de sensibilité musicale.

– Où vous retrouvez comme en porte-à-faux dans les deux milieux auxquels vous appartenez, celui de la musique contemporaine et celui du jazz ?

– Oui, d'un côté, je suis compositeur, les musiciens me regardent comme si j'étais tombé d'une planète, chez les miens, ceux qui j'ai connus l'harmonie, le contrepoint et l'écriture de la musique (André Hodeir a reçu trois premiers prix au Conservatoire de Paris), on me prend pour un dévotionniste qui n'a pas choisi sa voie. Au fond, je suis marginal des deux à la fois.

– Est-ce pour cette raison que vous avez cessé de composer ?

– Non, vraiment. À la suite d'une crise profonde dont je fais grâce, j'ai cessé d'abandonner la composition musicale. Mon ambition était la réalité de rien faire, et, comme Prévert, je dirais que j'avais des dispositions. Mais j'en doute, puisque je me suis tourné vite vers l'écriture romanesque. J'avais d'ailleurs publié des romans historiques pour enfants. Mais le grand virage après mes ouvrages théoriques *« Hommes et problèmes du jazz »* ou la *« Musique étrangère contemporaine »*, c'est mon livre publié en 1970, *« Les Mondes du jazz »*.

– Ne venait-il pas trop tôt ?

– Je ne crois pas, non. Il a connu un net succès, tant en France que dans les autres pays, les États-Unis en particulier. J'avais essuyé douze refus, mais Christian Bourgois ne le prene, on le trouvait illisible. Je me souviens d'une conversation avec Queneau qui m'a dit : « On ne peut plus avoir l'opinion encyclopédique sur les choses », lui dis-je. A Queneau. Ce n'était pas inspiré. Par la suite, j'ai construit *« Play-Back »* une œuvre musicale la moindre allusion à la musique, alors que *« Muzikant »* évolue de part en part dans un milieu musical.

– Est-ce qu'on n'y perçoit pas un certain regret, non pas forcément de la musique, mais de l'instrument ?

– Sans doute. J'ai commencé d'apprendre le violon à cinq ans et à neuf ans, mes parents me retirent de l'école, me laissant un professeur privé, après quoi je suis exclusivement musicien, travaillant à la maison, jouant à droite et à gauche, et pris vers quatorze ans, grâce à la radio, par l'amour du jazz. Comme j'avais une bonne technique et des connaissances en harmonie, je pouvais un peu improviser. J'étais à l'école de Grappelli. Quand celui-ci est parti pour Londres pendant la guerre, lorsque je reviens à Paris après d'assez sérieux problèmes de santé, je prends la place. Je joue régulièrement avec l'orchestre d'André Elyan et épisodiquement avec Django. En fait, j'avais horreur des clubs, qu'on appelait les *« jazz clubs »*. Sauf dérogation spéciale, on n'y dansait pas, du coup le public nous écoutait, mais il y avait quelque chose de faux dans cette situation. J'en étais très malheureux. J'ai arrêté parce que je ne pouvais plus le supporter, et je suis revenu à la musique avec un certain éloignement, la distance de la composition et de la direction d'orchestre.

– On vous associe volontiers aux grands compositeurs-arrangeurs du jazz Gil Evans et George Russell.

– Oui, un ami critique américain nous avait appelés « les trois mousquetaires ». Vous savez pourquoi ?

– Parce qu'il y en a un quatrième ?

– Non, parce qu'il nous a fait d'apparaître pour mettre le public en fuite. Gil a eu la chance, qu'il méritait, d'être associé à Miles Davis, et Miles l'a évidemment entraîné vers la reconnaissance.

– En réalité, même si j'ai l'instrument puis la composition, je ne vois pas forcément la rupture profonde entre les deux activités. Jacques II a décrit mon approche littéraire comme spéculative, les motifs se renouaient, formes extraites de mon expérience antérieure retour, comme des points harmoniques. Joyce, qui voulait s'arrêter après *« Ulysse »*, cite un proverbe italien : « Le loup perd son poil, mais pas son vice. » Le vice est profond.

Propos recueillis par
FRANCIS MARMANDE

Agenda Paris/Nancy



Le Modern Jazz Quartet en concert au Châtelet (le 18 octobre).

PARIS. – Count Basie Orchestra avec Dee Dee Bridgewater, ce sera vraisemblablement un grand moment du swing (le 15 octobre au Palais des congrès) et le Modern Jazz Quartet au Châtelet, un grand moment de finesse et d'émotion (le 18). Antoine Herré et les Brecker Brothers – toujours impressionnants dans le genre marteau piqueur de charme, – sont chargés de la section jeunesse du festival, le 27, au Théâtre de la Ville, qui n'est vraiment pas, avec son public en pente, le lieu rêvé, non plus que pour l'excellent Big Band Lumière de Laurent Cugny, et encore moins pour l'amusant trébuchin numéro un, Hermès Pascal (le 28, Théâtre de la Ville). Jane Bunnett et Jean-Michel Pilc en revanche s'y sentiront à leur place (le 29), et Charlie Haden, Quartet West et Riccardo del Fra (le 30), justifiés. Rendez-vous importants avec le West Indies Jazz Band (le 23), Michel Portal Unit 92 (le 25 au Grand Auditorium) et pour la création à Paris de *« Anna Livia Plurabelle »* d'André Hodeir, par Patrice Caratini. Louis Scalès Quartet (le 31 au Grand Auditorium). Renseignements, tél. : 40-56-07-17.

NANCY. – D'Afrique, deux superstars, l'Ivoirien Alpha Blondy, le Sénégalais Youssou N'Dour qui joueront le 17 octobre avec l'aventurier brésilien Hermès Pascal. En catégorie inclassables, Leon Redbone, magicien, esprit de la musique, jouera le 22 (avant Michel Petrucci et John McLaughlin). Côté rhythm'n'blues, Nancy propose une programmation New Orleans irréprochable avec, en tête, les Neville Brothers, suivi de l'impressionnante Marva Wright accompagnée au clavier par Sammy Berfex Jr, qui dirige en Louisiane, l'une des plus belles chorales de gospel de la région (le 23, avec les Mud Poles, groupe de blues américain) et Willy DeVille. Renseignements, tél. : 83-37-83-79, ou Minitel 3615 FNAC.

PAR LES VILLAGES

La nuit, la guerre

24h

14 72 37 43

« SIMPLE MEN »
de Hal Hartley

CINÉMA

IDENTIFICATION D'UN REGARD

hold-up comique et finit par une arrestation bouleversante. Entre les deux, une bifurcation, d'incises, d'ouvertures, tant de péripéties, de retournements de situation et de changements de ton frôleraient l'exercice de virtuosité, sans ce point fixe : un regard de metteur en scène.

Ce regard, Hartley en résume le parti pris d'une formule : « la vérité de la fiction ». Cette « déontologie de l'imagination » décide de l'intégrité d'un film, ou son bon droit à raconter les histoires les plus abracadabrantes. Elle distingue le cinéaste de l'illusionniste m'as-tu-vu. Cassavetes ne disait pas autre chose : « déclarant qu'un film a son propre chemin, a ses propres exigences, et on y obéit. Sinon on crève » (1). Les films de Hartley respectent à la lettre ce précepte. C'est lui qui non seulement autorise, mais rend nécessaire ces brusques sursauts, déconcertants et pourtant cohérents avec les situations et les personnages, c'est lui qui dynamise la frontière entre le documentaire et l'invention, parfois jusqu'aux limites du fantastique.

True Fiction est aussi le nom de la société de production de Hartley, ironique raison sociale de cette réalité improbable (même si elle est loin d'être uni-



Ci-dessus : William Elina Löwensohn.
Ci-contre : Hal Hartley.
Ci-dessous : Robert Burke et Karen

Troisième film du jeune réalisateur de la Côte est, « Simple Men » complète la découverte d'un auteur au style minimal et incisif qui met à la question avec humour et rigueur l'Amérique d'aujourd'hui.



Il y a un petit gars dur et perdu, qui se veut gangster au grand cœur mais séducteur sans état d'âme, et un jeune intellectuel coincé et sentimental. Ils s'appellent Bill et Dennis, frères dissemblables. Il y a, fugitivement, leur inopérante maman-maman, et, tardivement, leur papa, ex-star du base-ball devenu activiste gauchiste, évadé après avoir été accusé d'avoir lancé une bombe meurtrière au Pentagone. Pour des motifs divers compliqués, les deux frères lancent une recherche. Voilà pour l'impulsion de départ.

Il y aura, sur leur chemin, deux filles, Kate et Elina. La grande blonde, solide comme un cheval, belle comme un soleil, elle a des chaussures jaunes et un méchant ex-mari, qui cache sous son impassibilité une peur panique des sentiments. Et la petite brune, trop nerveuse et vaguement d'Europe centrale, réfugiée dans l'espace d'hôtel-bar à huitres que tient la première. A Long-Island, au bout du monde. Ces cinq-là (papa-John Alexander Mackay, les fils Robert Burke et William Sage, mesdemoiselles Karen Sillas et Elina Löwensohn) sont les « figures » du jeu de cartes de Simple Men.

Il y a aussi les cartes secondaires, un marin furiard, un fils agoué, un pompiste qui se prend pour Jimmy Hendrix, apprend le français, une bonne-sœur à la redresse... Et puis il y a le joueur. Celui qui, battant les cartes, les alignant, les cachant dans les séquences victorieuses, transforme ces figures en vivants, chateaux, rigoles et étonnantes, exemplaires et quotidiennes. On ne le voit pas sur l'écran, ce joueur. Mais il est tout près, cette solidité du cadre et cette liberté de récit signalent sa présence, identifiée sans peine par ceux qui ont vu The Unbelievable Truth et Trust Me. Le joueur en question est un grand flâneur blond et pâle, aux airs d'adolescent à peine échappé de l'adolescence, c'est le meilleur cinéaste américain de sa génération. Il s'appelle Hal Hartley, il a trente-trois ans.

Il lui a fallu cinq ans pour réaliser ses trois long-métrages, mais le public français aura pu les découvrir en moins d'un an. Inhabituelle situation, qui réunit les avantages d'une rétrospective (vision d'ensemble) et ceux de la sortie au coup par coup (la légèreté de l'acte et l'absence de chaque film) : l'occasion de cerner la personnalité d'un auteur, avec suffisamment d'éléments pour être assuré qu'il ne s'agit pas d'une réussite de hasard, mais d'un avoir pris son retard sur un cinéma indubitablement présent.

Il dit : « Entre le deuxième et le troisième long-métrage, j'ai fait trois courts-métrages. Tous ces films m'ont appris la même chose : des gens qui essaient de prendre des décisions, qui cherchent les réponses de l'amour, qui atteignent à une forme de charité, d'abandon de soi. Leurs exigences, leurs espoirs, leurs rêves les poussent inévitablement vers la marge de la société. Tous ces films ont en commun une vision du monde identique, une même impatience. »

L'exigence et l'impatience, c'est l'univers de Hart-

ley, le carburant de ce mélange de burlesque et de film noir qui lui fait que ses personnages se heurtent physiquement, tombent, s'évanouissent, échangent des paires de baffes plutôt que des serments d'amour. Ce n'est pas un truc de « montreur », c'est une morale de cinéaste, qui préfère le geste à l'explication, les actes à la psychologie. Traitant de loyauté vis-à-vis de soi-même et des autres, il fait confiance au récit, à l'image et aux acteurs, et aux spectateurs.

Le deuxième film de Hartley ne s'appelait pas pour rien Trust Me (« Fais-moi confiance »), ou, plus exactement, selon son titre original, Trust (« Confiance »). « J'étais contre ce changement de titre pour la France, on m'a expliqué que « Trust » tout seul aurait un sens différent ici. Mais le film n'exprimait pas une demande, il évoquait une idée, un idéal : la confiance. Mais ce n'est pas trop grave, il me semble que les gens ont compris. » Ce qu'on n'a toujours pas compris, c'est pourquoi les titres de ses films ne sont pas traduits.

Simple Men, malgré son absurde exclusion du palmarès, fut l'une des rares vraies réussites du dernier Festival de Cannes. Le film commence par un

que, une production indépendante en Amérique. « Je l'ai créée parce que j'y étais obligé, dit-il, dans un rire embarrassé. Zentil, une société anglaise, m'a offert l'argent en prévenant les droits de film de par le monde, prend une commission et donne le reste à True Fiction. Cela constitue le budget du film, 2 millions de dollars dans le cas de Simple Men : une mise en regard des standards américains, une fortune comparée aux 70 000 dollars de The Unbelievable Truth ! Mais je ne veux pas devenir producteur, en tout cas pas d'un autre réalisateur. Je n'ai pas de vocation de patron. »

C'est ce même regard de cinéaste qui, dans Simple Men, ordonne et enchaîne une série d'épisodes et une conversation avec Madonna, une danse de balade tendre aux airs de valse indienne et la lecture exaltée d'une page de Malatesta, la trouille sécuritaire et l'aspect pathétique de ce type dont tout le monde avait peur, qui simplement n'était ni là « j'ai froid ».

Hal Hartley, réalisateur de ses personnages, comme eux solitaire et solitaire. Ses films sont d'un bonhomme qui a cherché son chemin dans des sentiers tracés, et, en même temps, en même temps les films d'une bande, d'une famille d'artistes et d'acteurs. « On s'est presque tous connus à l'école, on cherchait du travail dans le cinéma, sans succès. On se retrouvait les uns chez les autres, les uns sortaient avec les autres, on s'entraînait pour le boulot... On a acquis une certaine expérience en vivant. J'ai compris qu'il ne serait impossible de devenir un réalisateur « normal », un « hollywoodien », vu la manière dont fonctionne l'industrie. Ce n'est pas que je ne le voulais pas : j'en rêvais tout le temps. Mais ça devenait impossible de le faire. Je pointais un scénario, demandais de l'argent, c'est nul. »

« Je me suis aperçu qu'il faudrait que je me lance tout seul. Aussi, quand j'ai fait mon premier film (et que j'ai payé pour ça), j'ai fait appel à mes copains, j'avais besoin d'eux. Personne d'autre n'aurait accepté de travailler avec moi. Et puis, ces gens sont simplement excellents dans leur domaine. Sinon j'aurais cherché d'autres : la qualité du film prime. » Excellents, sans doute, mais surtout parfaitement accordés au style du réalisateur : impossible de dire de quoi seraient capables le chef opérateur Michael Spiller, le monteur David Hamilton ou les acteurs Robert Burke et Martin Donovan ailleurs que chez Hartley, tant ce qu'ils font appartient à sa manière.

La famille, au sens littéral, est au centre des trois films de Hal Hartley. Elle ne s'est pas arrangée avec le temps. Les parents de la jeune femme de The Unbelievable Truth, le père surtout, s'embariffaient dans

leurs tentatives d'être justes, mais étaient aussi très chaleureux par la réalisation. Dans Trust Me, le père du héros était un maniaque sadique de la fille maltraitée à la première scène, son épouse devenait folle de possessivité vengeresse.

Cette fois, le père mythique recherché par Bill et Dennis se révèle un vieux dogmatique perdu dans un rêve américain – un mieux, un fantasme shakespearien. En contact successive avec ses deux fils, ce père qui permet à chacun de se séparer, à sa manière, de son influence. Pourquoi cette omniprésence de la famille ? Hartley répond, il aussi, par l'exigence de la loyauté (on ne parle que de ce qu'on connaît) : « Je n'ai pas beaucoup voyagé, les problèmes que je pouvais traiter de façon juste étaient ceux de la famille, dans le cadre que je connais, la relation entre la famille et le monde dans lequel évolue. La famille est la référence commune la plus simple, une référence qui définit par rapport à elle toutes les orphelines. »

Les personnages de Hartley cherchent toujours, en même temps, comment être heureux et comment être malheureux. Deux choses que le monde s'acharne à rendre contradictoires, et pour que leurs histoires soient compliquées, il leur faut des problèmes simples, des simples problèmes. La famille est le lieu d'affrontement le plus proche, mais c'est aussi la maison-Amérique, la famille-Amérique qui en prend pour son grade. L'Amérique des valeurs moralisantes et du cynisme, du fric, du sourire obligatoire, du crépuscule télévisuel, de l'hygiénisme militant et du politiquement correct.

Si Hartley est passionnant (et sympathique), c'est qu'il est radicalement critique mais jamais cynique. L'ironie qu'il a « dedans ». Le jeune homme connaît ses classiques, et se reconnaît au passage plus de références européennes (Brecht, Bresson, Godard) qu'américaines (Hawks et Preston Sturges, tout de même). Mais c'est avec les valeurs et les mythes de sa société, ses mots et ses gestes, ses attitudes et ses champions, qu'il en fait l'incisif critique.

Simple Men ne reflète pas un regard extérieur (donc aisément dominant). « A hauteur d'homme », de plain-pied avec ses personnages et situations jusque dans leurs développements les plus minimes ou les plus farfelus, il y puise sa puissance d'impact, d'intelligence, et de plaisir.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Dans Les Cassavetes, autoportraits, à paraître aux Cahiers du cinéma, le 30 octobre.

TQI
La Balance
PAR LES VILLAGES
Peter Elisabeth Charlioux
20 h
du 13 oct au 8 nov
46 72 37 43

20-21-22 octobre
ZARANDANZAS
RIS & DANCERIES
49 80 18 88 / 26 85 75 84
59500 Vieux-Mogastrol

CHAEROL
ACTUELLEMENT
LUCERNAIRE
53, rue
Champan
75006 PARIS
21 31 30
SPECTACLE

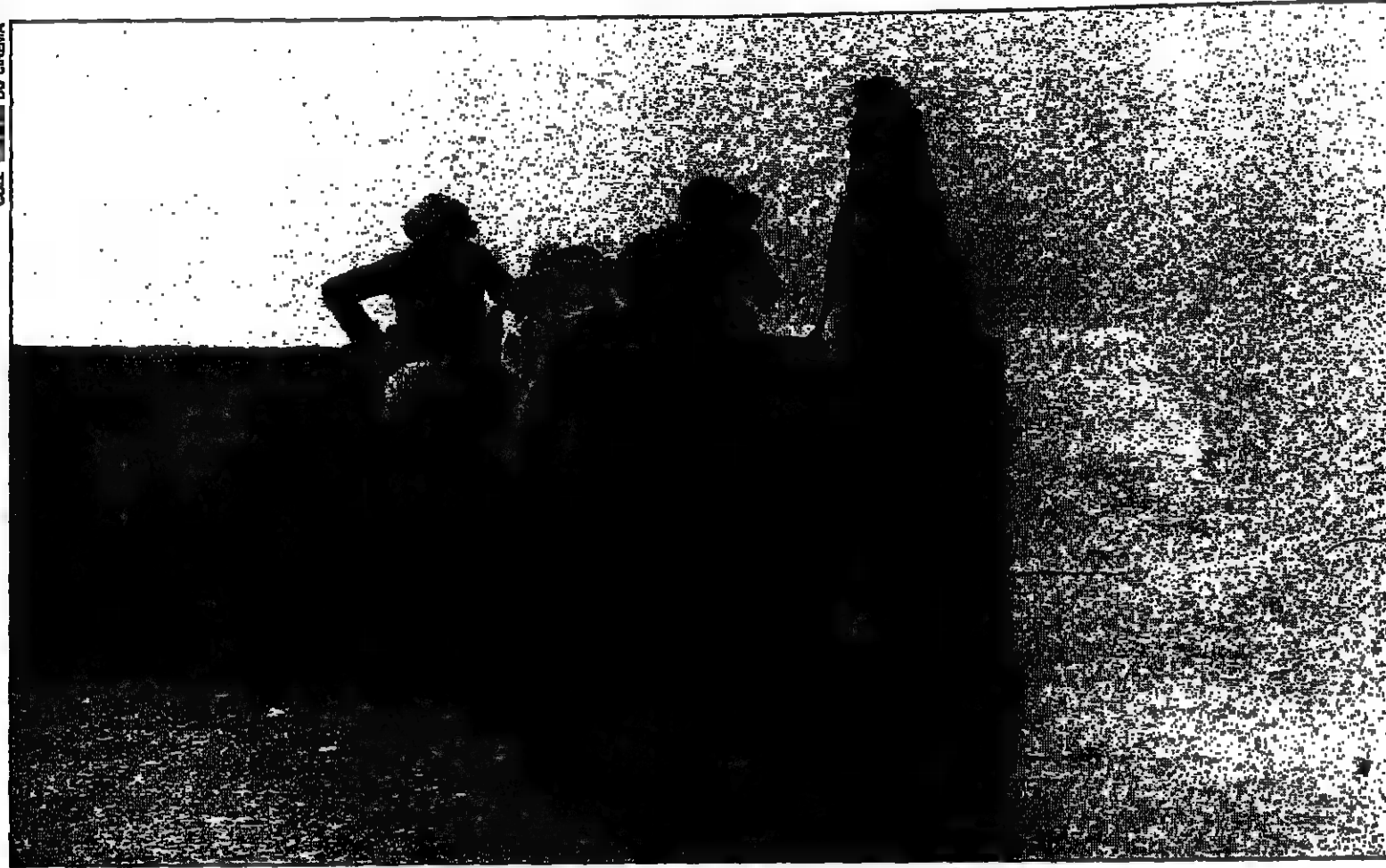
THEATRE DE L'AQUARIUM
les mots et la politique
La nuit, la télévision
et la guerre du Golfe
avec des extraits d'émissions de journaux télévisés
mise en scène Jean-Louis Benoit
Cahiers du Théâtre de l'Aquarium / CRDC Nantes
13 octobre - 29 novembre
74 99 61

مركزا من رلاميل



Mario Soldati.

HOMMAGE A MARIO SOLDATI aux Rencontres du cinéma italien d'Annecy



« Piccolo mondo antico » (« Le Mariage de minuit »), 1940.

LE DILEMME DE LA CAMÉRA ET DU STYLO

LORSQUE *Piccolo mondo antico* (sous le titre *Le Mariage de minuit*) et *Malombra* sortent - enfin - en 1948, il n'est plus question que de néoréalisme. Ces adaptations de romans d'Antonio Fogazzaro ramènent à un XIX^e italien dont les spectateurs français n'ont alors que faire. S'ils s'intéressent davantage à *Eugénie Grandet*, c'est la cause de Balzac, et de la présence d'Alida Valli dans le rôle titre, tout en regrettant qu'un roman si français ait été transposé par un Italien...

La plupart des films importants de Mario Soldati n'ayant pas été distribués en France - ou mal distribués, *Provinciale* (1954), adaptation d'un roman de Moravia, *Polcarpo*, sorti seulement en version doublée sous le titre *La Marchande d'amour*, - on n'aura donc plus ou moins retenu de lui que les films de genre des années 50 : *Fra Diavolo*, *Le Chevalier sans loi*, *La Fille du corsaire noir*, la *Fille du fleuve* (avec Sophia Loren dans un rôle rappelant celui de Silvana Mangano dans *Amor*) *Sous le ciel de Provence*, *Quatre dans la neige*, de Blasetti, qui annonçait en 1942 le néoréalisme.

Un meilleur sort a été fait aux romans et nouvelles de Soldati, mais les lecteurs ne sont pas forcément devenus spectateurs. Lorsque le recueil de nouvelles *Le Festin du commandeur* parut chez Plon en 1951, qui pouvait le rapprocher entre cet auteur, que Graham Greene comparait à Henry James pour son don de faire naître l'étrangeté la plus inquiétante, et un auteur plus naturel, avec un réalisateur de films de très petite renommée ? Il est vrai qu'en Italie même, Mario Soldati était mieux connu pour sa création littéraire que pour sa création cinématographique, jugée par certains purement fortuite.

On pourrait d'ailleurs voir en cela la raison des propos péremptifs tenus par Mario Soldati dans un entretien recueilli par Jean A. Gili et publié dans la *Revue du cinéma* (n° 350, mai 1980) : « Non seulement je n'ai jamais pensé que je m'occuperais de cinéma, mais ensuite, lorsque j'ai dû m'en occuper, j'ai fait, moins pendant les deux premières années, malgré moi, contremaître, mais ensuite, avec désespoir, avec la haine même pour le cinéma. Je n'étais inscrit au parti fasciste, je ne pouvais donc pas travailler en Italie dans les professions auxquelles j'avais été préparé. J'avais un diplôme de lettres avec une spécialisation en histoire de l'art.

« Trois s'offraient à moi : je pouvais être professeur de lycée, surintendant de musée ou journaliste. Pour ces trois professions, il fallait l'inscription au parti fas-

Mario Soldati aura quatre-vingt-six ans le 17 novembre. Les Rencontres du cinéma italien d'Annecy, qui ont lieu du 17 au 24 octobre, lui rendent hommage. Il est décédé avec quelques semaines d'avance l'anniversaire de ce cinéaste et écrivain italien qu'on connaît mal en France. Mario Soldati est l'un des plus beaux films, *Piccolo mondo antico* et *Malombra*, font l'objet d'un culte cinéphilique. Personnalité singulière et complexe (lettré du cinéma et cinéaste de la littérature, disait Antonio Pietrangeli en 1948), Mario Soldati a été masqué chez nous par un rideau de malentendus.

... Mais on pouvait très bien travailler dans le cinéma, dans les rangs inférieurs : comme scénariste, comme assistant réalisateur. Voilà la carrière que j'ai suivie parce que je n'étais pas inscrit au parti. »

Ainsi, Mario Soldati serait cinéaste par accident ? Admettons. Mais que son cinéma soit si mal compris (en ce qui concerne, bien entendu, les adaptations littéraires) est son propre talent d'écrivain et la conception « expressive » des images filmiques qu'il fit l'apprentissage des cinéastes italiens des années 30 comme co-scénariste et assistant, de Mario Camerini sur *Il Turco*, le 17 novembre 1906, *Il Turco*, d'une vieille famille de cette capitale du royaume de Piémont, qu'il préféra toujours à Rome qu'il a célébrée souvent dans ses livres (1), un *Malombra*. En 1929, il publie ses premières nouvelles sous le titre *Salmae*. De 1929 à 1931, il vit et travaille aux États-Unis. De son séjour naît un livre *America, primo amore*, édité en Italie en 1935. A cette époque, Mario Soldati est un scénariste de cinéma. Les activités d'écriture lui inspirent.

Il passe à la réalisation en 1939. En trois ans, il tourne trois films, restés inédits en France, où sa part de scénariste est prépondérante. En 1941, il publie *La Verità sul caso Motta*, et il réalise - nous y voilà - *Piccolo mondo antico*. Il n'a pas choisi le sujet. C'est une commande. « J'ai signé le contrat du film, j'ai écrit le livre de Fogazzaro... Je suis rentré chez moi, j'ai diné, puis j'ai pris le livre, et je me suis mis à le lire. J'ai passé la nuit et, 7 heures du matin, j'étais heureux, je pleurais, j'étais ému, c'était un livre magnifique. »

Antonio Fogazzaro, né à Vicence (la ville de Palladio) en 1842, appartient essentiellement à la culture italienne. Certains de ses romans ont été autrefois traduits en fran-

çais, mais on les chercherait en vain aujourd'hui sur les rayons des librairies. Un *petit monde d'autrefois* est la chronique nostalgique d'un moment du Risorgimento et d'une vie perdue.

En 1851, dans une petite ville au bord du lac de Lugano, Franco Malombra, jeune aristocrate, acquiesce à la cause de l'unité italienne, épouse secrètement Luisa, fille d'un modeste fonctionnaire. Il est déshérité par sa seule parente, sa tante, une vieille marquise qui s'accommode de la domination autrichienne et qui a capté une fortune qui aurait dû revenir au garçon. Un jour, Luisa se dresse contre l'aïeule terrible, mais la petite fille qu'elle a eue de son union avec Franco tombe dans le lac et se noie. Franco a dû, pour échapper à la police, se réfugier en territoire piémontais. Lorsqu'il revient, Luisa, qui s'estime responsable de la mort de la fillette, le repousse. Ils ne se reverront qu'à l'approche de la guerre de 1859 : l'Autriche, à Isola Bella. Franco porte l'uniforme de l'armée piémontaise.

Les allusions au Risorgimento ne gênaient pas la censure fasciste, non plus que l'atmosphère très romanesque de cette histoire d'amour, de mésalliance et de bonheur brisé. Un appel à la liberté résonne pourtant dans ce film, un souffle de revendication du visage sublime d'Alida Valli, cette Luisa obsédée par le désir de vengeance, l'injustice, puis par le remords. Alida Valli est la figure dominante de *Piccolo mondo antico*, film envoutant dans lequel Soldati utilise les décors naturels comme le reflet des états d'âme et des sentiments, fait naître le trouble, le mystère et de sourdes menaces de sa reconstitution historique.

Le gros plan final d'Alida Valli, nimbée de la dentelle blanche ornant sa coiffe, parlo-t-elle d'espoir ou de mort définitive ? L'ambiguïté demeure dans le regard lointain, les lèvres closes. On dit que Visconti a finalement Alida Valli pour *Senso* à cause de son interprétation dans *Piccolo mondo antico*.

Pour Mario Soldati, c'est le film de la *scrittura* (en italien). Mais au moment où le régime fasciste commence à craquer, certains cinéastes préparent le néoréalisme. Soldati se trouve, lui, classé parmi les « calligraphes » qui sont censés privilégier la forme sur des sujets « désuets », pour se mettre en rupture avec les consignes officielles. Assistant de Soldati, Alberto Lattuada va tourner, dans un style semblable, *Giacomo l'idealista*, avant de rejoindre la *scrittura*. Mais pourquoi réduire Soldati à ce « calligraphisme » dont la notion devrait, d'ailleurs, être révisée ? Soldati est et restera un cinéaste « littéraire ».

Il serait plus simple de détecter son style personnel de romancier dans les adaptations dont il est l'auteur. A Fogazzaro, il emprunte, en 1942, *Malombra*, fascinante histoire d'une jeune marquise en atours 1880, qui, dans un palais riverain d'un lac aussi beau et aussi inquiétant que celui de *Piccolo mondo antico*, se croit la réincarnation d'une aïeule victime de deux hommes, et entreprend d'exercer sa vengeance sur leurs descendants. Tempête sur les eaux et tempête dans les cœurs, scènes finales hallucinantes. Isa Miranda, la vamp de Cinecittà, cette « femme fatale », médium du passé et victime d'elle-même. Il semble que Mario Soldati aurait préféré Alida Valli à la Miranda, plus bamboyante et extravertie. Elle est pourtant « l'image dans le tapis » de ce conte noir, où le fantastique naît tout autant des paysages et des architectures que des états psychologiques.

En 1947, Mario Soldati portera à l'écran, la même intensité, la même dimension stylistique personnelle, un autre roman d'Antonio Fogazzaro, *Daniela Cortis*, film inédit en France, comme *Quartieri alti* (1943-1944), pourtant inspiré en partie d'une pièce

Jean Anouilh, *Le Rendez-vous de Senlis*, et la *Misère del signor Travet*, que le cinéaste considère comme son chef-d'œuvre (c'est le seul sujet qu'il a pu filmer lui-même). Tiré d'une pièce de Vittorio Gassman et rattaché, lui aussi, au « calligraphisme », ce film, sommet de l'art du cinéaste, fut présenté au Festival de Cannes en 1946 dans la sélection italienne, avec *Rome ville ouverte* de Rossellini, *Un jour dans la vie* de Blasetti et le *Bandit* de Lattuada, tous consacrés à la guerre et à la Résistance. Autant dire qu'il n'y fut guère remarqué. Officiellement, le néoréalisme venait de s'imposer.

Mario Soldati n'en prit pas le tournant. Ce n'était pas dans sa nature. En 1948, il écrit et réalise un sujet contemporain, *Fuga in Francia* (*Fuite en France*), odyssée d'un fasciste évadé de prison, de deux immigrés clandestins et d'un aventurier joueur d'accordéon cherchant à franchir la frontière française. On lui accorda un succès d'estime.

Dans les années qui suivirent, à l'exception de la *Provinciale*, d'après Moravia, *Polcarpo*, officielle *scrittura*, d'après un roman de Gandolin (1959), Mario Soldati ne réalisa plus que des films où il exerçait son savoir-faire technique. Dans le cinéma italien, c'était un individualiste. Par ailleurs, il s'était consacré entièrement à sa première « vocation » : la littérature.

JACQUES SICLIER

(1) Cf. en particulier *L'Incendio*, écrit en 1981 et publié en français en 1982 aux éditions Hachette.

Agenda

La dixième édition des Rencontres du cinéma italien d'Annecy s'ouvrira le 17 octobre pour s'achever le 24. Après Alberto Moravia et Leonardo Sciascia, le Festival rend hommage cette année à Mario Soldati en projetant, les 18 et 19, *Donna e briganti*, *Dora Nelson*, *Eugénie Grandet*, *Fuga in Francia*, *Malombra*, *La Misère del signor Travet*, *Piccolo mondo antico*, *Polcarpo* officielle di *Scrittura*, la *Provinciale* et *Tragica Notte*.

La soirée d'ouverture est placée sous la présidence d'Alberto Sordi, dont est projeté *Assalto per aver commesso il fatto*. Le mardi 20 octobre, début des projections des films en compétition. Dix films, premières ou deuxième œuvres produites en 1992, concourent pour le « bacio » décerné par un jury de professionnels : *Complicazioni nelle notti*, de Sandro Cecca, *Quattrofratelli*, de Fulvio Wetzl, *Verso Sud*, de Piero Pozzessere, *Nero*, de Giancarlo Soldi, *Menù paloma bianca*, de Daniele Segre, *Lettere da Parigi*, de Fabrizio Giordani, *Cinecittà Cinecittà*, de Vincenzo Badolanti, *Grazie al cielo c'è Toto*, de Stefano Pomilla, *Ambrogio*, de Wilma Labate et *Nottaz-cia*, de Duccio Camerini.

Projection le jeudi 22 octobre de *Nous sommes tant aimés*, d'Ettore Scola. Vendredi 23 octobre, journée dédiée à Simon Mizzi, disparu cette année, qui fut l'un des plus acharnés ambassadeurs du cinéma italien en France. Samedi 24 octobre, gala de clôture en présence de Claudia Cardinale et projection de *Pensavo fosse amore invece era un calesse*, de Massimo Troisi. Un cycle axé sur la comédie, des avant-premières et des expositions (consacrées au Studio 5 de Cinecittà, à Jean Renoir et à Scola) complètent cette programmation.

Renseignements, Centre d'action culturelle d'Annecy, tél. : 50-33-44-00.

Les entrées à Paris

SÉLECTION DE LA SEMAINE



La compagnie Ana-Maria Steckelman au festival « Les Allumées » à Nantes.

Jazz

New Morning

Son plein, phrasé impeccable, des idées à revendre comme les musiciens de sa génération, George Coleman, qui fit partie d'un des plus beaux quintettes de Miles Davis (cela vaudrait comme référence), est à Paris. En prime, le meilleur batteur du style, Billy Higgins. George Coleman à Paris, c'est en soi une date, mais quand elle clôture une semaine ouverte par Ray Barretto (le 14) et qui a vu se succéder Joao Bosco (les 15 et 16), Helen Merrill et Gordon Beck (le 17), on se dit que les festivités ne se tiennent pas forcément où il le faut. Le New Morning lui-même, c'est à la hauteur de sa vocation.

Les 14, 15, 16, 17 et 20. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Jean-Louis Chantepeux

Troisième et dernier rendez-vous avec Jean-Louis Chantepeux, le dandy situationniste du jazz au sens où on l'entend, il l'a déjà trop fait, dans d'autres vies, d'autres lieux, d'autres temps, mais bien trop exigeant pour n'en pas jouer. Donc, tous pour la prise de la Bastille. Français, encore un effort pour devenir républicains (texte de Sade l'embellit) que Chantepeux, descendant de Camille et de Sonny Rollins, mit en musique négative.

Le 16. Opéra-Bastille, 18 h 30. Tél. : 44-73-13-00. 75 F.

François Cornéloup Quartet

Un parfum d'ONU, orchestre national de jazz, précédente formule. Le quartet réuni par François Cornéloup est un moment de la musique actuelle : où en sont-ils ? Que font-ils ? Loup y est-tu ? C'est l'occasion d'entendre Claude Barthélemy. Et entendre Claude Barthélemy, guitariste, à six ou quatre cordes, c'est une chance.

Le 17. Montparnasse, Instantes chevrières, 21 h 30. Tél. : 42-67-25-91.

Chanson

Kent

Kent est sorti de la stricte sphère du rock français pour se lancer dans la chanson française, à base de textes bien travaillés, de mélodies bien ancrées ici. Le tout reste un peu trop sage, la sonnerie du chanteur et des musiciens laisse encore à désirer. Avec guitare en solitaire, petite rébellion en costume trois pièces.

Du 14 au 20. Cité de la danse, 20 heures. Tél. : 43-57-05-35.

Noir Paris

Le petit dernier de la dynastie des Légimus, David, prend le micro sous la direction de Rodjep Mitrovitsa pour un régal d'une heure quinze, parcours sensible dans le répertoire français du siècle. Mistrak, Maguy, Vian, Ferré oui, avec cet Anilais surdoué, des intonations de gospel.

Jusqu'au 31 octobre. Hôpital déshérent, 20 heures. Tél. : 46-27-03-28.

Tournée

Gilles Vigneault

Nouvelle tournée pour le poète-chanteur québécois, repart sur la route avec sa simplicité habituelle, son goût des mots et ses envies de relater sa campagne à l'universel.

Le 15 octobre. Grand, Bâtiment Le Vaisseau, 21 heures, de 100 F à 140 F. Le 16, Mousser (56), centre culturel, 21 heures, de 50 F à 100 F. Le 17, Le Guineau (28), centre culturel, 21 heures, 130 F. Le 18, Ivry-sur-Seine (dans le cadre du Festival du Val-de-Marne), sous chapiteau, terrain Gladios, à partir de 17 heures, 40 F et 80 F.

Musiques du monde

Joao Bosco

Joao Bosco, chanteur de charme sans les défauts, guitariste et musicien de premier ordre, inspiré, voyageur brésilien qui connaît ses Antilles sur le bout des ongles, revient pour un concert en trio, avec le bassiste camerounais Armand Sabal Lecco (ex-Mann Dibenango et Paul Simon) et Ricardo Silveira à la deuxième guitare.

Les 15 et 16. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Marie Boine Persen

Les concerts de Marie Boine Persen, Lapoune intégrée à la bande du label Real World de Peter Gabriel, sont des petits chefs-d'œuvre de bonne entente musicale entre une chanteuse partie à la recherche de ses racines, des musiciens venus du jazz (un fabuleux bricolage de la guitare) ou du Pérou (un joueur de flûte, Péruvien d'Oslo).

Les 16 et 17. Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-61-47.

Oumou Sangaré

Elle vient du sud du Mali, du Wassoulou. Vedette éclair à Bamako - deux cent mille exemplaires de l'album *Wassoulou* (chez Harmonie) se vendent en quelques mois - la jeune fille fut l'invitée du festival Africolor de Saint-Denis en 1991. Moderne et traditionnelle, voix haute et charisme évident, Oumou repasse par Paris pour une soirée surprise.

Le 20 à 19 heures. Passage du Nord-Ouest, Tél. : 47-70-61-47.

Musique Fibroch

Voix de Bretagne

Nuit collégiale, nuit d'enthousiasme sur fond de voix (à 20 heures), si belles en Bretagne (Arnaud Maisonneuve, superbe) et de coramuses des Highlands, de grands modèles, très peu connus ici pour un répertoire de musique classique écossaise (à 18 heures). Après une création au Quart de Brant, un passage parisien de bon ton.

Le 18. Théâtre de la Ville, 18 heures et à 20 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Mano a Mano

Tango, tendance, humour. Excellents musiciens, rieurs inventifs, les deux complices passent en revue, la main

dans la main, toutes les beautés et les travers de leur tango national avec un subtil jeu de bandonion.

Jusqu'au 30 octobre. Sentier des Halles, 22 h 30. Tél. : 42-36-37-27. 100 F.

Tournée

Youssef N'Dour

Petit prince de Dakar, voix d'airain, gentillesse à toute épreuve et élégance fière : Youssef est bien le grand chanteur africain consacré par Peter Gabriel, et aujourd'hui passé dans la bande du cinéaste noir américain Spike Lee. Mais son port d'attache, sa zone d'influence profonde, c'est bien Dakar et sa légendaire boîte, le Kilimandjaro. Le public européen bondit encore un peu cette star noire, à tort. Youssef sur scène, c'est aussi de la danse, un groupe de musiciens fabuleux, une expression originale de l'Afrique à venir.

Les 15 et 16 octobre. Paris, Batandou, 20 heures, 140 F. Le 17. Huser, dans le cadre du Festival jazz pulsations, Chapiteau de la Pépinière, 20 heures, 110 F et 130 F.

Festival

Les Allumées

Nantes/Buenos-Aires

Jeune année de la ville de Nantes, qui se cherche des *alter ego* électriques et s'apprête à passer six nuits blanches et vagabondes en compagnie d'une équipe portante. Il y a des arts plastiques, du théâtre et de la danse, mais aussi de la musique. Du tango, à signaler les Tangos. Argentine douce et installée en France, le Trio Marconi ou encore le Sexteto Sur et Adriana Varela. Du rock argentin, Al Portuaria, Charly Garcia, et d'autres, et deux grands bals tango où l'on peut se rendre gonflé les vendredis et samedis soirs après avoir pris des cours pendant la semaine allumée de Nantes.

Du 19 au 24 octobre. Nantes, six nuits, de 18 heures à 8 heures du matin. Renseignements : 40-88-50-50 et 40-73-85-51. Minibus 3015 SORTIR.

La sélection
« Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Morlaing.

du 16 au 25 octobre
Cine Classic à Bourg-la-Reine
H.G. CLOUZOT
Rétrospective 8 films
 LES GÂTEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

DANSE

Paris

Ballet de l'Opéra de Paris

Le Répertoire
Une histoire d'amour et de mort dans l'Inde mystérieuse d'antrefois. De ce célèbre ballet de Petipa, créé à Saint-Petersbourg en 1877, on ne connaissait en France que l'acte des Ombres, avec son mélange défilé de blancs fantômes en ambages croisés. Rudolf Noureov est remonté aux sources (notes de Petipa et partition originale de Minkus) pour offrir au Palais Garnier sa version presque intégrale (on l'a hélas obligé, pour des raisons financières, à sacrifier l'acte IV et son spectaculaire défilé des ténés). Ezio Frigerio et Franca Squarciapino se sont inspirés, pour les décors et les costumes, des peintures indopersonnes du dix-neuvième siècle.

Opéra de Paris-Garnier, jusqu'au 31 octobre, à 19 h 30 (sauf le 17, 14 h 30 et 20 heures). Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 350 F (le 17 en méthode, de 25 F à 255 F).

Ballet-Théâtre espagnol

Carmen
Et encore une Carmen, une ! Celle-ci, signée du chorégraphe Rafael Aguilera et plus proche, dit-il, de Mérimée que de l'opéra de Bizet - mobilise soixante danseurs, chanteurs et musiciens, emploie deux cents costumes, mène à la partition de Bizet des pages de Pablo de Sarasate, du flamenco, des chants basques. Elle vient de faire un malheur au Japon.

Palais des Sports, jusqu'au 25 octobre, 20 h 30, matinales le samedi à 15 heures et le dimanche à 14 heures et 17 h 30, relâche le lundi et le jeudi. Tél. : 48-28-40-28. De 100 F à 270 F.

Ballet national de Marseille/Roland Petit

Chorégraphie avec nous
Un « ballet de chambre » pour six danseurs qui évoque en vingt petits tableaux l'univers et les films de Chariot avec une nostalgie tendre et amusée.

Opéra-Corbière, jusqu'au 30 octobre, 20 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 250 F.

Les Jaloux de la danse

Faire l'homme, par une Cécilia
Trois pièces courtes, dues respectivement à Nadège MacLary, Jean-Pascal Gilly et Marie-Christine Gheorgiu. De bonnes surprises sont toujours possibles.

Deuxième Théâtre, les 13, 14 et 15 octobre à 20 h 30. Tél. : 42-28-47-47. 100F.

Les Esprits mobiles

Compagnie d'Elles
Elle Obéit
Compagnie Pedro Pauwels
A main cédée

Compagnie l'Arrache-Cœur

Et de l'arrachement...
Encore des jeunes danseurs dérangés par la chorégraphie. Sandra Martinez (Cie d'Elles) a d'abord étudié le modern-jazz, puis dansé, notamment chez Karine Saporta ; Pedro Pauwels a été formé chez Rosella Hightower à Cannes, est passé chez Bagouet, Monnier, Duroum, Saporta, Duboc ; Régis Huvier (l'Arrache-Cœur) chez Michèle-Anne de Mey, Gallota.

Théâtre Dancin, les 15, 16 et 17 octobre, 20 h 30. Tél. : 45-64-72-00. 100 F (80 F pour les habitants du 13^e arrondissement).

Dances de l'Andra-Pradesh

Présentées pour la première fois hors de l'Inde, ces danses de l'Andra-Pradesh (vaste Etat situé au centre-est du pays) mettent l'accent sur les mouvements sensuels des hanches, des épaules et du buste. Elles seront exécutées par vingt-quatre danseuses accompagnées par six musiciens.

Musées des cultures du monde, du 29 au 31 octobre, à 20 h 30 (sauf dimanche à 17 heures). Tél. : 45-44-72-30. 100F.

Dances contemporaines et orientales

Y8 Solim
Un dialogue Orient-Occident proposé par le Théâtre Contemporain de la danse : le spectacle réunit la compagnie Andrew Degroot dans *Prélude à la Rapsodie*, la compagnie Artefact/Janette Dumeix et Marc Vincent dans *Mauvaises*, et les danseuses Leila Haddad et Djamilia Henni-Chetou. (Lire notre article page 44.)

Auditorium de l'Institut du monde arabe, du 20 au 24 octobre, 20 h 30. Tél. : 42-74-44-22. 90 F.

Sceaux

Compagnie Astrakan/Daniel Larrieu

Code
Pour fêter les dix ans de sa compagnie, Daniel Larrieu a composé ce « catalogue d'un répertoire dansé », enchaînant une grande partie de ses créations depuis 1982, données intégralement ou en extraits : *Chiquenauts*, *Elophani* et les *Jeux*, *Romance en sueur*, les *Marchands*, les *Bâtisseurs*, les *Prophètes*... Présenté au dernier Festival d'Avignon, cette soirée fut un enchantement absolu. Il ne faut manquer sous aucun prétexte cette occasion, trop rare, de découvrir ou de revoir en un soir le parcours du chorégraphe français le plus singulier d'aujourd'hui.

Parc du château de Sceaux, le 18 octobre à 17 h 30. Tél. : 46-61-36-87. 120 F.

Choré-Je-Roi

Compagnie Christine Bastin

Gazelle de loup
Christine Bastin verse à son tour l'incontournable tribut 1992 à l'Espagne. « C'est l'Espagne archaïque qui me parle, l'Espagne alphabétique, dit-elle. C'est la pauvreté du dire, la pauvreté de l'homme, et au fond de lui des sensations intenses... »

Théâtre Paul-Bourdieu, les 16 et 17 octobre à 20 h 30, le 18 à 15 heures. Tél. : 48-90-88-79. 85 F.

Créteil

Compagnie Ris et Danceries

Zarandemans

Un voyage au dix-septième siècle, une évocation qui se veut « plus poétique qu'historique » des danses baroques espagnoles et françaises.

Maison des Arts, les 20, 21 et 22 octobre à 20 h 30. Tél. : 48-80-18-88. 120F.

Châtillon

Christine Marneffe

Les Petites Merveilles
Christine Marneffe peint avec humour et indulgence « les frileux, les chétifs, les superstitieux, un peu mal dans leur peau et qui pourtant se jouent la vie gros durs, héros, stars de papier... »

Théâtre de Châtillon, du 20 au 24 octobre, 20 h 45. Tél. : 46-57-22-11. De 40 F à 70 F.

Régions

Rouen

Compagnie l'Esquise

Derrière la mur (1)
Le Royaume millénaire (2)
Octobre en Normandie a demandé à Joëlle Bouvier et Régis Obadia de reprendre ces deux pièces déjà « anciennes » : c'est une bonne idée, car le répertoire des chorégraphes contemporains - et ceux-ci ne sont pas des moindres - n'est pas assez diffusé, les programmeurs étant avides de créations.

Théâtre des Arts, (1) le 17 octobre, (2) le 20 à 20 heures. Tél. : 35-70-04-07.

Rennes

Compagnie Rosas/Anne Teresa

de Keersmaecker

Achtsteind
Première visite à Rennes de la grande Anne Teresa, avec cette superbe pièce dansée sur des musiques d'Enrique Yague et de Ligeti. Énergie, provocation, sensualité.

Théâtre national de Bretagne, les 20 et 21 octobre à 20 h 30. Tél. : 99-51-12-51. De 50 F à 100 F.

Bordeaux

Compagnie Kell

Le Saut de l'ange
Un nouveau spectacle d'Annette Loday - auteur d'un *Kathakali-King Lear* qui parcourt le monde depuis trois ans, - proposant un traitement contemporain du vocabulaire classique du Kathakali indien et interprété par cinq danseurs venus des plus grandes académies de danse du Kerala. A la base, un poème mystique de Shelley sur la création et la destruction d'un jardin, et le kalam, rituel spectaculaire de l'Inde où l'on dessine un parterre de poudres colorées que l'on détruit lors de trances de possession.

Théâtre du Port de la Lune, les 20, 22 et 23 octobre à 20 h 30. Tél. : 56-91-59-44.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nassac.



gadir accueillait
déjà un CLUB SANGHO
dans ses "Jardins de l'Atlantique".



aujourd'hui
à Marrakech, avec un
deuxième CLUB SANGHO,
un nouveau palais
a ouvert ses portes.

MAROC CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 Paris
Tél. : (1) 42.96.02.25

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Dessins de Liotard

Après Genève, le Louvre accroche 130 dessins choisis dans les cartons de Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir cet artiste suisse du dix-huitième siècle, qui fut un des premiers à se dégager de l'esthétique rocaille pour s'orienter vers un style plus dépouillé annonçant le néo-classicisme et l'introspection du dix-neuvième siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jouffroy - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Du 16 octobre au 14 décembre. 31 F (billet d'entrée du musée).

Dixième anniversaire du Génie de la Bastille

Dix ans déjà que, chaque automne, les amateurs gravissent les escaliers conduisant aux ateliers de la Bastille. Les promoteurs aussi, hélas, et le quartier est moins sympathique. Mais il reste encore d'assez belles rencontres à faire, même si on peut regretter l'absence de certains de ceux qui furent les pionniers d'une animation originale.

Ateliers et galeries. Point de rencontre : Café de la Bastille, 10, place de la Bastille, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours de 15 heures à 19 heures. Du 16 octobre au 19 octobre.

Helmut Federle

S'il est courant de chercher la nature dans l'abstraction lyrique, le cas est moins fréquent chez son pendant géométrique. Federle tente d'en restituer, non le pittoresque, mais le sublime, montrant l'immensité de certains paysages par des toiles qui plongent le regard dans l'abîme.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue du Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Du 17 octobre au 14 novembre.

Fragonard et le dessin français au XVIII^e siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du dix-huitième siècle que le Petit Palais ouvre une porte trop longtemps fermée. On appréciera particulièrement la restauration des 57 illustrations qu'il fit des Contes de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins vus aux enfers des bibliothèques devraient susciter des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Du 16 octobre au 14 février 1993. 30 F.

Alberto Magnelli

Depuis les travaux de Daniel Abadie et d'Anne Maisonnier, on connaît mieux l'œuvre du Florentin Alberto Magnelli, compagnon de route des futuristes, et un des premiers peintres à passer à l'abstraction. Son impact sur les parisiens après la seconde guerre mondiale fut considérable, et c'est une excellente idée que de présenter à nouveau des travaux échelonnés entre 1945 et 1968.

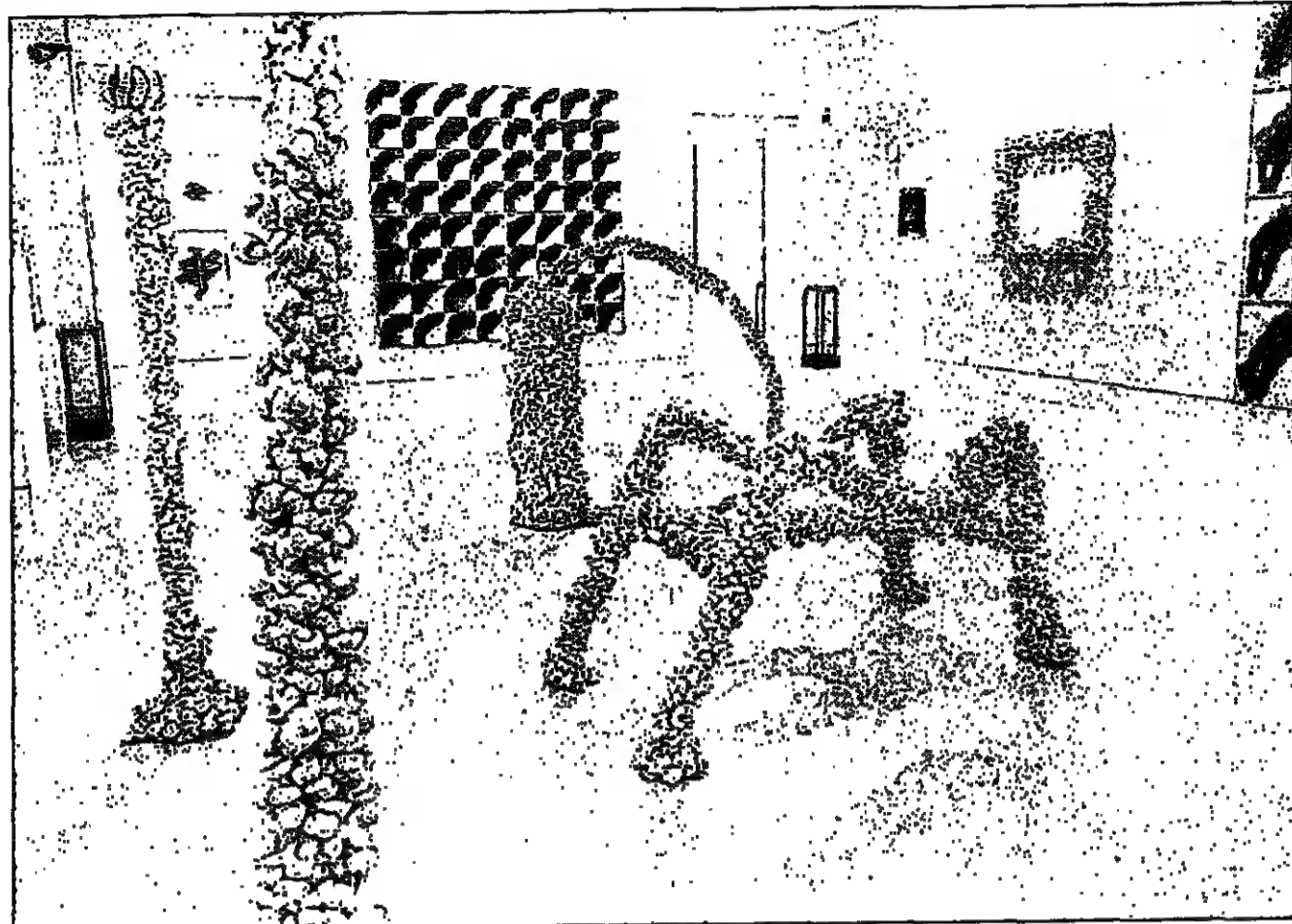
Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles, Paris 17^e. Tél. : 47-63-03-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 16 octobre au 20 novembre.

Martigues

Jean-Paul Marcheschi

Après Miro, Klein, Burri, Jaccard, le feu a gagné un autre adepte. Marcheschi a connu un début de carrière fulgurant avec ses « 11 000 nuits », autant de pages noircies à la bougie en hommage aux vierges de la Légende dorée de Jacques de Voragine, revues bien sûr par Apollinaire. Rétrospective et création d'une œuvre *in situ*, commandée par le musée.

Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet, 13500. Tél. : 42-86-86-86. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h 30. Du 17 octobre au 3 janvier 1993.



Exposition Christian Jaccard à la galerie Louis Carré.

Paris

Akseli Gallen-Kallela

Retour à Paris d'un artiste finlandais qui y fit ses humanités à la fin du siècle dernier. D'un réalisme solide à un symbolisme jamais mièvre, son pinxau brosse également d'étonnants paysages de neige et ramène des images très modernes de lointains voyages africains ou américains.

Institut finlandais, 80, rue des Ecoles, Paris 6^e. Tél. : 40-51-89-09. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, jeudi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Champs de silence

Sept artistes font retraite à l'abbaye de Royaumont : tubes de verre de Sanlier, hommage aux constructeurs de Alkema, ruines de Charpin, occultation et exaltation des lieux de culte par Skoda et Fleischer, austérité cistercienne pour Lacalmontie et chants de François Deck.

Abbaye de Royaumont, Fondation Royaumont, Asnières-sur-Oise, 95270. Tél. : 30-35-40-18. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 20 F.

Cinq années d'acquisitions du Fonds départemental d'art contemporain

Depuis dix ans, la Région du Val-de-Marne collectionne : peintures, gravures, dessins ou sculptures, sans oublier la photographie, les œuvres étant le plus souvent commandées directement aux artistes. Les cinq dernières années exposées ici témoignent d'un choix subtil et d'un décalé qui forme un ensemble original.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-60-25-08. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 13 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 18 octobre.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Du 16 octobre au 14 février 1993. 30 F.

En avion

Après le train, et le bateau, la Mission du patrimoine photographique propose la voie des airs. Nadar à bord de son ballon, les premiers vols, les portraits de pionniers et pilotes, appareils volants en tous genres : deux cents photos signées Lartigue, Rodtchenko, Kertész, Brassai, Beaton...

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 novembre. 25 F (entrée du musée).

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huston avaient un point commun : ils collectionnaient les statuettes mexicaines Guerrero, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable aux idoles cyclopiques.

Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Générique I : Désordres

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Jana Sterbak et Tunga, tour à tour comiques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral

imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-83-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 8 novembre. 30 F.

L'art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens auxquels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engouffrés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky.

Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre. 16 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a survécu depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre 1993. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 80 F).

Les Monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle lui rend cette attention avec un bel et monumental homme qui réunit, pour la première fois au monde, 14 statuettes géantes habituellement considérées comme inamovibles, en provenance de toute la France. A proximité, on visitera utilement l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de Monsieur Loyal ou de Foré qui pique.

Parvis de la Défense, La Défense, 92200. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Duane Michals

L'espace photographique de Paris clôt son année américaine avec Duane Michals. Les habitants des séquences narratives et oniriques seront surpris par sa vision de Paris : des photos où l'on voit la ville, mais aussi ses habitants, dans des mises en scène précises où l'auteur mêle autant la réalité que son Paris imaginaire.

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Cardine - 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre. 10 F.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris dresse l'inventaire en 150 œuvres du bric-à-brac d'où jaillirent quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre. 36 F (possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » : 80 F).

Prix Niepce 92

Prix Niepce 1992, membre de l'agence Méis, Luc Choquer est un coloriste brillant, novateur. Après sa Planète France, il présente Dievaschka (jeune femme), un portrait photographique des jeunes filles de l'ex-URSS, « dernier bastion inconscient qui n'a pas succombé à la grisaille ».

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 novembre. 25 F (entrée du musée).

Alfred Manessier

Il fut, comme tant de Français, oublié par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 32 F.

Victor Roman

Roman a fait sa Transylvanie natale, et un obligatoirement réaliste socialiste, pour Londres puis Paris. Libéré, mais nostalgique, il a su puiser dans le folklore roumain et dans l'art de Brancusi une vision abstraite, originale, équilibrée et pure.

Musée d'art et d'histoire, 11, rue des Pierres, Meudon, 92000. Tél. : 45-34-75-19. Tous les jours sauf lundi, mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1 novembre.

Charlotte Salomon

170 gouaches extraites d'une déclaration d'amour en 1325 feuilles à un professeur de chant, réalisée par une jeune Berlinoise qui grandissait à l'ombre du nazisme. Un journal intime illustré, en une époque qui en vit naître d'autres. Charlotte Salomon fut gazée à son arrivée à Auschwitz, en 1943. Elle avait vingt-six ans.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Galleries

Jephan de Villiers

Des fragments de bois, des morceaux d'écorce ou des petits bouts de brindilles d'où surgissent des personnages engagés dans une sombre procession, des elfes et des lutins chassés d'une époque où les forêts couvraient la terre, qui viennent témoigner de la fin d'un monde.

Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 45-54-57-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

Giuseppe Gallo

Romain, donc cultivé ; méditerranéen, italien, métaphysique, les mots déversés sur Gallo par ses thuriféraires auraient tendance à l'enterrer. Restent heureusement ses dessins, des bulles sur papier de

formats modestes, un monde étrange fait de presque rien, fin et précis, mais qui peut parfois éclater en de très durs contrastes.

Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Tenn Hocks

Tenn Hocks a la gentillesse et la complexité technique des poètes, leur humour aussi. Installé dans un décor peint, il se photographie dans des poses apparemment banales, dont l'incongruité surgit soudain. Colorées d'une peinture transvalide, ses œuvres provoquent parfois un rire né de l'absurde et, pour les meilleures, montrent un sens de l'espace d'une extrême originalité.

Galerie 15, 15, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Christian Jaccard

Une démarche radicale, mais sensible, qui en fait un des rares artistes français de sa génération à avoir réellement une œuvre derrière lui, et un énorme potentiel devant. L'aspect spectaculaire des papiers calcinés et la complexité de ses objets peuvent heureusement surprendre, ils ne laissent pas indifférent.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messaline, Paris 11^e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

Allan Kaprow

On lui attribue les premières utilisations du terme « happening ». Il fut, dès 1957, un précurseur des installations environnementales qui voudront faire éclater le cadre des arts traditionnels. Réactualisés, quatre environnements réalisés entre 1957 et 1964 témoignent d'une certaine éthique artistique.

Espace Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11^e. Tél. : 47-00-10-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Roman Opalka

En 1965, Roman Opalka a inscrit sur une toile le chiffre 1, puis 2, puis 3 et 4, et poursuit depuis sa quête arithmétique. Lorsque les plés de la vie d'artiste le forcent à quitter son atelier, il continue son œuvre sur des papiers plus transportables. Alignés vers l'infini, les nombres provoquent un sentiment aigu du temps qui coule.

Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot, Paris 3^e. Tél. : 42-78-03-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Paul Rebeyrolle

Dernière occasion d'accéder aux Parthènes de Paul Rebeyrolle. Sujets critiques et militants, servis par une exécution d'une vigueur peu commune, ils réhabilitent le plaisir et l'ironie dans la peinture. Un éclat gougaud dans une rentrée morose.

Galerie Daniel Templon, 4, avenue Marceau, Paris 16^e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Velickovic

Exposition des toiles récentes de Velickovic, où le corps humain est comme toujours confronté à une violence sourde ou à des mouvements perpétuels. Mais le plus étonnant reste la terrible sculpture

accrue qui garde l'entrée de la galerie et menace d'intégrer le spectateur au monde des corps mutilés qu'il est venu voir. Une réussite.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 47-42-85-86. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Isabelle Waldberg

Elle fut l'amie de Georges Bataille, de Michel Leiris et partagea l'exil américain des surréalistes durant la guerre. C'est à New-York que naquirent les « constructions » en tiges de bête nouée, qui laisseraient la place au bronze lors de son retour à Paris. Décédée il y a deux ans, elle laisse une œuvre forte et déterminée.

Galerie Artcuriel, 9, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 42-55-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 14 novembre.

James Welling

Cet artiste américain, qui utilise principalement la photographie, présente trois séries récentes (paysages de mer, photographies du soleil, drapés) qui sont autant de réflexions sur les relations entre le réel et sa représentation, notamment en bouleversant le motif et la matière de l'image.

Galerie Samia Saouma, 16, rue des Capucines-Saint-Gervais, Paris 9^e. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Régions

Bordeaux

Lawrence Weiner

L'un des figures majeures, dures et pures, de l'art conceptuel américain, rempli la grande nef du CAPC de matériaux virtuels, par le pouvoir des mots.

Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 novembre. 20 F.

Colmar

Victor Brauner

Roumain, il vint en France s'abreuver au surréalisme. Les dessins présentés ici montrent toutes les périodes de son œuvre, de l'automatisme à un style pur inspiré des arts primitifs en passant par les cadavres exquis, jeu auquel l'avait initié Tanguy, ou des œuvres très en matière qui deviennent de plus en plus complexes, et l'angoissante série des Rétrécies réalisée après son éviction du groupe surréaliste.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-20-15-50. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre. 25 F.

Dijon

Chefs-d'œuvre de la peinture française des musées néerlandais

L'Europe artistique a déjà une longue histoire : à Rome se rencontraient des peintres venus de Paris ou d'Amsterdam, qui échangeaient œuvres et idées. Si on reconnaît maintenant l'importance d'un Rembrandt ou d'un Ruysdaël pour les Français, l'expansion de trois siècles d'art français en Hollande est une heureuse surprise.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-74-52-70. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 octobre. 11 F.

Mouans-Sartoux

Le Cri et la Raison

L'endroit mérite le détour, et les expositions qui y sont proposées, ou dominent, en principe, les formes d'art abstrait, géométrique, construit, ou concret, aussi. Mais cette fois, le dialogue est instauré avec des œuvres expressionnistes.

Château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 22 novembre.

Nice

André Verdet

Autour du poète le plus populaire - et l'un des peintres les plus sympathiques - de la Côte d'Azur, les œuvres de ses amis Appel, Braque, Hartung, Jenkins, Picasso et beaucoup d'autres venus témoigner d'une vie aventureuse et riche de rencontres.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-51-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 29 novembre.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet.
« Architecture » : Frédéric Edelmann.
« Photo » : Michel Guerrin.

SELECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Brahms

Les dernières œuvres pour piano : Opus 116, 117, 118 et 119. Joseph Cohen (piano).

Quelle main gauche ! Quelle noblesse de ton, quelle fierté d'articulation ! Le pianiste espagnol publiait la saison dernière une intégrale des variations de Brahms qui nous est apparue comme une révélation. Il est revenu à Paris pour enregistrer, toujours avec le même preneur de son, ces pages ultimes du musicien nord-allemand, sommets absolus du répertoire pianistique. L'interprète est toujours digne de la même considération. Mais le piano semble cette fois résonner dans une ambiance de cathédrale, tandis que les aigus scintillent désagréablement. Notre oreille serait-elle plus exigeante quand la musique est plus belle ?

1 CD Chant du Monde 278 1091.

Janacek

Messe glagolitique, Sinfonietta. Gabriela Benckova (soprano), Felicity Palmer (mezzo), Gary Lakes (ténor), Annette Kottke (basse). Orchestre et Chœur symphoniques de Londres. Michael Tilson Thomas (direction).

Le vieux Janacek, à quelques années de la mort, découvrit que la jeunesse était le secret de la vie. Il s'ensuivit, avant l'acte de foi humaniste de *De la maison des morts*, cette *Messe slave* débordante d'allégresse, pétaradante, d'un optimisme stupéfiant ; et la *Sinfonietta*, qui est un peu du Stravinsky « positif », avec des souvenirs de *Petrushka*, et des fanfares éclatantes sous un beau soleil de printemps. Musiques « de plein air » donc, comme aurait dit Debussy. Musique magnifiquement monolithique que le jeune chef américain dirige de manière joyeusement extravertie ; les violons britanniques sont un peu râpeux, rudes, d'une couleur et d'une énergie presque tchèques. Le timbre de Gary Lakes tire la messe

de Janacek vers le *Boris de Mousorgski*.

1 CD Sony Classical 047182-10.

Caplet

Conte fantastique. Peléus, Sisyphus, etc. Sharon Costa, Sandrine Piau (soprano), Sylvie Deguy (mezzo), Ensemble Musique ancienne, Laurence Cabot (harpe).

Inspiré du *Masque de la mort rouge*, de Poe, le *Conte fantastique* est une sorte de poème symphonique pour petite formation où la harpe installe une atmosphère surréaliste à la Jean Cocteau. Le bois de l'instrument soliste est d'aventure exploité comme caisse de résonance. Ami de Debussy, mais doté d'une forte et singulière personnalité, André Caplet se livra aussi, toujours au début du siècle, à des expériences sur la voix sans support d'un texte. Elles virent naître cette œuvre bizarre « pour cordes vocales et instrumentales » qu'est le *Septuor*. Caplet n'a pas vécu assez longtemps (quarante-six ans) pour, même de son vivant, accéder à la célébrité. Pour nous, tout ce disque est une découverte, dans une interprétation excellente, qui facilite son accès.

1 CD Harmonia Mundi 301417.

Réchal Lella Ben Sédra

Alex des Contes d'Hoffmann, Miroïde, Fables et Fables, Lakmé, Les Noces de Fauré, Le Baladeur de Schérah, Les Noces de Janáček, Manon Lescaut.

Petit Nyctol du *Pelléas* historique dirigé par Desormière, Lella Ben Sédra était « la » soprano colorature française des années 30, curieuse du répertoire alors inconnu des musiques anciennes (à la suite de Nadia Boulanger), pédagogue hors pair, dit-on, quand elle quitta la scène. Une chanteuse qui fit l'objet d'un véritable culte, ce qui explique qu'une association se soit formée pour honorer son souvenir, collecter ses disques et perpétuer son enseignement (Recherchissements : « La Sédra », tél. : 43-79-69-57). Une voix capable de sortir dans un sourire le contre-fa de *Lakmé*, les vocalises piquées d'Olympia et de concentrer toute son énergie, toute sa musicalité, dans les tessitures moyennes de *Chérubin* ; la plus limpide, la plus aérienne des voix, vous enfilant des trilles et des ornements comme s'il en pleuvait, mais avec un style incroyablement distingué : le style vocal français à son âge d'or, dominant aux musiques les plus légères leur dignité, faisant du grand art avec trois notes. Et - merveille - on comprend chaque mot.

1 CD The Classical Collector.

A. R.

Rap

Eric B. and Rakim

Don't Sweat the Technique. Le rap doit être arrivé à une cer-



Eric B. and Rakim.

taine maturité puisqu'il existe désormais un style classique. Eric B. and Rakim, pionniers du genre (leur premier album date de 1987), donnent avec *Don't Sweat the Technique* un disque qui se conforme à tous les canons du rap sans jamais y sembler à l'étroit. Beats qui varient sans fin à l'intérieur des limites étroites de quelques séquences, échantillonnages agressifs (c'est à peine si l'on entend une contrebasse sur *Don't Sweat the Technique*, la chanson, seule concession à la vogue des échantillons pris dans le jazz) et, surtout, la diction superbe de Rakim s'ajoutent pour donner une musique naturelle, évidente et irrésistible.

New-Yorkais, le duo à toujours exploité la mythologie et la vie quotidienne des bandes de Harlem. Sans jamais tomber tout à fait dans l'apologie, la surenchère provocatrice de leurs collègues californiens, Eric B. and Rakim dosent la menace et l'ironie, la colère et l'arrogance, maintenant leur musique en ébullition permanente. Disque de danse superbe, chapitre essentiel de la chronique de l'autre Amérique qu'écrit le rap ; *Don't Sweat the Technique* est un grand album.

MCA MCD 10894 distribution BMG.

Me Phi Me

One. Me Phi Me appartient à une génération nouvelle, celle des rappers

entend le groupe vocal zoulou Ladysmith Black Mambazo sur le *Credo* de Me Phi Me, les ghettos d'Amérique du Nord et les plages de Californie (le chanteur Michael Franks assure les chœurs de *Think... Where Are You Going*). Le résultat est déconcertant, assez exaspérant (la démonstration est souvent lourde et obscure, Me Phi Me n'est pas un virtuose du rap), souvent intéressant. Finalement, *One* vaut plus par les pistes qu'il indique - le recours systématique à la guitare acoustique, les chœurs à l'africaine - que par le plaisir qu'il procure.

RCA/BMG PDS0679.

T. S.

Rock

Mark Curry

It's Only Time.

La figure est désormais familière : le chanteur solitaire, surgi de l'ombre tout armé de sa guitare, de sa provision de chansons accumulées pendant les années d'obscurité, et du contrat discographique qui l'a sauvé du ruisseau. Dernière édition du phénomène : Mark Curry. L'Américain a pour lui une voix passée au papier de verre, un style vocal, une manière à la fois violente et nonchalante, celle du type qui en a vu d'autres mais qui n'arrive pas à se résigner. Aussi romantique que Chris Whitley (mêmes débordements mettant en valeur leurs physiques de maigres durs), aussi blisé que Calvin Russell.

It's Only Time (qui peut se traduire par « c'est pas trop tôt », un brin de suffisance qu'on retrouve dans la manière de chanter) bénéficie de la présence de quelques musiciens prestigieux, spécialistes du rock dégligné de qualité : Charley Quintana, batteur qui a souffert derrière Bob Dylan, Waddy Wachtel, guitariste et com-

plice de Keith Richards. Même si Curry donne dans le folk (c'est-à-dire que ses chansons sont faites pour une voix et une guitare acoustique), la dose de rock qu'apportent les arrangements est bienvenue. Parler pour l'instant limité, mélodiste inégal (mais souvent intéressant), Mark Curry ne peut s'en sortir sans la manière. Celle qu'il a trouvée pour *It's Only Time* est assez séduisante.

Virgin COVUS 49.

T. S.

Chanson

Michel Jonasz

Où est la source.

Couverture galactique, ambiance feutrée : le nouveau Jonasz est égal à lui-même. Juste un peu plus répétitif, mais finalement, quand on a su créer un style, s'en échapper serait la gageure la plus difficile à tenir. Il y a cinq ans, *Unis vers l'un* regardait la planète Terre de loin. *Où est la source* y est revenu pour contempler les étoiles et bâtir un hymne à la source, à la nuit, à la neige, aux rivières, à l'essentiel : « Une étoile sous la mer / C'est la Grande Ourse, un voilier blanc sous l'azur. »

Mais l'affaire reste la même : comment toucher du bout des doigts sans rien en perturber, la lune, l'amour, le piano, le groove, ou la rivière. Ici encore, les mots glissent, pas trop compliqués (« C'est une chanson rien qu'il pour toi mon amour / elle s'arrête ou qu'elle tourne la Terre... Tu seras toujours ma lumière. ») La voix s'insinue, rythme des mélodies travaillées à l'américaine, par des Californiens de Los Angeles (*Groove Baby Groove* et *Triste et bleu* sont d'ailleurs deux brefs comptes-rendus du séjour américain).

1 CD WEA 480909014.

V. Mo.

Les œuvres récentes de Marc Monnet

Bris et fracas

RETOUR de vacances, un compartiment de TGV. Bonne humeur, détente, farniente. Soudain, une voix s'élève, difficile à situer dans l'espace et dans cette paisible réalité : assez forte pour être entendue de tous, pas assez déclamatoire pour qu'on pût croire à un jeu. Une voix qui, soudainement, exerce une voix de vieille femme qui dit des phrases d'abord sensées, sur le chœur, ses chaussures qui claquent, la poussière qui lui tombe sur la tête, son mal aux yeux, devait-elle, pouvait-elle mettre des lunettes de soleil. Puis il fut évident qu'une seconde personne était là, à ses côtés. Un homme. On eût compris qu'il la regardait. Puis il s'entendit dans le silence. Il choisit de fermer les yeux. Et la femme reprit ses intonations, chaque fois un peu plus inquiétantes, agressives, désespérées, avec un ou deux mots chaque fois décalés, phrases répétitives mais jamais symétriques, très subtilement déboussolées. Au départ du train, tout le wagon riait. A l'arrivée, tous se précipitèrent vers la sortie sans se regarder, l'estomac cadencé. Qu'est-ce qui s'était passé de si angoissant ? On ne pouvait parler de folie, ni de délire à proprement parler. De théâtre peut-être. Musical, sûrement.

Marc Monnet est un quadragénaire élégant, musicien bardé de prix, « personnalité reconnue de la génération d'après-guerre », comme on dit. De certaines musiques qu'il compose, il est à peu près aussi difficile de parler que de la scène du TGV que nous avons tenté de raconter. Dans cette musique, il y a fort peu de participants. L'autour semble avoir une prédilection pour les solos, ou pour des duos instruments-voix, qui ne sont jamais des dialogues, mais des monologues superpo-

sés, des lambeaux de phrases émergeant en forme d'interrogation, repris par un timbre « qui ne parle pas », contrebasse, clarinette. Le silence, entre eux, est un personnage important.

Cette musique de Monnet pourrait donc faire penser au théâtre de Beckett. Un théâtre de petites formes et pauvre de mots, un discours saturé de gestes, de peur, d'indignations. Pas de « sens », de construit, de directivité. Mais des significations obscures, cachées bien loin derrière les sons, sans cesse soumises à décalages infimes, à discrètes déviations : un langage cassé - mais pas fou - dont le bris, sans bruit, provoque de véritables fracas, en chacun de nous.

Publiées par les Disques Montaigne, label lui aussi discret (quoique domicilié au Théâtre des Champs-Élysées) qui est en train de modifier le marché français de la musique contemporaine, les *Plèces célestes* de Marc Monnet sont toutes celles que le musicien a dédiées à l'Ensemble Accroche note : Françoise Kubler, soprano, Armand Angster, clarinettes, Jean-Paul Cales, contrebasse et guitare basse (il y a aussi Marc Ducret à la guitare). Le disque s'ouvre sur les six *Chansons inspirées* qui ont été créées au festival Musica de Strasbourg, vingt-quatre heures après la mise en vente du CD. Écoutez ces extraordinaires Chansons (tout le disque est de la même ten), le dernier pièce, plus facile, accessible. Écoutez ces faux cinéastes d'un théâtre sonore éparpillé, sans équivalent (Aperçus peut-être) dans la musique du moment. Vous penserez peut-être à la vieille dame du TGV.

ANNE REY

* 1 CD Disques Montaigne 78 2008.

NRJ
REMERCE
DIRE STRAITS
ET LES

507292 PERSONNES

QUI ONT ASSISTE A
LEURS CONCERTS
EN FRANCE



CORIDA

phonogram

POUR CONNAITRE LA FREQUENCE NRJ DE VOTRE VILLE, TAPÉZ 3915 CODE NRJ. RUBRIQUE STA

هكذا من الراحل

« YA SALAM ! » à l'Institut du monde arabe

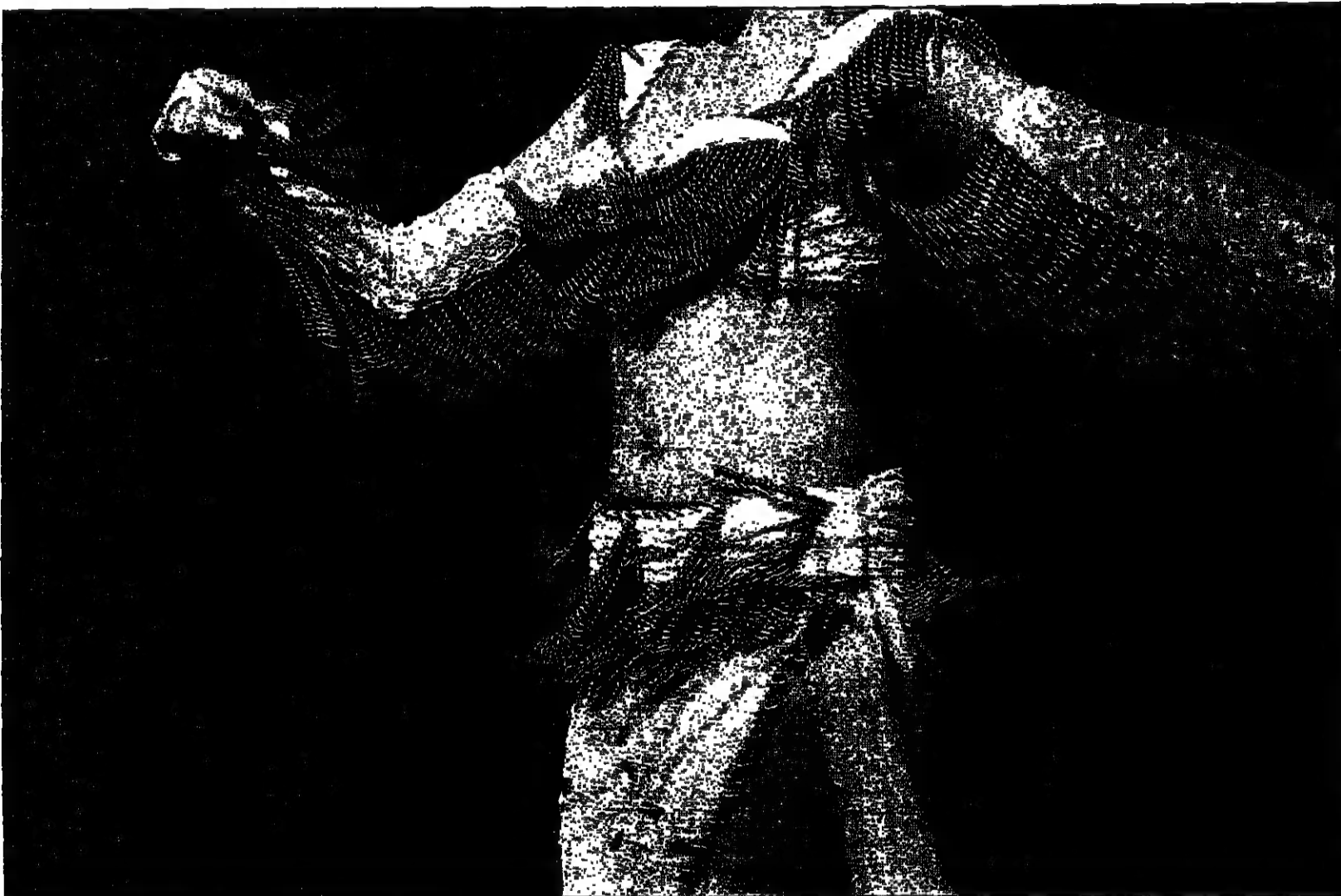
Au cœur du sujet : l'Orient. Traité par des chorégraphes occidentaux et orientaux. Une idée du Théâtre contemporain de la danse et de l'Institut du monde arabe pour casser les clichés. Oui, la danse orientale est un art : avec Djamilia Henni-Chebra et Leïla Haddad. Non, tous les créateurs occidentaux n'ont pas une vision passéiste de l'Orient : avec Andrew Degroat, Jean-Marc Vincent et Jeannette Dumeix. Melting-pot chorégraphique : quand ça bouge dans les têtes, ça bouge dans les corps.

garité. Il est vrai que certaines d'entre elles apostrophent le public en termes crus. Est-ce suffisant pour viser toute une profession? La danse orientale a toujours été associée à la culture populaire. C'est un espace de liberté et d'humour. Il ne faudrait pas que les Arabes eux-mêmes se mettent à la considérer avec des yeux d'Occidentaux : c'est une danse fine, délicate, qui permet d'exprimer des sentiments subtils. Elle mobilise tout le corps, en même temps que le bassin et le ventre. Quand un Occidental nous filme, il oublie tout cela. La vulgarité vient de cette absence de désir de comprendre.

Petite leçon de technique donnée impromptu par la chorégraphe : tout d'abord prendre conscience de son bassin, puis apprendre à l'isoler. Ne jamais oublier l'axe du corps autour duquel toutes les figures vont se construire. Les mouvements du bassin peuvent être circulaires, latéraux, en huit, d'avant en arrière. Effectués avec les deux hanches ou une seule. Avec l'accent marqué en haut ou en bas de la hanche. Avec ou sans jeté de jambe. Une bonne danseuse joue constamment avec l'axe de son corps. L'art est de savoir le franchir, ou de décider, presque brutalement, de ne danser qu'avec un seul côté du corps. Créer la surprise. Savoir que la sen-



d'une mission de sauvegarde du patrimoine. « Il s'agit aussi de reprendre, par nos écrits ou nos travaux, la parole aux Occidentaux qui pratiquent la danse orientale. Elles méprisent la danse de cabaret. Lors de ma conférence-démonstration, j'ai demandé de venir à Sadia, qui danse dans les cabarets à Paris : sa prestation se passera de commentaires. J'aime beaucoup sa personnalité », conclut Djamilia Henni-Chebra. Ces deux danseuses entretiennent visiblement un rapport de bonne intelligence avec leur corps de femme. « Il arrive qu'on ne veuille pas m'engager parce que je suis trop mince. Mais l'époque des danseuses enveloppées est en train de s'achever. Il vaut mieux pourtant être un peu ronde, la danse s'inscrit plus visiblement sur le corps. Moi, je triche souvent en accentuant le débanchement, ou en me mettant sur demi-pointes », explique Djamilia Henni-Chebra. Quant à Leïla Haddad, elle est également très mince. Apparences fragiles, caractère d'acier. Elles sont d'accord pour reconnaître une incompatibilité entre la forme d'une danse toute en rondeurs, en interiorités, et le rectangle de la scène occidentale qui oblige à trouver des déplacements obliques, des changements radicaux d'orientation du corps. La scène idéale est ronde.



Djamilia Henni-Chebra : « Le corps doit avoir de la présence d'esprit. »

DANSER L'ORIENT

DJAMILIA HENNI-CHEBRA en maillot académique noir, l'air austère, contrôle, devant le miroir, les mouvements de son ventre, l'étirement parfait de son buste. Elle brandit sa canne, comme le bâton que les hommes utilisaient dans les arts de combat de l'ancienne Egypte. Mince comme un chat - état plutôt inattendu pour une danseuse orientale - elle ressemble à un hiéroglyphe qui figure à la fois la guerre et la volupté. Algérienne, arrivée à l'âge de deux ans à Villeneuve-Saint-Georges, elle n'a qu'une Mecque : Le Caire. Qu'un modèle : les danseuses égyptiennes, comme Raquia Hassan, Fifi Abdou qui n'arrêtaient pas de moderniser un style connu du monde entier, et baptisé communément « danse du ventre ».

Deux danseuses la rejoignent pour répéter : Katia Schuchman, française et toute jeune comédienne - elle était distribuée dans *Frégoli* de Jérôme Savary - et Nadia Saji, tunisienne et étudiante. Djamilia Henni-Chebra est une militante de la danse orientale pratiquée dans les cabarets. Les seuls endroits, selon elle, où elle peut se régénérer. La danseuse, toujours en solo, doit réussir la gageure de tenir en main un orchestre de quarante musiciens et un public qui connaît tous les airs joués : une sorte de création permanente dont le but est, certes, la séduction et la mise en valeur du corps de la femme, mais aussi l'art de raconter les histoires du quotidien, voire de commenter l'actualité, les réactions de la salle. Le corps doit avoir de la présence d'esprit. Certaines parlent, d'autres chantent. Pour elle, l'appellation « danse du ventre », inventée par les Occidentaux, n'a rien de péjoratif.

« D'après le mensuel Sabah El Kheir, daté de juillet 1991, puis de décembre de la même année, il y a actuellement une campagne engagée par le syndicat des artistes de cinéma pour empêcher les danseuses de paraître à l'écran. Toujours la vieille histoire de la vul-

garité naît plus de la manière de suspendre le mouvement que du mouvement lui-même.

En même temps qu'elle bouge, la danseuse détaille ce qu'elle fait : « Le travail du ventre est d'une subtilité illimitée. Il convient de maîtriser le diaphragme qui va permettre les mouvements ondulatoires, varier à l'infini leurs amplitudes. Il convient alors de coordonner, ou pas, le bassin et le ventre. Il faut aussi songer aux ondulations du buste et des épaules, aux mouvements des mains : ils sont une écriture stylisée des gestes qui accompagnent le langage parlé. » Djamilia Henni-Chebra mime l'étonnement, celle à qui on ne la fait pas, etc. : et Allah sait combien l'arabe est une langue imagée.

Leïla Haddad, Tunisienne, de l'île de Djérba, est de celles qui, pour lever toute ambiguïté concernant la danse orientale, se produisent exclusivement dans les théâtres. Elle aussi se bat depuis plus de dix ans, et avec succès, pour revaloriser l'image d'une danse qui est toute sa vie. De colloque en démonstration, elle est invitée dans toute l'Europe. Son credo : « Non, la danse orientale n'est pas passée directement des temples aux bordels. Son origine dépasse les rives méditerranéennes. Elle est reliée à l'Inde. Elle a voyagé avec les Ghaznavides, des Tringues venus de ce pays. Comme le flamenco avec lequel elle a des ressemblances. Les mouvements du ventre, qui la rendent unique au monde, on les retrouve dans des rites de fécondité africains. En Guinée, par exemple. » Le ventre est le lieu du sacré. Ne pas le comprendre est évidemment un contresens. Pour le moins un manque de connaissance. Leïla Haddad puise son inspiration dans la mythologie, les danses des origines, les formes de la statuaire égyptienne.

Récemment, elle a pris part à un symposium à Berlin organisé sur le thème « Femmes et démocratie en terre d'islam », elle a travaillé avec les comédiennes de Jean-Pierre Vincent pour la mise en scène de *Princesse*, de Fatima Gallaire. Son dernier spectacle, *La Danse des*

sept voiles, a eu lieu au printemps dernier au Théâtre des cultures du monde. Elle aussi, tout comme Djamilia Henni-Chebra, a dû lutter contre sa famille pour imposer sa volonté d'être une danseuse professionnelle. Les cours qu'elle donne au Centre du Marais sont célèbres et très fréquentés. C'est parmi ses élèves qu'elle a choisi les trois danseuses de son prochain spectacle : un Français, médecin à mi-temps, une étudiante, française également, et une Marocaine, comptable. Pour la première fois, Leïla Haddad ne dansera pas seule. Thierry, le médecin, solidement baraqué, devrait apporter une présence étrange dans cette danse de femmes.

Djamilia Henni-Chebra emploie, elle aussi, des danseurs : un Français et un Péruvien, mais dans des évolutions plus guerrières, plus traditionnelles aussi, proches des arts martiaux et de l'acrobatie. La chorégraphie est une spécialiste des folklores et des danses urbaines du Maghreb.

La présence des hommes serait-elle la nouvelle caution de la danse orientale? Il lui faut survivre. Voilà son unique objet. Elle a déjà failli mourir plusieurs fois : du regard réducteur et paillard des Occidentaux, qu'ils soient soldats de Napoléon, qu'ils soient écrivains comme Nerval ou Flaubert, qu'ils soient colons anglais et puritains. Mais elle a dû aussi, et surtout, encaisser les coups venus de l'intérieur : en 1834, le pacha Méhémet Ali exile quatre cents danseuses en haute Egypte; le gouvernement Nasser, en 1955, demande de couvrir ce nombril qu'on ne saurait plus voir. En Algérie, depuis Ben Bella, la danse orientale ne sort plus des fêtes familiales. La montée d'un certain intégrisme achève d'en faire un genre en voie de disparition. On se rappelle qu'Abdel Wahab Mohamad lui-même - parolier et musicien de Oum Kalsoum - décédé récemment, avait été critiqué pour une de ses dernières chansons qui, comme d'habitude, parlait d'amour en termes fleuris. Les danseuses arabes, en Europe, se sentent investies

André Degroat, Américain établi à Paris depuis qu'il est arrivé dans les bagages de Bob Wilson, surdoué et touche-à-tout, fait partie des artistes occidentaux invités à proposer leur regard sur l'Orient. En pleine création d'une *Bayadère* qu'il doit donner à Aulnay-sous-Bois, début novembre, il a accepté de réaliser un montage de quelques moments de son ballet. Un prélude, en quelque sorte. La bayadère, Nikiya, est hindoue : le chorégraphe est donc en plein dans le sujet.

Aux répétitions, on a vu des séquences animées de l'esprit le plus vif, avec une qualité de mouvement superbe. Aucun mimétisme avec la danse orientale de fantaisie, telle que la concevait le ballet classique au dix-neuvième siècle. L'ondulation est prise comme principe basique de la forme générale de la chorégraphie. La musique, une création de la chanteuse Sapho, née à Marrakech, est une suite de mélodies et de cris. On connaît le goût de cet Américain post-moderne pour les grandes œuvres du répertoire classique. Il les respecte par l'invention et la beauté de son mouvement. Il en souligne cruellement la naïveté narrative à l'aide des décors et des costumes. Il arrive que ce désir kitsch se retourne contre lui.

Artefact, qui vit et crée à Toulon, ville qui a des difficultés à accepter ses immigrés, a choisi de chorégrapier autour d'une danse, dite « La mauresque ». Née bizarrement en Méditerranée pour célébrer l'expulsion des Arabes d'Espagne, elle était encore vivante en Provence à la fin du siècle dernier. Pour danser la mauresque, les protagonistes se passaient le visage au noir. Dérision et fascination secrètes. Le désir d'être l'autre. L'amour, la haine : on connaît la chanson.

DOMINIQUE FRÉTARD

* « Ya salâm ! », du 20 au 24 octobre, Auditorium de l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-44.

